

## Tension en Algérie

Deux jours après de violentes manifestations à Constantine, une cinquantaine de jeunes ont été condamnés, le mercredi 12 novembre, à des peines allant de deux à huit ans de prison ferme par un tribunal correctionnel jugeant en flagrant délit. Il s'agit d'un « premier groupe », indique l'agence de presse algérienne, sans préciser le nombre total de personnes arrêtées. Les meneurs comparaitront devant une juridiction d'exception.

L'agitation régnait depuis plusieurs semaines parmi les étudiants et les lycéens dans l'ensemble du pays. Des incidents avaient eu lieu récemment à Alger, et des incidents violents auraient également éclaté à Sétif. Mais il est significatif, et particulièrement décevant pour les autorités, que les troubles les plus graves aient éclaté dans une cité dont elles voulaient faire la vitrine d'un islam éclairé, avec une université ouverte à des personnalités musulmanes étrangères et une grande mosquée construite à grands frais.

L'Etat voulait combattre les fondamentalistes sur leur propre terrain en multipliant les réalisations dans une métropole régionale traditionnellement austère et frondeuse. Ces concessions n'ont satisfait personne : au contraire, les groupuscules intégristes ont profité à l'ombre de la grande mosquée Emir-Abdellader.

La situation à Constantine a paru suffisamment grave au président Chirac pour qu'il évoque lors d'un discours de portée générale, prononcé mardi devant les deux chambres, il n'a pas dit explicitement qu'il s'agit des éléments malintentionnés, ennemis de la révolution algérienne, à l'origine des troubles. Mais certains passages de son allocution montrent à quel point il se désole de la « politique démocratique » des responsables locaux qui tolèrent la « construction anarchique » de mosquées, ensuite « utilisées à des fins destructrices par des éléments bornés », les invitent à se méfier de « ceux qui se cachent derrière la religion » mais aussi de « ceux qui n'ont de socialisme que le nom ».

Préoccupé à en découdre sur les campus, intégristes et gauchistes se sont probablement retrouvés au coude à coude pour secouer les bâtiments officiels de Constantine. Les marxistes sont moins influents que les partisans du renouveau religieux dans les lycées et les facultés. Mais la relative libéralisation de l'économie, avec les ajustements qu'elle implique, leur donne des arguments nouveaux.

Bien que les médias officiels aient présenté les troubles comme l'œuvre de « raptis de justice », la dégradation des conditions de travail pour les étudiants et les lycéens en est la véritable cause. L'heure est à l'austérité, y compris dans l'enseignement supérieur. L'Algérie consacre encore le quart de son budget. Les professeurs sont moins nombreux, les livres manquent, les bourses sont plus chèrement allouées. A cela s'ajoute l'atmosphère générale de crainte de vie. A Constantine, la promiscuité qu'impose l'usage d'autobus rares et surchargés aurait joué un rôle non négligeable dans la rébellion d'étudiants offensés dans leur pudeur.

L'Etat peut à juste titre faire valoir son effort en faveur de la jeunesse. Mais celle-ci sait que les diplômés qu'on lui permet d'acquiescer ne lui seront pas d'une grande utilité. La révolte des étudiants est surtout celle de la future génération. Les aménagements contre la vie chère en Tunisie puis au Maroc, il y a deux ans, étaient aussi un cri de jeunesse sans avenir. Cette angoisse a gagné l'Algérie, privée d'une partie de la rente pétrolière.

## Une déclaration de M. Mitterrand

### Paris pourrait aider le Tchad à « reconquérir son intégrité »

Après une visite en Guinée, M. Mitterrand devait quitter Conakry, le jeudi 13 novembre, pour le Togo, où s'ouvre le sommet franco-africain. Il y sera rejoint par M. Chirac, qui a effectué une escale à Brazzaville. Dans une interview à RFI, le chef de l'Etat a exclu une intervention militaire au Tchad, mais a ajouté : « Il y aura indiscutablement un soutien de la France pour permettre au Tchad de disposer des moyens de reconquérir son intégrité ».



CONAKRY de notre envoyé spécial

Imaginons un palais des nations plus laid encore que le socialisme de Sekou Touré. Construit par la Corée du Nord. Une masse de

béton qui pourrait être aussi bien châteaun d'eau que stade. Et maintenant écoutons le langage qu'y tient le maître des lieux.

JACQUES AMALRIC

(Lire la suite page 6.)

## Waterman vendu à l'américain Gillette

### Vague de restructurations financières dans l'industrie

Les huiles Lesieur et les stylos Waterman changent de propriétaires. Les familles détentrices de ces entreprises modifient leurs alliances ou cèdent leurs titres, pour s'intégrer dans des ensembles à vocation internationale. Après une période - le début des années 80 - marquée surtout par des restructurations et des élagages, les groupes français tentent de croître de nouveau en se redéployant à l'étranger.

Lesieur passe sous contrôle de Saint-Louis Bouchon, qui, parti du sucre, essaie désormais de se constituer une base élargie dans l'agro-alimentaire. Avec 14 milliards de francs de chiffre d'affaires et des marges en net redressement, l'ensemble constituera le second groupe français du secteur derrière BSN. La France se cherche des géants dans un domaine en pleine restructuration européenne et mondiale.

Intérêt français préservé, tel n'est pas le cas de Waterman. M<sup>me</sup> Françoise Gomez, sa mère et sa tante, qui détenaient 51 % des actions du numéro 2 mondial des stylos-plume, ont cédé leurs titres à l'américain Gillette, spécialisé dans les articles de toilette, mais qui essaie de grossir dans l'écriture à l'échelle mondiale. Gillette possède déjà Paper Mate et ST Dupont. La vente - surprise - de Waterman trouve son origine dans

des problèmes de succession. Les stylos Waterman redevenaient ainsi américains, même si M<sup>me</sup> Gomez restera PDG de l'affaire, intégrée à Gillette.

Les deux opérations s'ajoutent à beaucoup d'autres qui marquent une relance des OPA ou des rachats depuis environ un an. La France vit, à son tour, à l'heure des concentrations en tout genre, dont le mouvement a commencé aux Etats-Unis. Cela va-t-il modifier en profondeur le tissu productif français ? Au profit de qui ? N'est-ce qu'une vague spéculative, dont l'origine est plus boursière qu'industrielle ? Autant de questions posées à cette vague de concentrations qui, en tout cas, s'enfile.

(Lire page 38 les articles de CLAUDE BLANDIN, ERIC LE BOUCHER et FRANÇOIS RENARD.)

## La mort de Thierry Le Luron

Le caricaturiste de tous les pouvoirs.

PAGE 42

## Le sort des otages

M. Chirac défend sa politique au Proche-Orient.

PAGE 3

## Spécial Japon 1986

La puissance avant la prospérité.

PAGES 13 à 20

## Médicament pour la mémoire

Il est actuellement expérimenté par une équipe américaine.

PAGE 42

## Carrefour du développement

Les amis de M. Chirac.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 42

## Un entretien avec M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL

### « Créer un paysage audiovisuel cohérent »

Nul mieux que lui, sait la fragilité des institutions administratives... indépendantes. S'il est le nouveau président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), M. Gabriel de Broglie était-il y a peu, membre de la défunte Haute Autorité. Il sait que l'insécurité qu'il présente et lui-même, seront jugés sur des décisions et des choix capiteux pour l'avenir de l'audiovisuel. « Rien ne peut se faire sans la durée », confie-t-il dans cet entretien au Monde.

Mais peut-on agir ou raisonner comme si l'expérience éphémère et brutalement interrompue de la Haute Autorité, n'avait pas existé ?

« Telle n'est pas mon ambition, même si l'on ne peut résumer la suppression de la Haute Autorité et la création de la Commission nationale de la communication et des libertés par une autre. Au changement de législation, correspond un changement dans la conception même de l'institution et de son rôle. La Commission nationale est d'une nature un peu différente de celle de la Haute Autorité, et ses compétences sont plus larges. Mais, comme sa devancière, elle ne peut réussir que dans la longue durée. Je m'efforcerai de réunir les conditions pour cela ».

- De quelle façon ?

- D'abord, en adoptant une attitude délibérément prospective, allant bien au-delà des échéances politiques immédiates. Ensuite, en m'employant à préserver une cohésion interne que la Haute Autorité, dialoguée de l'intérieur, n'a pas su conserver. Enfin, en veillant à ce que la vie de la Commission nationale, ses délibérations internes, restent entourées d'un maximum de discrétion. Mais cette attitude et cette réserve seront compensées par une véritable politique d'information et de relations avec la presse, voire par une volonté de transparence lorsque la loi prévoit, pour certaines de nos activités, des procédures publiques.

- La Commission, dit-on, est d'une nature un peu différente de la Haute Autorité. En quoi, les deux institutions diffèrent-elles ?

- La Haute Autorité était en état de légitimité. Elle prenait des décisions importantes, mais n'avait pas les moyens de les faire appliquer. La Commission nationale, au contraire, est un organisme fort, qui sera amené à se prononcer sur nombre de questions techniques, juridiques, économiques et financières, et qui disposera des capacités pour cela. Cette évolution se reflète dès aujourd'hui dans sa composition - où les professionnels, qui sont aussi des experts en gestion, sont très représentés - et lui donnera demain une personnalité, un style bien à elle, différents de ceux de la Haute Autorité.

- La Commission nationale dispose aussi de pouvoirs étendus en matière de programmes, de création, de contenu en général. Ses compétences en ce domaine sont-elles supérieures à ce qui existait jusqu'à présent ?

- Justement, on dépasse déjà la limite de la Commission, ses trois membres, ses services importants, ses activités centralisées. Ne lui a-t-on pas confié une tâche de régulation ?

- Il nous faut à tout prix éviter cet écueil. Et je pense que nous pourrions facilement y parvenir. La Commission nationale est une autorité administrative indépendante, dont le pouvoir repose sur une instance collégiale. Une

technocratie ne peut y proliférer de manière incontrôlée, car elle n'aurait pas de légitimité. La CNCL devrait donc rester une instance légère et de régulation, dont les interventions essayeront toujours de se situer à un niveau élevé, en incorporant une grande part de conscience et le moins possible de gestion directe ou de réglementation tatillonne.

Propos recueillis par PIERRE-ANGEL GAY. (Lire la suite page 29.)

## Un portrait de Jorge Luis Borges, par Octavio Paz

### L'archer, la flèche et la cible

Jorge Luis Borges est mort il y a quelques mois. Les manifestations d'hommage se multiplient. En France, un « mois de Borges » a été organisé. Expositions et lectures à la Bibliothèque nationale, portraits photographiques à la Maison de Mexico, présentations à Beaune et à la Maison des cultures du monde. L'écrivain mexicain Octavio Paz, en faisant ici le portrait de Borges, ne cache ni ses désaccords ni ses divergences avec l'auteur de « Fictions », mais il dissipe aussi bien des malentendus.

C'est dans ma jeunesse que j'ai commencé à lire Borges, lorsqu'il n'était pas encore devenu un auteur à la renommée internationale. A cette époque, son nom représentait comme un signe de reconnaissance

entre initiés, et la lecture de ses œuvres le culte secret de quelques adeptes. A Mexico, vers 1940, nous étions de ceux-là, un petit groupe de jeunes auxquels venait s'ajouter tel ou tel plus récent : José Luis Martínez, Ali Chumacero, Xavier Villaurrutia, d'autres encore. Borges était un écrivain pour écrivains. Nous le suivions à travers les revues du moment. Dans les livraisons successives de *Sur*, j'ai pu lire la série des contes admirables qui, en 1941, allaient former son premier livre de fiction : *Le Jardin aux sentiers qui bifurquent*. Je conserve encore la vieille édition à couverture bleue, aux lettres blanches, avec, inscrite à l'encre plus sombre, la flèche indiquant un sud plus métaphysique que géographique. Depuis lors, je n'ai pas cessé de lire Borges, de converser en silence avec lui. A la différence de ce qui lui est advenu par la suite, quand la publicité l'a converti en l'un de ses dieux victimes, l'homme disparaissait derrière l'œuvre. Parfois même l'idée me traversait que Borges, lui aussi, était une fiction.

OCTAVIO PAZ

(Lire la suite pages 26 et 27.)

## JEAN ORIEUX PRIX PAUL MORAND.



BUSSY-RABUTIN  
VOLTAIRE  
TALLEYRAND  
LA FONTAINE  
CATHERINE DE MÉDICIS

Grandes Biographies Flammarion

## Le Monde DES LIVRES

- La dernière classe de monsieur Brandel.
- Romans : Baptiste-Marrey, Claude Bruni, Madeleine Chapsal.
- La chronique de Nicole Zand : Transplants...
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Les yeux bleus cheveux noirs », de Marguerite Duras.

pages 21 à 28



## MÉDIAS

**Concentration dans les médias ou non? Bertrand de La Villehuchet plaide pour des rapprochements dans la presse qui pourraient faire pièce à ceux qui ont été réalisés dans la publicité. Denis Perier-Daville se méfie, au contraire, de cette stratégie au nom de la sauvegarde du pluralisme.**

## Une entorse au principe de l'égalité devant la loi

Le pluralisme de la presse  
a-t-il ou non valeur constitutionnelle?

par DENIS  
PERIER-DAVILLE (\*)

La loi sur la presse est d'une technicité rassurante pour les profanes. Mais c'est là une fausse perspective car ce texte est en réalité un puissant révélateur de contradictions redoutables existant au sein de nos institutions. L'intervention du Conseil constitutionnel dans l'élaboration d'un statut de la presse écrite et audiovisuelle a, en effet, été très mal ressentie par la majorité et le gouvernement, qui n'ont pas caché leur irritation.

L'argumentation du Conseil — qui n'a pas varié depuis l'origine — avait pourtant été parfaitement admise en 1984. Elle se résume ainsi :

— La libre communication des pensées et des opinions, garantie par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme, est une liberté fondamentale, d'autant plus précieuse que son exercice est une des garanties essentielles du respect des autres droits et libertés ;

— Cette liberté ne serait pas effective si les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs n'étaient pas à même de disposer d'un nombre suffisant d'organes de la presse écrite ou audiovisuelle, de tendance et de caractère différents, leur permettant d'exercer un libre choix. D'où la nécessité d'établir des plafonds empêchant un développement exagéré de groupes hégémoniques.

### « Laisser faire, laisser passer »

Cette affirmation, propre à entraîner sur le plan théorique une adhésion générale, va en réalité à l'encontre de la philosophie profonde du libéralisme économique : « Laisser faire, laisser passer » est une règle de vie bénéfique pour la collectivité car elle permet aux meilleurs de gagner. Aussi ne faut-il pas brider l'activité des grands groupes de presse mais au contraire aider à leur émergence.

N'est-il pas inquiétant de constater que la majorité gouvernementale s'est en fait refusée à légiférer dans un domaine, celui des libertés, qui par excellence est de la compétence du législateur ? Le gouvernement partage le même avis que sa majorité et n'a rédigé un nouveau projet de loi que contraint et forcé, pour éviter une nouvelle censure du Conseil constitutionnel. Or celle-ci n'est pas exclue.

Faute d'une étude et d'une discussion suffisamment élaborées,

le texte ainsi voté du bout des lèvres comporte au moins un motif d'annulation : est instituée dans l'audiovisuel une commission chargée de veiller à l'application de la loi. Pour la presse écrite, la commission chargée de la même mission se trouve supprimée. Il y a là pour le moins une entorse au principe de l'égalité devant la loi, principe auquel le Conseil constitutionnel est fort attaché.

### A la fois juge et partie

Une nouvelle censure mettrait le ministre de la culture et de la communication, sinon le gouvernement lui-même, en fâcheuse situation. Sans même évoquer une telle perspective, il est évident que le gouvernement et sa majorité, d'une part, et le Conseil constitutionnel, d'autre part, ne sont pas d'accord sur la réponse à donner à cette question : le pluralisme de la presse est-il ou non un principe de valeur constitutionnelle ?

La question est d'importance. Si la réponse est positive, le Conseil constitutionnel était parfaitement dans son rôle en attirant l'attention du législateur sur certaines imperfections de la loi de nature à mettre en danger le pluralisme.

Si la réponse est négative, cela signifie que le Conseil constitutionnel n'a pas à se prononcer sur la conformité à la Constitution des lois mais doit, comme l'a estimé tout récemment le garde des sceaux, se cantonner dans un rôle mineur et désormais obsolète consistant à tracer la frontière entre ce qui est du domaine de la loi et ce qui est du domaine du règlement.

Le problème posé dépasse ainsi largement le champ d'un statut de la presse mais débouche sur celui du fonctionnement des institutions. Cependant, qui pourrait apporter la réponse à une question aussi importante ? Ce ne pourrait être ni le Conseil constitutionnel ni le Parlement, tous les deux étant à la fois juge et partie. Ce ne pourrait être, en cas d'aggravation du conflit, que le peuple lui-même par la voie du référendum.

Toutefois, avant que soit envisagée cette éventualité, qui est

(\*) Président de la Fédération française des sociétés de journalistes.

## Pour de grands groupes de presse

Un moyen de s'opposer à la colonisation étrangère

par BERTRAND  
DE LA VILLEHUCHET (\*)

SOUTENIR que l'une quelconque des entreprises majeures de communication qui deviendrait opératrice de TF1 ou de la « 5 » pourrait porter atteinte à la pluralité de l'information d'apparaît pas comme tout à fait sérieux. L'analyse du budget-temps de nos concitoyens révèle qu'ils sont, en effet, chaque semaine confrontés en moyenne à de nombreuses sources d'informations différentes, réparties dans les médias actuellement disponibles (presse quotidienne, magazines, radio et télévision), qui ne bénéficient d'ailleurs d'aucune fidélité de fréquentation. Notons au passage, en ce qui concerne plus spécifiquement TF1, que toute prise de position politique marquée qui aurait pour conséquence de faire fuir seulement 10 % de l'audience — c'est-à-dire du fonds de commerce — rendrait l'opération économiquement injouable.

Nonons-en à la publicité. L'obtention de TF1 ou de la « 5 » par l'un des grands groupes de communication ne peut, d'aucune façon, fausser le libre exercice de la concurrence entre les médias.

Pour les annonceurs, les médias ont, en effet, une fonction publicitaire qui n'est pas de même nature, même s'ils peuvent être utilisés simultanément de par leur complémentarité. Il existe donc un certain seuil de répartition objective du gisement publicitaire. Ce seuil est atteint notam-

ment quand la télévision obtient une part de marché de l'ordre de 30 %. Nous y parviendrons dans les trois années à venir, et vivrons alors dans une économie de marché, où l'offre des publicitaires sera partout inférieure à la demande des médias.

A ce déséquilibre prévisible s'ajoute déjà la formidable concentration nationale et internationale des agences de publicité, qui s'efforcent de répondre ainsi aux besoins des grands annonceurs multinationaux. Ne faut-il donc pas que, face à cette concentration, se créent de grands groupes médiatiques assumant des responsabilités naturelles de leaders ?

Dans le catalogue des contraintes qui en découlent pour eux, on peut souligner l'obligation de rigueur, qui protégera, à l'évidence, les petites et moyennes entreprises de médias, et spécialement de presse, très dispersées.

### En dernier rang des pays européens

Les entreprises françaises de communication souffrent actuellement de leur dimension insuffisante du fait de leur faible capacité bénéficiaire. La raison en est simple : une entreprise de presse ne peut équilibrer son compte d'exploitation par ses seules recettes de vente, structurellement déficitaires, mais par le chiffre d'affaires publicitaire qu'elle mérite le lectorat de chaque publication.

Or, d'une part, l'investissement publicitaire national rapporté à notre PNB représente un ratio de 0,6 %, qui nous place au dernier rang des pays européens économiquement évolués ; s'agit-il d'un manque d'esprit d'entreprise des industriels français ? Nullement : il se trouve tout simplement que, compte tenu de la concentration de la distribution française — on en revient toujours au problème du rapport des forces en présence — les annonceurs français voient, pour les produits de grande consommation, leurs coûts de commercialisation pénalisés d'environ trois points par rapport à ce qu'ils ont à supporter dans leur environnement occidental, et ils ne peuvent payer deux fois.

En regard, nous sommes confrontés aux ambitions

(\*) Président d'INTERDECO.

d'implantation étrangère, notamment italienne et allemande : il suffit de regarder une carte pour comprendre la situation de la France en termes de géopolitique médiatique. Berlusconi hier, adossé à la port du marché (52 %) qu'il détient en Italie dans le média de télévision, De Benedetti aujourd'hui, élaborant en France une stratégie de développement grâce aux facilités que leur a conférées le libéralisme sauvage italien.

### Des investissements à la hauteur des objectifs

Les Allemands, à partir d'une autre démarche, se trouvent dans l'absolue nécessité de regarder au-delà des frontières : condamnés à long terme par l'effondrement démographique allemand, bénéficiant d'un marché publicitaire de 1,7 milliard de DM, soit près du triple du nôtre, confortés par une télévision qui, pour des raisons réglementaires ayant un véritable effet protecteur, doit se contenter de 14 % de part de marché, les groupes médiatiques d'outre-Rhin connaissent une prospérité enviable. Ils sont, en outre, propriétaires de leurs réseaux de distribution, ce qui les rend peu vulnérables sur le marché intérieur, tandis qu'à l'exportation, indépendamment d'un savoir-faire indiscutable, et grâce aux moyens financiers dont les pouvoirs publics ont su indirectement les doter, ils peuvent déployer des investissements qui sont à la hauteur de leurs objectifs de conquête de marché.

L'enjeu est donc clair : dans l'espace de liberté qui va enfin être créé en France, il serait scandaleux que les grands groupes médiatiques français, pour être à même de s'opposer à la colonisation étrangère, peu susceptible de nous enrichir au plan culturel, ne puissent se redévelopper sur l'ouverture offerte en s'appuyant sur les réserves qu'ils ont su constituer. Ils effectueraient ainsi la jonction entre une presse non pas déclinante, mais stabilisée à un niveau inférieur, compétitive mais moins bénéficiaire, élitiste ou spécialisée, et une télévision de masse dont la rentabilité n'interviendra qu'à moyen terme. Il faut donc, et vite, investir à un prix concurrentiel dans la seule arme qui puisse pérenniser notre industrie de la communication, et finalement assurer le niveau de l'emploi, à savoir la télévision.

### « LES PREMIERS MINISTRES DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE » d'Arthur Conte

#### Scènes de genre

IX premiers ministres depuis 1959 : le compte est suffisant pour composer une galerie de portraits des chefs de gouvernement de la V<sup>e</sup> République. L'historien Arthur Conte n'est pas un peintre ministériel. Il préfère tailler au burin. Et malgré cela, ses œuvres sont tout à fait remarquables. Il s'y était déjà essayé en 1985 avec les portraits des quatre présidents de la V<sup>e</sup> République du 7 novembre 1985. L'auteur ne peut échapper, au reste, vers lesquels de ses modèles vont ses préférences.

M. Michel Debré qui a inauguré la fonction de premier ministre a plutôt conçu cette fonction comme celle d'un second. Le second du général, tout pénétré d'insécurité, de fièvre et surtout d'abnégation. Georges Pompidou, laborieux et solide, grand modernisateur de la France au début de sa charge devient peu à peu le créateur d'un deuxième pouvoir. Mais le premier ministre devenant d'ailleurs, de Gaulle ne peut accepter la perspective de ce partage du pouvoir.

Il ne court pas ce risque avec M. Maurice Couve de Merville, « diplomate marmoreux » qui

constitue pour lui, dit-il, un « glacis glacé » qui ne le préservera pas de l'échec. Et c'est, ensuite, M. Jacques Chaban-Delmas qui a monté quatre à quatre les marches de Matignon les « dévalant au triple galop » trois ans plus tard. Tout comme Pompidou, qui menaçait de faire de l'ombre à de Gaulle, Chaban ne peut établir un pouvoir concurrent de celui du président.

La balance revient donc vers M. Pierre Messmer, qui laisse l'Elysée à découvrir. Arthur Conte poursuit la ronde de ses portraits avec des traits sévères pour le « caudex fragile » qu'est M. Laurent Fabius et une certaine admiration pour les exploits du « farfessin de la cohabitation » qu'est M. Jacques Chirac.

Mais ce sont surtout des scènes de genre que donne l'ancien président de l'ORTF, à travers lesquelles il esquisse une histoire sommaire, parfois intimiste mais toujours facile à lire, de la V<sup>e</sup> République et de ses « grands hommes ».

ANDRÉ PASSERON.

★ Éditions Le Pré aux Clercs, 441 p., 120 F.

### COURRIER DES LECTEURS

#### ■ Sécurité routière et répression

Il y a quelques années, tous les propriétaires d'un camion de plus de 3,5 tonnes de poids en charge et quelle que soit leur date de mise en circulation se sont vu imposer par les pouvoirs publics la pose d'un petit appareil appelé tachygraphe et plus familièrement « moucheard ». Comme son nom l'indique, ce dernier signale votre heure de départ, votre temps de conduite et, bien sûr, votre vitesse. Puisque cette dernière est l'une des principales causes de multiples accidents (...) pourquoi ne pas équiper toutes les voitures d'un système semblable ?

La peur du mouchard allié à la peur du gendarme sous menaçant peut-être vers cette conduite réfléchie de l'automobiliste et sauverait ainsi de nombreuses vies humaines.

ROLAND GRUN.

(Ustaritz).

#### ■ Être juif au Maroc

On parle beaucoup de la position particulière du Maroc dans le conflit du Proche-Orient, facilitée par sa politique de coexistence entre

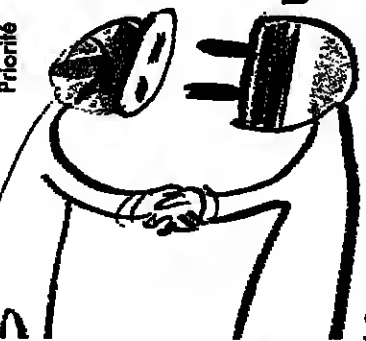
les communautés musulmane et juive. (...) Malheureusement cette image ne correspond pas tout à fait à la réalité. (...) La place du juif marocain n'est plus au Maroc. (...)

Personnellement, je suis retourné au Maroc. En 1978, j'ai occupé le poste de maître-assistant à la faculté de droit de Casablanca. Pendant six ans, le doyen n'a voulu me recevoir qu'une seule fois malgré des dizaines de demandes d'audience. Il n'a accepté de me titulariser qu'au bout de cinq années (délai légal : deux ans). Mais ce qui m'a décidé à quitter le Maroc, c'est le refus du doyen de me laisser soutenir une thèse de doctorat d'Etat en droit international. Il me reprochait de n'avoir pas abordé « l'agression impérialiste-sioniste, axe central de toute étude en droit international ».

Cet exemple personnel ne constitue certes pas un élément de référence des relations entre juifs et musulmans au Maroc. Il n'en reflète pas moins un certain état d'esprit, suscitant l'incertitude et l'insécurité chez les juifs et contribuant ainsi à leur départ.

JACOB COHEN,  
ex-maître-assistant  
à la faculté de droit de Casablanca  
Tel-Aviv (Israël).

## Branchez-vous en direct sur l'anglais.



Ils vous proposent des cours et des formules à la carte : depuis 3 heures par semaine jusqu'à 6 heures par jour.

A partir de 200 F.  
par semaine.

Pour apprendre l'anglais, en petit comité et à votre rythme, entrez dans le circuit I.L.C. Prenez rendez-vous pour un entretien personnel, sans engagement de votre part.

Pour bien apprendre l'anglais, rien de tel que des professeurs diplômés et de longue expérience anglaise, comme ceux d'I.L.C.

**INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE I.L.C. GROUP**  
20, Passage Dauphine  
75006 Paris  
Tél. 43.25.41.37

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75247 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 430572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 795 010 la publication hebdomadaire pour \$ 400 par an par Le Monde c/o Speedprint, 45-45 30th Street, L.I.C., N.Y., 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 45-45 30th Street, L.I.C., N.Y., 11104.

### ABONNEMENTS

BP 597 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

### Le Monde

#### TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LE MONDE.

Impression

de « Le Monde »

7, r. des Italiens

PARIS-CE

1985

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

حکومت الامم



## Le sort des otages au Liban et les relations des Occidentaux avec Damas et Téhéran

Le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam a assuré la France que Damas « continuerait ses efforts dans l'avenir » pour la libération des otages français. Dans une interview à la deuxième chaîne de télévision oman-émiratienne ZDF, il a salué l'évolution de la politique française : « Sans aucun doute, le gouvernement français remporte à l'occasion de la libération des derniers otages le fruit de sa politique au Moyen-Orient ».

Concernant les accusations circulant en Occident sur l'implication syrienne dans des actes terroristes, à Londres dans l'attentat mas-

qué contre El Al et à Berlin-Ouest dans l'attentat contre une société germano-arabe en mars dernier, M. Khaddam a assuré : « Ni la Syrie, ni aucun office syrien de quelque sorte en Syrie ou à l'étranger, n'a eu, n'a et n'aura jamais aucun rapport avec ces actions terroristes ».

Même sur le cloche du côté irakien, M. Mohamed Saïd el-Maschat, ambassadeur d'Irak à Paris, a déclaré mercredi que son gouvernement était « content de l'attitude française » vis à vis du Proche-Orient, telle qu'elle s'est exprimée dans les dernières négociations européennes de Luxembourg et Londres, et que la France « respectait sa politique arabe ».

« Il faut que la France continue de jouer son rôle, il ne faut pas laisser l'incident de l'affaire Hindawi, dont il est clair qu'il a été fabriqué par Israël, changer la politique française », a déclaré M. el-Maschat, qui a ajouté : « Il est vrai que le régime syrien est notre adversaire, qu'il est l'allié de l'Irak, mais ce n'est pas à la Syrie, mais à Israël, que profite ce crime et les récents attentats ». A ce propos, M. el-Maschat a rappelé que « les Israéliens avaient déjà en 1948 fomenté des attentats à Bagdad pour contraindre les juifs de quitter l'Irak ».

A Tunis, M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a exprimé « la profonde préoccupation » de son organisation à la suite des informations faisant état des livraisons américaines d'armes à l'Irak. « Nous avons encore été plus inquiets d'apprendre que ces livraisons ont été effectuées en coopération avec Israël », a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la Ligue arabe a estimé que les États-Unis se trouvent ainsi « en contradiction flagrante » avec la politique de neutralité qu'ils s'étaient engagés à observer dans le conflit irano-irakien.

Malgré le désarroi provoqué par les tractations avec l'Iran

### La Maison Blanche espère de nouvelles libérations

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'ambassadeur iranien auprès des Nations unies a établi, le mercredi 12 novembre, un lien direct entre le sort des otages américains encore détenus au Liban et la restitution à son pays des avoirs et des commandes d'armes déjà payées qui sont bloquées depuis 1979 par les États-Unis.

Cette mesure « atténuerait les sentiments anti-américains (et) viendrait en conséquence promouvoir les conditions d'une solution des problèmes des États-Unis au Liban », a déclaré l'ambassadeur en indiquant au passage : « Si la France veut que nous le fassions, nous le ferons » que son gouvernement était disposé à aider Paris à faire libérer ses propres otages maintenant, qu'un début de règlement de son contentieux financier bilatéral était en marche.

Implicite appel à poursuivre les contacts multilatéraux, de cette manière, donné un objectif tangible, ces déclarations sont intervenues le jour même où M. Reagan recevait quatre des principaux chefs de file du Congrès pour les informer officiellement des tentatives et, aboutissant des tractations secrètes qu'il a menées depuis quinze mois avec Téhéran.

#### La crédibilité de M. Shultz

Depuis qu'un hebdomadaire de Beyrouth en a, au début de la semaine dernière, révélé l'existence à la suite d'indications venues soit de Damas soit du courant iranien qui s'y oppose, ces tractations ont eu effet suscité à Washington un malaise dont M. Reagan ne pouvait plus ignorer le constant approfondissement.

An sein même de son équipe d'abord, M. Shultz a si peu caché son mécontentement que certains journaux l'ont vu un moment craquer. Il a démenti, mais l'humiliation nationale et internationale qui lui a été infligée n'en est pas moins grave, car le secrétaire d'État même depuis plus de deux ans une très active campagne, tant auprès de l'opinion américaine que des pays alliés et même de l'Union soviétique, en faveur de l'abolition mine en quarantaine des États liés au terrorisme, et en particulier du refus de vendre des armes à l'Iran.

C'est donc sa crédibilité personnelle qui est atteinte, puisqu'il est notoire qu'il n'a pas été mentionné en l'occurrence, mais, ce qui est pire, tout à l'écart.

Étroitement associé aussi aux efforts d'isolement de l'Iran, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, n'est pas plus satisfait et ne s'est pas privé de déclarer, cette semaine, qu'une victoire de l'Iran dans la guerre du Golfe ne servirait pas les intérêts américains — ce qui constituait une claire critique des livraisons d'armes consenties à Téhéran par la Maison Blanche.

Côté démocrate autant que côté républicain, le Congrès est ulcéré, car il semble évident que la première raison pour laquelle toute l'opération, jusque dans ses aspects les plus techniques, a été conduite non pas par la CIA, moins encore par les militaires ou le département d'État, mais depuis les seuls bureaux du Conseil national de sécurité est que les fonctionnaires de cet organisme n'ont à répondre qu'au président. On a ainsi voulu court-circuiter les deux Chambres — ce qui était logique dès lors qu'étaient délibérément violées les lois interdisant les livraisons d'armes aux pays considérés comme terroristes et soumettant toute exportation d'armements à notification au Congrès.

La presse enfin s'étrangle d'indignation, sans doute parce qu'elle est choquée de n'avoir rien pu savoir pendant quinze mois, mais aussi parce qu'elle exprime le sentiment très général que c'est en fait la crédibilité des États-Unis qui a été mise à mal. Rétrospectivement, les grandes leçons de morale et de fermeté données au monde, et notamment à la France, ont un goût concurrencé d'hyppocrisie, les capitales arabes modérées, très hostiles à l'Iran, se demandant que penser et la preuve est donnée que le pragmatisme du moment aura rarement autant triomphé à Washington que sous cette présidence.

Pour ne rien arranger, la Maison Blanche ne sait visiblement quo faire pour reprendre en main la situation. A en croire les premières indiscrétions, le président et ses collaborateurs auraient fait valoir aux dirigeants du Congrès que les contacts pris par M. McFarlane du temps où il était encore conseiller pour les affaires de sécurité nationale et qu'il a poursuivis depuis avaient essentiellement pour but de nouer des relations avec ceux des possibles successeurs de l'imam Khomeiny qui seraient le moins hostiles à l'Occident et à préserver par là les intérêts stratégiques à long terme des États-Unis.

L'amiral Poindexter, qui a succédé à M. McFarlane en décembre dernier après avoir été son adjoint, aurait toutefois admis qu'un glissement se serait produit au fil des tractations vers un simple marchandage sur le rachat des otages à coups de livraisons d'armes.

Ce glissement, aurait-il fait valoir, ne doit cependant pas faire oublier et sacrifier l'objectif à long terme, autrement dit ne pas conduire à l'interdiction des contacts.

On le souhaite d'autant moins à la Maison Blanche qu'on y déclare officiellement espérer de nouvelles libérations d'otages la semaine prochaine et qu'on y observe avec une grande attention les succès rapportés à cet égard par la France.

#### L'Algérie et le Japon

La conférence de presse convoquée par l'ambassadeur iranien auprès de l'ONU ne constituait pas seulement dans ce contexte un signal pour la Maison Blanche, mais aussi pour la presse et pour le Congrès. « Nous avons une influence parmi les musulmans du Liban », a, par exemple, déclaré M. Rajais Khorassani, sans se perdre dans les nuances, mais nous ne pensons pas que nous devrions utiliser cette influence et la politique américaine envers l'Iran n'est pas inflexible. Affirmant qu'il n'y avait pas eu de relation de cause à effet entre les livraisons d'armes dont a bénéficié Téhéran et les libérations passées de trois otages américains, l'ambassadeur a énergiquement nié qu'Irak ait joué le moindre rôle dans cette affaire, répétant que M. McFarlane était bien venu à Téhéran début septembre et qu'il avait pu constater que son gouvernement pouvait le prouver grâce à des enregistrements de conversations téléphoniques.

L'ambassadeur a enfin qualifié d'« infatigables » les conversations entre les deux pays, dans lesquelles des pays comme l'Algérie et le Japon ont, a-t-il dit, servi d'intermédiaires comme ils le pourraient demain.

L'ambiguïté de la situation est que, si les États occidentaux laissent voir une faiblesse, ils ne sont pas les seuls. On veut négocier aussi de l'autre côté — ce qui est la condition nécessaire mais amplement suffisante à un accord.

BERNARD GUETTA.

### Passé d'armes entre M. Bérégovoy et M. Chirac

La libération des otages a été abordée le mercredi 12 novembre à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la séance consacrée aux questions d'actualité.

M. Pierre Bérégovoy (PS, Nord) a posé, d'un ton calme, une série de questions qui se voulaient autant d'accusations. « Sur quoi avez-vous négocié ? Sur quel otage avez-vous consenti à la Syrie que nous lui avions jusqu'alors refusé ? (...) Renoncez-vous à poursuivre au Moyen-Orient une politique équilibrée tendant à assurer l'intégrité et l'indépendance du Liban, le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues et celui du peuple palestinien à disposer d'une patrie ? ». A-t-il demandé au premier ministre. Évoquant l'annonce faite par Radio-Téhéran que la France « aurait accepté plusieurs des conditions posées par l'Iran », il a aussi interrogé : « Quelles sont ces conditions acceptées ? ».

L'ancien ministre socialiste a souligné que toute action pour la libération des otages doit exclure « toute capitulation devant les exigences des groupes qui les détiennent et entendent se servir d'eux pour infléchir la politique de la France. Si en effet ceux-ci constatent que la surenchère paie, non seulement nos otages encore détenus seraient encore plus menacés, mais chaque Français vivant dans cette région risque de devenir l'enjeu d'un chantage odieux ». Il a conclu en citant la formule par laquelle Léon Blum avait qualifié l'accord de Munich avec Hitler : « Un lâche soulagement ».

#### « Agir avec prudence et réalisme »

Dans sa réponse, M. Jacques Chirac a affirmé que « les vues un peu simplistes, les jugements hâtifs, les effets de courtoisie, les actions désordonnées ou dispersées sont au Proche-Orient un moyen d'échec dans ces démarches. Les dividendes sont longs à toucher mais les erreurs sont très promptes à être sanctionnées ». Il a expliqué que la libération des deux otages était « le fruit de notre volonté, de notre pragmatisme, mais sans rien céder qui soit contraire à notre honneur et à nos idéaux ».

Puis le premier ministre a ajouté qu'après les attentats de Paris « nous n'avons envisagé aucun compromis, nous n'avons rien cédé, nous n'avons renoncé à aucun principe ». Reconnaissant que le gouvernement voulait « normaliser » les relations de la France avec l'Iran, il a ajouté qu'il n'avait laissé partir aucune arme vers ce pays.

Évoquant ce que doit être l'attitude d'un chef de gouvernement,

(1) Selon la traduction de l'entrevue accordée par M. Chirac au directeur de la rédaction du Washington Times publiée par le même hebdomadaire, le premier ministre a déclaré à M. de Borohgrave : « Prenons l'affaire syrienne. J'en ai parlé à la fois à Kohl et à Genscher. Je ne vais pas aussi loin qu'eux, mais la thèse est que le complot Hindawi était une provocation destinée à embarrasser la Syrie et à destabiliser le régime Assad. Qui était derrière ? Probablement des gens liés au Mossad israélien, en conjonction avec certains éléments syriens proches de Assad et cherchant à le renverser ». Et plus loin, M. Chirac indiquait : « Je tends à partager l'opinion des dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest ».

#### Le chargé d'affaires français à Téhéran reçu par M. Velayati

Le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Pierre LeFrancois, s'est entretenu, mercredi 12 novembre, avec M. Ali Akbar Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères. A la suite de cette entrevue, le chef de la diplomatie iranienne a exprimé l'espoir que les relations franco-iraniennes iraient s'améliorant dans l'intérêt des deux pays. Selon l'agence d'information iranienne IRNA, M. LeFrancois a affirmé que son pays « respecte grandement la politique indépendante de la République islamique d'Iran ».

M. Chirac a expliqué : « Il doit agir avec prudence et réalisme, à fortiori quand la vie de ressortissants de son pays est menacée. De même les chefs de gouvernement ont non seulement le droit mais aussi le devoir de ne rien négliger dans leurs analyses, d'envisager face à chaque événement toutes les hypothèses, de serrer au plus près et sans exclusive toutes les données du problème ». Il a alors ajouté qu'il avait eu « lors sans doute » de faire part de « certaines de ses réflexions (...) à un journaliste étranger ». Mais il a affirmé : « Je n'ai évidemment jamais soupçonné l'Etat d'Israël

d'être, de près ou de loin, associé à une action terroriste en Europe » (1). En conclusion, le premier ministre a regretté que M. Bérégovoy « n'ait pas cru devoir réfléchir un peu avant de parler ».

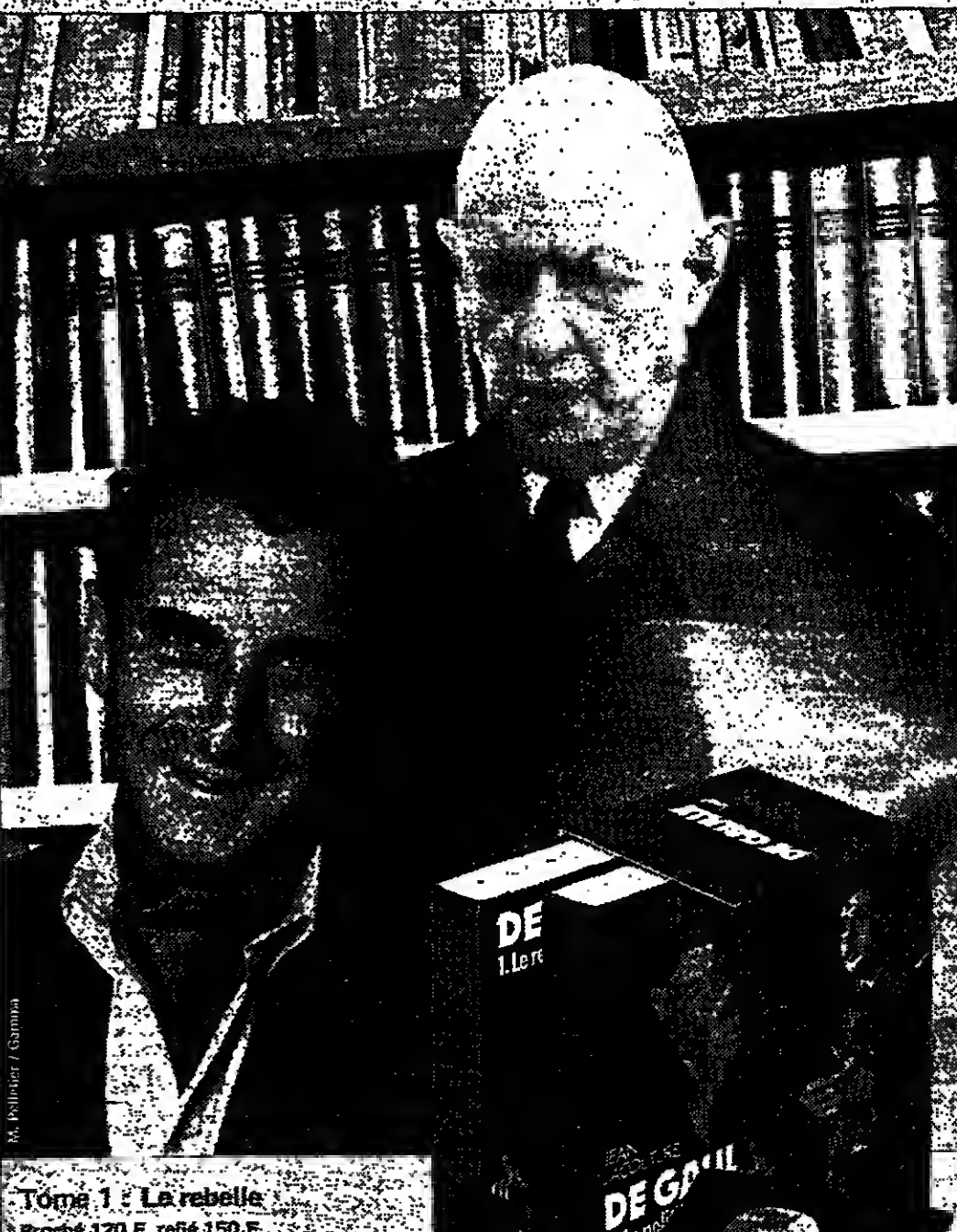
Prenant à son tour la parole, M. Louis Mermaz (PS, Isère) a déclaré : « On ne peut faire alterner ou coïncider négociations, ou pis, marchandages et rododromades. Il serait grave de jouer aux durs tout en cédant aux pressions. A cet égard, certaines félicitations qui nous sont adressées par des milieux terroristes ont quelque chose de

sinistre, d'humiliant, pour ne pas dire de dégradant ».

Dans sa réponse, M. Jaaz-Beraard Raimond a affirmé : « Jamais, pour la libération d'otages, vous ne trouverez trace d'aucune vente d'armes ni d'aucune transaction financière ». Le ministre des affaires étrangères a aussi précisé que les négociations pour régler le contentieux financier avec l'Iran sont menées indépendamment de toute autre affaire, et que les efforts pour obtenir la libération des derniers otages se font « par le dialogue et sans aucun marchandage ».

## SUR DE GAULLE ? VOYEZ LACOUTURE...

HENRI GUILLEMIN / LE MONDE



**Tome 1 : La rébellion**  
Broché 120 F, relié 150 F

**Tome 2 : La politique**  
Broché 120 F, relié 150 F

**Tome 3 : Le souverain**  
Broché 145 F, relié 175 F

Les trois volumes reliés sous  
coffret cartonné et illustré  
475 F

S E U I L



## Europe

BERLIN-OUEST : procès du frère de Nezar Hindawi

## Les autorités judiciaires mettent en cause l'ambassade de Syrie en RDA

Trois semaines après la condamnation à Londres du Jordanien Nezar Hindawi à quarante-cinq ans de prison pour la tentative d'attentat du 17 avril contre un Boeing d'El Al, deux autres membres du « clan Hindawi » comparaissent à partir de lundi prochain devant un tribunal de Berlin-Ouest.

BONN  
de notre correspondant

Ahmed Hasi (trente-cinq ans), frère aîné de Nezar Hindawi, et Farouk Salameh (trente-neuf ans) ont à répondre de « tentative de meurtre » pour l'attentat qu'ils sont accusés d'avoir perpétré, le 29 mars, contre le bureau de la Société germano-arabe dans le quartier de Berlin-Kreuzberg, qui avait fait neuf blessés, dont plusieurs grièvement.

Le « clan » est soupçonné de travailler depuis 1985 pour les services secrets syriens sous l'appellation de Mouvement révolutionnaire jordanien (MRJ), après avoir auparavant proposé ses services à Tripoli. Un quatrième de ses membres, Awmi Hindawi, cousin de Nezar, est en prison à Gènes. Ce dernier a été trouvé en Italie en possession d'une lettre que Nezar Hindawi avait réussi à lui faire parvenir de prison, après son incarcération en Grande-Bretagne le 18 avril.

Nezar lui demandait de contacter à Damas la colonel Haitham Seld, haut responsable des services secrets de l'aviation syrienne, pour qu'il organise sa libération et celle des accusés de Berlin, en échange d'otages détenus au Liban.

Il ne demeure ainsi en liberté, selon les services occidentaux, qu'un seul membre du MRJ, Mahmoud Hindawi, disparu en Europe après les arrestations de ses deux frères.

Le procès de Berlin-Ouest sera, après Londres, aussi celui du rôle de Damas dans le terrorisme international. Les autorités judiciaires et les

services du contre-espionnage n'ont pas hésité à l'annoncer au mépris du secret de l'instruction. Le gouvernement de Bonn a pour sa part fait savoir qu'il pourrait être conduit à adopter de nouvelles mesures contre Damas — s'ajoutant à celles décidées, à la demande de la Grande-Bretagne, par la CEE le 10 novembre à Londres, — en fonction des résultats de ce procès.

## Des voyages à Damas

A Londres comme à Berlin-Ouest, le « clan » a lourdement chargé le personnel diplomatique syrien. Devant le tribunal seront mentionnés plusieurs des Syriens dont il avait déjà été question à Londres, et avant tout le colonel Seld, commanditaire de la tentative d'attentat de Nezar Hindawi. Selon la Grande-Bretagne, c'est lui qui assure la liaison entre les services syriens et leurs groupes terroristes auxiliaires.

Ne serait-ce que parce que Nezar, selon le dossier de l'instruction, chef du « clan », a joué un rôle déterminant dans l'explosion du bureau de la Société germano-arabe, dont il a ordonné de Londres l'opération à son frère et à son adjoint, les ramifications de la « Damas connection » se croisent entre les deux villes.

Selon les preuves de l'implication terroriste syrienne fournies par Londres aux Douze, Salameh s'est rendu en janvier dernier avec Nezar Hindawi à Damas, où tous deux ont été fermés à la fabrication de bombes.

L'attentat a été décidé au début de l'année, parce que l'organisation germano-arabe (fondée en 1974 avec des objectifs politiques de rapprochement culturel) avait refusé de servir, sur injonction des Hindawi, la cause d'organisations palestiniennes extrémistes opposées au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Le « clan Hindawi » en a conclu que la société était « vendue » à Israël.

Nezar a alors ordonné l'attentat en février. Selon ce qui a filtré des

dépôts des deux accusés de Berlin, il leur a demandé de prendre contact avec l'ambassade syrienne à Berlin-Est. Ahmed Hasi devait se présenter comme « Fadi » et demander un certain Abu Ahmad (il pourrait s'agir du colonel Seld).

Ce dernier lui a procuré explosifs et détonateur, qui ont passé le mur de Berlin en voiture diplomatique. Le fait que la bombe aurait été obtenue auprès de l'ambassade syrienne en RDA a été révélé par les autorités judiciaires de Berlin-Ouest en mai.

Par deux fois, la bombe, cachée dans un carton de vieux papiers devant la porte du bureau de la Société germano-arabe, n'a pas explosé. Ahmed Hasi a alors demandé de l'aide à son frère, Nezar, à Londres. Le lendemain, l'ambassade syrienne à Berlin-Est envoyait à Ahmed un expert qui a réparé le détonateur.

Les interventions de l'ambassade devraient être, à Berlin-Ouest, comme elles l'avaient été à Londres, la pierre angulaire du réquisitoire contre Damas. Aux mêmes maux il n'y a pas de nouvelles. Les mêmes conséquences, puisque Bonn n'envisage pas de rompre — comme l'a fait la Grande-Bretagne après le procès Hindawi — les relations diplomatiques avec la Syrie. La RFA, qui invoque comme Paris la nécessité de maintenir des liens avec Damas, pourrait ne les poursuivre qu'à un niveau inférieur en ne remplaçant pas son actuel ambassadeur, M. Herbert Woelke, qui quitte la Syrie dans le cadre d'une rotation normale.

Ahmed Hasi a été arrêté à Berlin-Ouest le 18 avril, au soir de l'arrestation de son frère Nezar à Londres, la police allemande ayant été mise sur piste par les services britanniques. Depuis 1975 il vivait en RFA, une fiancée allemande lui ayant permis d'obtenir une autorisation de séjour de longue durée. Le procès d'Hasi et Salameh devrait durer trois jours. — (Indépendant.)

Après la mort du président mozambicain

## Moscou accuse Pretoria d'avoir provoqué l'accident de l'avion de Samora Machel

MOSCOU  
de notre correspondant

Le vice-ministre de l'aviation civile, M. Ivan Vassine, a accusé, le mercredi 12 novembre, l'Afrique du Sud d'avoir provoqué intentionnellement la chute de l'appareil piloté par un équipage soviétique, dans lequel se trouvait le président du Mozambique, Samora Machel. Ce dernier a péri le 19 octobre, lorsque le Tupolev-134 qui le transportait a heurté une colline, à quelques centaines de mètres de l'intérieur du territoire sud-africain, après avoir dévié de sa route.

M. Vassine a affirmé que les Sud-Africains avaient utilisé un puissant émetteur pour tromper l'équipage soviétique. Ce dernier aurait amorcé les manœuvres d'approche en vue d'atterrir à Maputo, la capitale du Mozambique. La fréquence utilisée par l'émetteur sud-africain était, selon M. Vassine, la même que celle de l'aéroport de Maputo. Le pilote soviétique se serait donc dirigé vers cet émetteur, situé en territoire sud-africain, alors qu'il pensait avoir mis le cap sur la base de l'aéroport de Maputo, dont il était, à ce moment-là, distant d'environ 100 kilomètres.

Le vice-ministre de l'aviation civile n'a pas expliqué pourquoi l'équipage soviétique se trouvait à un angle de 35 degrés de sa route normale. L'appareil reliait Lusaka, la capitale de la Zambie, à Maputo ; pendant tout son parcours, il devait longer la frontière sud-africaine.

M. Vassine a affirmé, d'autre part, ne pas être au courant d'une opposition sud-africaine de faire parvenir à Moscou un enregistrement de

la boîte noire de l'avion, qui a été retrouvée intacte. Celle-ci contient les conversations entre l'équipage et la tour de contrôle de Maputo, ainsi que les signaux radio-électriques reçus par l'appareil.

Le souci du vice-ministre de l'aviation civile semblait davantage, en réalité, de vanter les mérites du Tupolev-134, un petit avion à réaction, et de son équipage, que de prouver quoi que ce soit. M. Vassine a affirmé que l'appareil était doté d'un système de navigation conforme aux normes internationales. Il a eu que des mots d'éloge pour l'équipage (dont un seul membre a survécu), énumérant le nombre d'heures de vol de chaque et repoussant comme un « mensonge

indigne » les informations venues d'Afrique du Sud, selon lesquelles celui-ci se trouvait sous l'emprise de la boisson.

D. Dh.

[Les autorités sud-africaines se sont mises d'accord avec le Mozambique et l'URSS pour l'examen des quatre « boîtes noires » de l'avion de Samora Machel. Selon M. « Pk » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, la « boîte noire » ayant enregistré les conversations des pilotes sera décodée par un pays tiers, en présence des trois pays concernés (Afrique du Sud, Mozambique et Union soviétique), et d'experts de l'Organisation civile internationale. L'un des enregistrements de vol sera expédié à Moscou et un autre, identique, sera déchiffré par les Sud-Africains.]

GRANDE-BRETAGNE : le discours du trône

## Vers des élections anticipées ?

LONDRES  
de notre correspondant

Le discours du trône prononcé par la reine mais rédigé par le premier ministre définit le programme législatif du gouvernement pour la nouvelle session parlementaire. Parmi les dix-neuf projets de lois annoncés, le mercredi 12 novembre, quatre — et des plus importants — concernent ce que l'on appelle en Angleterre « la loi et l'ordre », la justice et la sécurité publique, domaines qui sont l'un des thèmes favoris de M. Thatcher depuis sept ans.

Ces projets prévoient notamment une nette aggravation des peines pour port d'armes (pouvant aller jusqu'à la détention à perpétuité), une meilleure indemnisation des victimes si possible par les criminels eux-mêmes et, comme c'est déjà le cas pour les trafiquants de drogue, la confiscation des biens des auteurs de vols pour tenter d'éviter qu'ils ne sortent de prison ils puissent jouir du produit de leurs crimes.

M. Thatcher n'a ainsi mis en évidence un nouvel élément de la prochaine campagne électorale. Le mois dernier, lors du congrès conservateur, elle avait vivement condamné la politique de défense du Parti travailliste, qui souhaite « dénucléariser » la Grande-Bretagne et qui n'ignore pas que ce choix fort contesté passe pour être le

principal obstacle à son retour au pouvoir. Récemment, en définissant les grandes lignes du prochain budget, le ministre des finances, tout en réaffirmant le respect des principes fondamentaux du Thatcherisme — rigueur de la gestion gouvernementale et libre entreprise — avait annoncé une exception à cette règle en envisageant pour l'exercice 1987-1988 une relative augmentation des dépenses publiques en matière d'éducation, de santé et d'équipement, pour répondre aux reproches les plus fréquemment adressés au gouvernement, une exception qualifiée de « manœuvre préélectorale » par l'opposition.

M. Thatcher refuse encore d'indiquer quel moment elle choisira pour convoquer les élections mais, au Parti conservateur, on admet de plus en plus qu'il faudra éventuellement se tenir prêt pour un scrutin dès la fin du printemps prochain.

Sur tous les bancs de la Chambre, les spéculations vont bon train, d'autant que les derniers sondages d'opinion marquent, après les congrès des différents partis, une soudaine évolution favorable aux conservateurs. Une nouvelle étude, la quatrième en moins de dix jours, a montré mercredi que les Tories devaient les travaillistes pour la première fois depuis plus d'un an.

FRANCIS CORNU.

## Asie

La fin de la visite de M<sup>me</sup> Aquino à Tokyo

## Le Japon mesure l'aide économique apportée au nouveau régime philippin

À la fin d'une conférence de presse, quelques heures avant de quitter Tokyo pour regagner Manille, le jeudi 13 novembre, M<sup>me</sup> Aquino a déclaré qu'elle n'avait « aucune intention, pour l'instant, de remplacer » son ministre de la Défense, M. Enrile, qui, ces dernières semaines, a ouvertement critiqué sa politique. Elle n'a cependant pas exclu « un remaniement ministériel afin de rendre le gouvernement plus efficace », tout en écartant la possibilité d'y faire entrer les communistes. Soulignant, d'autre part, le caractère chaleureux de son accueil au Japon, M<sup>me</sup> Aquino a déclaré que les résultats de sa visite « dépassaient ses espoirs » et que le gouvernement japonais lui avait clairement manifesté son soutien.

TOKYO  
de notre correspondant

Le voyage de quatre jours que M<sup>me</sup> Aquino vient d'effectuer au Japon a-t-il été un succès ? Le Japon a-t-il été satisfait de sa visite aux États-Unis, mais il n'en a pas moins permis aux Philippines de renouer officiellement des liens, quelque peu distendus depuis la chute de Marcos, avec un pays qui est leur deuxième bailleur de fonds après Washington.

Épaulant la politique américaine en Asie, les Japonais soutiennent assidûment le gouvernement de M<sup>me</sup> Aquino, et M. Nakasone a déclaré, dès ses premiers entretiens avec la présidente, qu'il était conscient de la nécessité de renforcer l'aide aux Philippines. Mais l'occupation des Philippines par le Japon, de 1941 à 1944, n'a laissé quelques stigmates. Quarante ans plus tard, la question de la collaboration avec le Japonais au cours de cette période divise toujours les Philippines.

Comme il l'avait fait à l'intention des dirigeants chinois et coréens, mais peut-être cette fois de manière plus explicite, l'empereur Hirohito a tenu à exprimer à M<sup>me</sup> Aquino les regrets de son pays pour les souffrances que l'armée japonaise avait fait subir aux Philippines pendant la guerre. La révélation de ces excuses par le porte-parole de M<sup>me</sup> Aquino a provoqué un petit incident avec le service du protocole de la maison impériale, qui a démenti que l'empereur ait tenu de tels propos : la couronne veut, en effet, qu'on ne rende pas compte de ce que peut dire l'empereur au cours de conversations informelles.

Sur le plan économique, M<sup>me</sup> Aquino n'a pas obtenu de la part du Japon une aide considérable (260 mil-

liards de yens, soit 1,6 milliard de dollars) que son gouvernement avait demandé. M. Nakasone a annoncé l'octroi d'un prêt de 40,4 milliards de yens destiné à la construction d'une centrale thermique dans la province de Batangas. Le Japon étend également un accroissement de son assistance (prêts et aide gratuite) dont le montant s'élevait en 1985 à 49,5 milliards de yens et qui pourrait être augmentée cette année de 10 %. (Les Philippines avaient demandé le doublement de cette somme). Les investissements japonais sur l'archipel représentent 19 % du montant total de la présence étrangère (soit 150 millions de dollars). Les Philippines sont, après la Thaïlande, le pays d'Asie du Sud-Est où la présence japonaise est la plus faible. Depuis la « révolution de février », les investisseurs potentiels japonais sont restés prudents, cherchant à évaluer la stabilité du nouveau pouvoir. L'un des moyens d'augmenter la présence japonaise aux Philippines pourrait consister à convertir la dette de ce pays envers le Japon en participation japonaise dans des entreprises locales.

## Un malaise diffus

Malgré l'euphorie affichée de part et d'autre, la visite au Japon de M<sup>me</sup> Aquino n'en a pas moins été marquée par un malaise diffus. La nouvelle présidente des Philippines n'est pas particulièrement sympathique à l'ancien et puissant lobby Marcos du Parti libéral démocrate (PLD).

Cette antipathie explique que M<sup>me</sup> Aquino n'ait pas pu parler devant la Diète comme elle l'avait fait devant le Congrès américain. M<sup>me</sup> Aquino n'a pu prendre la parole devant des parlementaires qu'à la résidence du président de la Chambre basse. Elle a eu d'autre

part un entretien avec Mme Dol, présidente du PS.

Un sujet de malaise est le contentieux concernant l'aide versée par le Japon au régime Marcos. Les documents saisis dans les bagages des Marcos à leur arrivée à Manille tendent à démontrer qu'une partie de l'aide japonaise versée aux Philippines est allée directement dans les coffres de l'ex-compte présidentiel. Les Japonais arguent aujourd'hui de ce qui peut apparaître effectivement comme un système de corruption institutionnalisée pour expliquer la prudence avec laquelle ils accordent de nouveaux prêts à Manille. Ils font en réalité un mauvais procès aux Philippines. Si est vrai que l'aide japonaise a servi partiellement à grossir la fortune des Marcos (le compte présidentiel encaissait 15 % de prébendes sur les contrats passés avec les firmes japonaises), il n'en est pas moins certain aussi qu'une partie de cette aide retournait au Japon pour financer les campagnes électorales des politiciens du PLD (en échange, ceux-ci garantissaient leur soutien au régime de Manille).

Les deux mille trois cents pages de documents saisis dans les bagages de Marcos à Hawaï (qui sont actuellement entre les mains de la sous-commission pour les affaires asiatiques du Congrès américain) fournissent la liste des sociétés japonaises impliquées dans ce genre d'opération jusqu'en 1979. On y trouve, entre autres, la maison de commerce Marubeni, déjà compromise dans le scandale Lockheed. Les Japonais ont fait pression tant sur Washington que sur Manille pour que ces listes ne soient pas rendues publiques, et ont clairement fait comprendre aux Philippines qu'une telle publication risquait de compromettre toute aide japonaise.

PHILIPPE PONS.

## Proche-Orient

ÉGYPTÉ

## Le président Moubarak rejette implicitement les conditions posées par le FMI

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le président Hosni Moubarak a implicitement rejeté les conditions posées par le Fonds monétaire international (FMI) pour venir en aide à l'économie égyptienne. Dans un discours à la nation, prononcé le mercredi 12 novembre à l'occasion de la nouvelle session parlementaire, le président a déclaré : « Nous n'acceptons pas l'ingérence de partis ou d'organismes étrangers dans la définition de notre politique économique, et dans le choix des mesures à adopter ». M. Moubarak qui parlait d'un plan de redressement de l'économie égyptienne et des « très grandes difficultés dues au service de la dette extérieure, coïncidant avec une baisse des revenus en devises étrangères », a ajouté que « les négociations étaient toujours en cours en vue de parvenir à une formule acceptable par l'Égypte ».

Cette dernière phrase contredit les affirmations du premier ministre sortant M. Ali Loutfi qui donnait comme acquis et imminent un accord entre Le Caire et le FMI, c'est-à-dire l'acceptation, dans une large mesure, de la levée, de subventions et la pratique d'un taux de change réaliste pour la livre égyptienne. Tout tend à indiquer que la brusque disgrâce du premier ministre sortant est due à son désaccord avec le président Moubarak quant aux concessions à accorder à l'organisme international.

L'hebdomadaire affilié au régime, M. Makram Mahamed, est un des proches du président, abonde dans ce sens. Selon M. Ahmed, le rais avait donné « des directives très claires à suivre dans les négociations avec le FMI, directives qui n'ont pas été suivies par la délégation égyptienne lors de ses

pourparlers à Washington en septembre ». Selon M. Moussawar, le président Moubarak préconisait que « l'assainissement économique soit progressif » et rejetait « les solutions difficiles à appliquer parce que portant atteinte à la paix sociale et donc à la stabilité du pays ». M. Ahmed souligne par ailleurs que le rais a refusé « pour des raisons de sécurité liées aux menaces inhérentes à la région » les recommandations du FMI concernant une réduction des dépenses militaires de l'Égypte, la dette militaire vis-à-vis des seuls États-Unis étant de 4,6 milliards de dollars.

## Duel avec l'opposition

Mais, s'il ressort des déclarations du président Moubarak et des révélations d'Ali Moussawar que le rais est toujours réticent face à la recette du FMI, il s'en demeure pas moins que l'Égypte doit parvenir dans les quelques mois qui viennent à un accord avec cette organisation. On voit mal en effet comment elle pourrait passer le cap de 1987 sans parvenir, à la suite d'un accord avec le FMI, à rééchelonner une dette extérieure de plus de 36 milliards de dollars et dont le service s'élevait en 1985-1986 à 3,1 milliards quand le déficit de la balance des paiements se chiffrait à 3,5 milliards de dollars pour la même année.

Les embarras du président Moubarak dans le domaine économique ne l'empêchent pas de poursuivre son duel à fleur de mouquette avec l'opposition. Dans un discours prononcé, mercredi, à l'occasion de la rentrée parlementaire, le chef de l'État a lancé un sévère avertissement à l'adresse de l'opposition tant libérale que de gauche ou islamiste. « Je dis à tous ceux qui jouent avec le feu et aux extrémistes : arrêtez-

vous... sinon les résultats seront catastrophiques », a-t-il menacé.

Le rais a pris énergiquement la défense de la police, dénonçant « la campagne de ceux qui tentent de porter atteinte à son intégrité », se référant apparemment aux violentes attaques lancées par la presse d'opposition à l'égard du ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, accusé d'avoir « falsifié » les résultats des élections pour le renouvellement du mandat de la moitié des membres du Conseil consultatif. La presse d'opposition a, d'autre part, violemment dénoncé « les multiples cas de tortures dont sont victimes les prisonniers politiques ».

A chaque occasion, les journaux de l'opposition ne manquent pas de rappeler le cas des quarante et un officiers de police défaits, le 11 septembre, devant la cour d'assises pour y répondre de l'accusation de torture de suspects au cours de l'enquête sur l'organisation extrémiste musulmane Al Djihad en 1984. Les rapports des médecins légistes ont recensé vingt-cinq cas de tortures comprenant « des fractures et des blessures graves ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

« La guerre du Golfe : recrudescence des raids irakiens. — Pour la deuxième journée consécutive, l'aviation irakienne n'a effectué le mercredi 12 novembre des raids en profondeur en territoire iranien, qui ont fait, selon Téhéran vingt-cinq morts. Un porte-parole militaire à Bagdad a déclaré que les avions irakiens avaient bombardé une raffinerie de pétrole et une centrale électrique à Ispahan, dans le centre de l'Iran, ainsi que les installations d'un gisement pétrolier. Un communiqué militaire a, par la suite, annoncé que des dizaines d'appareils avaient attaqué des camps militaires près des fronts de la guerre du Golfe. — (Reuters.)

LIVRES  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09



هكنا من الأمل



مكتبة المجلد

## Europe

### Un entretien avec Iouri Orlov

#### « Poser des principes moraux et agir auprès des masses »

« Brutalement, vous êtes passé du fin fond de la Sibirie au tourbillon dans lequel vous vivez aujourd'hui. Les journalistes vous courent après, tous les journaux de défense des droits de l'homme vous appellent à la rescousse, les grands de ce monde vous requièrent. Comment vous sentez-vous dans ce rôle ?

— Tout à fait bien, tout à fait libre, et je n'ai pas subi de choc psychologique. Avant cette « interruption » de neuf années, j'avais aussi, à Moscou, une vie très agitée, pleine de conférences de presse, de rencontres. Et là-bas, en plus, c'était dangereux.

— Et plus vite qu'ici ?

— Oui, aussi. Nous avons eu des résultats. Jusqu'à notre action, l'Ouest n'attachait guère d'importance aux articles de l'Acte final d'Helsinki concernant les droits de l'homme, aux contacts non officiels entre les individus. Ce n'est qu'après que certains dirigeants occidentaux en ont fait une partie intégrante de leur politique.

— Votre arrestation, celle de Galazhou, et plus tard la répression de Sakharov n'ont-elles pas marqué la fin de cette forme d'action, de cette période de la dissidence ?

— Non. Par exemple le Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les États-Unis a repris notre tradition, il utilise notre expérience, notre tactique. Mais, bien sûr, c'est très difficile.

— Mais n'est-ce pas désormais un cercle fermé : on entre en dissidence pour obtenir la libération d'autres dissidents, et ainsi de suite ?

— Pas seulement. Bien sûr, cette forme d'action pour obtenir des libérations sera toujours nécessaire. Mais la démocratisation que nous recherchons, ce n'est pas seulement la liberté pour un petit noyau de dissidents. Aujourd'hui, par exemple, il n'y a personne en URSS qui ne connaisse le nom d'Andrei Sakharov. C'est déjà un résultat en soi. Certains croient à la propagande officielle à son sujet, mais d'autres

estiment qu'il a raison et que la propagande ment.

— J'ai eu l'occasion d'en parler avec des ouvriers, en Sibirie, pendant mon exil. Au début, j'étais complètement isolé, on m'avait présenté comme un espion ; mais ensuite, j'ai pu avoir des contacts. Ils pensent que Sakharov et les dissidents, moi par exemple, se préoccupent avant tout de phénomènes comme la corruption, de choses qui concernent le peuple. En l'absence d'« information » complète, ils croient que nous nous intéressons à ce qui, précisément, les émeut le plus : la grande différence de niveau de vie entre la haute bureaucratie et les petites gens, l'inégalité sociale, l'absence de la parole dans l'économie, l'impossibilité pour les ouvriers de défendre leurs droits, le manque de logements, etc.

— Malheureusement, de tout cela nous nous préoccupons assez peu, des questions concrètes.

— Certains ont essayé de se livrer à ce travail auprès des masses — j'en ai rencontré au camp — mais pour cela il faut renoncer à toute autre forme d'existence. Moi, par exemple, je suis un scientifique, je voulais aussi poursuivre mes recherches. Le travail auprès des masses est très ingrat, c'est un bien plus grand sacrifice que la dissidence intellectuelle. Et on est très vite dégoûté dans les conditions soviétiques. Ce ne peut être qu'une activité clandestine, un travail de révolutionnaire professionnel.

— Mais ce que nous avons fait nous était aussi très utile. Il faut à la fois une action « ouverte », fondée

sur des principes moraux et politiques, et une action auprès des masses. Car nous avons en à cet égard, en Russie (au siècle dernier, et au début de celui-ci) une expérience très négative, celle d'une action lancée sans que soient fixées certaines normes morales.

— Pendant votre longue incarcération, avez-vous constaté un changement des conditions de vie, de la situation dans les prisons soviétiques ?

— Il y a eu une aggravation, en particulier sous Andropov, quand ont été adoptées de nouvelles lois qui permettaient, dans la pratique, de prolonger la détention des condamnés sans jugement, comme sous Staline. Mais ces dispositions n'ont pas été appliquées à grande échelle, et récemment, sous Gorbatchev, certaines procédures engagées contre des détenus en application de ces nouvelles lois ont, dans certains cas, été abandonnées. Mais il s'agit de quelques cas, on ne peut en tirer de conclusions.

— Quant à la situation personnelle des détenus, elle dépend étroitement des campagnes d'opinion déclenchées en Occident, des interventions des dirigeants de l'Ouest en leur faveur.

— Vous avez pourtant subi des mauvais traitements.

— Oui, en 1982, par des droits communs spécialement choisis et préparés pour cela. On essaie, par exemple, de présenter Orlov comme un type qui provoque des bagarres. Il suffit pour cela qu'il esquisse un geste de défense. Cela suffit.

— Mais pourquoi cette mise en scène, ces efforts, puisque les autorités du camp, et du pays, font de toutes les manières ce que bon leur semble ?

— L'URSS est un État socialiste très soucieux de donner l'impression qu'il agit conformément à la justice, y compris au niveau le plus bas. Il faut que le dernier des gardiens puisse se dire que tout est en ordre. Il leur faut une autojustification, et ils veulent aussi se justifier devant l'histoire. C'est nécessaire à la solidité du système.

— Quelque chose a-t-il changé avec Gorbatchev ? Un homme comme lui, moins primitif que ses prédécesseurs, ne risque-t-il pas d'être en fait plus dangereux pour le mouvement des droits de l'homme ?

— Ce sera plus dangereux pour ceux qui eux-mêmes sont primitifs. Gorbatchev est plus malin et plus souple. Le mouvement pour les droits de l'homme doit lui aussi se montrer plus souple, se hisser à un plus haut niveau, faire preuve de bon sens. Je crois que le type d'action que j'ai menée reste adapté.

— Voyez-vous arriver une relève ?

— En tout cas, maintenant, on parle tout à fait librement, dans un cercle familial, à la maison, ce qui n'était pas le cas il y a encore vingt ans. Et je crois qu'il se trouvera parmi les jeunes des gens décidés à agir à leur tour, comme nous. C'est logique.

— À la conférence de Vienne, on a remarqué que les Soviétiques avaient une attitude moite brutale que par le passé quand on les interpelle sur les droits de l'homme. Ils n'ont provoqué aucun scandale quand vous avez assisté aux séances de la conférence elle-même, en tant qu'invité de la délégation américaine.

— C'est vrai, et c'est tant mieux. Après tout, je suis russe, comme eux, et cela ne peut que me faire plaisir de constater que des Russes se comportent moins bêtement qu'avant.

Propos recueillis par JAN KRAUZE.

#### Un contestataire de longue date

Iouri Orlov a été déchu de sa nationalité soviétique et mis dans un avion pour New-York le 5 octobre dernier — à la veille du sommet de Reykjavik, alors qu'il purgait une peine de cinq ans de réclusion dans un petit bourg du Nord-Est sibérien, au terme de sept années de camp à régime sévère. Il a été en quelque sorte « offert » aux Américains en marge d'un échange d'espions, qui sans cela aurait été trop déséquilibré au détriment de Washington, puisque l'« espion » américain n'était en fait qu'un journaliste arrêté à Moscou en représailles de l'arrestation d'un véritable agent soviétique à New-York.



Iouri Orlov est un contestataire de longue date. Après quelques années de travail comme ouvrier, puis des cours du soir, il a fait des études de physique, qui l'ont mené jusqu'à l'Académie des sciences d'Arménie. Les premières actions « contestataires » — d'abord seulement quelques paroles prononcées en privé devant des officiers — remontent à 1948. Puis viennent les premières interventions publiques, en 1956, suivies d'une exclusion du parti ; ensuite, après une période de rémission, la plongée, à partir des années 70, au cœur du mouvement des droits de l'homme, alors en pleine effervescence ; la création du mouvement de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, les interventions en faveur de divers prisonniers ; l'arrestation, en 1977, alors que le KGB d'Andropov avait mis en marche sa complexe machine à broyer la dissidence.

Il fut jugé en 1978, par un petit tribunal de la banlieue de Moscou. Une salle remplie d'agents en service commandé, et à l'extérieur, à 100 mètres du bâtiment, contenus par un grand déploiement de police et de « volontaires », les amis, les jour-

nalistes occidentaux, Sakharov, qui, excédé, finit par gifler un militaire. Et là-bas, au loin, un éclair de cheveux roux, une petite silhouette entraperçue un instant entre la porte du tribunal et celle du fourgon cellulaire, et qui disparaît...

Huit ans plus tard, l'homme qui est en face de nous porte plus que le poids des ans. Le regard las, profond et doux, semble voir au-delà de vous. C'est celui de quelqu'un qui revient de très loin. Mais il semble convaincu d'avoir mené le bon combat, sans pour autant dissimuler certaines insuffisances de la dissidence qui fut la sienne. Il n'a pas non plus l'intention de devenir, comme certains parmi ses prédécesseurs, qu'il se garde bien de critiquer, un « professionnel » des droits de l'homme, et a hâte de reprendre ses activités scientifiques. Mais pour l'instant, et parce qu'il est le dernier des « libérés », il doit jouer son rôle, témoigner et expliquer.

J. K.

# Laser ou jamais !

## Comment la Fnac vous aide à passer au laser.



- 36 platines laser sélectionnées dans le dossier Hi-Fi.
- Le crédit spécial « Musique-laser ».
- -20% sur tous les nouveaux disques compact et sur la sélection des disques de la Fnac.
- Un choix de plus de 10000 titres.

fnac



## Diplomatie

Paris pourrait aider le Tchad à « reconquérir son intégrité »  
déclare M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Quelques extraits seulement : la nation vit un « moment décisif » puisqu'elle a maintenant la possibilité d'« installer un Etat de droit » ; mais elle n'y parviendra que si elle vient à bout d'« une bureaucratie tatillonne et paralysante », tant « l'héritage est lourd, tant nos institutions sont encore fragiles, tant nos citoyens s'adaptent difficilement aux exigences du moment ».

Ces quelques phrases, prononcées le mercredi 12 novembre par le général Lansana Conté, président de la République de Guinée, au cours du dîner offert en l'honneur de M. Mitterrand, résumant la situation de ce pays : « Comment, non pas aller plus avant, mais surmonter ce quart de siècle de dictature, de violence en tout genre, d'étatisme corrompu, pour remettre en marche une cantraine dans les richesses potentielles jadis pallo de jalousie plus d'un voisin ? La tâche est immense car elle est à la mesure du mal : un quart de siècle, cela signifie que plus d'une génération a été atteinte dans son âme par la pratique de la délation, par celle de la corruption, par le culte de l'immobilisme et par la peur. Comment surmonter un aussi formidable obstacle ? »

C'est le problème qui se pose à la Guinée, et sa solution n'est pas évidente, malgré toutes les bonnes paroles qu'a pu prodiguer M. Mitterrand dans sa réponse au général Conté. Le président de la République, d'ailleurs, n'a pas promis la lune, même s'il s'est engagé à préserver « un dialogue qui ne laisse pas les hommes à tout pu défaire ». La France, a-t-il dit aussi, « n'a pas de leçons à donner à la Guinée ni de recettes à lui proposer ; elle souhaite simplement être à vos côtés, faire davantage si vous le voulez (...), pour des raisons qui relèvent de l'histoire, de la culture, et, pourquoi ne pas le dire, du sentiment ».

Mais que peut faire, que doit faire la France dans ce pays étrange qui continue, malgré tout ce qu'on peut dire, à se reconnaître en Sekou Touré, non parce qu'il fut bourreau, mais parce qu'il fut « le » général de Gaulle ? Qui peut affirmer aujourd'hui, sans risque de se tromper, que la Guinée a définitivement rejeté son premier président dictateur ? Qui pourra dire demain ce que va incarner ce nom de Sekou Touré : l'exterminateur ou le nationaliste ?

Bien malin qui répondra et rares sont ceux qui se hasardent à répondre. Ici aussi la tentation de donner l'histoire existe. Bientôt, il ne suffira plus d'avoir été victime du médiocre goulag tropical de Sekou Touré pour être craint et bien des survivants de la dictature, persuadés que la justice va continuer à refuser de leur rendre raison, commencent à passer pour des « raseurs ». Et comment en serait-il autrement, puisque le pays a refusé, à la mort de Sekou Touré, de se lancer dans une épuratoire dont la logique aurait été infernale pour la société tout entière ?

Que pèse, face à un tel fatalisme, la bonne volonté paysanne du gé-

ral Conté, dont le réformisme, au meilleur sens du terme, n'est pas en cause ? C'est toute la question. Car réformer suppose une grande autorité et un grand pouvoir sur ceux qui vont voir fondre leurs privilèges et devoir modifier leurs habitudes.

Le général Conté dispose-t-il de ces deux atouts ? Les histoires de tentatives avortées de faire bouger les choses sont si nombreuses qu'on hésite à répondre par l'affirmative. Le général Conté aussi, puisqu'il ne se rendra pas au sommet de Lomé qui s'ouvrira vendredi 14 novembre : est-il est trop risqué de laisser vacant le pouvoir, fût-ce quelques jours ? Et les masses, comme on dit, qu'en pensent-elles ? Nous n'en savons rien, mais leurs représentants se sont pris une bonne bastonnade mercredi, non loin de l'aéroport, de la part de cette garde présidentielle récemment formée par la France et qui ne savait que cogner pour maintenir un enthousiasme pourtant limité, à l'approche de l'arrivée de M. Mitterrand.

## Des distances avec M. Chirac

C'est ce jeudi en début d'après-midi que le président de la République doit quitter Conakry pour la capitale du Togo. Mercredi soir, on estimait à dix-huit le nombre de chefs d'Etat qui devaient participer à cette grande messe franc-africaine, une bonne dizaine de pays devant être représentés à un niveau inférieur : personne cependant ne se hasardait à établir une liste définitive des présents tant jouent les susceptibilités et les rivalités. On considère cependant comme certaines la participation de M. Houphouët-Boigny et celle du président congolais, M. Sassou N'Guesso, que M. Chirac devait tenter d'amadouer une ultime fois lors de son escalade de ce jeudi à Brazzaville. M. Sassou N'Guesso, qui est aussi président de l'OUA, a deux bonnes raisons de se faire prier : la France n'a pas voulu fermer ses frontières à M. Botha à l'occasion du 11 novembre et avait accueilli quelques jours plus tôt son sol M. Jonas Savimbi, le chef bonni des maquisards angolais de l'UNITA.

## L'expulsion des cent Maliens

## Le président de la République : « Je serai l'interprète de leur droit »

Dans un entretien accordé, le mercredi 12 novembre, à la télévision malienne, M. Mitterrand commente l'expulsion des cent un ressortissants maliens décidée il y a quelques semaines par le gouvernement français. Le chef de l'Etat note ce jeudi à Brazzaville. M. Sassou N'Guesso, qui est aussi président de l'OUA, a deux bonnes raisons de se faire prier : la France n'a pas voulu fermer ses frontières à M. Botha à l'occasion du 11 novembre et avait accueilli quelques jours plus tôt son sol M. Jonas Savimbi, le chef bonni des maquisards angolais de l'UNITA.

au Mali, pour celles d'entre elles qui se trouvaient parfaitement à l'abri de toute suspicion, de toute recherche de police, d'espèce que leur situation pourra trouver une compensation, qu'elles pourront de nouveau défrayer le cadre des relations entre la France et le Mali. L'expulsion des Maliens, dit-il, est une mesure de sécurité et non pas directement de la mienne (...). Il ne serait pas sain, que, même pour des raisons de sécurité, des mesures collectives contraires au droit puissent être répétées. Quant aux personnes visées qui se trouvent aujourd'hui

de l'archipel, qui l'a retenu à l'écart. Une différence de traitement que ne manquera pas d'apprécier l'intéressé, qui en France a été reçu comme un pestiféré. M. Botha en a paru un peu ulcéré : « Je n'ai pas demandé à rencontrer quelque représentant que ce soit du gouvernement français. Je n'ai pas demandé à rencontrer votre président. Mais si un visiteur étranger de marque vient dans mon pays, la décence la plus élémentaire nous force à le recevoir convenablement ».

La présence, à Longueval, la veille de « plusieurs milliers de Français » à tontons persuadés M. Botha qu'il était le « bienvenu ». L'Afrique du Sud est forte, plus forte encore peut-être après les sanctions économiques prises par l'Occident à son encontre. La preuve, a dit M. Botha, elle est moins dépendante pour son approvisionnement en pétrole, et elle exporte maintenant ses armements. Les sanctions — cette « sottise » — « armement », d'une certaine manière, le pays de M. Botha, dont l'avenir sera décidé par les seuls Sud-Africains et non par des « éléments ou des forces étrangères ». Pretoria ne se laissera pas faire, a souligné, en substance, M. Botha, qui a confirmé que l'Afrique du Sud, qui possède au moins une centrale nucléaire, entend utiliser l'énergie produite à un « usage pacifique ». Mais, a-t-il ajouté, « en théorie, incontestablement, oui », elle peut aussi fabriquer l'arme nucléaire.

Si l'Afrique du Sud était si « mauvaise », a expliqué le chef de

l'Etat, il n'y aurait pas « plus de deux millions de travailleurs étrangers » dans ce pays visé à avoir inversé la formule, « la plupart illégalement », parce qu'ils n'ont rien à manger chez eux. L'apartheid ? M. Botha est presque angélique : « Cela n'a jamais été une philosophie, c'est un système de gouvernement, qui a ses aspects positifs et négatifs », voire « un concept dépassé » pour l'avenir. En outre, il signifie « le refus de droits à tel ou tel cas, je serai l'interprète de ce qui me paraît être leur droit ». M. Mitterrand est attendu, samedi 15 novembre, à Bamako, en visite officielle, à l'issue du sommet franco-africain de Lomé.

De même, si l'état d'urgence a été instauré en Afrique du Sud, c'est pour « protéger les Noirs, qui sont en train d'être tués et mutilés par le terrorisme ». Or c'est le « devoir » de M. Botha de « protéger les masses ». Dès que M. Botha « aura le sentiment d'avoir restauré l'ordre », l'état d'urgence sera levé. De tout cela, M. Botha est prêt à discuter, mais, bien sûr, seulement avec les gens qui, en Afrique du Sud, « sont disposés à abandonner la violence ». Et attendant, le régime de Pretoria est bien obligé de « lutter contre la présentation erronée des faits et la création de concepts qui ne sont pas vrais ».

D'où une politique de l'information prévoyant un « black-out sur la création d'incidents dans les zones urbaines » et qui, c'est sûr, parviendra à convaincre le monde extérieur

des succès dans une opération qui a avorté par la suite, ou M. Giscard d'Estaing en 1978 agir de même. Il faut que l'expérience serve à quelque chose ».

## La réunification tchadienne

Se déplaçant de la position officielle de la France, qui consistait à dissuader M. Hissène Habré de passer aux actes, le président de la République a ajouté : « M. Hissène Habré se sent naturellement en mesure d'atteindre enfin ses objectifs tout à fait légitimes, c'est-à-dire la réunification et l'intégrité tchadiennes. En quoi est-ce que la France peut y contribuer ? Elle continue d'apporter son aide. Est-ce que c'est l'armée française qui va remplir cette tâche ? Non. Tout est clair, je crois : M. Hissène Habré le sait. » En réponse à une question, le président de la République a paru écarter l'octroi par la France d'une couverture aérienne aux troupes de M. Hissène Habré : « Il n'y aura pas d'intervention militaire française, a-t-il dit, mais il y aura indiscutablement un soutien de la France pour permettre au Tchad de disposer des moyens de reconquérir son intégrité ».

Les propos du président de la République, tout en restant prudents, marquent un inflexionnement de la position française. Cette inflexion est due bien sûr aux événements intervenus aussi bien en Libye, avec la rupture Goukouni Oueddet-Kadhafi, que sur le terrain où les bombardements menés par l'aviation libyenne seraient, affirmé-on de source française, particulièrement meurtriers pour les populations civiles.

Soucieux de ne pas heurter le président de la République sur un sujet qui lui tient à cœur, M. Chirac avait réaffirmé la semaine dernière l'hostilité de la France à toute offensive de M. Hissène Habré contre les troupes libyennes qui occupent le nord du Tchad. Il se reste plus au premier ministre qu'à modifier son attitude en fonction des derniers propos de M. Mitterrand, ce qui devrait intervenir à Lomé.

Oa exclut, en effet, que MM. Mitterrand et Chirac donnent le spectacle de leurs divergences durant le sommet. Il s'empêcherait qu'il sera très difficile à la délégation française d'éviter quelques « couacs », tant elle est nombreuse et diverse. Outre MM. Mitterrand et Chirac, il faut compter MM. Raymond, ministre des affaires étrangères, Aurillac, ministre de la coopération, Jean-Christophe Mitterrand, conseiller du président pour les affaires africaines, Andibert, conseiller de l'Elysée pour les mêmes questions, Guy Peane, ancien conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, récent sénateur des Français à l'étranger, invité personnel du président, Foccart, conseiller du premier ministre pour les affaires africaines, et, enfin, M. Bujon de l'Estang, conseiller diplomatique du premier ministre.

JACQUES AMALRIC.

## Amériques

## CHILI

## Contacts discrets entre des membres de la junte et des représentants de l'opposition modérée

Le gouvernement chilien a décidé de lever l'état de siège dans les provinces de Palena-Arauco et Carre (centre et sud du pays). Imposé à la suite de l'attentat manqué contre le général Pinochet, le 7 septembre, l'état de siège avait déjà été levé dans treize des cinquante et une provinces du pays. L'Association des professionnels de la presse a, par ailleurs, annoncé mercredi que douze journalistes chiliens avaient reçu des menaces de mort émanant d'un mystérieux « commando du 7 septembre ». Dans la capitale chilienne, certains partis politiques prennent de discrets contacts avec des membres de la junte.

## SANTIAGO-DU-CHILI correspondance

Selon une rumeur circulant dans les milieux politiques, des contacts discrets auraient eu lieu récemment entre deux des quatre membres de la junte des commandants en chef qui exercent le pouvoir législatif et des représentants des trois partis signataires, en septembre, du document confirmant l'accord national de 1985. Interrogé sur la véracité de cette rumeur, M. Tomas Puig, l'un des principaux dirigeants du Parti national, nous a répondu qu'il ne pouvait « ni démentir, ni confirmer ».

Ce « dialogue » est évidemment très différent, dans la forme et dans l'esprit, de celui qui a été instauré entre le ministre de l'Intérieur M. Ricardo Garcia, et quelques formations politiques mineures de droite. Ces rencontres se sont déroulées selon les instructions du général Pinochet, avec seulement deux points à l'ordre du jour : la nouvelle loi électorale, et celle, encore en discussion, réglementant l'existence de partis politiques.

Echoué par l'échec du dialogue avec le premier ministre, M. Sergio Onofre Jarpa en 1984, les partis de l'Alliance démocratique se sont refusés à renouveler l'expérience avec son successeur. Une attitude critiquée par le gouvernement, qui a dénoncé « l'incohérence et la duplicité de l'opposition ».

Mais les représentants à la junte de la marine, de l'aviation et des carabiniers ont déclaré plusieurs fois cette année qu'ils étaient favorables à une réforme constitutionnelle. Toutefois, tant que le général Pinochet aura le contrôle de l'armée de terre, les militaires « réformistes » auront du mal à imposer leurs vues, et l'impasse politique demeurera totale.

C'est incontestablement le Parti national qui joue un rôle-clé dans l'établissement du dialogue entre militaires et partis politiques. Se

définissant lui-même comme « le représentant traditionnel de la droite démocratique », le PN occupait le deuxième rang dans les préférences des Chiliens, selon divers sondages, loin cependant derrière la Démocratie chrétienne.

M. Tomas Puig a précisé que des rencontres discrètes avaient déjà eu lieu ces derniers mois entre des représentants de sa formation et certains membres de la junte. Lors de ces entretiens, ces derniers auraient manifesté leur bienveillance à la démarche du PN visant à créer les conditions d'un consensus civico-militaire. Ils auraient d'ailleurs confié leur scepticisme quant aux chances de la droite de constituer seule une majorité parlementaire, au cas où aurait lieu des élections directes.

Or, les « nationaux » n'envisagent nullement de gouverner seuls. Ils entendent au contraire que l'avenir démocratique du pays requiert une large unité nationale, sur laquelle pourrait s'appuyer un gouvernement de coalition. Seuls seraient exclus le PC et l'extrême gauche, ainsi que l'extrême droite, « en raison de leur nature antidémocratique ».

## Une question délicate

« Tout le monde a eu des torts dans le passé », déclare M. Puig, « la consolidation d'une gauche et d'une droite démocratiques est fondamentale pour garantir un avenir institutionnel stable ». Soulignant que « la Démocratie chrétienne et les socialistes ont fait les plus grandes concessions dans l'élaboration des textes du groupe des 13, ce qui est tout à leur honneur », il ajoute que le dialogue entre civils et militaires est devenu en quelque sorte indispensable, en raison de l'échec de 1989, et de la fin de la période dite de « transition ».

L'avènement d'un régime démocratique, selon M. Puig, passe par un pacte entre les partis politiques représentatifs et les forces armées, celles-ci reconnaissant la légitimité d'un candidat civil à l'élection présidentielle. L'opposition accepterait cependant un militaire pour une période courte. Un référendum sur un certain nombre de réformes constitutionnelles, permettant en particulier des élections présidentielles et parlementaires directes en 1989, devrait être organisé.

Reste une question délicate : comment modifier le processus prévu par la Constitution de 1980 ? Pour le dirigeant du Parti national, la solution est entre les mains de la junte, puisque l'article 18 attribue à celle-ci des facultés constituantives exclusives, à condition cependant que des décisions soient adoptées à l'unanimité puis ratifiées par référendum.

GILLES BAUDIN.

## MEXIQUE : l'assassinat d'Ivan Menendez

## Un ingénieur avoue avoir tué le directeur du « Monde diplomatique » en espagnol pour le voler

Mexico (AFP). — Le journaliste mexicain Ivan Menendez, directeur du « Monde diplomatique » en espagnol, a été assassiné — selon la police — par un ingénieur mexicain qui lui avait acheté une maison, a annoncé, le mercredi 12 novembre, le ministère public. Ivan Menendez, âgé de quarante-deux ans, a été tué de sept balles dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 novembre et déposé de l'argent qu'il venait de lui, 22 millions de pesos (environ 160 000 F), produit de la vente d'une maison à l'ingénieur Rodolfo Andy Limon Boyseth, qui venait de lui remettre la somme.

Ivan Menendez avait été un proche collaborateur de l'ancien président mexicain Luis Echeverría et dirigé les publications politiques du Parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir). Selon la police, le vol était le mobile le plus probable de l'assassinat. Quelques organes de presse mexicains avaient cependant reproché à la fin de la semaine dernière, un communiqué d'une organisation supposée de droite et inconnue au Mexique, qui revendiquait le crime. Mais cette hypothèse avait été rapidement écartée par la police.

M. Limon Boyseth a, pour sa part, affirmé qu'il avait tué accidentellement Menendez chez lui. Il a expliqué que Menendez avait voulu voir son arme et que, en la lui montrant, un coup de feu était parti, atteignant mortellement le journa-

liste à la mâchoire. Boyseth a déclaré qu'il avait ensuite voulu dissimuler son geste et faire croire que Menendez avait été la victime de malfaiteurs armés. Ainsi, il a indiqué avoir tiré six autres balles sur le corps de la victime, s'être emparé de la somme d'argent qu'il venait de lui verser, de sa montre et de son alliance. Il a ensuite mis le corps dans le coffre de la voiture du journaliste, qu'il est allé garer devant les bureaux du « Monde diplomatique » en espagnol dans le sud de la capitale.

ÉTATS-UNIS : M. Haig sou-

## CULTURE GÉNÉRALE

## CLÉ DE LA RÉUSSITE

Conserver quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Listes, art, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3769, 35, rue

Colonne, 92383 Paris-La Plaine.

Tél: (1) 42-74-74-63.

مكتبة الجليل



## Afrique

### Le conflit du Sahara

## Avec le Polisario, sur le « mur » marocain

HAFED-BOUDJEMA  
de notre envoyé spécial

Yakhoub s'agenouille, plonge ses mains dans le sable, s'en frotte le visage et les bras, ablutions sans eau des musulmans du désert, tourne le dos au ciel qui rougeoie à l'Ouest et se prosterne, pour sa prière du soir. Sghair tire quelques brèches du feu de bois d'acacia allumé quelques instants plus tôt et prépare le thé. Le rituel est respecté. Nous en buvons trois verres, comme le veut la coutume : le premier très fort et un peu amer, le deuxième plus doux, et le dernier sirupeux d'être trop sucré.

Coincés entre un massif d'acacias et une dune, nous avons planté notre bivouac sur la rive ouest de l'oued Khecheli. La vingtaine de combattants sahraouis qui sont avec nous s'affairent à une dizaine de mètres. Ils boivent leur thé, bien sûr, et complètent les chargons de leur kalachnikov. Ils ont pour mission ce soir de nous faire franchir le mur de défense marocain.

Le repos est de courte durée. Le ciel est encore indigo et les premières étoiles installées bien haut quand le signal du départ est donné. Les deux Land Rover sont prêts. Châssis longs, sans cabines ni pare-brise, le plateau arrière recouvert d'un fil de camouflage, elles sont l'arme de base de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS). Les voitures roulent tous feux éteints, régime moteur au plus bas. Elles cahotent au gré du relief ravagé de l'oued qui nous abrite des regards indiscrets des radars marocains. Le terrain s'aplanit et devient plus ferme. Obéissant à la moindre sollicitation, les deux « caravelles du désert » filent bon train.

Nous approchons, l'oued est redevenu sablonneux et accidenté, et se resserre en un boyau étroit. Les chauffeurs, très adroits, ne sont pas sortis une seule fois de l'abri protecteur du relief. Ils immobilisent les voitures derrière un remblai de sable et de pierres providentielles. Nous descendons en silence. Le chef de la

petite unité donne ses dernières consignes à voix basse.

Le mur est là. Il suit la ligne de crête d'une longue colline, à moins de 1 500 mètres. Une lente et prudente ascension commence. A mi-pente, dans la nuit noire, le groupe se scinde en deux. Le premier part en avant s'assurer du terrain. Comme prévu, nous partons sur ses traces six minutes plus tard. Mais nous les rejoignons trop tôt. Il nous faut, à nouveau, attendre, couchés à plat ventre dans le sable et la caillasse, le signal de ceux qui déjà sont à pied d'œuvre. Ce y est. Nous y allons avec mille précautions. Nous nous attendons à chaque instant à voir le ciel s'illuminer de fusées éclairantes et le silence se déchirer d'éclats d'armes automatiques. Rien ne se passe. Soudain, l'un des hommes en amont se précipite vers nous, pû en deux. Celui qui me précède vient de poser le pied à moins de 20 centimètres d'une mine pourtant partiellement mise à jour par le premier groupe. Nous ne l'avions pas vue.

#### Une silencieuse progression

Nous reprenons notre lente et silencieuse progression. Le mur est devant nous. Un ultime coup d'œil circulaire et, hop ! nous franchissons la première enceinte, assez peu élevée. Nous sommes au fond d'une tranchée de 2 mètres de large. Devant nous, un remblai mitoyen, puis une autre tranchée et enfin l'ultime mur à franchir pour se trouver derrière les lignes marocaines. Les contours des postes marocains commencent à se dessiner. Nous rebrousse chemin.

Il y a maintenant trois jours que nous sillonnons les « territoires libérés », cette partie du Sahara occidental comprise entre le mur de défense marocain et les frontières algérienne et mauritanienne. Nous sommes descendus presque jusqu'à la Mauritanie, face à Agadez.

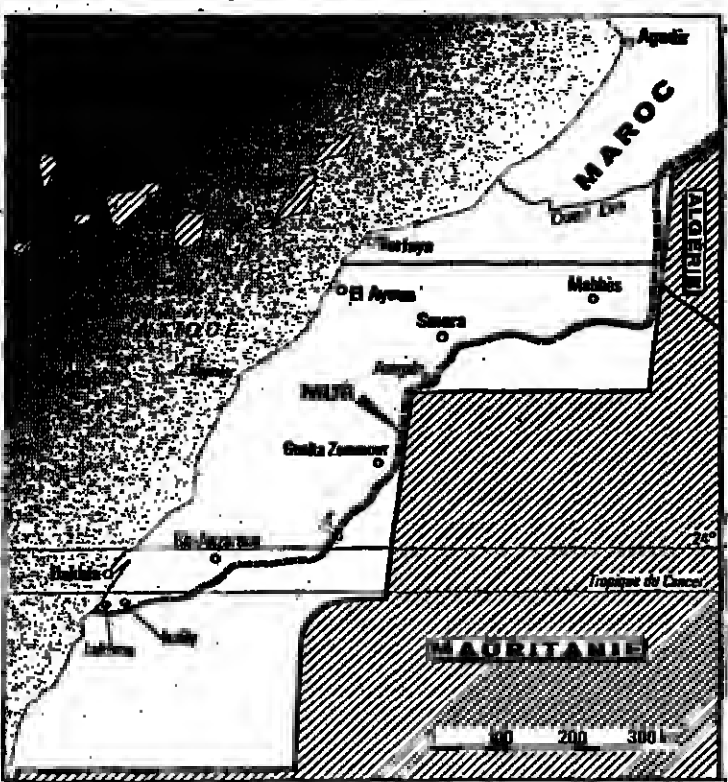
Les traces de Land Rover ont des camions que nous avons croisés ou

embottés sont multiples, témoins de l'activité qui règne dans ces territoires. L'ALPS existe toujours, mais elle ne se livre plus aux mêmes assauts rapides et spectaculaires d'avant 1981. Le mur est là, et il a prouvé son efficacité.

Il cantonne les Sahraouis dans la moitié sud du territoire qu'ils revendiquent. Bien sûr, ils le percent, écrasant, à l'occasion, tel poste avancé marocain. Mais ils sont inca-

est tout autre. Il s'agit, affirme le Polisario, par des pressions économiques et politiques de contraindre le Maroc à s'asseoir à la table des négociations. Il est vrai, comme le disent les dirigeants sahraouis, que cette guerre dure depuis longtemps, qu'elle est sérieuse, cruelle et qu'elle coûte très cher.

L'efficacité de l'ALPS n'est plus à démontrer. Elle l'a prouvé à



pables, ne serait-ce qu'en raison de leur nombre, que Mohamed Abdelaziz, « président de la République arabe sahraouie démocratique » a eu beau estimer supérieur à vingt mille combattants, de l'occuper et de le tenir.

Le but avoué de la guerre d'usure, qui a commencé en 1984, avec l'opération appelée « Grand Maghreb »

maintes reprises, surtout avant 1981. Selon M. Abdelaziz, la guerre de harcèlement porte vraiment ses fruits depuis le mois de décembre 1985, et le sixième congrès du Front Polisario, au début novembre, où la décision de porter la guerre derrière les murs a été prise. Il affirme, à ce propos, que l'ALPS « même en moyenne, chaque jour, trois opéra-

tions contre le mur ou au-delà ». Sans être optimiste, il note cependant que le temps joue en faveur des Sahraouis, soutenus par l'Algérie.

La rupture, le 29 août dernier, du traité arabo-africain, signé à Oujda le 13 août 1984 entre le Maroc et la Libye n'a pas eu de retombées sur le Polisario. Le colonel Kadhafi, qui a aidé matériellement et militairement les Sahraouis jusqu'en 1983, n'a pas recommencé à apporter son soutien.

M. Abdelaziz s'est rendu en Libye, le 1<sup>er</sup> septembre, pour la célébration du dix-septième anniversaire de la révolution. Il n'a pas rencontré le colonel Kadhafi mais a pu s'entretenir avec le commandant Jalloud, le numéro deux libyen qu'il a revu le 25 octobre dernier à Alger.

L'isolement des Sahraouis est relatif. Ils espèrent pouvoir convaincre les pays qui les soutiennent de se réunir en « conférence des gouvernements donateurs » et les amener à prendre des engagements sur trois ans.

Ils se disent en revanche assez satisfaits de leur situation politique. La RASD (République arabe sahraouie démocratique) est membre de l'OUA depuis 1982. Elle est reconnue par 65 pays et le Front Polisario par la plupart des Etats à travers le monde. M. Abdelaziz ne cache pas qu'il prépare l'adhésion de la RASD au Mouvement des non-alignés afin qu'elle puisse siéger en tant que membre dès le prochain

sommet. Enfin, il existe un plan de paix international fondé sur les résolutions de l'OUA et de l'ONU, « que nous faisons nôtre », affirme-t-il.

Il se montre beaucoup plus nuancé à propos des négociations indirectes de ce qu'il appelle « New-York 1 » et « New-York 2 » (le Monde des 9 et 10 avril) placées sous l'égide du secrétaire général de l'ONU et du président en exercice de l'OUA. Il est vrai qu'elles n'ont débouché sur rien de concret.

« Il faut analyser ces deux séances de négociations indirectes, souligne M. Abdelaziz, à la lumière de ce qui s'est passé au niveau de la quatrième commission de décolonisation de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Maroc a refusé de siéger, marquant catégoriquement, ajoutait-il, son refus des décisions des Nations unies et de l'OUA, ainsi que de toute solution politique ».

Le principal sujet d'inquiétude pour les dirigeants sahraouis reste le sommet d'Ifrane du 21 juillet dernier. La rencontre entre le roi Hassan II et M. Shimon Pérès, alors premier ministre israélien, risque à leur avis d'avoir « des conséquences néfastes pour eux et la région tout entière ».

« Cette rencontre n'augure rien de bon », considère M. Abdelaziz, qui affirme craindre qu'une coopération militaire suive les entretiens d'Ifrane.

FREDERIC FRITSCHER.

(Publicité)

**INFORMATION INTER-ENTREPRISES**

Société nouvelle  
fondée prochainement  
pour

Informatiser votre entreprise à des meilleurs prix avec des techniques souples et avancées.

3b, rue du Général-Leclerc  
91230 MONTGERON

**LE CHATEAU EN FRANCE**

sous la direction de J.P. BABELON

Co-édition : Océane Nationale  
des Monuments Historiques et Sites

le château, architecture et société

21 x 29 cm - 440 p - 350 F - 650 F

**Berger-Levrault**  
UN GRAND NOM DE FRANCE

## Quand on vous lâche dans l'espace, on ne vous perd jamais de vue.

Chez Horizons Media, non seulement nous savons acheter et analyser intelligemment l'espace, mais en plus, nous savons en assurer un suivi permanent. C'est aussi ce qui fait notre force : pouvoir contrôler à tout instant les effets de chacune de vos actions publicitaires. Même si vous avez attribué plusieurs de vos budgets à différentes agences, nous pouvons vous garantir la coordination et le rendement optimum de tous vos plans média. Bien sûr, nous nous sommes donnés les moyens de nos ambitions : création de cellules d'achat spécialisées par média, service études rigoureux, équipement informatique de pointe, tout cet environnement nous permet de prendre quelques années-lumière d'avance. Bref ! Quand vous vous lancez dans l'espace avec Horizons Media, vous ne partez pas à l'aveuglette.

Contactez Max Niddam - Horizons Media, 22, rue Jamin 75016 Paris. Tél. 46-47.97.88.

**HORIZONS MEDIA**

Les conquérants de l'espace.



## La discussion budgétaire à l'Assemblée

## Défense : les socialistes refusent d'accorder un « blanc-seing » au gouvernement

Le budget 1987 de la défense, premier budget de la loi de programmation militaire 1987-1991 qui doit être voté par le Parlement, a été adopté jeudi 13 novembre à l'Assemblée nationale. L'UDF, le RPR et le FN ont voté pour ces crédits militaires d'un montant de 169,2 milliards de francs (+ 6,9 % par rapport à 1986). Le PCF est le seul groupe à avoir voté contre, les socialistes ayant choisi l'abstention. L'effort de défense du pays atteint cette année 3,79 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) contre 3,76 l'année dernière; la plate-forme UDF-RPR fixait à 4 % du PIBM l'objectif à atteindre « dès que possible ».

M. Giraud a de la suite dans les idées ! S'il a perdu la première manche de « la bataille d'Albion » qui l'opposait au président de la République sur le site de déploiement des missiles S4 de la future composante nucléaire terrestre, il entend bien gagner la prochaine. Le président de la République avait réaffirmé pour sa part dans le Point du 10 novembre que le nouveau missile balistique prévu pour 1996 serait déployé dans les sites du plateau d'Albion et « pas ailleurs ». Mercredi, à la tribune, le ministre a remis sur le métier son ouvrage : « Pour être implanté d'abord sur le plateau d'Albion, le S4 serait susceptible, en fonction de l'évolution de la situation, et si le chef de l'Etat en décide ainsi, de faire l'objet d'implantations ultérieures, par exemple sur les bases actuelles de Mirage, voire sur d'autres terrains militaires ». Patient, le ministre attend des élus politiques plus cléments, à l'horizon 1988, pour redonner du tonus à la version « mis-

La décision du groupe socialiste d'opter pour l'abstention, alors que la tendance au vote favorable semblait prévaloir jusqu'à mercredi matin, a contraint certains de ses orateurs à la « désertion » ou à la contorsion. L'ancien ministre de la défense M. Charles Hernu (PS, Rhône), furieux d'avoir été mis en minorité, a préféré ne pas assister au débat laissant le PS « à ses vœux démons », tandis que celui qui lui avait succédé rue Saint-Dominique, M. Paul-Quilès (PS, Paris), a tenté de justifier dans l'hémicycle une position qui n'avait pas ses faveurs le matin même en réunion de groupe.

« à roulette » du S4. M. Giraud ne précisait-il pas, à l'issue du conseil des ministres, la 5 novembre, qui avait adopté la loi de programmation militaire 1987-1991, que « le président de la République peut décider de ce qu'il veut lorsqu'il est président ». Pour l'heure, le budget 1987 débouche des crédits pour le programme S4 : 58 millions de crédits de paiements et 637 millions d'autorisations de programme. Présentant les lignes forces de son budget dans lequel pour la première fois depuis presque vingt ans, les dépenses d'équipement dépassent les crédits de fonctionnement, le ministre a estimé qu'un terme était mis « à la stagnation des dernières années ». Avec plus de 20 % en autorisations de programme et plus de 11 % pour les crédits de paiements, les crédits d'équipement effectuent, selon le ministre, un « véritable bond ». Cette forte augmentation, qui n'a pas été contestée dans sa globalité, permet notamment le financement de programmes majeurs,

dont certains avaient été « réservés » par M. Giraud dans l'attente de l'arbitrage budgétaire de Matignon : modernisation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), porte-avions nucléaires, avions de combat futur, « l'enveloppe que vous avez créée pour les cinq années de programmation n'est pas suffisante pour tout faire. Mais elle est de loin la meilleure que l'on pouvait espérer ». S'est exclamé M. Arthur Pécourt (UDF, Var), rapporteur spécial du Sénat, « l'ambition des crédits de la défense sera un sentiment confiant de vide et de trop-plein ». Trop-plein, puisqu'il existe actuellement « deux documents de référence » : la loi de programmation militaire votée par la gauche en 1983 et toujours en vigueur, et celle adoptée en conseil des ministres, RPR, ni l'un ni l'autre n'est aujourd'hui véritablement opérant ». La première loi souffrait, selon le député RPR, d'un vice de forme d'origine. Quant à la seconde, le Parlement n'a pas encore discuté.

MM. Paul Quilès (PS, Paris) et Pierre Joxe (PS, Saône-et-Loire) se sont montrés tout aussi surpris que M. Filion. « Je voudrais souligner la procédure étonnante (...) qui consiste à faire adopter un budget censé représenter la première année d'exécution d'une loi de programmation dont le Parlement n'a pas débattu », a expliqué M. Quilès. « Dans quel

Pour le reste, c'est sans surprise que majorité et opposition socialiste se sont rejointes pour sacrifier au rite du consensus national sur l'autel de la défense. Pour autant l'opposition n'a pas voilé ses critiques de mots et de gestes.

Le ministre de la défense, M. André Giraud a défendu son budget de « rupture » tout en félicitant ses prédécesseurs d'avoir renforcé le consensus sur la défense. M. Quilès s'est étonné des « imperfections » de la copie du ministre tout en soulignant l'esprit de continuité qui l'inspirait grâce à l'action du chef de l'Etat. Dans les couloirs, entre deux séances, M. François Fillon (RPR-Sarthe), président

de votre budget s'inscrit-il ? », s'est interrogé le président du groupe socialiste. M. Joxe, qui a rappelé que la gauche avait un pouvoir en 1981 n'avait pas touché à la loi de programmation alors en cours. « Le PS aurait pu voter ce budget, j'aurais pu voter ce budget », a poursuivi M. Joxe dans une intervention très courtoise, « mais je tenais à une supériorité décente ». Mais, pour lui, les « dérives » enregistrées selon lui dans des propos récents du ministre excluaient ce vote qui aurait représenté un « blanc-seing » dérivé « à l'aveuglette ». M. Quilès a ajouté pour sa part que si le projet de loi de programmation militaire semblait avoir « levé certaines inquiétudes », le budget 1987 malgré « certains aspects positifs » restait « ambigu » et « discutable ». L'ancien ministre a toutefois voulu donner à l'abstention un contenu positif, ou en tout cas pas trop négatif aux vues de ses positions antérieures, en affirmant : « Contrairement à ce qui est l'attitude traditionnelle d'une opposition, nous ne voterons pas contre le budget ». Sous la présidence législative, l'attitude traditionnelle de l'opposition n'avait connu qu'une seule exception : le vote par l'UDF en 1982 du premier budget de défense de la gauche.

Prendant la parole tard dans la nuit pour répondre aux orateurs, M. Giraud a regretté en termes vifs le comportement des élus socialistes : « Nous avons manqué d'affirmer à la face du monde qu'une rencontre était possible, c'est dommage. J'espère que ce n'est que provisoire ».

## Force morale

S'agissant des menaces pesant sur l'Europe, le ministre a manifesté une inquiétude qui a rejoint celles exprimées dans la nuitée par les députés socialistes. M. Jacques Bannel (RPR-Hauts-de-Seine) qui avait affirmé : « A Reykjavik,

de la commission de la défense nationale se demandait s'il ne faudrait pas un jour soulever le voile du consensus pour voir ce qu'il recouvrait en réalité... La discussion de mercredi a montré par ailleurs que la majorité était divisée sur la question du service national. Le ministre a fait l'objet d'une offensive coordonnée et soutenue de plusieurs orateurs UDF et RPR pour qu'un véritable débat de fond soit tenu sur cette question. Enfin, il ne semble pas dans l'esprit du ministre que « la bataille d'Albion » (le Monde du 11 novembre) soit définitivement close : l'armistice a été signé avec M. François Mitterrand, mais pas la paix.

l'Europe absente a failli servir de monnaie d'échange dans la partie de bras de fer entre l'URSS et les Etats-Unis. « L'orientation prise par les conversations de Reykjavik fait planer les plus grandes inquiétudes », a reconnu M. Giraud. Peut-on imaginer que l'Europe puisse vivre sous la menace permanente d'une supériorité écrasante du pacte de Varsovie quant aux armements conventionnels, chimiques et nucléaires susceptibles de l'atteindre ? (...) Peut-on imaginer une situation où la seule protection serait le déclenchement de l'armement stratégique américain, décision si lourde et si dangereuse pour un pays éloigné de la menace qu'elle en deviendrait peu crédible, et donc peu dissuasive ?

Le ministre a tenu en réponse à plusieurs intervenants — notamment MM. Marcel Bigeard (app. UDF, Meurthe-et-Moselle) et Pierre Sergent (FN, Pyrénées-Orientales) — à évoquer la question des « forces morales » qui « sous-tendent la défense ». « Je crois que c'est la question la plus importante », a-t-il dit, en soulignant le rôle joué par le service national dans ce domaine. Interrogé notamment par MM. Yves Guéna (RPR, Dordogne), rapporteur spécial, Guy-Michel Chavaneau (PS, Sarthe), rapporteur pour avis et Arthur Pécourt, sur « l'incapacité » du service national (22 % d'exemption en 1985), M. Giraud a estimé que c'était « inadmissible », mais qu'il fallait faire attention à ne rien « dégrader », en voulant « faire mieux ». Il semble que la proposition de réforme du service (le Monde du 3 novembre) avancée par M. Giraud ne recueille pas l'approbation de tous les élus de la majorité. Notamment, de M. Filion qui maintient son idée d'un service à deux vitesses (dix-huit mois à deux ans pour les uns, « le plus court possible pour les autres »), qui irait de

l'analyse des méfaits de la désinformation. Selon lui, c'est la première fois que le ministre de la Défense a fait de ce programme un « symbole » de la volonté de la France d'être ou non présente sur la scène diplomatique grâce au Richelieu. Le gouvernement aurait été contraint de tenir compte d'une telle présentation des faits avant de donner son avis, « après mûre réflexion », selon M. Giraud, à la poursuite du projet.

On prête l'intention au ministre de la Défense de s'expliquer davantage, samedi 15 novembre, sur sa conception de la lutte contre la désinformation, devant les auditeurs de la nouvelle session de l'Institut des hautes études de défense nationale à Paris.

JACQUES ISNARD.

(1) Lire l'ouvrage Le Temps de la désinformation, sous la signature de M. Henri-Pierre Cathala, Stock, 272 pages, 98 francs.

## M. Giraud charge les services secrets de traquer la désinformation dans les médias

s'appuient sur des lignes de force des déséquilibres internationaux ». Il a souligné que « nous en démontrons les mécanismes avec l'aide des professionnels compétents » et que « nous mettons au point les armements et les logiciels de la guerre médiatique ». Le ministre a ajouté, à propos de terrorisme qui engage des actions de désinformation, « en utilisant toutes les ressources des canaux médiatiques », que l'on cherchait « à décourager les opérations publiques et à inciter à des attitudes de renoncement plutôt que de résistance ». Il a conclu : « Nous devons considérer qu'il s'agit là d'un nouveau chapitre de la défense ».

M. Giraud n'a pas précisé davantage quels moyens il comptait utiliser pour inventer ce qu'il a appelé, d'autre part, des « contre-feux », à opposer à la désinformation. On sait seulement, par les confidences aux

secrétaires, que la DGSE est chargée du dossier.

Le ministre de la défense a rejoint là les thèses de nombreux professionnels du renseignement en France, qui, lorsqu'ils ne pratiquent pas eux-mêmes la désinformation offensive et défensive à l'encontre de pays étrangers, considèrent les techniques de l'information ou de la subversion psychologique — comme on le disait autrefois — comme une vraie « machine de guerre » dirigée contre les fondements de la défense et la cohésion nationale.

Cependant, M. Giraud va parfois bien au-delà de cette thèse, communément admise, à propos de l'influence supposée des médias sur l'opinion et dans les relations internationales. Lors du colloque sur l'honneur de la délégation générale pour l'armement, le ministre de la défense est allé jusqu'à citer l'exemple de la construction du porte-avions nucléaire à l'appui de son

analyse des méfaits de la désinformation. Selon lui, c'est la première fois que le ministre de la Défense a fait de ce programme un « symbole » de la volonté de la France d'être ou non présente sur la scène diplomatique grâce au Richelieu. Le gouvernement aurait été contraint de tenir compte d'une telle présentation des faits avant de donner son avis, « après mûre réflexion », selon M. Giraud, à la poursuite du projet.

On prête l'intention au ministre de la Défense de s'expliquer davantage, samedi 15 novembre, sur sa conception de la lutte contre la désinformation, devant les auditeurs de la nouvelle session de l'Institut des hautes études de défense nationale à Paris.

JACQUES ISNARD.

(1) Lire l'ouvrage Le Temps de la désinformation, sous la signature de M. Henri-Pierre Cathala, Stock, 272 pages, 98 francs.

## Le RPR relance l'idée d'une commission d'enquête sur l'Espagne et le Portugal dans le Marché commun

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a demandé et obtenu, le mercredi 12 novembre, que l'Assemblée nationale discute, le 26 novembre, de la création d'une commission d'enquête parlementaire qui dresserait un « premier bilan des conséquences » de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, et qui présenterait « éventuellement des propositions tendant à une révision de certaines modalités des conditions d'adhésion de ces deux pays ». Cette initiative a été la surprise.

M. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, avait, au début de la législature, déposé une proposition allant dans le même sens. La commission des lois, sur le rapport de M. Henri Coudé (RPR, Ariège), et ancien chef de cabinet du maire de Paris, avait accepté cette demande. Mais, c'était le 17 juillet... Depuis, aucune nouvelle. Mercredi à la conférence des présidents de l'Assemblée, M. Toubon, en qualité de président de la commission des lois, a demandé l'inscription de cette demande à l'ordre du jour, prenant de court ses alliés de l'UDF, et quelques membres du gouvernement comme M. Bernard Besson, ministre délégué aux affaires européennes, qui n'a appris la nouvelle que par

une dépêche d'agence. L'affaire n'a même pas été abordée au cours du déjeuner, qui réunit chaque mercredi les responsables de la majorité. M. Pierre Méhaignerie, patron d'un parti (le CDS) qui se veut très européen, n'était pas encore au courant en fin d'après-midi.

L'inscription à l'ordre du jour du 26 novembre d'un débat suivi d'un vote décisif de création ou de non création de cette commission, a été approuvée en séance publique, à l'Assemblée nationale, par 305 voix (RPR, Front national et 111 députés UDF sur 128) contre 215 (PS). Le PC ne prenant pas part au vote. Pour le PS, un débat était inutile. M. Roland Dumas, qui fut le signataire du traité d'adhésion estime que ce serait ouvrir une négociation difficile, qui a duré plus de sept ans, de 1977 à 1985. Ce serait, de plus, « une mauvaise manœuvre faite à nos partenaires européens et aux deux pays nouvellement adhérents ». Pour le PC, cette commission d'enquête à laquelle il est favorable en principe, vient trop tard et ne sert donc qu'à « dédouaner » le gouvernement.

M. Godfrain a tenté de minimiser l'importance de cette commission : « Il ne s'agit nullement de revenir

sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal mais de répondre aux interrogations des agriculteurs et de l'ensemble des responsables des activités d'exportations et d'importations de notre pays ». Le FN et l'UDF sont restés muets. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, ne voulait pas d'un conflit avec ses alliés, d'autant que certains de ses députés du Midi partagent peu ou prou la thèse de l'arrangement pour que les plus européennes des oailles et ceux qui avaient toujours milité pour l'élargissement de l'Europe (comme M. Raymond Barre et ses proches M. Jacques Barrot, quelques élus du CDS et M. Giraud d'Esting) s'abstiennent volontairement ou ne prennent pas part au vote.

Giscardiens et barrotiens ont toujours été favorables à l'élargissement du Marché commun. Sur ce dossier comme sur celui de l'« acte unique » ils sont plus proches des socialistes que des chiraquiens. Hissard du calendrier, M. Dumas a été reçu mercredi rue Bénévoille par M. Valéry Giscard d'Estaing. Bien entendu ils ont parlé de l'Europe.

Th. B.

## « Exporter toujours plus »

« Il faut exporter des armes, exporter toujours plus », conseille, dans un rapport parlementaire, le secrétaire de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Bechter, député RPR de la Corrèze. « Dans ce domaine-là aussi, ajoute-t-il, le temps est venu de s'ouvrir au changement (...). Il faut que l'être libéral fasse son entrée dans l'exportation d'armement ».

« Nous devons être les meilleurs pour les conditions de vente, car l'exportation d'armes donne du travail à 100 000 personnes en France », estime M. Bechter, qui consacre une grande partie de son rapport à insister, auprès du gouvernement, sur la nécessité de lancer au plus vite le programme Rafale d'un nouvel avion de combat conçu par Dassault-Breguet. « En matière d'industrie d'armement, un Français sur trois vit de l'exportation », affirme le député.

Considérant que deux contrats importants ont échappé aux industries françaises : la vente d'avions à l'Arabie saoudite (le Tornado européen a été préféré au Mirage-2000) et la vente de canons à l'Inde (le modèle suédois a été choisi contre le canon de 155 français), M. Bechter prévoit : « Il n'y a pas actuellement de grands contrats en négociation, dont on espère la signature dans les prochains dix-huit mois qui viennent ». C'est la raison pour laquelle il demande au gouvernement de donner plus de liberté de manœuvre aux industriels français face à la concurrence.

Le rapporteur s'en prend notamment à l'existence de « structures administratives » telles que les sociétés d'assistance à l'exportation chargées du commercialiser les matériels au nom du gouvernement

et des industriels réunis, qui lui paraissent ne plus répondre aux besoins parce qu'elles sont « de type étatique ou para-étatique ». « Il faut être rapide, souple et manœuvrier », écrit M. Bechter. Il faut que de nouvelles compétences, des hommes ou fait de nouveaux circuits de décision des pays importateurs d'armes puissent participer à cette mission que le n'hésite pas à qualifier de service public : l'exportation d'armes ».

Après avoir souhaité « la suppression de certaines limitations superflues qui laissent à nos concurrents une porte ouverte », le député de la Corrèze en appelle à la création de nouvelles sociétés, de droit privé, qui participeraient à la prospection et à la réalisation de marchés nouveaux d'armement, au besoin en utilisant mieux les attachés militaires et les attachés commerciaux.

En particulier, M. Bechter propose que soient définies des zones géographiques où les industriels, qui restent aujourd'hui soumis à certaines contraintes, prospecteraient sans autorisation. « La diffusion dans le monde de notre technologie, la présence de nos assistances militaires techniques contribuent au rayonnement de la France », conclut le rapporteur. « Quand se crée un courant d'exportation, se créent des liens étroits avec les nations clientes. Nos utilisateurs apprennent notre langue, nos techniques ».

En 1985, dernière statistique connue, la France a reçu pour 43 900 millions de francs de commandes étrangères d'armement (au lieu de 41 900 en 1984), et elle a livré à l'exportation pour 44 500 millions de francs (au lieu de 61 800 l'année précédente).

Les professionnels des services secrets sont désormais appelés à traquer la désinformation. Le ministre de la défense, M. André Giraud, vient en effet de demander à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), sur laquelle il a autorisé au nom du gouvernement, de démontrer — pour mieux les combattre ensuite — les mécanismes de la désinformation. Parce qu'elle s'attaque à l'opinion par médias interposés, la désinformation est, selon M. Giraud, une nouvelle menace insidieuse contre l'esprit de défense.

A trois reprises depuis moins d'un mois, le ministre de la défense a évoqué cette question de la désinformation, qui semble le préoccuper beaucoup. Par désinformation, il faut entendre, si l'on en croit un groupe de travail d'anciens auditeurs, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale sous la conduite de M. Henri-Pierre Cathala (1), une série de pratiques destinées à intentionnellement « manipuler » des individus, des groupes, voire une société entière, dans le but d'infléchir leurs conduites, de maîtriser leurs pensées ou même de les asservir par la dissimulation de la réalité ou par la volonté de nuire.

Le 16 octobre dernier, déjà, lors du vingt-cinquième anniversaire de la création de la délégation générale pour l'armement, M. Giraud avait invité ses interlocuteurs, en la circonstance des ingénieurs, des chercheurs ou des industriels de l'armement, à réfléchir sur les moyens techniques et psychologiques d'endiguer les méfaits de la désinformation liée aux actions terroristes.

Plus récemment encore, le ministre de la défense a, devant des sénateurs membres de la commission des affaires étrangères et de la défense, révélé que les moyens informatiques de la DGSE seraient considérablement augmentés en 1987 (les crédits d'équipement sont accrus de 60 % en ce domaine) pour, précisément, pouvoir étudier les pratiques et les rouages de la désinformation dans l'espoir de leur opposer ce qu'il a appelé des « verrouillages ».

Le 12 novembre, enfin, M. Giraud a indiqué à l'Assemblée nationale que, face aux nouvelles menaces qui résulteraient de « la guerre du milieu » et pour « prévenir » la France « contre les actions de désinformation qui

## FAITS &amp; ARGUMENTS



Abonnez-vous en 10 numéros gratuitement au 05 20 08 30 ou par mandat sur bulletin à R.A. FAITS ET ARGUMENTS

B.P. 102 - 92538 La Pléssie Robinson Cedex. Abonnement France: 140 F. Abonnement étranger: 180 F. Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Le 12 novembre, enfin, M. Giraud a indiqué à l'Assemblée nationale que, face aux nouvelles menaces qui résulteraient de « la guerre du milieu » et pour « prévenir » la France « contre les actions de désinformation qui

هكنا من الأمل



مكتبة

## Politique

nationale

Le gouvernement et les pieds-noirs

### Le saute-mouton des socialistes

« Illustrer, dans la pratique, le problème théorique suivant : débat culture d'opposition-culture de gouvernement chez des socialistes en situation de cohabitation. » Ce consensus imaginé va comme un gant au parcours sinués que vient d'effectuer le PS, en une semaine, à propos de son vote sur le projet de budget militaire.

Mercredi 5 novembre : après la réunion du conseil de défense, le conseil des ministres adopte les orientations de la nouvelle loi de programmation militaire, dont le budget de la défense pour 1987 représentera la première étape. Ces orientations satisfont le président de la République et, donc, le PS. Dans ces conditions, pour une partie des dirigeants socialistes (M. Lionel Jospin, premier secrétaire, n'est pas là) réunis ce soir-là en bureau exécutif (le Monde du 7 novembre), le vote du projet de budget militaire, puis du projet de loi-programme, va de soi.

Pour d'autres dirigeants du PS, il importe, néanmoins, de vérifier soigneusement la conformité budget-loi-programme avant de voter les crédits de la défense. Après quelques réticences, M. Pierre Mauroy se range à cet avis. Seul M. André Laignel s'oppose farouchement à ce vote, mais les députés de base réticents et craignant que le « peuple de gauche » ne comprenne pas. Décision renvoyée à la semaine suivante.

Mercredi 12 novembre. Une réunion restreinte regroupe les principaux députés socialistes (qui font pratiquement tous partie du bureau exécutif) et prépare la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée. Dès le lundi, sur Europe 1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire, a fait savoir que le président n'a rien demandé aux socialistes à propos du vote des crédits militaires et indiqués qu'il y a des éléments posés dans les deux sens.

Lorsque la réunion de groupe commence, les partisans d'un vote positif sont, selon l'avis même d'un défenseur de la position inverse, majoritaires. Mais M. Jospin développe les arguments d'un vote négatif : la base a trouvé son « fédérateur ». En face, une brochette d'anciens ministres et de dirigeants favorables à un vote positif : MM. Charles Hernu et Paul Quilès, mais aussi MM. Jean-Pierre Chevènement et Louis Mermaz. Les rancœurs sont sur le même terrain. M. Fabius ne s'exprime pas, mais s'est déjà prononcé pour un vote positif si le budget est « conforme ». M. Pierre Joxe parait, lui aussi, plutôt favorable à un vote positif, mais il est surtout soucieux de préserver la cohésion de son groupe.

C'est M. Joxe, d'ailleurs, qui présentera, lors d'une conférence de presse, l'argumentation officielle qui pousse le groupe socialiste à adopter une position médiane, votée à 80 % des présents, selon le président du groupe, l'abstention. Pour M. Joxe, diverses déclarations émanant des rangs de la majorité, et aussi une interview dans le Monde de Paris, de M. André Giraud, ministre de la Défense, laissent planer des « incertitudes » sur l'utilisation des crédits militaires et sur le devenir même des orientations retenues pour le projet de loi-programme.

« Il est vrai, les partisans du vote contre disposaient d'une batterie d'arguments complémentaires : le refus d'un projet de budget de l'Etat où les dépenses de l'éducation passent au deuxième rang des priorités de l'Etat, après l'armée (1) ; le risque d'incompréhension de la base face à un vote positif et celui de sembler se compromettre avec le gouvernement ; et puis surtout, le fait que, lorsqu'on est dans l'opposition, on ne vote pas le budget. »

C'est bien là le fond du problème. Après la décision du groupe, M. Charles Hernu, furieux, grondait que les socialistes étaient repartis par « leurs vieux démons ». Quant à l'entourage de M. Quilès, il faisait valoir que les socialistes auraient fait « le même budget » et que la proportion des dépenses militaires par rapport au PIB n'a pas varié cette année. Si le gouvernement, disait-on, ne consacre pas à l'éducation les sommes nécessaires, c'est une autre affaire. Bref, c'est le vrai débat, c'est entre les socialistes qui ont exercé les responsabilités du pouvoir et ceux qui ne les ont pas exercées. Or ce sont plutôt ces derniers qui donnent les leviers de commande du parti aujourd'hui.

Il est vrai que les dirigeants socialistes se sont livrés dans cette affaire, à un singulier jeu de saute-mouton. M. Jospin, accusé, il y a peu encore, de tiédeur dans la lutte contre le gouvernement, pense dans la coupure des opposants « pure et dure » ou « archaïques », selon la vision que l'on choisit. Il « pique » au passage le créneau qui voulait occuper M. Mauroy, qui s'est malencontreusement laissé convaincre, la semaine dernière, d'adopter l'attitude modérée qui semblait devoir l'emporter. Quant à M. Fabius, qui était conscient des risques d'un vote positif, mais les acceptait, il est, lui aussi, doublé sur sa gauche.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) NDLR : En 1987, la défense recevra 169,2 milliards de francs. Le budget de l'éducation nationale sera de 168,2 milliards de francs, auxquels il faut ajouter le budget de l'enseignement supérieur qui sera de 21,7 milliards de francs.

### Un « miracle »... à débit différé !

Sapristi ! Il ne sera pas dit que Jacques Chirac ne tient pas ses promesses à l'égard des pieds-noirs ! Ni que M. André Santini se montre trop zélé quand il se réfère aux engagements personnels du premier ministre pour promettre à son tour la lune aux intéressés !

Conduit à arbitrer, en catastrophe, en pleine discussion budgétaire, entre son secrétaire d'Etat aux rapatriés — qui avait annoncé le dépôt prochain d'une nouvelle loi d'indemnisation pour en finir une fois pour toutes avec ce contentieux vieux d'un quart de siècle entre les pieds-noirs et l'Etat — et son grand argument, M. Edouard Balladur, qui a refusé d'intégrer cette promesse dans son budget pour 1987, à la grande colère des associations de rapatriés d'Afrique du Nord. M. Chirac a retourné la situation à son avantage, mercredi après-midi 12 novembre, à l'Assemblée nationale.

L'opération a été menée de main de maître. C'est le président du groupe RPR, M. Pierre Messmer en personne, qui a « interpellé » le chef du gouvernement pour regretter que le projet de loi de finances ne comporte aucune « traduction financière » des engagements électoraux pris par la nouvelle majorité en ce qui concerne les des pieds-noirs. Et c'est le premier ministre lui-même qui a présenté le « paquet-cadeau » fiscal au terme du comité interministériel convoqué lundi à l'Élysée Matignon : non seulement, « dès 1987, une mesure générale d'effacement des dettes sera mise en œuvre en faveur des rapatriés réinstallés », « d'ici à 1988, le dossier relatif aux conséquences de la loi d'amnistie devra être définitivement réglé, de même que les problèmes touchant aux retraites complémentaires », non seulement « un effort particulier » sera fait « pour nos compatriotes rapatriés musulmans qui ont souffert plus que d'autres » tant que l'érection d'un monument « exaltant l'œuvre civilisatrice de la France d'outre-mer » mais encore, et surtout, la loi d'indemnisation promise viendra bien couronner le tout ! « Elle se traduira par l'attribution de 2 milliards de francs par an pendant quinze ans à partir de 1989 », a déclaré M. Chirac. « Il est temps que la nation epure ses dettes vis-à-vis des rapatriés. »

M. Santini a aussitôt retrouvé le sourire après avoir souffert le martyre. Certes, les nouvelles mesures d'indemnisation ne connaîtront aucun commencement d'exécution en 1987, comme il l'aurait souhaité, mais il n'a pas été désavoué : il y aura bien — le premier ministre l'a solennellement confirmé — une ultime loi d'indemnisation, n'en déplaise au ministre des finances, et l'enveloppe de 30 milliards qu'il avait proposée a été retenue. Que pouvait-il espérer de plus ? Le secrétaire d'Etat pouvait revenir au Palais Bourbon, la tête haute, ce jeudi matin, pour couvrir la discussion budgétaire commencée vendredi dernier !

Les intéressés contents

M. Balladur n'est pas moins rassuré puisque la facture est... à débit différé. On en reparlera dans deux ans. D'ici là les orientations budgétaires ne seront pas contraires, et la charge de la dette publique ne sera pas alourdie par ce dossier. Lui non plus n'est pas désavoué.

Quant à M. Chirac, il fait un nouveau placement électoraliste. Il renvoie les pieds-noirs à l'horizon 1989, c'est-à-dire après la prochaine élection présidentielle. Pour être certains que son nouvel engagement sera tenu jusqu'au bout, celles des associations de rapatriés qui menaçaient déjà — telle la confédération du RECOURS — de le sanctionner en cas de manquement à la parole donnée, sont invitées ainsi à faire le « bon choix » le moment venu. Pour le premier ministre et le RPR, c'est donc pour le moment tout bénéfice. Mercredi soir, en effet, ravi de pouvoir encore croire au « miracle » après avoir redouté le pire, les porte-parole des pieds-noirs étaient contents. Au nom du RECOURS, M. Jacques Rousseau se prêtait volontiers au jeu en soulignant que l'effort du gouvernement apparaissait « d'autant plus méritoire qu'il intervient dans une période d'économie difficile » et en se déclarant « sensible à l'hommage rendu par le premier ministre à l'œuvre accomplie par les rapatriés aussi bien outre-mer qu'en France métropolitaine depuis leur exode ».

M. Chirac est ainsi admirablement parvenu à tenir cette gageure qui consistait à transformer une reculade en avancée.

ALAIN ROLLAT.

### Le PR réunit son conseil national samedi 15 novembre

Le conseil national du Parti républicain se tiendra le samedi 15 novembre à Paris. Trois points à son ordre du jour : une réflexion bilien sur les problèmes économiques et sociaux, et sur le fonctionnement des institutions, et l'élection pour deux ans d'un nouveau comité directeur. Celui-ci sera composé du bureau politique, renouvelé en juin dernier, de dix-huit présidents de fédérations et trente conseillers nationaux choisis parmi les mille six cents conseillers municipaux, qui ont été également soumis à réflexion en septembre et octobre. Au sein de ce conseil national, le Parlement est représenté par dix députés et dix sénateurs.

Au cours du bureau politique du mercredi 12 novembre, un vote est intervenu pour retenir dix députés sur les treize en lice. Un seul a accepté de se retirer : M. Georges Bollenger-Stranger. Deux autres ont été éliminés : deux sortants, deux députés barristes de la région Rhône-Alpes, MM. Alain Mayoud et Henri Bayard. Cette procédure a été contestée par M. Pascal Clément, l'un des chefs de file des barristes du PR, qui l'a qualifiée « d'inutile et de superflue ».

compte tenu que les législatifs tiennent déjà tout dans ce parti ».

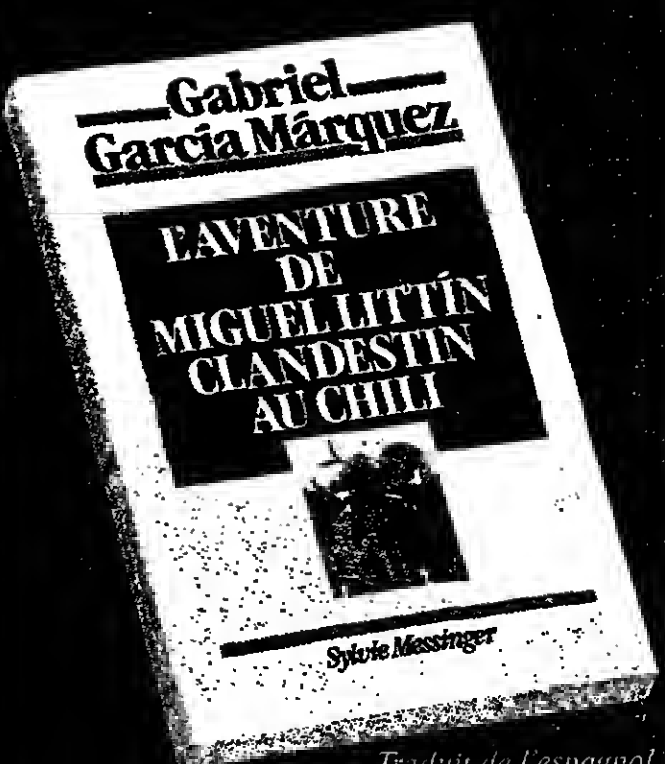
Les dix députés retenus sont les suivants : MM. René Beaumont, Antoine Carré, Robert Cazelet, Daniel Colin, Francis Delastre, Jacques Farran, Alain Grotterey, Elie Marty, Michel Pelchat et Charles Ferré, unique sortant de cette instance.

Pour les sénateurs, il s'agit de MM. Bernard Barbier, Jean-François Pintat, Yves Goussebaire-Dupin, Hubert Martin, Jean-Paul Bataille, Serge Mathieu, Michel Mirodot, Pierre Croze, Albert Volquin et Jean-Pierre Fourcade. Au cours de ce bureau politique, deux autres décisions ont été prises. M. Pierre-Christian Tassinier a été chargé de défendre l'amendement Coluche, sur lequel le PR estime ne pas avoir obtenu complètement gain de cause au cours de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale ; en matière de politique étrangère, et particulièrement de droits de l'homme, les dirigeants du PR ont décidé de manifester leur soutien partout où cela leur semblera nécessaire. Une première mission devrait ainsi partir à la fin du mois de décembre pour l'Angola.

## LE NOUVEAU GARCIA MARQUEZ



La littérature dévoile les secrets d'une dictature



79 F

UNE RECONSTITUTION PASSIONNANTE A LA TAILLE DE SON AUTEUR

Sylvie Messinger

**L'AFFAIRE CHIRAC**

**LE VENEMENT**

**CETTE SEMAINE A SON TOUR OUVR**

**LE DOSSIER LOGEMENT**

**DECOUVREZ LA DIFFERENCE**

**LOCATAIRES, PROPRIOS:**

**TOUT CE QUE LES AUTRES NE VOUS DISENT PAS**

**Lilly Marcou**

**LES PIEDS D'ARGILE**

**Le communisme mondial au présent 1970-1986**

**RAMSAY**



## Politique

La loi de programme pour l'outre-mer examinée au Sénat

## Michel-Ange et les iconoclastes...

A en croire M. Louis Virapoulle, sénateur centriste de la Réunion, il conviendrait d'ériger sans délai, dans les jardins du palais du Luxembourg, une statue magnifiante à jamais les mérites de M. Bernard Pons. Selon le rapporteur de la commission des lois du Sénat, en effet, le projet de loi de programme élaboré par le ministre des DOM-TOM « pour le redressement économique et social » des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte, dont la Haute Assemblée a commencé l'examen en première lecture, le mercredi 12 novembre, constitue une monumentale œuvre historique. Non seulement ce texte « audacieux et courageux » a la vertu de « tout mettre en œuvre pour concrétiser le rattrapage social et le développement de ces terres si fidèlement attachées à la République », mais, en entreprenant « une véritable croisade contre le chômage », il « désamorce la bombe de l'explosion sociale » recherchée — affirme M. Virapoulle — par « tous ceux qui veulent se servir de la jeunesse pour déstabiliser ces terres ».

## «Parité» ou «égalité» ?

Le sénateur de la Réunion est donc formel : « Jamais un homme de l'art, quel qu'il soit, a pu voir l'une de ses œuvres atteindre le coût de 3 milliards 616 millions de francs ». « On peut sans exagérer dire, a-t-il lancé au ministre, que vous faites pour l'outre-mer ce que Michel-Ange a fait pour Rome ! »

Le récipiendaire de ces lauriers s'est montré beaucoup plus sobre. Jouant sur du velours, puisque la gauche, trap abasourdie par les réformes institutionnelles de 1981 à 1986, ne peut lui opposer, outre-mer, qu'un maigre bilan économique et social, M. Pons s'est borné à souligner l'ambition de ce programme gouvernemental, assorti d'un engagement financier substantiel (12 milliards sur cinq ans (le Monde du 12 novembre)). « Alors que s'ouvre l'ère spatiale, il est essentiel que la France reste présente sur tous les continents, mais cela implique qu'elle réalise une véritable égalité des chances au profit des habitants de ces collectivités », a notamment déclaré le ministre.

Mais nul en politique — fit-il Michel-Ange — ne saurait être prophète en son pays. M. Virapoulle, en tout cas, n'a pas opposé l'opposition à sa cause laudative. Une per-

somnité extérieure au Sénat est, en effet, venue ramener le projet de M. Pons à de plus justes proportions : rapporteur pour avis du Conseil économique et social, M. Guy Jarraud a répété ce qu'il avait déjà eu l'occasion de dire en présence du premier ministre, il y a quelques semaines, à savoir que malgré tout le bien qu'on peut en dire le projet du gouvernement souffre d'une carence rédhibitoire puisque son ambition n'ose pas aller jusqu'à assurer aux citoyens d'outre-mer une stricte égalité sociale par rapport à la métropole. D'où les « fortes réserves » exprimées par le Conseil économique et social.

Ce cheval de bataille a évidemment été enfoncé par les sénateurs de l'opposition et ceux du Parti communiste ont fait preuve, dans cet exercice, de beaucoup d'ardeur. Ils ont opposé au texte de M. Pons l'exception d'irréversibilité, par l'intermédiaire de M<sup>me</sup> Marie-Claude Beaudou (Val-d'Oise), en soutenant que celui-ci n'était pas conforme à la Constitution dans la mesure où « il institutionnalise une inégalité de traitement entre les familles de métropole et celles de l'outre-mer », en violation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ainsi que du préambule de la Constitution de 1946 repris dans la Constitution de 1958. Au nom de son groupe, M<sup>me</sup> Beaudou a ainsi dénoncé « une nouvelle opération de mystification et de démagogie ».

M. Pons, qui s'attendait à cette offensive, a paré le coup en renvoyant ses détracteurs à l'article 73 de la loi fondamentale de la V<sup>e</sup> République, qui permet fort commodément au législateur, chaque fois qu'il s'agit des départements d'outre-mer, de prévoir des mesures d'« adaptation » pour tenir compte des fameuses « spécificités » locales. Si, entre-temps, le montant des prestations sociales s'est peu intégrallement versé aux bénéficiaires mais partagé entre les familles et les collectivités locales, a-t-il répliqué, c'est tout simplement parce que la notion de « parité sociale globale » retenue par le gouvernement « n'est que l'égalité sociale adaptée à la situation particulière des départements d'outre-mer ». L'objection communiste a été repoussée par 239 voix contre 15. Les socialistes se sont abstenus, pour contre-attaquer sur d'autres terrains dans la discussion générale.

A. R.

## M. René Dumont se retire du Conseil national de la gauche

La première réunion du Conseil national de la gauche, le mercredi 12 novembre (le Monde du 13 novembre), s'est achevée sur un mini-euphorie d'adieu : M. René Dumont, l'un des deux sociologues (avec M. Brice Lalonde) qui avait accepté de participer à cette réunion constitutive, a annoncé qu'il démissionnait de ce conseil. M. Dumont, compte tenu de la politique africaine de M. Mitterrand, refuse de figurer parmi les gens qui sont « aux côtés du président de la République », comme le dit la résolution adoptée par le conseil. M. Dumont déplore que personne, en dehors de lui, n'ait parlé du tiers-monde dans ce conseil et, de toute façon, il « dénie aux socialistes (le droit) d'avoir le monopole du socialisme tant qu'ils ne changent pas de politique » sur le tiers-monde.

Vingt et un membres, et non plus vingt-deux. Les socialistes sont toujours onze. Ils devaient donc

● Les Français ne voteraient pas la confiance. — Selon un sondage réalisé par EVA et publié, le jeudi 13 novembre, dans l'Express (1), les cotes de popularité de M. Mitterrand et M. Chirac sont relativement stables. Le président de la République recueille 59 % d'avis positifs (au lieu de 58 % en octobre), tandis que le premier ministre, avec 48 % de bonnes opinions, perd deux points. S'ils étaient tous députés, les Français voteraient-ils ou non la confiance au gouvernement de M. Chirac ? 43 % (au lieu de 36 % en avril dernier) lui refuseraient, 38 % (au lieu de 53 %) la lui accorderaient. Enfin, l'opinion des cent un Français en situation irrégulière est approuvée par 67 % des Français, 19 % émettant une opinion contraire : 54 % des électeurs de gauche et 54 % des sympathisants de droite soutiennent le gouvernement dans cette affaire.

(1) Sondage effectué du 30 octobre au 4 novembre, auprès d'un échantillon représentatif de 922 personnes.

majoritaires. Cela va-t-il renforcer les discrètes inquiétudes de leurs partenaires ? Il est apparu, à la fin de cette première réunion, que les non-socialistes membres du conseil présentaient le syndrome de l'ajouté, celui du pègre qui porte dans l'affaire, joue le rôle du cheval, les dirigeants socialistes se sont employés à convaincre leurs invités qu'ils n'ont aucune vocation « hépatique », même s'il faut prendre en compte les « rapports de force ».

Ainsi les membres du conseil auraient-ils préféré qu'un autre que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, rendit compte de cette première réunion. Pour des raisons pratiques, cela ne fut pas possible, et M. Jospin affirma, au nom du conseil, qu'il ne s'agit pas d'un « rassemblement autour du PS » et qu'il ne s'agit pas non plus de préparer les élections. De la même façon, M. Jospin se refusa à évoquer, à propos de ce conseil, la préparation de l'élection présidentielle et à employer des termes, comme la « reconquête », qui font trop partie du vocabulaire socialiste.

Ces précautions ne peuvent cacher le fait que les socialistes n'ont probablement pas tout à fait la même vision que leurs partenaires de ce conseil. Si celui-ci est aussi appelé à devenir une farce « morale » et de réflexion, il s'agit bien, en définitive, d'édifier, autour du PS, un socle électoral solide. L'un des dirigeants socialistes membres de ce conseil faisait d'ailleurs remarquer que, si le PS n'a pas à se montrer hégémonique, il ne doit pas non plus autoriser, de la part de ses partenaires dans ce conseil, caprices et états d'âme.

Dans l'immédiat, il a été décidé que le conseil, rebaptisé Conseil national de la gauche et des forces de progrès, se réunira quatre à six fois par an, avec une présidence tournante.

J.-L. A.

L'affaire du Carrefour du développement

## Yves Chalié et ses amis de l'intérieur

Le commissaire divisionnaire Jacques Delbois, chef du service de coopération technique internationale de police (SCITIP), mis en cause après les affirmations d'Yves Chalié sur les protections dont il aurait bénéficié au ministère de l'intérieur, notamment pour organiser sa fuite au début de l'affaire du Carrefour du développement, a été entendu mercredi 12 novembre par la

police judiciaire sur commission rogatoire du juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Pierre Michon.

Simultanément, on a appris que M. Delbois avait été promu — le 20 octobre — au rang de contrôleur général de la police par arrêté du ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud.

Sur un autre plan, il faut relever la présence, comme responsable des problèmes d'intendance au Carrefour du développement, de M<sup>me</sup> Denise Rieu, qui fit partie du secrétariat de Jacques Foccart à l'Elysée pendant de longues années.

Ancien lieutenant-colonel, Yves Chalié n'est pas un fonctionnaire tout à fait ordinaire. Après avoir servi entre 1968 et 1971 au régiment

d'infanterie de marine du Pacifique à Naurua, il est affecté au 89<sup>e</sup> bataillon de commandement et des services de 1973 à 1974 : un intitulé qui dissimule l'affectation au siège parisien du SDECE, prédecessor de la DGSE. Curieusement, il s'orienta ensuite vers l'intendance et, après un passage de 1979 à 1981 au secrétariat aux DOM-TOM, rejoignant le cabinet du ministre de la défense, Charles Hernu.

Yves Chalié a-t-il gardé de son passage au SDECE des liens avec les services français ? Avec ses dernières affirmations sur les protections dont il a pu bénéficier, l'affaire se déplace, en tout cas, de plus en plus du terrain politique, où certains croient la censure au départ, vers des sentiers plus tordus et une cohabitation inattendue. Dernier inculpé en date, Christian Biebei, gérant d'une société de transit, a été arrêté en 1983 d'intermédiaire dans un achat d'armes en Israël à destination du Tchad. Plus récemment, il affirmait préparer une livraison d'armements à destination de l'Iran (le Monde du 11 octobre). Autre inculpé, le lieutenant-colonel Victor Tito, nommé au Burundi, après avoir été adjoint au chef de la mission militaire de coopération à Paris et avoir servi de longues années à l'étranger, c'est lui qui a mis en place le système de fausses factures pour récupérer de l'argent en liquide. « Civil militaire », comme le décrit l'un de ceux qui l'ont approché, Philippe Leroy, membre du RPR, effectuait de longue date des transports pour la mission militaire. Ancien commandant, René Trilland, responsable de la section PS du ministère, est accusé d'avoir réalisé de fausses signatures.

Fin avril, lorsque l'affaire éclata, Yves Chalié s'enfuit avec une étonnante facilité. Muni d'un faux passeport, il franchit la frontière belge, puis se rend à Londres où il passe beaucoup de temps à écrire. Maggy Baquian, qui déjà l'accompagne, rapporte quatre lettres : une pour l'épouse de Chalié, une pour sa banque, la CCF, une pour le Carrefour du développement — un chèque de 250 000 F pour régler les salaires des employés — et une pour son conseil juridique. De son côté, l'ancien chef de cabinet de Christian Nucci gagne, début mai, le Brésil,

M. Delbois nous a affirmé qu'il n'avait, à aucun moment, été en contact avec M. Chalié depuis la fuite de ce dernier vers le Brésil. M. Delbois, dont la déposition a été lue au juge d'instruction, a également démenti avoir reçu de l'argent pour assurer le défilé des fonctionnaires du SCITIP envoyés en mission à Bujumbura.

Malheureusement le mystère demeure sur l'un des éléments clefs du début de ce premier scandale de la cohabitation : les circonstances de l'arrivée dans la boîte aux lettres personnelle de l'actuel ministre de la coopération, Michel Aurillac, du mémorandum de quinze pages dans lequel Yves Chalié écrit, pour la première fois, des détails sur l'affaire. Dans son dernier entretien, l'ancien chef de cabinet affirme que ce texte a été remis à son « ami de l'intérieur » le 23 mai et se déclare « extrêmement étonné » qu'il ait pu être déposé chez Michel Aurillac, sous-entendant qu'il y aurait eu là une première manipulation politique.

Il pourrait s'agir en fait d'une explication destinée à protéger Maggy Baquian : celle-ci a en effet été soupçonnée par les enquêteurs d'avoir rapporté cette lettre de Londres début mai.

Parmi les quatre lettres londonniennes envoyées par la jeune femme, l'une, destinée au conseiller juridique d'Yves Chalié, était plus épaisse que les autres : que contenait-elle ? Le destinataire affirme n'avoir jamais reçu ce courrier.

Selon le cabinet de Michel Aurillac, la lettre serait arrivée le 13 juin. Curieusement, le ministre n'a pas transmis au juge d'instruction l'enveloppe qui contenait les feuillets manuscrits. Personne n'a donc en la main le document. L'enveloppe portait-elle un nom, la mention d'une date ? Certains affirment qu'elle ne contenait rien, d'autres qu'elle était remplie de la divulgation de son activité, « le message aurait été fait ». Plusieurs grandes entreprises ayant travaillé pour l'association pourraient être concernées par le « système Chalié » ; leur mise en cause serait du plus mauvais effet.

Yves Chalié compte-t-il vraiment se livrer à la justice ? Cette perspective, évidemment, ne l'enthousiasmerait guère. Il ne se trouverait plus en tout cas en Amérique latine. Personne en fait, n'a intérêt à son retour, s'il persiste dans son intention de faire « exploser » l'affaire : ni les socialistes et notamment ceux qui de l'étranger, ont conclu depuis longtemps, ni la majorité comme ou le découvre aujourd'hui. La cohabitation ne pourrait que s'en porter plus mal. Autant le dire : cette affaire n'aurait jamais dû « sortir ».

CORINE LESNIES.

## A « l'Heure de vérité » sur Antenne 2

## M. Madelin : « la cohabitation est une chance pour les libéraux »

M. Alain Madelin, ministre de l'industrie et secrétaire général adjoint au Parti républicain, interrogé mercredi 12 novembre à « l'Heure de vérité » sur Antenne 2 sur le choix du candidat UDF à l'élection présidentielle, s'est refusé à évoquer ce problème au travers de personnes. Il « pense toujours » à la candidature de M. François Léotard, mais il est prêt « si c'est le choix de l'UDF demain » à soutenir M. Raymond Barre « très loyalement ».

M. Madelin a cependant rappelé un préalable à toute discussion : « Le PR est la première force de l'UDF, c'est la deuxième force de la majorité. Il n'y aura pas de candidat de l'UDF sans le soutien, sans la décision du PR, donc ce sera forcément un candidat qui nous conviendra ».

Selon lui, « la fonction présidentielle sortira changée » de la période de cohabitation, cette évolution répondra, a-t-il ajouté, au souhait de ses amis favorables à un « réajustement des institutions ». « Je ne suis pas, a-t-il précisé, fanatique d'un président Zorro qui décide de tout. Dans une période de cohabitation tranquille, le pouvoir du président de la République ne sera pas perçu de la même façon par les Français. Les Français souhaiteront davantage un président en charge de l'essentiel, un gouvernement qui gouverne, et un Parlement qui légifère. C'est l'équilibre des pouvoirs c'est quelque chose que les libéraux ont toujours souhaité. La cohabitation est une chance pour les libéraux ».

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil s'est réuni mercredi 12 novembre sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● **EPARGNE**  
Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi sur l'épargne.

Ce projet de loi comporte six volets :

1) Les plans d'épargne en vue de la retraite : il s'agit de permettre à tous les Français de se constituer un complément de retraite avec l'aide de l'Etat. Le dispositif est assorti d'un régime fiscal comportant, notamment, la possibilité de déduire chaque année les sommes versées du revenu imposable, dans la limite de 6 000 F pour une personne seule, et de 12 000 F pour un couple.

2) Les options d'achat d'actions de leur entreprise par les salariés : en complément des mesures prises en faveur de l'actionnariat des salariés dans l'ordonnance relative à l'émancipation, à la participation et à l'actionnariat des salariés, le régime des options d'achat que les sociétés peuvent consentir sur leurs propres actions au profit de leurs salariés sera assoupli et étendu.

3) La reprise d'une entreprise par ses salariés : le régime fiscal favorable dont peuvent bénéficier les salariés qui souhaitent racheter leur entreprise sera simplifié ; l'apport préalable à la déduction des intérêts de leurs emprunts sera supprimé.

4) La fiscalité des actions et des obligations : outre la création des plans d'épargne-retraite, qui devrait favoriser les investissements en actions et en obligations, d'autres mesures sont prévues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 : pour le calcul de l'impôt sur le revenu, l'abattement pour les revenus d'actions et d'obligations passera de 5 000 F à 8 000 F pour une personne seule, et de 10 000 F à 16 000 F pour un couple ; le montant des intérêts déductibles versés sur les comptes courants

d'associés sera relevé, afin de favoriser l'actionnariat des petites et moyennes entreprises.

5) La modernisation du marché financier : diverses mesures destinées à favoriser la modernisation de la place financière de Paris seront prises. Elles comprendront, notamment : l'uniformisation des règles concernant la masse des créanciers obligataires et la libéralisation du régime des frais des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV).

6) La validation des ventes de filiales d'entreprises publiques intervenues dans le passé sans autorisation législative.

● **CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE**  
Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le code de la nationalité française et diverses dispositions concernant la nationalité française (lire page 12).

● **CONVENTIONS INTERNATIONALES**  
Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres quatre projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales :

— l'accord de coopération en matière économique et financière et la convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique, signés le 4 février 1986 avec le Burkina ; ces deux textes visent à réactualiser les modalités juridiques et techniques de la coopération entre la France et cet Etat ;

— l'accord de coopération culturelle et technique conclu le 17 mars 1986 avec le Zimbabwe ; cet accord, le premier du genre à être passé avec ce pays, définit les modalités des concours apportés par la France, ainsi que le statut de ses coopérateurs ;

— la convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises, adoptée le

17 février 1983 à Genève ; ce texte, préparé par l'Institut pour l'unification du droit privé, vise à harmoniser les règles qui concernent le contrat de vente internationale comportant l'intervention d'un mandataire du vendeur.

● **L'AMÉLIORATION DES RELATIONS ENTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES USAGERS**

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration des relations entre la sécurité sociale et les usagers.

Si le recouvrement des cotisations de sécurité sociale peut être jugé satisfaisant en termes financiers, les relations entre les usagers et les services de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocation familiales donnent parfois lieu à des difficultés auxquelles il convient de remédier.

Un groupe de travail est créé à cet effet. Il comprendra des représentants des employeurs, des autres usagers amenés à remplir des déclarations de cotisations, ainsi que des représentants des services de recouvrement et de l'administration.

Ce groupe de travail étudiera les moyens d'améliorer et de simplifier les relations entre les usagers et les URSSAF. Il étudiera les diverses procédures existantes en matière de contrôle, ainsi que les pénalités et sanctions applicables.

Il s'attachera à proposer les réformes concrètes qui peuvent être mises en œuvre rapidement sans bouleverser le système actuel.

● **LA CRÉATION DE LA MAISON DE LA FRANCE**

Le secrétaire d'Etat chargé du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication sur la création de la Maison de la France, entreprise appelée à assurer, notamment sur les marchés étrangers, l'information et la promotion relatives aux produits touristiques français de métropole et d'outre-mer. La Maison de la France sera mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

مكتبة الأمل



## La Suisse est prête à indemniser les pays riverains du Rhin

Au cours de la réunion des ministres de l'environnement des pays riverains du Rhin, qui s'est tenue le mercredi 12 novembre à Zurich, la Suisse a admis le principe d'un dédommagement. Elle s'est également engagée à améliorer la prévention des accidents dans ses industries chimiques ainsi que son système d'information et d'alarme en cas de pollution. Cette reconnaissance tardive de responsabilité ne satisfait pas les associations de défense de l'environnement, dont certaines — Greenpeace, le réseau des Amis de la Terre, la

Fédération française des sociétés de protection de la nature, l'Association fédérale régionale pour la protection de la nature, la Fédération de pêche du Bas-Rhin et le Centre d'étude ornithologique d'Alsace — ont appelé à un boycottage des produits Sandoz.

Un correspondant anonyme, se réclamant des Fractions armées rouges, a revendiqué, mardi 11 novembre, l'incendie qui avait été à l'origine de la catastrophe.

BERNE

de notre correspondant

En attendant de prendre des mesures plus concrètes, les ministres de l'environnement des pays riverains du Rhin, réunis, mercredi 12 novembre à Zurich, pour discuter des conséquences de l'incendie des entrepôts du groupe chimique Sandoz à Bâle, se sont au moins entendus sur une série de déclarations d'intention. Il pouvait difficilement en être autrement dans les circonstances actuelles.

Dans l'esprit des participants, Zurich ne constitue pas un aboutissement, mais se veut « un point de départ » vers le rétablissement de la santé du Rhin. Une prochaine réunion est, d'ores et déjà, prévue le 19 décembre à Rotterdam. La Commission internationale du Rhin devrait alors présenter les résultats de ses expertises sur le degré de pollution du fleuve et proposer une série de mesures pour la combattre.

Le hasard a voulu que ce soit précisément M. Alphons Egi, chef du département fédéral de l'intérieur, qui doive plaider cet épineux dossier. Appelé « M. Ecologie », en raison de ses prises de positions en faveur de la protection de l'environnement, M. Egi avait dernièrement invoqué des raisons de santé pour démissionner du gouvernement helvétique, à la fin de l'année. A quelques semaines de son retrait de la vie publique, celui qui occupe également cette année le poste de président de la Confédération se serait

fort bien passé de cet encombrant gâlot.

Reconnaissant d'emblée ses excuses aux représentants des autres pays riverains du Rhin, M. Egi a rappelé, dès l'ouverture de la réunion, que la Suisse était prête à discuter des dédommagements. Aucun pays n'a, cependant, fait valoir des prétentions chiffrées. « Le principe de l'indemnisation est évidemment acquis », a déclaré M. Alain Carignon, ministre français de l'environnement. Mais c'est un long processus car il s'agit de régler le Rhin tel qu'il était avant cette pollution. Il faudra des années d'analyses et de mesures pour parvenir à réparer ce qui s'est produit.

La Suisse ayant admis ses responsabilités, les ministres ont discuté pendant plus de quatre heures des carences de l'information et des moyens d'y remédier par une coopération plus harmonieuse. M. Egi a admis des lacunes dans la politique helvétique d'information. Il a attribué à des malentendus les faillites constatées dans le système d'alarme. Il a estimé que la législation suisse en matière de protection de l'environnement devait être appliquée plus rigoureusement. Comme l'y invitaient ses partenaires, il s'est montré disposé à mieux accorder le droit suisse sur les produits chimiques avec les normes en vigueur dans la CEE, en s'inspirant de la directive dite de Seveso, introduite à la suite de l'accident survenu en 1976, en Italie.

## FAITS DIVERS

« Hold-up avec prise d'otage en Corse-du-Sud. — Quatre hommes armés, le visage dissimulé par des capotes, se sont emparés, le 10 novembre, de 200 000 francs contenus dans le coffre de l'agence de la Banque populaire Provence-Corse à Cargèse (Corse-du-Sud), après avoir pris en otage le directeur de l'agence, le caissier et deux membres de la famille de ce dernier.

Les quatre malfaiteurs se sont d'abord rendus vers 18 h 30 chez M. Guidicelli, le caissier de l'agence qu'ils ont emmené avec son épouse et sa belle-mère au domicile du directeur de l'agence, M. Serpieri, à Cargèse. Ils se sont fait remettre le jeu des clés de l'agence où, après avoir neutralisé le système d'alarme, ils ont ouvert le coffre et se sont emparés des 200 000 francs qu'il contenait.

## Sports

### Les Six Jours cyclistes de Paris

#### Longo coiffe Longo

Les Six Jours de Paris sont lancés. Ils ont débuté, mercredi 12 novembre, sur la piste du Palais omnisport de Bercy. Mais peut-on appeler Six Jours ce cocktail cycliste où le patin à roulettes alterne avec le vélo et où l'on mesure les temps morts en organisant des courses derrière moto sans passion, qui évidemment ne rappellent en rien le demi-fond spectaculaire d'autrefois ?

Entre le dernier tour d'honneur de Bernard Hinault, qui méritait une ambiance plus chaleureuse, et les « Masters » réservés à dix champions de grande renommée, dont Kelly, Zastemik, Sarotti, Motz et Ciquellon, le public a heureusement retrouvé Jeanie Longo, qui a pulvérisé son propre record du monde des 3 kilomètres : 3 mn 45 s 386, soit 47,917 kilomètres à l'heure de moyenne contre 3 mn 49 s 648 l'an dernier.

Cet exploit, d'un haut niveau athlétique, fut en vérité le seul moment fort de cette soirée d'ouverture. La Grenobloise, qui a battu pour la circonstance son neuvième record du monde depuis sept semaines et qui envisage d'effectuer une nouvelle tentative vendredi, sans doute pour faire un compte rond, avait inscrit cet exercice au programme des épreuves pratiques du professeur de sport qu'elle passe actuellement. Bien joué : elle a déjà

obtenu la note maximale — 20 sur 20 — avant de plancher sur les épreuves théoriques.

Tandis qu'elle quittait le vélodrome, Moser-Bontempi, Vallet-Clark, Freuler-Gisiger et les autres Six-Jourmen montaient en piste. On leur a mijoté, d'ores et déjà, des Six Jours modernes, plus nerveux, comportant des chasses beaucoup plus courtes qui remplaceront les marathons du passé. Il n'est pas certain que la qualité du spectacle en soit améliorée pour autant. En diminuant les distances, on n'évite pas nécessairement... les longueurs.

JACQUES AUGENDRE

### Championnat de France de football

#### Bordeaux et Marseille inséparables

##### LES RÉSULTATS

(Dix-septième journée)

Marseille h. Nice	3-1
Bordeaux h. Auxerre	1-0
Toulon h. Le Havre	3-0
Le Mans h. Paris-SG	1-0
Monaco h. Nancy	1-0
Saint-Etienne h. Nantes	0-0
Metz h. Lille	3-0
Laval et Sochaux	1-1
RC Paris h. Toulon	2-0

Classé. — 1. Marseille, Bordeaux, 25 pts ; 2. Toulon, 21 ; 3. Auxerre, Paris-SG, 19 ; 4. Nantes, Lens, 18 ; 5. Metz, Laval, Reims, 17 ; 6. Lille, Sochaux, 16 ; 7. Le Havre, 15 ; 8. Saint-Etienne, RC Paris, 14 ; 9. Nancy, 11 ; 10. Reims, 10 ; 11. Toulon, 9.

### La réforme des lycées

## Le nombre des séries technologiques serait réduit de dix-huit à huit

M. Monory a dit et répété qu'il ne serait pas l'homme des grandes réformes. On est bien tenté de le croire lorsqu'on examine le projet sur les lycées qu'il vient de faire parvenir aux proviseurs (le Monde du 13 novembre).

La lettre aux proviseurs signée de M. Bertrand Saint-Sernin, directeur de cabinet de M. Monory, parle en effet de « simples adaptations », insiste sur le « statu quo » en seconde, et se contente de rebaptiser « 2<sup>e</sup> lettres » les bacs A, « 2<sup>e</sup> sciences » les séries C, D et E, « 2<sup>e</sup> sciences et techniques économiques ou industrielles » les séries F, G et H. Les vraies nouveautés sont ailleurs : les horaires de cours seront impérativement limités à vingt-six heures dans l'enseignement général et à trente dans l'enseignement technologique. Pour ce faire, le choix d'options offert aux lycéens sera notablement réduit et les horaires d'atelier diminueront de façon drastique dans les sections technologiques (le Monde du 24 octobre).

Ces dernières subiront les principaux changements de structure annoncés, avec la suppression de dix des dix-huit séries actuelles, regroupées en huit grandes séries (1) où seront redistribués les enseignements. La durée hebdomadaire des cours sera limitée à trente heures, contre trente-deux, trente-six, voire quarante aujourd'hui.

Pour les bacs d'enseignement général, la principale nouveauté réside dans la scission de la

série B (économie) en deux sections : l'une à dominante mathématique, l'autre plus littéraire (l'actuelle B). Cette mesure, qui traduit la volonté d'attirer un nombre accru de lycéens vers les filières scientifiques, sera complétée par un « réajustement » de l'enseignement des mathématiques : celui-ci devrait être renforcé dans les sections purement littéraires (lettres-langues, A 2, et lettres-arts, A 3) mais réduit parallèlement en lettres-économie (ex B) et même dans la prestigieuse section C, comme le prévoyait déjà la réforme préparée par M. Chevènement.

### Stain quo en seconde

Le débat sur la classe de seconde — indifférenciée comme actuellement, ou à options comme avant 1981 ? — qui a agité récemment le ministère, semble avoir été formellement tranché dans le sens du statu quo. Mais la réduction du choix d'options risque de limiter l'éventail des orientations possibles après la seconde.

Quelques aménagements devraient limiter cet inconvénient : une seconde langue ne sera plus exigée à l'entrée de la section A 3 (lettres-arts), recentrée sur les disciplines artistiques. Et l'on recommandera officiellement aux élèves de seconde désireux de préserver leur choix entre lettres et sciences d'apprendre deux langues, dont au moins une vivante.

Mais est-ce suffisant pour que, selon le vœu de M. Saint-Sernin, la seconde renoue « avec sa vocation de classe d'ouverture et d'épanouissement » ? La limitation du nombre des options devant, quant à elle, éviter que la première classe du lycée constitue une « muraille dissuasive ».

Ces orientations sont présentées comme autant d'hypothèses de travail, et le ministre demande aux proviseurs d'émettre leurs propres suggestions sur les horaires d'enseignement les plus souhaitables dans chaque discipline à partir du canevas fixé. Mais la brièveté du temps imparti pour répondre à des problèmes d'une telle complexité — le texte doit être bouclé au ministère d'ici à la fin du mois — jette le doute sur la portée réelle de la consultation. Le cadre général du nouveau second cycle est en réalité déjà fixé, mais il conviendrait de rassurer les établissements qui auront à le mettre en œuvre dès la rentrée 1987 en seconde.

Il n'est pas question pour l'instant du contenu des formations ni de leur articulation avec l'enseignement supérieur.

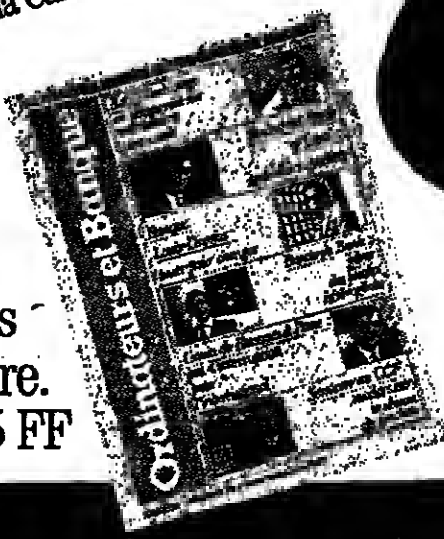
PHILIPPE BERNARD.

(1) Génie productique, génie électrique, génie civil, génie biologique pour les techniciens de la science et les techniques industrielles, sciences médicales, administration et communication, gestion et informatique, et action commerciale pour le bac ès sciences et techniques économiques.

## LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

La fibre optique à la Caisse d'Epargne de Rennes,  
le double reporting à l'Industrial Bank of Japan,  
le financement à la Banque Louis Dreyfus,  
le point sur le réseau Sesterce au CCF

la gestion des filiales de Barclay's Bank,  
l'arbitrage sur ordinateurs personnels à la BMTF,  
le vade mecum de la sécurité physique,  
le libre-service à la Caisse d'Epargne de Nantes.



100 pages d'analyses  
et de reportages en couleurs  
sur l'informatique bancaire.  
Le n° 2 est paru : 35 FF

# Ordinateurs et Banque

LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE



Mouvement  
de recteurs

Trois recteurs ont été nommés le 12 novembre par le conseil des ministres. Il s'agit de M. Edouard Bridoux, qui remplace M. Jean Gaillet à Amiens; de M. Jean-Claude Dischamps, qui quitte le rectorat de Nantes pour remplacer M. Michel Migon à Lille; enfin de M. Maurice Quenet, nouveau recteur de Nantes.

M. EDOUARD BRIDOUX  
À AMIENS

[Né le 19 août 1945 à Reumont (Nord), docteur d'État en physique (1970), directeur de l'université d'enseignement et de recherche des sciences exactes et naturelles de Valenciennes, M. Edouard Bridoux est élu, en octobre 1975, président du centre universitaire de Valenciennes, dirigé en université en 1978. En 1980, il devient chargé de mission puis directeur du cabinet de M. Alice Saunier-Séjitz, ministre des universités. Depuis 1981, M. Bridoux est professeur d'électronique à l'université de Valenciennes et directeur du laboratoire d'opto-acoustique électronique associé au CNRS.]

M. JEAN-CLAUDE DISCHAMPS  
À LILLE

[Né le 17 janvier 1932 à Brillac (Puy-de-Dôme), est licencié en droit, docteur en sciences économiques et agrégé de droit. Avocat stagiaire à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, il s'oriente ensuite vers une carrière universitaire : assistant puis professeur à la faculté de droit d'Aix-en-Provence, puis de Nice (1963). Il est doyen de la faculté de droit de Nice (1968-1971) et enfin président de l'université de Nice (1971-1974). Directeur des enseignements, de la recherche et des personnels au secrétariat d'État aux universités (1974), il est ensuite chargé de mission auprès du secrétaire d'État aux universités, M. Jean-Pierre Soléau (1975). Recteur de l'académie de Clermont-Ferrand pendant dix ans (1975-1985), il était depuis l'an dernier recteur de l'académie de Nantes.

En 1973, M. Jean-Claude Dischamps s'était présenté sans succès aux élections législatives à Nice contre M. Jacques Médéric, sous l'étiquette des républicains indépendants.]

M. MAURICE QUENET  
À NANTES

[Né le 5 août 1942, à la Guérinière (Vendée), licencié de lettres, diplômé d'études supérieures de droit public ainsi que de droit romain et histoire du droit, enfin agrégé de droit. M. Maurice Quenet a été assistant à la faculté de droit de Nantes (1967-1973), maître de conférences à l'université de Caen (1973-1978), enfin professeur à l'université de Rennes-I (1978-1985). M. Quenet a été élu entre 1977 et 1980 au Conseil consultatif des universités. Il était depuis mai 1985 directeur général de l'enseignement et de la recherche des écoles de Saint-Cyr-Cottignin.]

## Israélienne, ancienne déportée et menacée d'expulsion

## Hanna, 73 ans, l'indésirable

Elle a soixante-trois ans. Elle est israélienne et a été déportée. Elle vit en France, pays qu'elle aime, dont elle parle la langue, mais la France ne veut pas d'elle. Le 17 décembre, elle en sera chassée en application de la loi sur les étrangers.

On ne blesse pas avec le règlement. On ne tranche pas avec les fonctionnaires chargés de l'appliquer. Peu importe l'anonymat qui, au ministère de l'Intérieur, a pris cette décision cruelle. Il appartient à la direction des libertés publiques, sans doute dénommée ainsi par antiphrase, la dame qui, à la préfecture de Seine-Saint-Denis, est chargée d'exécuter la sentence, n'exprime aucun remords. Pourquoi en aurait-elle ? Elle obéit. Un indésirable de plus, un de moins.

Pour l'administration, Hanna Lévy-Hass est un cas banal, un dossier anonyme et désincarné, comme les préfectures en cascade, sans état d'âme, des dizaines par jour. L'histoire d'Hanna résonne pourtant comme une tragédie de ce siècle, de celles qui méritent qu'on laisse leurs victimes finir leurs jours en paix.

La retraite, au châte noir piqué de violettes, qui attend dans une maison pour vieux du Blanc-Mesnil que la France la mette à la porte, est née à Sarajevo en 1913, à l'aube du grand séisme. Son enfance est heureuse. Fille de petits commerçants juifs, Hanna est douée pour les études. Elle sera professeur.

Diplômée de l'université de Belgrade, elle obtient une bourse à la fin des années 30 pour venir étudier à la Sorbonne. De là date son amour du français et, malgré les tracasseries d'aujourd'hui, son attachement à la France.

La seconde guerre mondiale l'attire dans son pays, où elle est recrutée enseignante. Pas longtemps. Les troupes de Mussolini, qui ont envahi le Monténégro,

chassent les juifs de l'enseignement.

Assignée à résidence à Cotinje, la capitale de la région, elle est bientôt arrêtée par les nazis qui ont pris la relève et auxquels les partisans yougoslaves dont elle est, maintenant la vie dure. Six mois dans les geôles de la Gestapo. A ce souvenir, le visage plein d'Hanna se fige. Son chemin de croix ne fait que commencer. Son Gotha sera Bergen-Belsen.

Dans sa petite chambre du Blanc-Mesnil, la vieille dame se lève péniblement de son fauteuil. Son corps lourd et fatigué, qu'elle appuie sur une canne, l'empêche de se mouvoir. Elle cherche sur l'étagère le journal qu'elle a tenu en serbo-croate, à Bergen-Belsen, et qui a été traduit depuis en six langues.

« Bergen-Belsen,  
le 8 octobre 1944 »

« Bergen-Belsen, le 8 octobre 1944. Le voyage qu'on nous a fait faire du pays jusqu'ici, quel calvaire ! Quinze jours dans des fourgons à bétail [...] hermétiquement fermés, sans air, sans lumière, sans eau, sans nourriture [...] Ce n'est que trois fois pendant tout le trajet qu'on a pu sortir se soulager... Mais c'était à tel point humiliant que j'en rougis encore [...] Les soldats nazis se tenaient tout près de nous, nous regardant faire sans vergogne. »

Un autre jour, c'est le spectacle d'enfants et de vieillards rongés par la maladie, les yeux mangés de fièvre, qui accable Hanna. Mais elle ne perd pas espoir, cela la sauvera.

À la Libération, sa famille a disparu, exterminée. Elle n'est pas sioniste, mais elle se sent irrésistiblement attirée vers Israël. « En Yougoslavie, où avaient péri six juifs sur sept, je me sentais comme dans un cimetière ». C'est

l'arrachement, en même temps qu'un nouveau vie qui commence.

Mariée à un militant, comme elle, du parti communiste israélien — le Mekil, aujourd'hui disparu — Hanna Lévy, devenue Lévy-Hass, aura une fille avec lui. Elle ne renoncera jamais à ses convictions, celle d'une entente nécessaire entre juifs et arabes. Elle restera longtemps une dirigeante active de la Fédération internationale des résistants et voyagea beaucoup, citoyenne du monde, citoyenne de nulle part.

Aujourd'hui, au soir de sa vie, elle avoue se sentir bien en France. On en est presque gêné tant cette explication devrait suffire, d'avoir à plaider pour elle. Non, elle ne coûte rien aux contribuables français : le gouvernement allemand lui verse, en répartition du passé, 4 700 francs par mois. Qui, elle retournera sûrement en Israël où son mari vit toujours. Mais elle ne veut pas y séjourner en permanence. Elle y supporte mal le climat, physiquement et psychologiquement. Israël ou l'amour déçu.

Tout cela ne devrait appartenir qu'à elle. Elle ne devrait pas avoir à justifier son désir de rester en France plus longtemps que ne le permet la loi, la France, terre d'asile et terre d'accueil, au moins le disait-elle.

Mais la France ne veut pas d'elle. On lui a refusé toute dérogation à la loi, qui interdit aux étrangers de rester sur le territoire français plus de trois mois sans autorisation spéciale. Cette loi s'applique à elle comme aux autres. C'est la conclusion brutale d'interminables démarches dont la vieille dame n'a pas toujours compris le sens, mais que, renouveau pris, à sa bien faible lui confirmer. Alors, de sa voix douce et brisée, elle a eu ce mot : « Je n'ai plus qu'à faire mes bagages, encore une fois ! »

BERTRAND LE GENDRE.

SOS-Racisme et le PS feront campagne  
contre le nouveau code de la nationalité

Adopté mercredi 12 novembre par le conseil des ministres, le projet de loi réformant le code de la nationalité « ne remet pas en cause l'ouverture d'esprit de la France à l'égard des étrangers », a déclaré, le même jour, le garde des sceaux, M. Alain Chalon, au cours d'une conférence de presse.

Ce texte, désapprouvé par le président de la République, suscite des réactions négatives de la part de la CGT, de la CFDT et de SOS-Racisme. Ce mouvement a décidé d'engager une campagne pour dénoncer la réforme envisagée qui risque, selon lui, de marginaliser une partie de la jeunesse et de faire des « apatrides et des sous-citoyens ».

« Le Parti socialiste déclare qu'il « combattra, aux côtés de nombreuses associations apparte-

nant aux familles spirituelles et philosophiques les plus diverses, cette modification du code de la nationalité contraire à la tradition de notre pays ».

« Le Front national, favorable à une réforme radicale du code de la nationalité, déplore que le projet gouvernemental « ait été largement vidé de son contenu ».

« Le Centre des démocrates sociaux (CDS) estime que le projet de loi contient des « réformes raisonnables et relativement limitées ». Son secrétaire général, M. Jacques Barrot, a déclaré : « Nous avions craint que le projet n'aille plus loin. » S'il s'avère, au cours du débat parlementaire « qu'il s'agit de méfiance envers les étrangers, a ajouté M. Barrot, nous dirons non ».

## Ceux qui n'y auront pas droit

Selon le projet de loi, les jeunes nés en France de parents étrangers nés eux-mêmes à l'étranger n'obtiendront plus automatiquement la nationalité française à dix-huit ans mais devront en faire la demande. Celle-ci pourra être refusée dans certains cas. Voici, en effet, la nouvelle teneur de l'article 19 du code de la nationalité : « Nul ne peut acquérir la nationalité française :

1) S'il a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction française soit pour fait qualifié crime, soit à une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à six mois, soit à une peine quelconque d'emprisonnement pour :

1) Tout délit entrant dans le champ d'application du cinquième alinéa de l'article 44 du code pénal ;

2) Tout délit prévu par le chapitre 1<sup>er</sup> ou par la première section du chapitre IV du titre 1<sup>er</sup> du livre III du code pénal.

3) L'un des délits prévus par les articles 312, 317, 330, 331, 331/1, 333, 334, 334/1, 334/2, 335, 335/5 à 335/7, 341, 342, 381, 382, 400, 402, 404/1, 405, 406, 407, 408,

417, 418, 434, 435, 460 et 461/1 du code pénal ;

4) L'un des délits prévus par les articles L. 627 et L. 630 du code de la santé publique ;

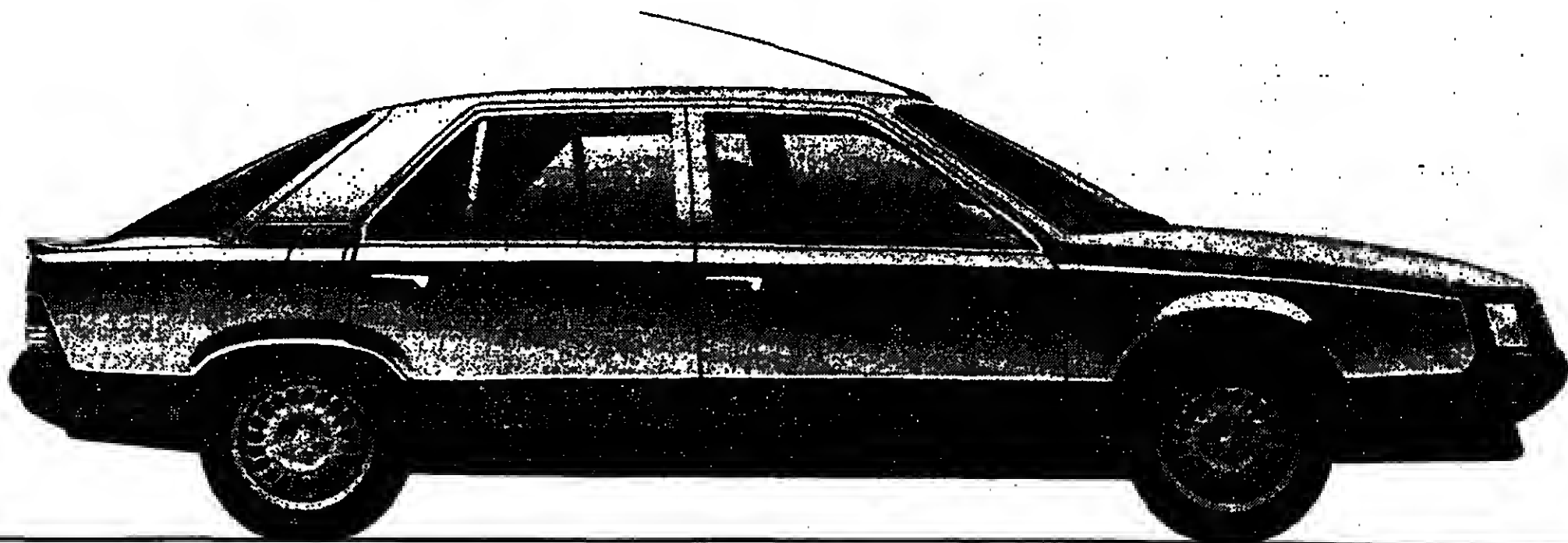
5) L'un des délits prévus par les articles 425, 433, 437 et 488 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée sur les sociétés commerciales.

II) S'il est sous le coup d'une mesure de faillite personnelle ou d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise commerciale, lorsque la faillite personnelle ou l'interdiction a été prononcée par une juridiction française ou déclarée exécutoire en France.

III) S'il a été prononcé contre lui un arrêté d'expulsion ou d'assignation à résidence non expressément rapporté dans les formes où il est intervenu.

IV) S'il n'est pas assimilé à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue française. »

## Série limitée pour succès illimité.



La Renault 25 GTX ABS série limitée porte la sécurité active à un niveau exceptionnel, le confort y est total, l'harmonie règne sur le voyage. La Renault 25 GTX ABS série limitée se distingue par un équipement remarquable :

Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les modèles de tourisme milléme 87. Modèle présenté : Renault 25 GTX ABS série limitée, 1500 exemplaires, prix clés en main au 10.09.86 : 136.500F. Milléme 87, DIAC votre financement.

Système ABS d'antiblocage de roues avec 4 freins à disques.

Peinture métallisée vernie, coloris "Havane".

Roues spécifiques en alliage léger.

Deux rétroviseurs extérieurs, à commande intérieure, ton carrosserie.

Radio Renault 4x20W avec 6 haut-parleurs.

Volant cuir.

RENAULT présente elf

# Renault 25 GTX ABS Série limitée.



مكتبة الأمل



# JAPON

Face à la flambée du yen  
et à la montée  
du protectionnisme  
une nouvelle riposte  
de l'économie nippone

## 86

L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ  
Blocages et mobilité  
par Philippe Pons  
(pages 14, 15 et 18)

LA PERCÉE FINANCIÈRE  
L'ouverture de la place de Tokyo  
et l'explosion de l'euroyen  
par François Renard  
(pages 16 et 17)

LA STRATÉGIE INDUSTRIELLE  
Produire chez les autres  
par Françoise Crougneau  
(page 17)

## LA PUISSANCE AVANT LA PROSPÉRITÉ

« **C**ONTRAIRE-  
MENT à ce que  
certains imagi-  
nent, nous ne  
sommes pas des  
maniques de l'exportation. Bien  
sûr, l'appréciation du yen gon-  
flera encore nos ventes, et  
l'accroissement des importations  
de biens de consommation ne suf-  
fira pas à résoudre rapidement le  
problème créé par nos excédents.  
Mais d'ici cinq ans, le paysage de  
notre économie sera profondé-  
ment modifié. A condition que le  
prix du pétrole ne flambe pas à  
nouveau, que le dollar ne s'affai-  
sse pas et que la croissance de  
nos principaux marchés se main-  
tienne. » Les propos du vice-  
ministre du MITI (ministère du  
commerce international et de  
l'industrie), M. Makoto Kuroda,  
recouvrent une réalité complexe,  
à la mesure des bouleversements  
d'un pays soumis au choc brutal  
et trop rapide d'un yen fort, et  
appelé à le rester.

Un pays qui, pour le moment, a  
tendance à assimiler ce nouveau  
défi à celui, si bien relevé, des  
chocs pétroliers de 1974 et, de  
1979-1980, et dont les caractéris-

tiques sont pourtant totalement  
différentes : l'explosion des prix  
du pétrole constituait une menace  
d'appauvrissement pour une  
nation dénuée de ressources natu-  
relles ; celle du yen confirme un  
enrichissement, gage de formida-  
ble puissance financière, même si,  
dans un premier temps, elle pro-  
voque de douloureuses adapta-  
tions.

Empire des signes, le Japon  
deviendrait-il difficile à déchiffrer  
par les Japonais eux-mêmes ?  
Pour un peuple dont la vie quoti-  
dienne est rythmée par la peur du  
lendemain, l'idée même de pros-  
périté est loin d'être évidente.  
Assurer l'éducation des enfants,  
se préparer une retraite décente,  
exige un effort constant d'épargne  
et explique largement le taux de  
16 % qui place le Japon dans le  
peloton de tête mondial des épar-  
gnants.

Et le syndrome du tremblement  
de terre ravageur de 1923, main-  
tenant vivace par de multiples et  
légers séismes, entretient « un  
sentiment latent d'insécurité et le  
besoin d'accumuler des avoirs  
financiers, a priori non destructi-

bles ». Ce rappel d'un économiste  
japonais revient tel un leitmotiv  
dans toutes les analyses sur la  
façon dont le Japon pourrait  
apporter sa propre réponse aux  
incertitudes d'une période de  
transition mondiale déstabilisée, dans  
son cas, par la nécessité de trans-  
former les grands équilibres struc-  
turels.

Dans l'immédiat, l'état de  
vive de la population se concentre  
sur les effets déflationnistes de la  
flambée du yen. « On ne peut  
digérer en un tournemain une  
ascension de la monnaie de 17 %  
face à l'ECU et surtout de plus de  
30 % face au dollar en un an »,  
reconnaît un diplomate européen,  
qui souligne deux éléments essen-  
tiels à la compréhension de la  
situation actuelle : la croissance  
du pays dépend pour près de moi-  
tié du commerce extérieur ; 40 %  
des exportations s'effectuent vers  
les États-Unis, où les pressions  
protectionnistes s'accroissent, une  
proportion frôlant 68 % si l'on  
tient compte de l'ensemble de la  
zone dollar.

Les conséquences ont été à la  
mesure de ce phénomène moné-  
taire brutal. Pour préserver leurs

parts de marché, les exportateurs  
ont rogné sur leurs marges, parve-  
nant à limiter la baisse en volume  
de leurs ventes à l'étranger à  
3,8 % au premier trimestre 1986  
et même à les augmenter d'un  
modeste 1,5 % durant le  
deuxième. Certains ont réussi le  
tour de force d'améliorer leurs  
positions : +11,6 %, toujours en  
volume, pour l'automobile durant  
le premier semestre, +16 % pour  
les semi-conducteurs, +45 %  
pour les télescopes... Cette  
détermination ne pouvait  
qu'entraîner une chute des béné-  
fices estimée par la Banque indus-  
trielle du Japon à 38 % dans  
l'automobile ou à 62 % dans  
l'électronique pour l'année budgé-  
taire se terminant en mars 1987.  
Les investissements des entre-  
prises en ont pâti, et leur baisse de  
2,4 % durant le premier semestre  
pourrait se creuser à 4,6 % durant  
le second.

Pour les salariés des grandes  
sociétés, cette situation se traduit  
par une baisse des bonus et  
primes. Pour ceux des petites et  
moyennes entreprises vivant de la  
sous-traitance, elle représente une

forte compression des salaires et  
un emploi de plus en plus pré-  
caire. Le chômage a pris des pro-  
portions inhabituelles dans un  
pays où l'« emploi à vie » ne pro-  
tège que 20 % environ des sala-  
riés : officiellement, 2,8 % de la  
population active est sans emploi,  
soit entre 5 % et 8 % selon les cor-  
rectifs appliqués pour retrouver  
des normes européennes. Au total,  
la demande des ménages, qui  
aurait dû être dopée par une infla-  
tion pratiquement nulle, le sera  
moins que... l'épargne destinée à  
préparer des lendemains diffi-  
ciles.

Une situation délicate pour le  
gouvernement, pressé par ses par-  
tenaires européens, et surtout  
américains, de relancer la  
demande intérieure et d'ouvrir les  
frontières aux produits étrangers.  
« Même en réduisant les exoné-  
rations fiscales dont bénéficient les  
épargnants, nous ne parviendrons  
pas de sitôt à renverser la ten-  
dence à une forte épargne »,  
estime M. Naohiro Amaya, pré-  
sident de la Fondation économique  
du Japon. Un banquier lui fait  
écho en s'exclamant : « consommer  
plus, oui, mais quoi ? ». Non seu-

lement les consommateurs n'ont  
guère profité de la baisse des prix  
importés, certains producteurs  
étrangers ne voulant pas « banali-  
ser » leurs produits et le système  
complexe de distribution ayant  
permis à certains de faire de  
petites fortunes sur la hausse du  
yen, mais les blocages sont multi-  
ples.

Améliorer l'habitat ? Le ter-  
rain est hors de prix. Il y a un  
fond de vérité dans la plaisanterie  
selon laquelle on pourrait, en ven-  
dant la moitié du Japon, acheter  
la totalité des États-Unis.  
L'absence de législation foncière  
fait le reste. Réduire le temps de  
travail paraît mal venu en cette  
période de vaches maigres pour  
certains secteurs. Hormis le golf,  
les loisirs offrent des possibilités  
extrêmement réduites, à l'exception  
des vacances à l'étranger, les  
jeunes semblant de plus en plus  
tentés par de « longs » séjours...  
de plus d'une semaine hors des  
frontières. Mais, là aussi, le pro-  
cessus sera lent.

FRANÇOISE CROUGNEAU.  
(Lire la suite page 14.)



QUARTIER SHINJUKU, A TOKYO

# Tout un monde d'opportunités au Japon.

Voir page 3 du supplément.



# LA PUISSANCE AVANT LA PROSPÉRITÉ UN SENTIMENT

(Suite de la page 13.)

Introuvable relance ? La question reste ouverte. Le plan de soutien lancé en septembre par le gouvernement s'est heurté au scepticisme des milieux d'affaires : de « nouveaux projets qui n'en sont pas », des financements encore hypothétiques, il en faudrait plus pour tenter des investissements potentiels. Et, dans l'état actuel des choses, nul n'imaginerait une croissance supérieure à 2,5 % en 1986.

Sous la pression internationale que certains Japonais appellent de leurs vœux pour faire évoluer comportements et traditions, des percées sont possibles. L'un des rédacteurs du « rapport Maekawa », qui, en avril dernier, a lancé les grandes lignes de ce que devrait faire Tokyo pour ne plus être considéré comme l'ennemi numéro un du commerce mondial et permettre aux Japonais de bénéficier dans leur vie quotidienne du fruit de leurs efforts, refuse tout pessimisme... et toute impatience. Pour M. Hidoshi Kato, professeur à l'université Keio, de Tokyo, et l'un des conseillers privés du premier ministre, « en jouant sur la mentalité des consommateurs, il est possible de changer la mentalité des politiciens et des chefs d'entreprise ».

Vision utopique ? M. Kato s'en défend, prenant quelques exemples de protectionnisme que les Japonais sont prêts, selon lui, à combattre de l'intérieur : celui dont bénéficient les agriculteurs au détriment des consommateurs, celui du prix anormalement élevé du charbon qui pénalise la sidérurgie. Dérèglement est selon lui l'un des maîtres-mots. Il devrait rendre une nouvelle vigueur à certains secteurs grâce à la privatisation des chemins de fer ou de la compagnie aérienne JAL, desservir des carnavals en permettant aux grands magasins d'ouvrir plus tard le soir ou en cassant le coût des billets d'avion encore vendus à 200 yens le dollar.

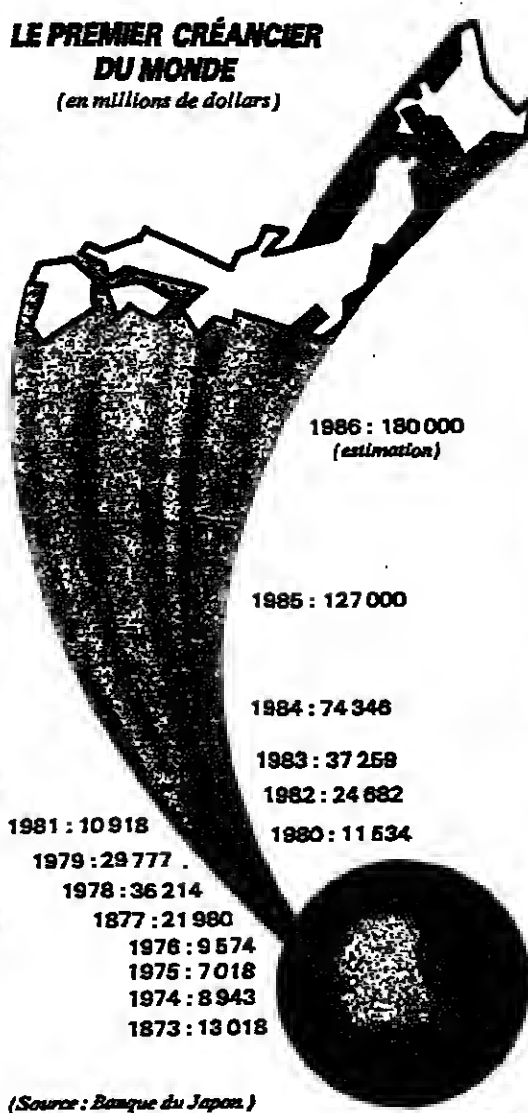
Promouvoir l'émergence d'une opinion publique de poids face aux traditions des clans politiques et des

groupes de pression qui les financent ne s'annonce pas tâche aisée. Stimuler les importations et la délocalisation des entreprises nippones non plus. Les petits sous-traitants se sentent justement menacés par une telle option. Quant aux syndicats, ils commencent à s'inquiéter sérieusement des retombées qu'aura l'exode de certaines unités de production et restent peu sensibles à l'analyse à long terme des économistes qui leur promettent la création de 2 millions de postes d'ici à l'an 2000 mais la disparition d'un million d'emplois au fil des restructurations à venir.

La polémique ne fait que commencer entre les « internationalistes » et les « protectionnistes », estime M. Kato, dont la principale crainte est de voir la machine bureaucratique mettre tout le monde d'accord par une belle force d'inertie. A une exception près : s'il est une recommandation du rapport Maekawa prise au pied de la lettre par les grandes sociétés, c'est bien celle du grand large, tant la rentabilité leur semble désormais insuffisante dans un Japon à monnaie forte. Car sur ce point, toutes les prévisions concordent. Même s'il

## LE PREMIER CRÉANCIER DU MONDE

(en millions de dollars)



(Source : Banque du Japon.)

DANIEL BROSSET

connaît une évolution en dents de scie, le yen continuera de s'apprécier par rapport au dollar. Chacun espère assister à un processus progressif, contrairement à celui des dix-huit derniers mois. Mais les estimations varient entre 1 dollar à 140 yens à la fin de 1987 et à 120, voire 110 yens d'ici à trois ans, contre 160 yens actuellement. On

pourrait alors assister, sur la base « prudente » d'un pétrole situé entre 20 et 25 dollars le baril à un lent recentrage sur l'économie intérieure pour les industries de haute technologie, doublé d'un recentrage régional pour les secteurs moins en pointe, le tout fondé sur une puissance financière qui constitue sans doute la vraie révolution en marche du Japon actuel. « Le bulldozer est déjà en place », reconnaissent tous les banquiers ou les courtiers à Tokyo.

L'Occident a commencé à en prendre conscience en découvrant que les Japonais étaient devenus les premiers créanciers du monde. De 127 milliards de dollars à la fin de 1985, les créances nettes du pays devraient représenter 180 milliards à la fin de cette année et, selon certains analystes, entre 300 milliards et 500 milliards à l'horizon de 1990. Les seuls revenus de cette épargne, aujourd'hui concentrée sur les États-Unis, permettraient au Japon de régler sa facture pétrolière d'ici à trois ans.

Il s'agit certes d'estimations aussi aléatoires que la conjoncture mondiale. Mais l'internationalisation des banques et la percée des maisons de titre nippones, allées à la boulimie de placements de grandes entreprises disposant de fortes liquidités en dépit de la chute de leurs bénéfices, donnent quelque crédibilité à ces hypothèses. Pour un pays condamné à un vieillissement très rapide de la population, l'issue serait-elle financière ? Pervuadés aujourd'hui d'être « pauvres », les Japonais se découvriront à l'aube du vingt et unième siècle un destin de solides rentiers. Cette vision à long terme alimente déjà la réflexion des spécialistes du Japon. Elle pourrait renforcer la seconde inquiétude des partenaires de Tokyo face à l'émergence d'un « conquérant financier » allié, à l'image des sumotoris, ces lutteurs récemment découverts par les Parisiens, puissance et souplesse, apparente lenteur et succès foudroyants.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

● Aggravée par les blocages politiques, la spéculation foncière, une faible couverture sociale, l'insécurité est le sentiment le mieux partagé des Japonais, expliquant leur apparente désignation à l'intérieur du pays, leur combativité à l'extérieur.

LES Japonais sont riches collectivement mais non individuellement. De même que leurs dirigeants ne semblent pas pressés de transformer en termes de pouvoir sur la scène internationale la puissance économique nipponne, de même les Japonais ne paraissent pas avoir suffisamment pris conscience des moyens financiers de leur pays pour réclamer une meilleure répartition de cette richesse.

Peu de choses ont changé dans la vie quotidienne de la majorité des Japonais un an après que leur monnaie s'est appréciée de près de 50 % par rapport au dollar. Le coût des produits alimentaires et du logement comprime toujours autant les budgets familiaux, les augmentations de salaires sont restées faibles, le nombre d'heures de travail est élevé au regard des normes internationales et, malgré la baisse du prix du pétrole, les tarifs des autobus et des taxis ont augmenté.

Les autorités reconnaissent d'ailleurs ce décalage : le rapport annuel de l'Agence de planification, publié en octobre, souligne le retard dans les conditions de vie des Japonais comparées à celles des autres pays développés et demande des améliorations, notamment en matière de couverture sociale.

Malgré une prise de conscience de ce problème au niveau gouvernemental, comme en témoigne le fameux rapport Maekawa, rendu public en avril dernier, qui recommande une relance de la demande interne, une politique résolue d'investissements sociaux et une

réduction des heures de travail, aucune mesure concrète n'est prise par le gouvernement Nakasone pour remédier à cette situation. Cette apparente absence de volonté politique semble en fait trouver sa justification dans l'attitude passive de la majorité des Japonais, qui, de manière a priori surprenante, ne manifestent pas leur aspiration au changement.

Des raisons conjoncturelles et structurelles expliquent cet immobilisme. Le coût de la restructuration économique imposé par un yen fort sera élevé tant en termes de croissance qu'en matière sociale.

Sur les quarante-trois millions de salariés que compte le Japon, 5 % travaillent directement pour l'exportation. Ils seront les premières victimes de sa réduction, mais ne seront pas les seules.

Confronté à une transition difficile, le gouvernement n'entend pas consentir de nouveaux sacrifices en termes de revenu ou de couverture sociale, qui obéiraient davantage l'avenir. Autrement dit, malgré la richesse de leur pays, les Japonais seront appelés à « se serrer la ceinture ».

Comment s'explique l'apparente désignation des Japonais face à cette attitude ? Sans doute partagent-ils les inquiétudes de leurs dirigeants pour l'avenir. Mais, quand bien même ce ne serait pas le cas, interviennent aussi des problèmes structurels. Indépendamment d'une volonté politique, actuellement balbutiante, une modification des orientations de la politique économique et sociale menée au cours de ces vingt dernières années se heurte à des facteurs bloquants difficilement contournables, ne laissant qu'une faible marge de manœuvre au gouvernement.

Le système même du pouvoir constitue un premier blocage. Depuis les années 50, l'économie japonaise a été structurée pour enrichir les grands groupes tout en maintenant un niveau de vie relativement bas.

# Soyez à l'aise sur le marché japonais

Lorsque vous examinez les possibilités d'investissement à l'étranger, vous avez besoin d'un expert financier qui vous mette à l'aise.

Si le marché qui vous intéresse se trouve au Japon, le nom de cet expert est NOMURA, la plus grande société japonaise de courtage et d'investissement qui est présente à Paris depuis 1972.

En 1979, nous avons commencé à offrir une large gamme de produits et de services destinés à aider les gens tels que vous à profiter des nombreuses opportunités d'investissement offertes par le marché japonais.

Aujourd'hui, grâce au système de communication direct et personnalisé, nous pouvons vous aider à rester en tête sur ce marché, au fur et à mesure des changements. Grâce aussi à l'utilisation du centre de recherche Nomura, la plus grande organisation de recherche du Japon, nous sommes à même de vous offrir un aperçu exceptionnel du marché financier.

Si vous êtes à la recherche d'un expert financier qui puisse vous aider à vous sentir à l'aise sur le marché japonais, contactez-nous.

Nomura Securities. Chez soi, au Japon, en France et dans 18 autres pays dans le monde.

Le grand nom dans le monde de la finance.

**NOMURA**  
NOMURA FRANCE

19-21, rue de Ponthieu, 75008 Paris, France. Tél.: (1) 45-62-11-70

THE NOMURA SECURITIES CO., LTD., Siège de Tokyo: Tél.: (03) 211-1811, 211-3811

Réseau européen: Londres, Amsterdam, Francfort, Zurich, Genève, Lugano, Bruxelles, Milan, Stockholm

مكتبة الأمل



# PROFOND D'INSÉCURITÉ

Le dynamisme de l'économie plus qu'une action concertée a permis aux Japonais de profiter des retombées de la croissance. Et si, au cours des trente dernières années, les conditions de vie ont enregistré des améliorations spectaculaires, la progression de la compétitivité nationale est demeurée la priorité des priorités dans la mentalité des dirigeants.

Les effets déflationnistes de la flambée du yen engendrent aujourd'hui chez eux la crainte de voir entamer le dynamisme économique national. Le gouvernement et le parti majoritaire (libéral démocrate) dont il est l'émancipation sont trop liés aux milieux d'affaires pour se lancer dans une politique qui pourrait contrebalancer leurs intérêts. En outre, afin de conserver sa base électorale, le PLD est contraint de maintenir des rentes de situation à certaines catégories sociales, la paysannerie en particulier. Le consommateur en est la première victime : il paie son riz huit fois plus cher que si le Japon s'approvisionnait sur le marché international. Sans sacrifier l'agriculture, il y aurait sans doute des ajustements à trouver.

## Les intérêts de «lobbies» divers

D'une manière générale, le gouvernement doit tenir compte de trop d'intérêts de «lobbies» divers qui financent le PLD pour pouvoir s'attaquer à certains «sanctuaires». «Le Japon pour tout importer sauf ses produits. Or c'est-à-dire sans doute encore plus insulaires dans leur mentalité que leurs homologues d'avant-guerre», estime M. Kogane, ancien haut fonctionnaire et conseiller de l'institut de recherche de Nikko Securities. Les intérêts convergents, sinon la collusion, du monde politique et des milieux économiques paralysent l'action gouvernementale dans deux domaines en particulier : celui de la couverture sociale et celui du logement. Les dépenses sociales ont considérablement progressé depuis la guerre et représentent aujourd'hui 12,5 % du revenu national, mais elles restent encore inférieures à celles d'autres pays : 21 % aux États-Unis, 40 % en Suède. En outre, depuis plusieurs années, elles semblent plafonner. Le Japon a aussi ses «pauvres secrets». Contrairement à d'autres pays, il n'y a pas au Japon de déflation du seul de la pauvreté.

Selon les statistiques officielles, seulement 1,2 % de la population dépend de l'assistance publique.

Les chiffres sur la répartition du revenu national montrent cependant qu'un cinquième des familles de quatre personnes vivent avec un revenu mensuel variant entre 180 000 et 145 000 yens, soit entre 90 % et 75 % du minimum reconnu par le gouvernement.

## L'épargne : un impératif

Une politique visant à améliorer la couverture sociale supposerait que les meilleurs cotisants, les entreprises les plus rentables, paient pour les autres, ce qui pourrait entamer leur compétitivité et provoquerait l'opposition des milieux d'affaires. Aussi une telle réforme n'est-elle pas à l'ordre du jour, bien que le vieillissement de la population puisse devenir dans quelques années la source de graves problèmes sociaux.

Un autre domaine où des réformes seraient nécessaires et contribueraient à une amélioration des conditions de vie des Japonais est celui du logement. La superficie moyenne des logements construits au Japon en 1984 était de 86 mètres carrés. Mais, selon les statistiques du ministère de la construction, 50,9 % des familles habitent des logements d'une superficie inférieure à 80 mètres carrés et 11 % vivent dans moins de 50 mètres carrés. La concentration des activités à Tokyo a d'autre part contribué au surpeuplement de la capitale. En moyenne, les Tokyoïtes doivent consacrer quatre-vingt-onze minutes par jour à leur trajet. Le gouvernement donne régulièrement des coups de ponce, mais toute politique du logement au Japon exigeait une loi limitant la spéculation foncière. Effrénée à Tokyo, qui rejette les habitants toujours plus loin du centre de la ville. On en est loin, compte tenu des intérêts des affairistes et des grands groupes.

On insiste souvent sur les vertus d'épargne des Japonais. Cette proposition n'a rien d'ancêtre. Il est clair que, compte tenu d'un passé récent, le sentiment de sécurité, ou d'insécurité, ne peut pas être le même au Japon et dans de vieux pays riches. L'épargne au Japon n'est pas ce qui reste après la consommation, elle est d'entrée de jeu un impératif en fonction duquel se déterminent les autres choix.

Ces contraintes, la priorité au rendement et cette sorte de laisser-faire du gouvernement en matière sociale pourraient engen-

drer des mécontentements. Il y a assurément des frustrations et des symptômes de malaise. Mais, globalement, ils ne se font pas sentir : les sondages d'opinion indiquent au contraire que les Japonais paraissent satisfaits de leur vie.

Finsseurs facteurs d'ordre politique et culturel expliquent cette apparente résignation. Tout d'abord, compte tenu des privations passées que beaucoup ont connues et que les autres ont apprises de leurs parents, il existe un décalage entre le Japon tel qu'il est perçu à l'étranger et la conscience qu'ont la majorité des Japonais de la force de leur pays.

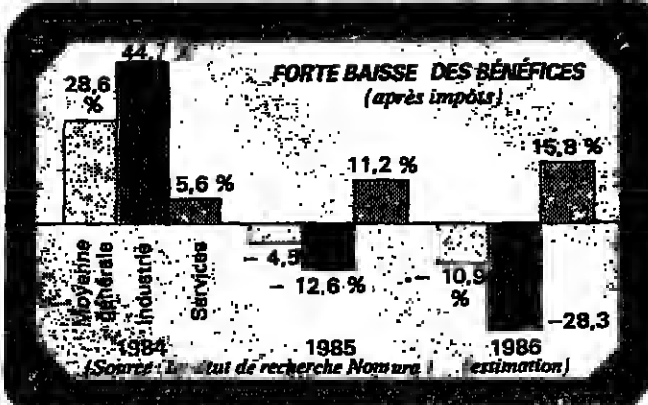
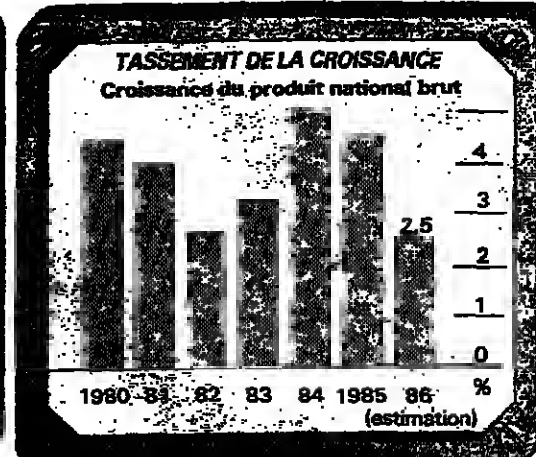
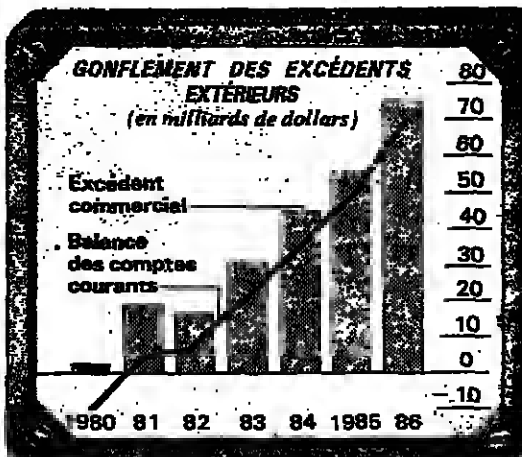
S'il y a aujourd'hui dans la population jeune des aspirations au mieux-être, des désirs de réussite individuelle, ces pesanteurs continuent à se faire sentir. En outre, la société japonaise permet de satisfaire une fringale de consommation de gadgets high tech selon de biens durables.

## Une tactique de collaboration

Les Japonais n'ont pas encore franchi le seuil du mécontentement, mais le feraient-ils qu'il n'y aurait guère de relais institutionnel. Les syndicats, qui au cours de la période de haute croissance (1960-1970) ont obtenu, grâce à leur tactique de collaboration avec la direction des entreprises, des avantages substantiels pour leurs adhérents, sont en perte de vitesse et, confrontés aux risques de réduction des emplois, mènent des luttes d'arrière-garde. Sur le plan politique, aucun parti d'opposition n'a été capable de présenter une solution de rechange pour le futur : le Parti libéral-démocrate a recueilli lors du scrutin de juillet dernier les fruits non pas tant de sa politique que de l'absence de crédibilité de l'opposition.

Cette victoire électorale semble d'ailleurs avoir plus conforté l'équipe au pouvoir dans son attitude qu'il ne l'a incitée à mener une politique active de réforme. Le gouvernement Nakasone semble un peu comme celui des derniers shoguns avec les «bateaux noirs» du Commodore Perry au milieu du dix-neuvième siècle : il est en quête d'une politique. Sans doute peut-on lui faire crédit d'être conscient de celle qu'il faudrait mener, mais elle suppose de tels changements, elle remettrait en cause tant d'intérêts qu'il préfère, comme le shogunat déclinant, procéder par touches parant au plus pressé : les pressions extérieures.

PHILIPPE PONS.



# FEMMES EN RETRAIT

Le Japon a fini par ratifier la convention des Nations unies sur l'égalité des hommes et des femmes devant l'emploi. Les résultats sont loin d'être probants même pour les diplômées d'études supérieures.

L'ÉGALITÉ des chances des femmes devant l'emploi était si criante que le Japon ne pouvait plus refuser d'apposer sa signature au bas de la convention des Nations unies en 1980, au risque de se voir exclu du groupe des pays dits «développés». L'honneur du Japon était en jeu, mais 1985 avait beau être la date limite pour la ratification de cette loi, les choses ont traîné au maximum, et il a fallu attendre le 1<sup>er</sup> avril 1986 pour qu'elle entre enfin en vigueur. Si la convention stipule qu'il faut donner aux femmes les mêmes chances d'emploi, de répartition, de formation, de promotion et de retraite qu'aux hommes, l'imprécision de la formulation des différents articles laisse perplexes.

Ainsi pour l'article 7 faisant obligation de «s'efforcer de donner» à la même chance d'emploi aux femmes.

Il est délicat d'essayer de prévoir l'impact que cette loi aura sur la situation des femmes à l'avenir. La banque Mitsubishi, qui avait inauguré l'embauche féminine dès 1979 — à raison d'une candidate par en — aurait déjà perdu trois de ses «filles» à cause de leur mariage... Sur sept, c'est beaucoup.

La préoccupation majeure des entreprises, soucieuses de ne pas investir inutilement dans la formation, est de perdre leurs employées à ce tournant de leur vie (26,4 ans) ou à l'occasion d'une naissance (26,2 ans). Cela explique qu'un projet, visant à permettre l'embauche pour des emplois dits «généralistes» après vingt-six ans — au terme d'un concours — soit actuellement à l'étude, afin de permettre aux jeunes femmes les plus motivées de faire carrière après ce tournant fatidique. D'autres sociétés ont déjà prévu des uniformes de maternité pour les futures mamans...

Le système de «retraite» lors du mariage ou du premier enfant — couramment pratiqué par les grandes entreprises — coïncide en fait avec les aspirations d'un grand nombre. Cette pratique étant parfaitement illégale, les retraites «anticipées» ne peuvent d'ailleurs se faire qu'à la demande expresse des employées elles-mêmes.

Aucune des étudiantes que nous avons interrogées et qui étaient promises à un emploi général ne semblait se bercer d'illusions, et toutes manifestaient leur intention d'interrompre leur carrière à l'occasion de la naissance de leur premier enfant. «A quoi bon continuer quand on sait que les promotions reviendront d'office aux hommes qui sortent des meilleures universités», nous dit avec dépit l'une d'entre elles.

Et de conclure en ces termes : «Les femmes capables et ambitieuses ont déjà réussi à faire leur chemin. Ce n'est certainement pas cette loi qui modifiera quoi que ce soit.»

MURIEL JOLIVET, maître-assistant à l'université Sophia (Tokyo).

# La Banque Indosuez au Japon.

La Banque Indosuez est au Japon depuis plus de 45 ans. Ses succursales de Tokyo, Osaka et Nagoya s'intègrent dans un réseau particulièrement dense en Asie-Australasie qui couvre 22 pays du Pakistan au Japon en passant par l'Australie ou la Nouvelle-Zélande.

La Banque Indosuez présente dans 65 pays, vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Siège social: 96 boulevard Haussmann, 75008 Paris.

Tokyo: Banque Indosuez Building, Tameike-1 1-2 Akasaka, Minato-Ku, Tokyo 107. Tél. (813) 582.02.71. Télex 24309 INDOCAB J. Directeur: Bernard Delage.

BANQUE INDOSUEZ. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITÉS.





QUAND LE SON A UNE ÂME  
ÇA VOUS PREND LA

HITACHI FRANCE S.A. - 95-104, rue Charles-Nichols 93308 SAINT-DENIS CEDEX 1 - Tél. : (1) 48.21.80.15

HITACHI

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
sans visa

## TOKYO, PLACE OUVERTE

● A sa façon, la place de Tokyo se met à l'heure du « Big Bang » de la City. Un double mouvement s'opère : ouverture vers l'extérieur et attrait croissant du marché nippon des capitaux pour les établissements étrangers ●

**J**EUDI 6 novembre 1986, le ministre des finances japonais autorisait huit maisons de courtage et banques d'investissement européennes à opérer sur le marché nippon des valeurs mobilières, ce qui portait à trente-six le nombre de ces organismes de nationalité étrangère opérant à Tokyo contre dix au début de 1985. Quelques jours auparavant, la banque Sumitomo, au deuxième rang japonais, annonçait qu'elle allait s'attaquer à l'important marché britannique des prêts hypothécaires, très actif en raison du « boom » immobilier, en se cantonnant toutefois aux crédits « haut de gamme ».

De l'autre côté de l'Atlantique, la banque d'affaires Henry Schroder, rachetée il y a deux ans par l'Industrial Bank of Japan, acquiert la firme new-yorkaise Ambrey J. Lanston, courtier en fonds d'Etat, tandis que la même Sumitomo prenait une participation dans Goldman Sachs, l'une des premières investment banks de New-York.

Ces nouvelles illustrent le double mouvement qui s'opère sur la place de Tokyo, l'un des plus grands marchés financiers du monde, qui accentue son ouverture vers le monde extérieur dans ce que l'on peut appeler un « Big Bang à la japonaise », c'est-à-dire mesuré et gradué. Récemment, M. Yusuke Kashiwagi, président de la Bank of Tokyo, admettait que, certes, New-York restait le plus gros marché financier de la planète (7 000 milliards de dollars), suivi par Tokyo (2 200 milliards) et Londres (1 600 milliards). Mais il relevait que le rythme de croissance du marché japonais, 18,3 % par an entre 1970 et 1985, contre 14,5 % pour Londres et 8,8 % pour les Etats-Unis, était en train de réduire rapidement l'écart avec ce dernier pays.

L'énormité de l'épargne secrétée par la communauté japonaise, particuliers et entreprises, non seulement alimente un marché financier domestique très puissant, mais encore permet au Japon d'exporter massivement ses capitaux. Si on y ajoute le non moins énorme excédent de la

balance nipponne du commerce extérieur et des paiements, on prend conscience de l'ampleur des capitaux dont dispose ce pays. En 1986, le flux des capitaux investis à l'étranger aura battu tous ses records, à 70 milliards de dollars.

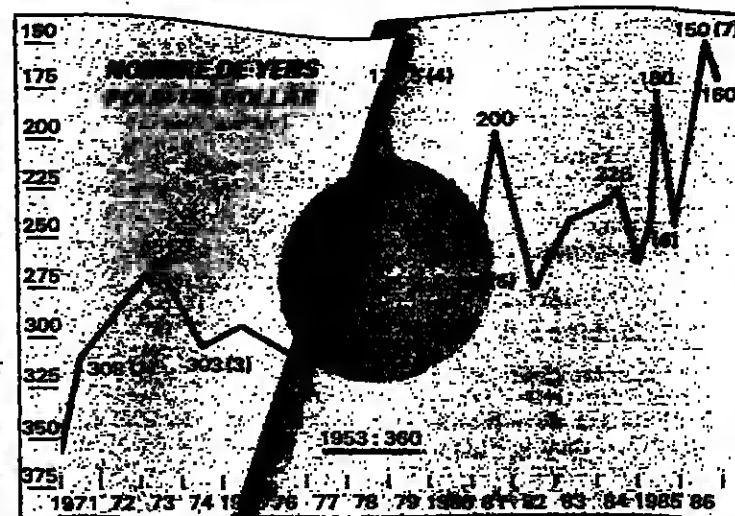
Les banques japonaises, dès le départ, se sont taillées la part du lion dans ces transferts, et, compte tenu de la hausse vertigineuse du cours du yen, il n'est pas étonnant de les voir se situer au premier rang mondial : cinq dans les dix premières, avec respectivement le deuxième, troisième, quatrième et cinquième rang pour la Dai Ichi Kangyo, la Sumitomo, la Fuji et la Mitsubishi.

A l'étranger, les banques japonaises ont concentré leurs efforts

banque britannique Lloyd sa filiale californienne.

En sens inverse, on l'a vu, de très nombreux établissements étrangers s'installent au Japon, non pour y développer des activités de banque commerciale, peu rémunératrices en raison de la concurrence intense qui règne là-bas, mais pour prendre une part du marché des capitaux.

Outre les trente-six firmes autorisées maintenant à exercer au Japon, on a pu voir récemment le ministre japonais des FIT signer un contrat de gestion de portefeuille d'obligations étrangères avec S.G. Warburg, l'une des plus importantes banques d'investissement britannique. Ce sera la quatrième institution étrangère, après les firmes américaines Salomon



- (1) Suspension de la convertibilité du dollar en or (août 1971)
- (2) Mise en flottaison du dollar (mars 1973)
- (3) Premier choc pétrolier
- (4) Crise du dollar (31 oct. 1978)
- (5) Deuxième choc pétrolier
- (6) Accord des Cinq à New-York (22 sept. 1985)
- (7) Record historique (juillet 1986)

sur deux secteurs : le crédit international et la banque d'affaires. Dans ce dernier domaine, on a pu voir, en 1984, la banque Sumitomo devenir le plus gros établissement étranger en Suisse, avec le rachat, pour 144 millions de dollars, de 53 % du capital du Banco del Gottardo, qui appartenait auparavant au défunt Banco Ambrosiano. Relevons encore le rachat, par la Fuji Bank, pour 425 millions de dollars, de l'établissement de services financiers Walter E. Heller, de Chicago.

En général, les banques japonaises à l'extérieur du pays ne se risquent pas dans la banque commerciale à guichets, sauf en Californie, où résident de nombreux Américains d'origine japonaise. On a pu voir, en 1985, la Mitsubishi racheter la Bank of California, et la Sanwa reprendre à la

Brothers, Merrill Lynch et Morgan Stanley, à pouvoir gérer le placement d'une partie des énormes actifs contrôlés par l'assurance-vie et le fonds de retraite de la poste, estimés, fin septembre 1986, à 30,3 millions de yens (193 milliards de dollars, 1 300 milliards de francs), dont 8,4 milliards de dollars investis en obligations étrangères.

Ajoutons que l'autorisation donnée aux investisseurs institutionnels japonais de porter de 20 % à 30 % la part de leurs placements à l'étranger excite encore davantage l'intérêt des firmes de courtage étrangères qui, toutefois, se heurtent vivement à leurs concurrentes japonaises — Nomura, Daiwa, Nikko, Yamachi, — comme on peut le constater sur le marché de l'euro-yen.

FRANÇOIS RENARD



Nous annonçons  
un pas en avant  
à l'échelle internationale  
du plus grand quotidien  
économique au Japon.

Le Nihon Keizai (Nikkei) sera bientôt disponible par transmission satellite télécopie simultanément au Japon, en Europe et aux Etats-Unis.

Nikkei, premier quotidien économique du monde, est lu par 99,4 % des présidents des 3 000 sociétés les plus importantes du Japon. Notre tirage en septembre 1986 a été de 2 370 977, soit 80 % de plus que l'année dernière.

TOTAL ECONOMIC INFORMATION SYSTEM

Nihon Keizai Shimbun, Inc.

Siège à Tokyo : 1-9-5 Ottemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japon  
Tél : 03-270-0251 Telex : J22308 NIKKEI  
Cable : NIKONKEIZAI TOKYO.

Représentant publicitaire pour la France :  
Publicitas S.A. 28, avenue Victor-Hugo, 75118 Paris, France  
Tél : 33(1)46-00-66-06. Télex : 610087 MEDIA B.

## UNE LONGUEUR D'AVANCE Avec BANK OF TOKYO

Rester à la pointe des opérations financières dépend d'une gestion rigoureuse de l'information, des réseaux et des idées — tâche hardie à l'échelle de la planète. La BANK OF TOKYO, en relation étroite avec tous les grands marchés de devises et de capitaux à travers le monde, possède les ressources et l'expérience nécessaires pour élaborer avec vous les stratégies gagnantes.

Les spécialistes financiers de BANK OF TOKYO : des services et des conseils pour vous faire gagner.

Une des grandes banques internationales depuis 1880

**BANK OF TOKYO**

HEAD OFFICE  
6-3, Nihombashi Hongokuchō 1-chōme, Chuo-ku, Tokyo 103, Japon  
Tél. (03) 245-1111 Telex J22220 (TOHBANK A-C) J22220

PARIS OFFICE  
4-8, Rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France  
Tél. 42-61-98-33 Telex TOH BANK 210436 F

Connectez-vous  
sur les affaires  
les plus motivantes  
sur Terre...  
et au-delà !

Depuis sa création en 1885, C. Itoh & Co., Ltd. a progressé pour devenir l'une des plus grandes sogo shosha, réalisant un volume annuel de transactions supérieur à 90 milliards de dollars. Son réseau de 180 bureaux est parfaitement intégré dans 87 pays à travers le monde entier.

C. Itoh intervient dans quatre secteurs du monde des affaires à l'échelle internationale : marketing, merchandising, logistique et assistance financière.

Ses activités vont de l'import/export sur terre aux sphères de la communication par satellite.

Alors, quel que soit votre projet, C. Itoh possède les connaissances et l'expérience pour le faire décoller.

**CI**  
C. ITOH

C. Itoh & Co S.A.  
Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine  
75755 Paris, Cedex 15 Phone: 45-38-24-00  
C. ITOH & CO., LTD.  
5-1, Kiba-Aoyama 2-chōme, Minato-ku, Tokyo, Japon  
Telex (JDD) J22111 (ITOHCHU) / Cable: CTOH TOKYO

هكنا من الأهل



## L'EUROYEN EXPLOSE

● Renforcé par la flambée du yen, le marché de l'euroyen a littéralement explosé, se plaçant encore loin derrière celui de l'eurodollar mais juste derrière celui de l'euromark.

**R**ESTÉ languissant depuis des années, le marché de l'euroyen, c'est-à-dire des emprunts obligataires en yens émis hors du Japon, principalement à Londres, vient littéralement d'exploser, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour les neuf premiers mois de 1986, le nombre des émissions a pratiquement doublé par rapport à celui de l'année 1985 tout entière, déclinant par rapport à celui de 1984, tandis que les montants émis passaient de 272 milliards pour ces mêmes premiers mois de 1986.

Désormais, le marché de l'euroyen occupe la troisième position dans le classement des euro-marchés avec 8,6 % du total, loin derrière celui de l'eurodollar, qui reste certes prédominant, avec 61 % du total, mais très près du marché de l'euromark (10,24 %).

Parmi les emprunteurs, on trouve aussi bien de grandes entreprises japonaises (Nippon Kokkan, Kubota) que des européens, comme la banque finlandaise Postipankki et la compagnie pétrolière française Total, ou des américains (la filiale de crédit de Ford, Philip Morris, Goodyear, Walt Disney), ou des canadiens (Hydro Québec).

C'est donc le vrai « décollage » du marché de l'euroyen, ardemment attendu et désiré par les partenaires du Japon, soucieux de voir s'ouvrir son marché financier. A l'origine de ce décollage, on trouve deux facteurs. Tout d'abord, des mesures de libéralisation ont été prises fin 1984 par les autorités nipponnes : les nouvelles règles adoptées ont, notamment, rendu plus facile la conclu-

sion des accords de « swap » (échange temporaire d'un actif contre un autre pour se garantir, yens contre dollar par exemple). De tels accords, on le sait, sont traditionnellement liés aux émissions. Ces mêmes autorités, de plus, ont depuis quelques mois autorisé les banques étrangères à se présenter sur le marché de l'euroyen.

Ensuite, le renforcement du yen par rapport aux autres monnaies a joué en faveur de ce marché. Fait significatif, on a noté une percée très remarquable des maisons de courtage japonaises en termes de « teneur de livres », ou établissement chef de file. D'une année à l'autre, une maison comme Nomura est passée du huitième rang, avec 3,81 % du marché, au deuxième, avec 8,32 %, juste derrière ce grand spécialiste qu'est le Crédit suisse First Boston.

De son côté, l'autre grand, Daiwa, a sauté du douzième au sixième rang, avec 4,46 % du marché, suivi par Nikko et Yamaichi (dixième et douzième rang). Certes, il est logique que les grandes maisons de courtage japonaises prennent une part croissante du marché de l'euroyen, mais il faut relever que leurs clients étrangers sont très satis-

faits de leurs services. « Outre leurs conditions, tirées au plus près, nous apprécions tout particulièrement leur rapidité de décision et leur puissance de feu », déclarait récemment M. Hénin, trésorier de la société française Thomson, qui a négocié avec Daiwa, en mai dernier, un emprunt en euros, précisément à des conditions très avantageuses (taux inférieur au Libor).

Autre raison du succès des maisons japonaises : ces dernières ont davantage de facilités pour placer des émissions en euros sur le marché domestique japonais, où les banques étrangères ne s'aventurent guère.

Notons enfin que le marché des émissions d'obligations par des étrangers cotationnées depuis dix ans à ce même marché domestique japonais, les Samouraï Bonds, est quasiment « sinistré », les montants revenant de 1 000 milliards de yens en 1984 à moins de 300 milliards pour les neuf premiers mois de 1986. Outre la réglementation plus stricte qui s'applique aux candidats émetteurs, le plus souvent des institutions étrangères, le marché a été victime du décollage du marché de l'euroyen.

F. R.

### L'ÉVOLUTION DE L'EUROYEN ET DU MARCHÉ DES SAMOURAI

	EUROYEN		SAMOURAI	
	Nombre d'émissions	Montants émis (en milliards de yens)	Nombre d'émissions	Montants émis (en milliards de yens)
1977	2	30	22	454
1978	1	15	14	657
1979	2	25	14	284
1980	4	53	15	280
1981	5	80	24	613
1982	6	95	38	690
1983	4	70	36	615
1984	15	272	37	1 050
1985	68	1 487,2	31	955
1986*	125	2 353,8	10	295

(\*) Au 30 septembre.

## PRODUIRE CHEZ LES AUTRES

● Pour réduire ses coûts de production et contourner les obstacles protectionnistes, l'industrie japonaise essaime à travers le monde.

**S**URSAUT salvateur pour les uns, risque majeur de désindustrialisation selon d'autres, la vague d'implantations japonaises à l'étranger s'accroît singulièrement, prenant une dimension stratégique pour les partenaires de Tokyo. Cette « délocalisation », terme barbare mais explicite, répond à un double et très pragmatique objectif : « L'un, purement économique, vise à amenuiser les coûts de production, devenus prohibitifs dans un Japon doté d'une monnaie forte. L'autre, plus politique, cherche tout simplement à contourner l'obstacle d'un protectionnisme existant ou potentiel. »

A entendre M. Kazuo Nukawasa, responsable des questions économiques internationales au Kaidanren, la plus puissante organisation patronale du Japon, cette analyse tient de l'évidence.

Après avoir fortement investi au Japon et placé une bonne part de leurs bénéfices sur les marchés financiers — les Américains ont assisté à une véritable razzia sur leurs titres — les chefs d'entreprise nippons ont tiré les leçons de l'appréciation persistante du yen. « A 180 yens le dollar, il était encore rentable de donner la priorité à de nouveaux équipements sur le marché intérieur et à l'exportation. Au-delà, le jeu n'en valait plus la chandelle. » Chacun estime en fonction de sa production les atouts des marchés à investir, de l'intérieur.

Les grands choix industriels et régionaux du Japon commencent à se dégager. Pour les industries de forte main-d'œuvre, l'Asie, où la présence japonaise tendait à stagner, regagne toutes les faveurs. Taiwan ou la Corée du Sud, déjà fortement développées, offrent aux yeux des Japonais le

double avantage de monnaies liées à la baisse avec le dollar et d'une « discipline salariale » qui leur est chère. La Malaisie ou la Thaïlande les intéressent de plus en plus, et la Chine est qualifiée de « bon risque » en dépit des incertitudes pesant régulièrement sur les choix économiques des dirigeants de Pékin.

Le Japon connaît les vertus d'une longue patience, et, pour le moment tout au moins, ne s'inquiète pas outre mesure de la sourde hostilité des pays asiatiques face à la montée de sa puissance économique et financière. L'assurance de coûts réduits pour la fabrication de composants et la possibilité d'utiliser l'Asie du Sud-Est comme base arrière pour de nouveaux types d'exportations vers l'Amérique du Nord ou l'Europe constituent le but essentiel.

### Les chefs « pensent américain »

A l'autre extrême, pour la haute technologie, les États-Unis exercent toujours la même fascination. S'ils ont cherché dans un premier temps à mettre leur production à l'abri des ardeurs protectionnistes du Congrès, les chefs d'entreprise japonais « pensent américain » sur le long terme. Talonné par le Japon, la première puissance économique du monde occidental a vu le bouillonnement de la recherche, le capital risque et, ce dont le Japon est pratiquement dépourvu, les matières premières, constater un industriel.

Cette attirance ne laisse pas que des « miettes à l'Europe », comme le craignait un expert français. Déboché de substitution à un marché américain qui se ferme, l'Europe voit elle aussi s'accroître le processus d'implantations directes. Mais la raison fondamentale reste malgré tout d'utiliser au mieux un réservoir technologique, un vaste marché de consommateurs et... de prévenir la fermeture des frontières.

Au total, les investissements directs des entreprises japonaises, à l'étranger, pourraient atteindre de 3 milliards pour atteindre, selon l'Institut de recherche de Nomura, 15 milliards de dollars durant l'exercice budgétaire se terminant en avril 1987, dont 8 milliards aux États-Unis. Et si l'on en croit l'Agence de planification économique, plus d'un tiers des grandes sociétés envisagent de porter à 20 % au moins la part de leur production fabriquée hors du Japon d'ici dix ans.

Partis avec retard dans ce domaine, les Japonais entendent une fois de plus mettre les bouchées doubles et pensent pouvoir doubler en cinq ans la part de leur produit national brut consacrée aux investissements à l'étranger.

L'accélération d'une politique entamée avec douceur au début des années 80 ne va pas sans poser de sérieuses questions. La pénétration japonaise peut créer des emplois dans les pays d'accueil et, dans certains cas, limiter les excédents commerciaux du Japon : Honda et Sony ont commencé à réexporter vers leur pays d'origine une part de leur production américaine. Un avantage dont la contrepartie est évidente : trop rapide ou massive, la stratégie d'investissements à l'étranger risque de provoquer un phénomène de rejet de la part de pays soucieux de ne pas être réduits à un rôle de sous-traitant. « Nous assisterons un jour à de nouvelles formes de protectionnisme contre ces implantations », prédit M. Nukawasa.

En attendant, la « délocalisation » des entreprises prouve un phénomène parfois sous-estimé : la chute des bénéfices des entreprises japonaises, évaluée à près de 11 % en moyenne en 1985-1986 et à plus de 28 % pour les industries manufacturières n'empêche pas les plus grandes sociétés de disposer de solides réserves. « Un véritable trésor de guerre s'est constitué. Il permettra de financer la riposte industrielle aussi bien que financière », estime un banquier européen.

F. Cr.

# Signe des temps.



De la recherche à l'exécution en passant par les transactions, les systèmes électroniques de transfert d'informations de Yamaichi peuvent agir pour votre compte dans le monde entier.

### Ouvrant la voie vers un financement plus efficace sur les marchés mondiaux des capitaux.

D'emblée, Yamaichi vous donne d'excellentes raisons pour opérer outre-mer. Parmi celles-ci, il y a la récente croissance des marchés étrangers, la dérégulation et les nouvelles techniques financières très puissantes.

Dans l'environnement actuel de taux de change instables et de besoin de formes alternatives de financement, la meilleure stratégie consiste le plus souvent à collecter des fonds en plusieurs devises sur plusieurs marchés.

En tant qu'institution financière entièrement intégrée et gérant plus de 116 milliards de dollars de valeurs clients, Yamaichi est à la pointe de la révolution du marché des capitaux. Nous sommes particulièrement bien placés pour les obligations « Shogun » en devises au Japon. Nos activités sur l'Euro-marché — en particulier les obligations Euroyen ainsi que les émissions liées aux équités et les émissions provenant de « swap » — sont de tout premier ordre.

Yamaichi peut agir pour votre compte sur toutes les principales places financières du monde — y compris le Japon. En tant que maison japonaise de premier plan pour les investissements en capitaux à risque et M&A, Yamaichi peut également vous aider à acquérir une technique de pointe et à bénéficier d'une implantation toute faite sur le marché japonais.

Contactez Yamaichi dès aujourd'hui pour de nouveaux horizons dans la collecte de fonds.

**YAMAICHI**  
YAMAICHI SECURITIES CO., LTD.





## LES CADRES BOUGENT

● **Financiers et techniciens secouent les traditions d'emploi à vie et de salaire à l'ancienneté en jouant la mobilité professionnelle** ●

Il y a un an, M. Tanaka a pris l'une des décisions les plus délicates de sa vie professionnelle. Sorti de la prestigieuse université de Tokyo, ayant complété ses études à Harvard, il était appelé au plus brillant avenir dans une grande entreprise s'il suivait les rails de la promotion à l'ancienneté qui devaient le conduire au conseil d'administration. Et pourtant, il décide, à trente-cinq ans, de renoncer à cet avenir assuré pour entreprendre une autre carrière dans la finance internationale en travaillant pour une banque étrangère.

Dans un pays où l'on aime à dire que l'employé est « fidèle à son entreprise », le comportement de M. Tanaka peut surprendre. En réalité, il est loin d'être le seul membre de cette élite des cadres japonais d'âge moyen qui décident de changer de milieu en milieu de carrière. C'est là un phénomène nouveau, certes encore embryonnaire, mais qui est appelé à faire tâche d'huile : il doit en effet être situé dans le contexte général d'une évolution du système d'emploi au Japon, caractérisé traditionnellement par le « salaire à l'ancienneté » et l'« emploi à vie ».

« Je savais ce que je voulais dans vingt ans », explique M. Tanaka. « J'étais sur un escalier roulant, et il faut reconnaître que le poste qui m'attendait en fin de carrière avait tout lieu de me satisfaire. Mais, en dernière analyse, tout cela n'était guère excitant. C'est pourquoi j'ai opté pour un autre travail. » M. Tanaka a choisi une banque étrangère, mais il aurait pu, avec ses qualifications et l'ouverture du marché de l'emploi en milieu de carrière qui est en train de se produire, entrer dans une banque ou une maison



AGENCE DE L'EMPLOI A TOKYO

de titres japonaise. Avec la libéralisation du système financier nippon, celles-ci ont en effet un besoin croissant d'experts maîtrisant l'anglais, et elles ont été les premières à rompre avec un principe qu'on pensait sacro-saint pour les entreprises japonaises : l'emploi à vie. En pratique, celui-ci revenait pour un salarié désireux de changer d'entreprise à ne pouvoir espérer retrouver un travail analogue et à devoir s'orienter vers les PME.

Dans le cas de M. Tanaka, la rupture du lien de fidélité à l'entreprise s'est bien passée. Ses chefs ont essayé de le retenir par divers moyens, notamment en faisant intervenir des personnalités haut placées, mais ils ont fini par s'incliner devant sa détermination.

Ce n'est pas toujours le cas, alors qu'il est important pour un Japonais d'assurer un départ de manière harmonieuse. On nous cite l'expérience pénible d'un employé qui avait annoncé son intention de quitter son entreprise et dont les responsables ont été jusqu'à faire pression sur sa famille pour qu'il reste.

Le marché financier offre certes de nouvelles occasions pour satisfaire certaines ambitions. Les salaires y sont plus élevés, et l'on peut espérer, comme à Wall Street ou à la City de Londres, compter parmi ces « stars » qui gagnent des fortunes.

L'ouverture du marché financier japonais n'est pas le seul élément perturbant le système traditionnel de l'emploi au Japon. Dans une autre branche, les nou-

velles technologies, une évolution analogue de la mobilité en milieu de carrière est notable. Il existe en effet dans ce secteur une demande de spécialistes supérieures à l'offre et les entreprises cherchent souvent à débaucher chez le concurrent en offrant de meilleurs salaires. Cette nouvelle mobilité d'emploi a conduit à l'apparition de « chasseurs de têtes ».

Le phénomène de la mobilité en milieu de carrière s'inscrit dans le cadre d'une évolution à la fois plus générale et plus profonde de l'emploi au Japon, caractérisée par le recul de l'emploi à vie mais aussi du système traditionnel des salaires.

Plusieurs facteurs contribuent à ce changement. D'abord une évolution dans la mentalité de la génération de Japonais qui entrent, ou sont entrés au cours des cinq dernières années sur le marché du travail. Plus individualistes, fils de la haute croissance des années 60, ils sont plus enclins à « profiter de la vie » que leurs aînés. Ils semblent plus préoccupés par une sorte de « fidélité à eux-mêmes » et à leurs aspirations qu'à l'entreprise.

Outre l'évolution des mentalités, un autre facteur, peut-être plus déterminant encore, conduit à une progressive remise en cause du système de salaire à l'ancienneté : le vieillissement de la population, l'âge de la retraite est passé de cinquante-cinq à soixante ans. Ce système de salaire est devenu non seulement une charge trop lourde pour les entreprises mais aussi une entrave à leur dynamisme, en retardant la promotion d'éléments jeunes et souvent plus qualifiés que leurs aînés. Ainsi, beaucoup d'entreprises ont réduit le progression des salaires à partir de cinquante ans et ont dissocié le statut de la fonction : nombre de salariés en fin de carrière ont des titres honorifiques et ne disposent d'aucun pouvoir réel.

Ph. P.

## M. ITO :

**J**APAN AIR LINES (JAL) est toujours dans la tempête. La concurrence s'intensifie au Japon et à l'étranger et la compagnie aérienne nationale subit encore le contrecoup de la catastrophe qui l'année dernière fit 524 victimes. Pour sortir la JAL de l'ornière et entreprendre sa privatisation, prévue pour juillet prochain, M. Nakasone a fait un choix hardi en nommant à sa tête un nouveau président M. Junji Ito.

Agé de soixante-quatre ans, M. Ito, qui dirigeait jusqu'à l'année dernière la société Kanebo, spécialisée dans les cosmétiques et les textiles, est complètement étranger au monde de l'aviation, et sa nomination fut une surprise pour les milieux d'affaires japonais.

M. Ito est connu comme un expert en matière de relations industrielles, mais aussi comme un industriel au style parfois quelque peu autocratique. « Je suis un peu un loup solitaire : quand je vois un problème, je l'affronte directement. Je ne suis pas bon pour les négociations en coulisses où l'on cherche à parvenir à un consensus (le fameux *nomawashi* japonais) », nous dit-il d'entrée de jeu, ajoutant sur le mode de la plaisanterie : « J'ai dû faire quelques vagues à la JAL ». La compagnie nationale a été en effet habitée à des présidents ultra-conservateurs et respectueux des formes. Depuis qu'il assume ses fonctions, M. Ito a pris des décisions parfois controversées. Certaines ont été ouvertement critiquées, et la presse de ces derniers mois a plus d'une fois commenté les dissensions existant au sein de la compagnie.

## M. OTSUKI :

**S**ELON la presse locale, M. Bumpki Otsuki est l'un des trois « samouraïs » du patronat nippon. Avec M. Doko, ancien président du Keidanren, et M. Hiraiwa, l'un des actuels vice-présidents, il est considéré comme l'une de ces figures du monde des affaires japonais incarnant une tradition d'austérité de vie et de détermination caractéristique du Japon de ces quarante dernières années. A quatre-vingt-trois ans, président depuis sept ans du Nippon Keirei (association des employeurs) qui est un peu la division du personnel du patronat nippon chargée des négociations avec les syndicats, M. Otsuki est toujours vert et, avec sa silhouette puissante, il semble s'il n'avait rien perdu de sa combativité.

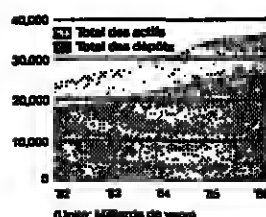
Compte tenu de la restructuration actuellement en cours de la machine productive japonaise —

délocalisation et déclin de certains secteurs naguère porteurs comme les chantiers navals et l'acier, — ainsi que de l'évolution des valeurs de travail chez les jeunes, M. Otsuki n'exclut pas une évolution des relations dans l'entreprise vers le modèle occidental et le recul progressif de ce qui a fait les spécificités de la gestion au Japon (salaires à l'ancienneté et emploi à vie), du moins dans les grandes entreprises. « Ce n'est pas pour l'instant qu'une telle évolution. Jusqu'à présent, un homme simple pouvait, tel un bon soldat, gravir les échelons de la promotion et même devenir président. Il travaillait pour lui-même et en même temps pour l'entreprise, ce qui contribuait à créer un esprit de cohésion et un sentiment de communauté de destin. C'est là, je crois,



DKB. La plus grande banque du Japon.

**Des services financiers internationaux? Nous parlons votre langue.**



(Unité: Milliards de yen)

Nous parlons marché Euro-yen. Et nous parlons affaires au Japon. En fait, nous sommes polyglottes, capables de pratiquer la plupart des langues que vous parlez, comme change et transactions swap. Nous parlons aussi couramment plans financiers sur mesures.

Tous ces talents valent aujourd'hui plus de US\$ 203 milliards d'actifs, ce qui fait de DKB une solide base de financement au Japon. Nous offrons des services dans le monde entier, intégrés et complets. C'est ainsi que nous sommes devenus ce que nous sommes. Pas simplement en étant serviables, mais en parlant aussi votre langue.



Nous prenons vos intérêts à cœur.  
**DAI-ICHI KANGYO BANK**

Séjour: 1-5 Uchisaiwaicho 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100 Japon. Tel. (03) 596 1111

## TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE...

et plus de cent ans d'expérience internationale  
au service des activités commerciales, industrielles et financières



# MITSUMI



Les magasins MITSUMI vers 1800 à EDO (actuelle TOKYO), vue par le peintre Hiroshige.

**POUR DIFFUSER VOS PRODUITS ET VOS TECHNIQUES SUR LE MARCHÉ MONDIAL**  
**LE RÉSEAU MITSUMI CONSTITUÉ DE PLUS DE 200 BUREAUX RÉPARTIS DANS 88 PAYS EST À VOTRE DISPOSITION**



**MITSUMI & CO. LTD.**

Siège social :  
2-1, Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo, JAPON  
Téléphone : (03) 285-1111. Téléc : J22253



**MITSUMI & CO. EUROPE S.A.**

(établi en France depuis 1878)  
37, avenue Pierre-1<sup>er</sup>-de-Serbie, 75008 PARIS, France  
Téléphone : (1) 47-23-78-71. - Téléc : 280930 et 290683

مكتبة المثل



مكتبة المتاحف

## UN SOLITAIRE PEU ORTHODOXE

Compte tenu de la situation chaotique de la JAL, un « remède de cheval » administré sous la forme d'un président peu conventionnel est sans doute ce dont a besoin la compagnie. Au cours des dernières années, la JAL a été victime d'une série de malchances, dont ont profité ses deux concurrents, All Nippon Airways (ANA) et Toa Domestic Airlines (TDA). En août 1985, la JAL enregistrait l'une des plus meurtrières catastrophes de l'histoire aéronautique, trois ans à peine après qu'un de ses pilotes, souffrant de dépression, eut précipité son appareil dans le bain de Tokyo, tuant vingt-quatre personnes.

Dans les mois qui suivirent la dernière catastrophe, le nombre des passagers sur les vols intérieurs a diminué d'un quart et la légère reprise due aux vacances d'été a été loin de répondre aux espoirs des dirigeants de JAL. A la fin de l'année fiscale 1986 (qui s'est achevée en mars dernier), ses pertes s'élevaient à 42 millions de dollars. Cette année, la JAL ne versera pas de dividendes à ses actionnaires — une mauvaise nouvelle pour le ministère des finances qui essaye de se défaire des 35 % d'actions en sa possession.

M. Ito, en bon confucéen, prend ce problème financier et l'intensification de la concurrence avec une certaine philosophie. Il estime que sa tâche primordiale est de « remettre la maison en ordre ». « Quand vous êtes en train de perdre pied, la plus mauvaise chose à faire est de chercher à conserver la tête hors de l'eau. Le mieux est de rester calme jusqu'au moment où vous touchez le fond. » Selon lui, JAL a touché le fond et il faut maintenant remonter.

M. Ito a deux priorités : améliorer les relations de travail et la sécurité. « JAL est confronté au même problème de relations de travail que Kamebo il y a dix ans, affirme-t-il. Sa reprise dépend d'une stabilisation de la situation. » En matière de gestion d'une société nationalisée, M. Ito a mis comme condition à son acceptation des fonctions de président que le ministère des transports, organisme de tutelle de JAL aux termes de la loi de 1955 qui régit ses statuts, n'interviendrait pas. En trente ans d'existence, la JAL a été gérée par trente-six ministres des transports différents : « Pouvez-vous imaginer une société dont le président change plus d'une fois par an ? », souligne M. Ito. Bien qu'il doive formellement obtenir l'aval du ministère des transports, M. Ito est le

pour  
exporter,  
importer,  
investir

au Japon

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE FRANÇAISE AU JAPON

Banque Indosuez Bldg — 1-2 Akasaka Minato-Ku  
TOKYO 107 Japon  
Tel. : (03) 587-00 61 - Telex : J 32383 CCIFJ  
fax : (03) 587-01-04



Union des chambres de commerce  
et d'industrie françaises à l'étranger.

NOBUKO HARA.

## LA TRADITION

l'une des raisons de la prospérité des entreprises japonaises. La diversification des valeurs chez les jeunes, une culture plus hétéroclite et l'exemple des autres pays risquent de compromettre l'homogénéité qui a prévalu jusqu'à présent.

Pour freiner cette évolution, M. Otsuki recommande aux chefs d'entreprise de renforcer la formation des jeunes embauchés « afin d'enraciner en eux les valeurs de travail qui ont fait la force du Japon ». « Dans les entreprises traditionnelles, l'évolution est encore lente, ajoute M. Otsuki, mais, dans le secteur tertiaire, elle est beaucoup plus rapide et sensible. »

Au cours de sa carrière de chef d'entreprise, M. Otsuki a longtemps dirigé le service du personnel de sa société, les minières Mit-

tribunaux populaires pour « juger » leurs dirigeants. Ayant créé un conseil de gestion incluant des représentants des syndicats — une innovation qui sera suivie dans les autres entreprises, — M. Otsuki, qu'on surnomme alors Bumpai (« l'exécuteur »), procéda à des licenciements massifs — plus de 25 000 jusqu'en 1953, — mais il resta néanmoins estimé des mineurs à qui il rendait visite personnellement.

« Au Japon, on ne licencie pas, disent les étrangers. Que pensez-vous de cette affirmation ? » Sourire. « Lorsque la vie de l'entreprise est en jeu ou qu'elle risque la faillite, il serait absurde de s'arc-bouter à un principe. Cela dit, c'est la responsabilité des chefs d'entreprise de garantir l'emploi. La plupart des employeurs japonais préfèrent recourir à la négociation et à la pratique du départ volontaire avec reclassement plutôt que de licencier. »

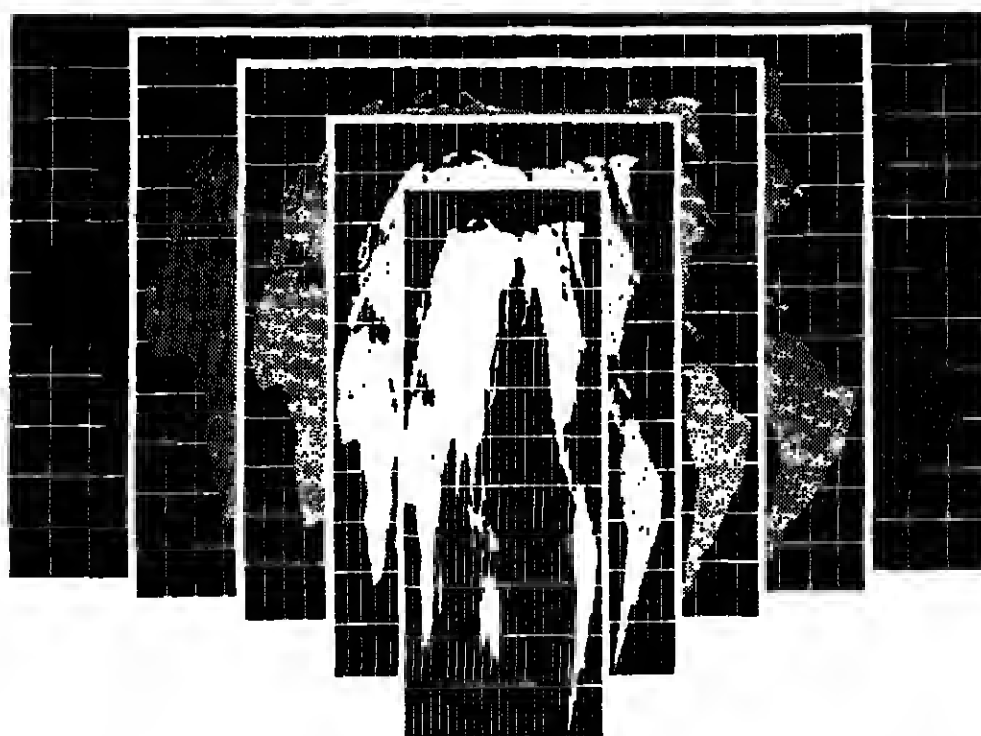
Lorsqu'il licencia les mineurs, M. Otsuki choisit d'abord les meilleurs d'entre eux afin qu'ils puissent retrouver plus facilement un travail et qu'ils créent ainsi un précédent favorable pour les autres. « Il y a eu au Japon une sorte d'obligation morale du patron de se préoccuper du sort de ses employés, ajoute M. Otsuki, même les syndicats reconnaissent que c'est là une spécificité de l'emploi au Japon. »

Fils de paysan, ayant dû faire 16 kilomètres par jour pour se rendre à l'école, puis instituteur avant d'entrer à la prestigieuse université impériale (aujourd'hui l'université de Tokyo), M. Otsuki reste un dirigeant d'entreprise de la vieille école. Il est sans doute d'autant plus écouté que lui-même en cinquante ans de carrière n'a pratiquement rien changé à son mode de vie. Il habite toujours la même modeste maison et, le dimanche, il emprunte les transports en commun pour aller se promener avec sa femme. « L'un de mes professeurs à Todai rappelait que l'on doit conserver en toute circonstance une vie austère et que ce qui compte c'est de s'enrichir spirituellement », explique M. Otsuki.

Une question sur la gérontocratie au Japon provoque le rire de notre interlocuteur : « C'est une question difficile. Il y a sans doute une légère tendance au rajeunissement. Mais on continue à penser au Japon qu'un homme qui a sa vie derrière lui et par conséquent n'a plus d'ambition peut se consacrer plus entièrement à la promotion de l'intérêt commun. »

Ph. P.

## Pour la Finance de demain



Nikko Securities est en train de redéfinir le monde de la finance de demain.

A travers son réseau, couvrant le monde entier et lié aux principaux centres financiers ainsi qu'aux marchés naissants, les spécialistes de Nikko garantissent des services rapides et sûrs. Ils offrent de multiples possibilités innovatrices pour les financements et les investissements du futur et assurent une exécution sérieuse pour en tirer le meilleur parti.

Tout cela est indispensable au succès financier sur les marchés d'aujourd'hui, en perpétuelle évolution.

Nikko Securities — Une banque de placement modelant le monde financier de demain.

NIKKO

The Nikko Securities Co., Ltd.

PARIS REPRESENTATIVE OFFICE  
10, rue de la Paix, 75002 Paris, France Tél. : (1) 42-61-57-44 Telex : 680832

TOKYO LONDON ZURICH GENEVA FRANKFURT LUXEMBOURG COPENHAGEN BAHRAIN NEW YORK SAN FRANCISCO  
LOS ANGELES CHICAGO TORONTO HONG KONG SINGAPORE SYDNEY SEOUL BEIJING QINGDAO



M. OTSUKI, L'UN DES TROIS SAMOURAI  
DU PATRONAT NEPPON

subishi, avant d'en devenir le président en 1963, fonction qu'il conserva même après la fusion des minières et des cimenteries du groupe. En 1979, il n'est qu'à traverser la rue pour prendre la présidence du Nikkeiren, dont le siège se trouve dans un immeuble datant du début du siècle, orné des dorures et des tapis rouges d'un autre âge du vénérable Club industriel du Japon (Nihon kogyo club). Son fronton est surmonté des statues d'un mineur et d'une ouvrière du textile, les deux branches industrielles de pointe du Japon de l'époque.

Selon M. Otsuki, la préoccupation majeure du patronat japonais est aujourd'hui l'emploi. « La délocalisation à l'étranger et l'augmentation des importations vont porter un coup très dur à l'économie japonaise dont on ne mesure pas encore bien la portée, nous dit-il. Les syndicats en sont d'ailleurs parfaitement conscients et nous nous efforçons avec eux d'éviter des licenciements. Il est inévitable qu'il y en ait, mais de leur ampleur et des possibilités de reclassement dépend la stabilité sociale. »

Lorsqu'il travaillait pour les minières Mitsubishi, M. Otsuki dut affronter de graves crises sociales. La plus dramatique fut celle de 1946 : les mineurs occupèrent la mine et instituèrent des







## La dernière classe

**Le second volet de l'Identité de la France, l'ultime travail laissé par Fernand Braudel, a pour Jean-Pierre Rioux « cette odeur inimitable, mélange d'encre violette et d'herbe chaude qui enivrait jadis les maisons d'école ».**

Le vieil instit' a réenfilé sa blouse grise et décroché la baguette. Pour une dernière classe, hélas ! Ce temps, qui le presse avant les grandes vacances, le rend même bonhomme et tendre, rêvant à voix haute à tout ce qu'il ne pourra pas dire, admettant ses élèves-lecteurs qui s'agitent dans les rangs. Comme si monsieur Braudel n'avait plus qu'une hâte, écrire au tableau noir, avec pleins et déliés, sa dernière maxime pour enfants sages : prenez du temps, prenez de la peine, pour humer ensemble les mille senteurs qui singularisent ce fichu pays de glèbe, si longtemps parcouru, surchargé et piétiné par tant de fantassins divers qui ont essarté et fécondé son sol. Le maître a pris congé, mais son dernier livre a cette odeur inimitable, mélange d'encre violette et d'herbe chaude qui enivrait jadis les maisons d'école à la veille du 14 juillet.

Nous ne saurons jamais ce que l'homme du temps long et du cycle océanique aurait écrit sur la puissance si orgueilleuse de l'Etat et sur le mélange des cultures, sur le maillage social et l'ouverture au monde. Son histoire de France est à jamais amputée de civilisations arborescentes, d'élans religieux et d'idéologies. Mais c'est mieux ainsi. Braudel brûlait de raconter enfin, à perdre haleine, de tenir salon ou veillée, pour dire l'épopée, des victoires de l'Austrasie aux horreurs de Verdun. Peut-être nous aurait-il même surpris en peignant somptueusement la saga d'une France fille aînée de l'Eglise puis folle amoureuse des Lumières. Le destin a coupé

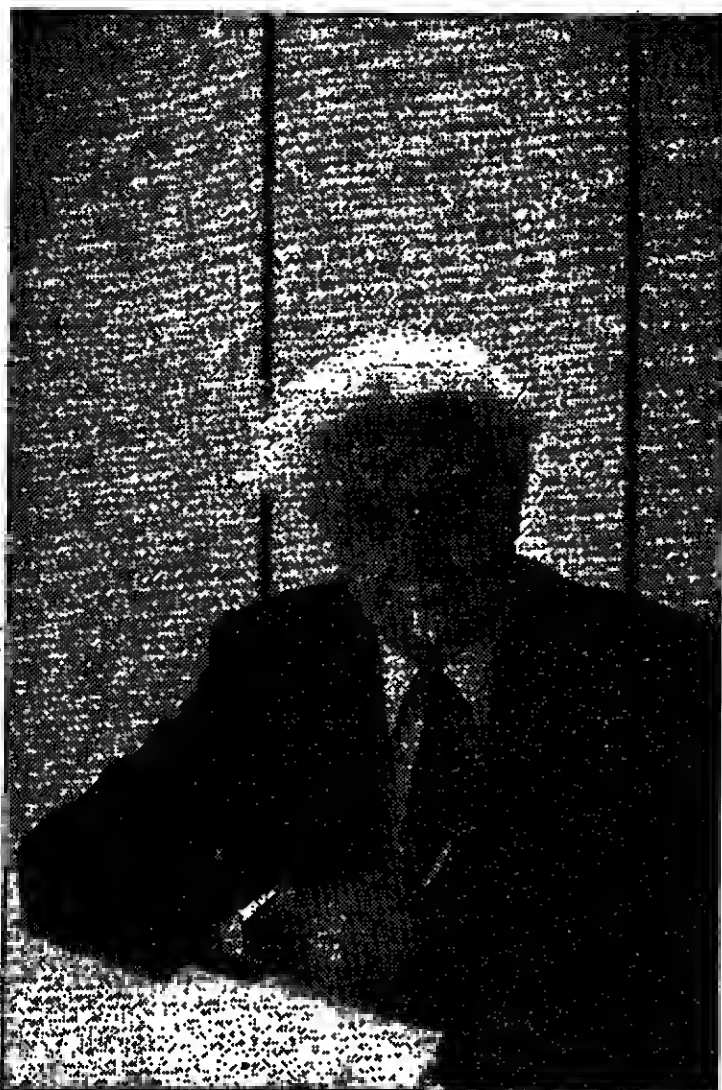
court. Il le rive à son banc de galère : Braudel doit dire l'histoire en s'en tenant au double et fier langage de la démographie et de l'économie. Défi réducteur, mais pari gagné.

Après un premier volume, paru en mars dernier, qui décrivait l'espace français, le second volet de cette quête de l'identité française se propose en effet d'examiner — sur deux tomes cette fois — avec la même attention érudite et malicieuse le témoignage du nombre et celui de la production. *Les Hommes et les Choses* soupèse ce « capital humain » et parcourt cette inimitable « économie paysanne » qui, nous lance Braudel à l'heure de la prolifération agressive de la ville et du tertiaire, a tout bonnement fait la France et qui la façonne encore plus qu'elle ne croit.

### Vingt morts

### pour un vivant

Livre inachevé, bien sûr, aux chapitres inégalement rédigés, aux conclusions sans poli : l'ensemble attendait de très sérieux coups de rapière. Chevauchées trop rectilignes, argumentaires mécaniques tout juste extraits du paquet de fiches, assemblages bâties : une œuvre boursoufflée et parfois elliptique, promise à d'autres développements qui ne viendront plus et qui l'auraient sans doute rééquilibrée. D'autant plus émouvante pourtant. Car le menuisier chante galement sur l'ouvrage, et cela seul importe.



Le vieil homme si savant...

D'entrée, voici ce que Chaunu nomme « la jauge, la ligne de vie, la ligne de flottaison » : la surabondance de vie dans une surabondance de durée. Les deux millions, d'années de la Préhistoire, où Braudel musarde avec grand plaisir, ont peut-être livré le grand secret : cette terre, où défilèrent jusqu'à nos jours à peu près un milliard d'hommes, soit vingt morts pour chaque vivant de 1986, est tout lointain pour mouder du patrimoine. Dès avant l'histoire comptable, ce qui-de-sac de l'Europe, cette « nasse », ce goulet où tout s'est déversé, où les prédateurs ont appris à écorcher la terre et à battre le fer, fut un lieu béni pour mélanges constitutifs, pour mélanges de sangs roboratifs : « énorme héritage vivant », conclut Braudel, de cet âge préhistorique qui veille sur

nos querelles d'assimilation et d'identité.

Tout fut ralenti, autant qu'on puisse le savoir avec précision, par le très cahotique millénaire gaulois, des peuplades celtes aux derniers Carolingiens, où le mixage avec les Romains et tous les Barbares fut expérimenté à demi, faute d'élan démographique significatif : de 150 à 950 de notre ère, une Gaule de 8 millions d'habitants tourne en rond tout en apprenant à vivre une identité minimale. Fort heureusement, la nouvelle « économie-monde », continentale, délaissant la Méditerranée pour les faires de Champagne, redonna du prix à la vie. Braudel détaille alors avec jubilation le « cycle presque parfait » qui, de 950 à 1450, lie les Français à l'Europe, les éloue au sol en les détournant de la mer, les jette

## de monsieur Braudel

dans la modernité des terroirs et des ardeurs « gothiques ». Tout est joué, dit-il, avant même l'« Hiroshima », l'effroyable conjugaison de la guerre de Cent Ans, des famines et de la peste noire qui, de 1350 à 1450, faucha la moitié des habitants du royaume.

Ce fut l'ultime cauchemar d'un pays « anormalement peuplé ». Et qui, malgré les guerres « qui cicatrisent », se hâta d'apprendre tous les « funestes secrets » au fil du très long cycle amorcé en 1450 dont nous vivons encore la phase ascendante. Moins malades et mieux nourris, victorieux dans la bataille de l'espérance de vie (quarante-six ans pour un homme en 1900, pour soixante et onze en 1982), les Français ont aimé l'aisance et ont secoué le joug de l'Eglise : dès le règne de Louis XV, le mariage chrétien cohabite dangereusement avec le *coltus interruptus*, avec toutes les conséquences que l'on sait aujourd'hui dans notre Europe sans herceaux. Mais le tolérant Braudel ne désespère pas et nous offre un émouvant plaidoyer chiffré sur les chances que nous offrit et nous promet encore l'immigration.

### La draille perdue

Cette obstination et ces calculs face à la vie n'ont pris leur sens qu'au contact bourru avec la terre nourricière. Vers 1950 encore, note Braudel après Louis Chevalier, « la paysannerie était en quelque sorte la conscience habituelle du pays » : notre histoire en temps de crise se scinde, sans fouailler au cœur, la lente sortie du pays, comme à regret, du bon vieux temps millénaire de la surabondance des hommes et des choses abritées dans l'économie paysanne. Tableau trop univoque et un brin « rétro » ? Peut-être, encore que Braudel excelle, tout au long du second volume qui prend le problème à bras le corps, à distinguer les interactions entre

cette « infrastructure » paysanne et les « superstructures » de l'industrie, du négoce et de la finance.

Rude bataille, au vrai, entre deux France, celle de l'urbanité railleuse contre les bonseux têtus qui engrangent depuis le néolithique, celle de la mobilité du capital contre le cortège des tâcherons de la vigne et du blé, de l'élevage et des forêts. Mais bataille où les forces qui maîtrisent notre présent ont été trop excitées au commerce et trop paresseuses à l'industrie pour vaincre à l'anglaise, dans une guerre-éclair. Notre capitalisme ensommeillé, bien pourvu d'argent de poche, a trop lorgné vers la rente foncière et le placement juteux à l'étranger. La France aurait donc été trop peu, ou bien mal, capitaliste. Sa puissance ne se relèvera plus de cette hésitation désastreuse perceptible dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle en aura toutefois tiré un charme discret de chère grande chose qui sait vivre autrement que d'autres peuples. Parce que la vie paysanne aura offert à sa population le raffinement de l'anachronisme rural, « un certain équilibre de vie » qui réduit les excès du peuplement, qui cultive la diversité sans disjoindre ni opposer trop violemment.

Alors, cultivons toujours notre jardin, quitte à en périr ? Braudel se garde bien de sombrer ainsi dans l'anesthésie euphorisante. Mais le vieil homme si savant, si ouvert au bonheur de toutes les modernités, a vu qu'à son dernier passage dans son village meusien « il n'y avait plus qu'un cheval, comme à la retraite ». « Les derniers bergers de l'Aigoual, ajoutait-il, s'obstinent pourtant à retrouver sous la broussaille à sangliers la draille perdue et quatre fois millénaire. »

JEAN-PIERRE RIOUX.

\* L'IDENTITÉ DE LA FRANCE, de Fernand Braudel, tome II, *Les Hommes et les Choses* (2 vol.), Arthaud-Flammarion, 240 et 496 p., 85 et 98 F.

### ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

## Les Yeux bleus cheveux noirs, de Marguerite Duras Quelque chose comme la détresse de jour

Un grand écrivain, c'est un écrivain pestichable. Le critère vaut ce qu'il vaut. Il s'applique à Marguerite Duras.

En deux paragraphes, on sait qu'on a affaire à elle. Pas seulement à cause de certains tics, le flou systématique, les terrasses où des paroles énigmatiques bougent comme des robes blanches autour de corps immobiles, détournés les uns des autres, les « elle dit : », les « ça a à voir avec... » ; mais à cause d'impressions indéfectibles, violemment contradictoires.

A quelques phrases d'intervalle (parfois ce sont les mêmes), on se dit : quel maniérisme, quelle affectation ! Et aussitôt nous sautons aux yeux tel tableau captivant, telle observation irréfutable sur la fragilité d'un sentiment, d'un mot, d'un échange de regards, d'un bruit, de l'instant qui fuit, d'une nuance de nuit, telle formule que l'on cherchait soi-même depuis toujours et qui rejoint dans la mémoire les plus somptueuses fulgurances...

Marguerite Duras prévient le lecteur : les *Yeux bleus cheveux noirs* racontent un amour jamais décrit, un amour « qui n'aurait pas encore son vocabulaire », et dont la lecture va nous modifier, comme une initiation. Si on simplifie à l'extrême, il s'agit de la passion platonique d'une femme pour un homosexuel qui vient d'être quitté, peut-être à cause d'elle, et qui la paie pour l'écouter pleurer son amour. Non : « platonique » n'est pas le mot ; plutôt une danse de l'évitement, autour d'un plaisir qui se dérobe, autour d'une perfidie. Autour de la détresse de jour ? Quelque chose comme ça. En plus compliqué, évidemment.

Un bord de mer. La Manche à Trouville, dirait-on, les Roches Noires. Les marées ont leur importance, le chenal des yachts, pas loin, et les éboules en bout de plage, où, la nuit, ça

ride. Nous sommes le fameux soir, il n'y en a qu'un ou deux par été dans la région, où la chaleur joue les Méditerranéennes, où les baies à croisières s'ouvrent sur une moiteur turque. Des gens en blanc en font la remarque. L'exception qui porte au drame !

Dans le hall de l'hôtel, une femme a crié : un mot comme « Orient », sauf qu'on eût dit un prénom moins net, sangloté. Elle porte un short de tennis et une soie noire nouée aux reins. Elle a le teint pâle des amants qui ont mieux à faire que de voir le jour. Elle parle aussi lentement que si elle n'avait plus de mémoire. Préoccupée et vacante à la fois.

DANS un café, elle aborde un homme qui a perdu la trace d'un être à yeux bleus et cheveux noirs. Il pleure cette disparition. Il est vêtu comme un clown. Du khôl coyle de ses cils. Il cherche une femme pour l'entendre ressasser son malheur, dût-il la payer. « Elle » accepte le marché. Elle n'est pas prostituée ; plutôt comédienne, professeur en congé. Mais elle viendra chaque nuit recueillir les larmes de l'abandonné. Pourquoi ? Elle est aussi écrivain, peut-être. Cela expliquerait.

Les séances d'exorcisme tarifé ressembleront à des scènes de théâtre. C'est d'ailleurs précisé dans le livre par des indications de mise en scène, au mode conditionnel comme l'emploient les enfants : l'acteur ferait ceci, cela. Il faudra comprendre que la salle du possible spectacle, la mer bruisante, nous en train de lire, et les siècles futurs, cela ne fait qu'un. C'est le lieu de l'autour, de ce que l'intrigue centrale devient pour nous autres. Mais restons sur le plateau.

(Lire la suite page 24.)

## J.-B. PONTALIS



## L'amour des commencements

« Cette autobiographie singulière essaie de raconter au plus près ce qui se passe dans la tête et les sens d'un intellectuel qui n'a appris à respirer qu'entre l'amour et la haine du langage... Un goût de chef-d'œuvre ».

Jean Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur

« Le bonheur du lecteur ».

Marc Fumaroli / L'Express

GALLIMARD *nrf*



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## POÉSIE

Tous les chants  
du monde

La célébration des quarante années d'existence de l'UNESCO aurait pu se limiter à la dénonciation vengeresse d'une organisation vouée aux bavardages, aux gaspillages et à la défense des cultures officielles si l'une des hautes réalisations qu'elle a favorisées, ne venait de paraître. Il s'agit du *Treasure of the poetry universe*, une somme rassemblée et ordonnée en 1958 par Roger Callois et Jean-Claude Lambert.

Visiter à nouveau cette fabuleuse chambre des échos planétaires, entendre les cris des origines, les invocations, les incantations, les exorcismes, les prières, les épopées, les prophéties, les hymnes et les psaumes avant d'aborder les grands souffles mystiques, épiques ou lyriques, c'est embrasser soudain la plus vaste des polyphonies humaines et découvrir en soi la résonance secrète de tous les chants du monde.

Tel qu'il se présente, ce livre demeure un trésor irremplaçable, mais quel dommage de n'avoir pas tenu compte du formidable élan des traductions poétiques depuis trente ans ! De nouvelles versions d'imposants désordres, des œuvres inédites ont été révélées en français. Comment, enfin de donner quelques exemples, lire Rumi sans Eve de Vitry-Meyerovitch pour gué, Anzani sans Serge de Beauvillier, Han-Shan sans Patrick Carré, Millefiori sans Marie-Josée Lamothe ? L'UNESCO devrait dès maintenant poursuivre et amplifier la magnifique moisson de Roger Callois et de Jean-Claude Lambert.

A. V.

★ **TRÉSOR DE LA POÉSIE UNIVERSELLE**, de Roger Callois et Jean-Claude Lambert, Gallimard/UNESCO, 781 p., 90 F.

## Quelques gifles

## de Benjamin Péret

Benjamin Péret (1899-1959), qui eut combattu pendant la guerre civile espagnole dans les rangs du Parti ouvrier internationaliste (POI), n'admettait pas que la poésie puisse être soumise à une cause, à une idéologie. Bien que réfugié au Mexique depuis novembre 1941, le poète surréaliste eut vite connaissance des « œuvres » de circonstance des « poètes » de la Résistance et, en 1945, il fit paraître, à Mexico, le *Déshonneur des poètes*, un pamphlet qui, aujourd'hui encore, sent le souffre.

Pour Péret, la poésie est « le véritable souffle de l'homme, la source de toute connaissance... On l'appelle ici amour, la liberté, leurs sciences ». Aussi, ajoute-t-il, « les ennemis de la poésie ont eu de tout temps l'obsession de la soumettre à leurs fins immédiates, de l'écraser sous leur dieu ou, maintenant, de l'enchaîner au ban de la nouvelle divinité brune ou « rouge » — rouge-brun de sang séché ».

Une brochure intitulée *L'honneur des poètes* — un choix de poèmes publiés clandestinement pendant l'occupation nazie — permet à Péret d'illustrer son propos par l'exemple. Après avoir souligné féroce que ces textes ne dépassent pas « le niveau lyrique ».

Maurice Deuzière  
LA TRAHISON  
DES APPARENCES



Editions de l'Amitié

Diffusion Hatier

de la publicité pharmaceutique », il constate que la plupart d'entre eux associent étroitement christianisme et nationalisme.

Enfin, pour notre plus grande joie, Benjamin Péret cite quelques perles et distribue quelques gifles à Loya Masson, Pierre Emmanuel, Louis Aragon et Paul Eluard.

P. Dra.

★ **LE DÉSHONNEUR DES POÈTES**, de Benjamin Péret, José Corti, 33 p., 40 F.

## CORRESPONDANCE

## Christian Dotremont,

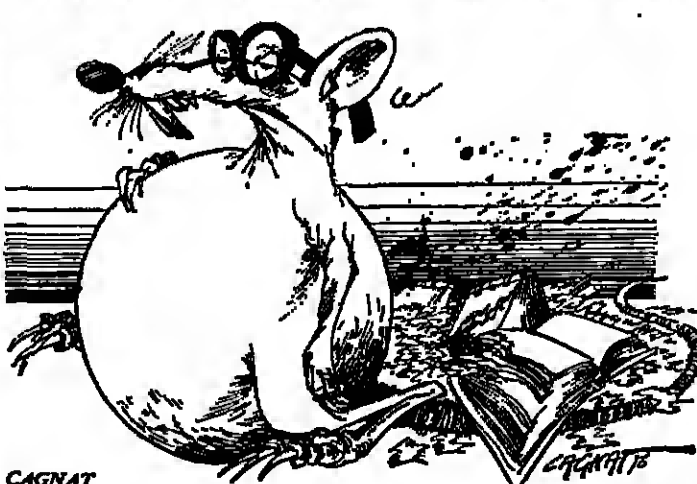
## peintre de mots

Les échanges épistolaires font souvent penser à des lignes parallèles ; plus l'exercice est brillant, moins les correspondants s'y rejoignent. Sous les sentiments affichés percent les mots qui n'ont à voir, comme le savent tous ceux qui en ont le goût, qu'avec soi-même.

C'est pourquoi on ne s'étonne guère de ne pas trouver de véritable dialogue dans cette correspondance Gutor/Dotremont que publient les éditions Gallée. Pourtant, ni d'une part ni de l'autre ne se fait pour la tentation du jeu littéraire ; il s'agit bien plutôt d'une réflexion profonde, obéissante, menée solitairement par Dotremont sur lui-même devant un témoin amical et neutre.

Les deux hommes ne se rencontrent pas tout le temps que dure cette correspondance, soit douze années. Michel Butor s'y confie peu, il assure le fondateur de Cobra (1) de ses sentiments sincères avec la gentillesse des gens pressés. Dotremont, lui, s'y livre. Touchante est sa façon de s'adresser à l'auteur de *Degrés*, en qui il voyait une sorte de grand frère comblé et duquel il réclamait un secours, des conseils — une attention qui le rendit moins seul dans ses recherches poétiques.

Son, fragile, perpétuellement inquiet d'une gloire que le public lui a toujours refusée ; tel apparaît Christian Dotremont (1922-1979), ce poète belge au nom duquel sont attachés, outre le groupe Cobra, la revue *Stratos*, et qui évolua dans la mouvance de Breton avant de s'en



CAGNIAT.

démarrer pour explorer des voies moins théoriques. Ces *Cartes et lettres* viennent heureusement éclairer une œuvre méconnue, née et morte à l'ombre du surréalisme.

Avec une impatience fébrile, car la maladie (tuberculose) la gague, Dotremont y précise son grand dessein : l'élaboration et la définition des logogrammes, ou « peintures-mots », tentatives pour traiter les mots comme s'ils étaient des lettres et substituer à l'ordre linguistique un ordre graphique et plastique. On le voit littéralement possédé par sa quête, doutant et titubant, tremblant à l'idée qu'un mot fût composé dans un caractère inadéquat, et suppliant Butor de parler de lui en des termes élogieux à un journaliste afin que Gloria, la femme qu'il aimait, soit favorablement impressionnée... Peu de correspondances laissent à ce point l'impression de voir une œuvre en train de se faire, aussi intimement liée à l'homme qui l'élabora. Pour cela, et pour la beauté des logogrammes reproduits, cet ouvrage méritait d'être publié. Il importait qu'il le fût.

V. L.

★ **CHRISTIAN DOTRE-MONT-MICHEL BUTOR-CARTES ET LETTRES**, Correspondance 1966-1979, Gallée, 253 p., 98 F.

(1) CO (penhaghe), BR (uxelles), A (amsterdam).

## PHILOSOPHIE

## La réédition

du « Pardonner ? »  
de Jankélévitch

Sous le titre *l'imprescriptible*, les éditions du Seuil rééditent deux textes de Vladimir Jankélévitch : *Dans l'honneur et la dignité* (1948, les Temps modernes) et *Pardonner ?* (1971, Le pavillon). Dans ces deux essais, le philosophe s'interroge sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité commis par les nazis pendant la seconde guerre mondiale. Vladimir Jankélévitch ne cache pas sa colère et rappelle que « la mémoire de l'horreur reste une obligation morale ».

Dans *Pardonner ?*, Jankélévitch examine plus précisément la question du pardon. Si cette question se pose, elle concerne les coupables, qui n'ont jamais demandé pardon, et non les victimes. Cet essai est précédé de l'avertissement de 1971. Qu'est-il advenu de la nouvelle préface annoncée il y a un peu plus d'un an (« Le Monde des livres » du 29 juin 1986), après les polémiques suscitées par l'interview de Jankélévitch publiée dans *Libération* au lendemain de sa mort ? La nouvelle édition ne dit pas un mot de tout cela.

S. T.

★ **L'IMPRESCRIPTIBLE**, de Vladimir Jankélévitch, Seuil, 104 p., 59 F.

## ROMANS

## Bric-à-brac

## à Buenos-Aires

Cinq dictateurs du troisième âge, un ancien nezi dit « Crâne d'Acier » (1), un jeune intrigant diabolique affublé d'une maîtresse qui respire l'ennui... Une bonne poignée de politiciens « marrons » et un chat qui n'en peut mais...

Tout ce petit monde hétéroclite chemine doucement — trop doucement — vers le dénouement bizarre du dernier roman de Nathalie Reznikoff : *le Pas de l'oiseau*, où les généraux sanguinaires ont des états

d'âme, où l'on attend longtemps la « coup » qui se trame dans l'ombre, où le lecteur, enfin, s'initie à de curieuses méthodes de marketing politique.

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

F. Noi.

★ **LE PAS DE L'OISEAU**, de Nathalie Reznikoff, Ramsay, 256 p., 85 F.

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

Comment expliquer que, au beau milieu de ce « bric-à-brac », l'histoire devienne tellement fascinante qu'une sorte de charme réussit à s'en dégager ? C'est probablement grâce au style de Nathalie Reznikoff. S'il n'y a pas encore tout sa forme la plus condensée, il sait se faire tour à tour tragique, comique et ironique. L'auteur manie finement le sérieux et la dérision pour illustrer l'absurde comédie du pouvoir... en Amérique latine, bien sûr !

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## PHILOSOPHIE

● Georg Lukacs : *Pensée véridique, mémoires parés*. Avant de mourir, en 1971, Lukacs avait participé à une série d'entretiens, esquissés pour une autobiographie qu'il n'avait plus le temps ni la force de rédiger. Ces *Mémoires parés* ont été agencés par István Eörsi, qui signe également un texte de présentation. Traduction de J.-M. Argenti et A. Fonyi. (L'Arche ; 287 p. ; 75 F.) D'autre part, les actes du colloque, *Réalisation et utopie* : E. Bloch et G. Lukacs un siècle après, qui s'est tenu à Paris en 1985, sont publiés chez Actes Sud. (300 p., 180 F.)

## HISTOIRE

● Annette Wierwille : *Il était juif, résistants, communistes. « Qui étaient les juifs organisés dans le MOI (main-d'œuvre immigrée) ? »... « Le groupe juif eut-il une politique distincte de celle du PCF ? »* C'est à ces questions et à quelques autres, déjà soulevées par le film de Mosco Doss *Terroristes à la retraite* et par la polémique qu'il suscita en 1985, que ce livre tente de répondre. (Denoël ; 357 p. ; 129 F.)

● John Julius Norwich : *Histoire de Venise*. Les très riches heures de Venise, des invasions barbares à la glorieuse République et aux fatales journées de 1797 où Bonaparte contraignit le doge Ludovico Manin à abdiquer. Traduit de l'anglais par Bernard Slanc et Dominique Srotot. (Payot ; volume relié : 628 p. ; 199 F. Jusqu'au 27 février 1987, ensuite 240 F.)

● Bernard Sergot : *L'homosexualité initiée dans l'Europe ancienne*. Des travaux ont déjà été réalisés sur l'homosexualité, — principalement masculine — dans l'Europe antique. L'originalité de ce livre se trouve dans l'étude de l'homosexualité comme rite initiatique commun aux cultures indo-européennes. (Payot ; 299 p. ; 180 F.)

● Jacques Duquesne : *Les Catholiques français sous l'Occupation*. Y eut-il une cohérence dans l'attitude de l'Eglise et des catholiques français sous le régime de Vichy ? Quel fut le lien entre les évêques qui collaboraient avec Pétain et ceux qui, au même moment, préparaient le réformisme de l'Eglise et encourageaient les premiers précurseurs ? Grasset réédite — augmenté de nouveaux documents — la grosse livre de Duquesne sur ces questions toujours controversées. (Grasset, 457 p., 125 F.)

## BIOGRAPHIES

● Jean-Jacques Pauvert : *Sade vivant ; I. — Une innocence sauvage*, 1740-1777. Après

Maurice Heine, Gilbert Lély et quelques autres, J.-J. Pauvert explore à son tour la vie et l'œuvre du plus noir représentant des Lumières. (Robert Laffont ; 428 p. ; 120 F.)

● Marc Toledano : *la Polonoise de Rodin*. Sophie Postolska, dont Marc Toledano conte la vie, fut, avant Camille Claudel, l'épouse et le maître du sculpteur. (France-Empire ; 284 p. ; 95 F.)

● Marcelle Aulic : *Enfances et mort de Garcia Lorca*. *Éclairer l'homme par l'œuvre* ; l'œuvre par l'homme. La réédition d'un livre de 1968, où l'on suit l'homme de poésie et de théâtre à travers sa vie, de l'enfance à la mort, sous le feu des balles fascistes à Grenade en 1936. (Seuil, 474 pages, 120 F.)

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● Hugo Claus : *l'Étonnement*. Réédition d'un roman paru pour la première fois en français en 1976, *l'Étonnement*, ainsi que l'écrit Jean Weisgerber dans sa postface, « se présente comme une démythification de l'horreur universelle que nous vivons tous ». Traduit du néerlandais par Maddy Buisson. (Mazarine-Éditions complexes ; 250 p., 79 F.)

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

● Auguste Angès : *André Gide et le premier groupe de la Nouvelle Revue française*. Une enquête sur la vie de l'écrivain consacré au premier groupe de la Nouvelle Revue française. Au-delà des mouvements littéraires — à savoir l'ouverture de la NRF au genre romanesque, — une étude sur le groupe, sa cohésion, ses malaises... (Gallimard, 573 p., 195 F.)

● Régine Robin : *Le Réalisme socialiste : Une esthétique impossible*. Une sociologie propose une synthèse du réalisme socialiste des années 30 et de ses réalisations en littérature dans la société soviétique. Une réflexion sur « l'alliance impossible du didactisme et de la littérature ». (Payot, 346 p., 180 F.)

## ESSAIS

● Raphaël Drif : *CEI pour qui ? Le mythe de la loi du talion*. L'auteur explique pourquoi l'idée d'un talion a été faussement attribuée au judaïsme sur la base d'une incompréhension de la réelle signification de cet usage commun. En outre, il s'emploie, en étudiant certains textes-clés, à montrer qu'il n'existe pas de « loi du talion ». (Joseph Cols éditeur, 192 p., 78 F.)

M. Th.

★ **SERAPHINE DE SENLIS**, d'Alain Vircondelet, Albin Michel, 222 p., 98 F.

## EN BREF

● **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** procèdera le 4 décembre à une double élection pour désigner les successeurs de Marcel Aymard et de Jean-Jacques Gauthier. Le recteur Males, André Malraux et Pierre Moulier sont candidats au fauteuil de Marcel Aymard ; Jean-Louis Carlier à celui de Jean-Jacques Gauthier.

● **LE PRIX DE LA FONDATION LOUISE-WEISS**, qui récompense les auteurs ou institutions ayant le plus contribué à l'avancement des sciences de la paix, a été attribué à Hélène Carrère d'Encausse.

● **LE PRIX DE LA FONDATION VICTOR-MORITZ 1986** a récompensé Nicolas de Tonnacat de West pour son livre *Leurs Jours*, chronique d'Alsaciens (éditions du Seuil).

● Pour la dix-huitième année consécutive, les deux **PRIX DE FAMITIE FRANCO-ARABE** ont été décernés sous les auspices de l'Association de solidarité franco-arabe. C'est Léon l'Africain d'Amine Mouloud (Lattès) qui a obtenu le prix Littéraire. Le prix Mahmoud-El-Hamchari, concernant un document concernant la question palestinienne, a été attribué à Jean-Paul Chagnolland pour *Israël et les territoires occupés : la confrontation scientifique* (L'Harmattan).

Le président du jury pour l'année 1987 est Yves Thureau, conservateur au département arabo-islamique de la Bibliothèque nationale (ASFA, 14, rue Angouleme, 75007 Paris).

● **LE PRIX CHARLES-LOUMONT** de la Fondation de France a été décerné à Gisèle Bienné pour son premier roman, *Le*

*Silence de la ferme* (Terra de France, Christian de Bartillat, Presses du village, 1 bis, vallée de l'Église, 77139 Estrépy).

● **LE GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADÉMIE DES PROVINCES FRANÇAISES** a été attribué à Françoise Teseur pour *L'Amour à contrecœur* (éditions l'Amitié par le livre, Besançon).

● **LE GRAND PRIX DE LITTÉRATURE DE TOULOUSE** a été décerné à Michel Roquebert pour *l'Épique cathare* (Privat).

● **LE PRIX DE POÉSIE C.F. RAMUZ** a été décerné par la fondation de même nom à la Genevoise Sylviane Dupuis pour son recueil *Cresser la nuit*, publié aux éditions A. Meynier (Tunis).

● **LE GRAND PRIX DE L'AÉRO-CLUB DE FRANCE** a été attribué à Jules Roy pour son livre *Guy de Maupassant* (Albin Michel).

● **LE PRIX PAYS PROTESTANTS** a été décerné cette année à Rose Vincent pour son roman *le Soleil et le Roule*, paru au Seuil.

● **LE CENTRE CULTUREL DU CALAISIS** attribuera en mai 1987 les prix de poésie Edmond-Roché ainsi que le prix calaisien de la nouvelle. Les manuscrits doivent être présentés avant le 31 janvier 1987 à M<sup>me</sup> Vion, 1083 ligne Gaston-Berthe, 62100 Calais.

● La société MANNESMANN TALLY lance un prix, doté de 100 000 francs, qui récompensera le meilleur ouvrage d'imagination, roman ou essai, mettant en scène l'outil informatique. Le lauréat sera désigné en février 1987. Ren-

مكتبة الأنجلو



# LA VIE LITTÉRAIRE

## L'ultime sélection du Renaudot...

Voici la liste de l'ultime sélection du prix Renaudot, qui sera attribué en même temps que le Goncourt, le 17 novembre : Nicolas Bréhal, *l'Enfant au souffle coupé* (Mercure de France); Daniel Deleury, *les Noces de la lune rouge* (Gallimard); Christian Giudicelli, *Station balnéaire* (Gallimard); Michel Host, *Val de nuit* (Grasset); Francis Huser, *la Chambre ouverte* (Seuil).

## ...et des Médicis

Le jury Médicis vient de procéder à ses dernières sélections pour son prix du roman créé en 1958, son prix « étranger », fondé en 1970, et son prix « essai », dont la première édition a eu lieu en 1985. Tous seront attribués le 24 novembre.

● Médicis Roman : Francis Huser, *la Chambre ouverte* (Seuil); Elvire de Briesac, *le Repos* (Grasset); Pierre Combessat, *les Funérailles de la sardine* (Grasset); Claude Brant, *la Grande Sœur* (Denoël); Natacha Michel, *Impostures et séductions* (Seuil); Michel Host, *Val de nuit* (Grasset).

● Médicis Etranger : John Hawkes, *Aventures du commerce des peaux en Alaska* (Seuil); John Irving, *l'Œuvre de Dieu, le part du diable* (Seuil); Giorgio Mancinelli, *Aux dieux étrangers* (W); Tadeusz Konwicki, *Fleuve souterrain, oiseaux de nuit* (Laffont).

● Médicis Essai : Julian Barnes, *le Perroquet de Flaubert* (Stock); Henri Atlan, *A tort et à raison* (Seuil); Pierre-Yves Pétilion, *l'Europe aux anciens parapsydes* (Seuil); Jacques Testart, *l'Œuf transparent* (Flammarion).

## Les assises de la traduction en Arles

Les traducteurs ont beau être des solitaires, ils admettent se retrouver. Pour la troisième année consécutive, l'association Atlas (1) leur a permis, le week-end dernier en Arles, de confronter leurs expériences. On a ainsi parlé de poésie et de traduction autour de Claude Esteban; des problèmes du passage de l'arabe au français, et réciproquement, lors d'un débat réunissant entre autres André Migon et le poète Adonis. La table ronde consacrée aux Exercices de style de Raymond Queneau, à laquelle participaient Jacques Roubaud et plusieurs traducteurs européens de cette œuvre, a remporté un beau succès. De même le débat, parfois

assez vif, au cours duquel des éditeurs, des critiques et des traducteurs ont essayé de répondre à la question : « La traduction littéraire : qui juge ? » Bien entendu, nul n'a trouvé la réponse.

Ces troisième assises, suivies par un public très nombreux, ont été également l'occasion pour les responsables d'Atlas d'annoncer que le Collège international des traducteurs littéraires allait bientôt voir le jour, grâce au concours de la municipalité d'Arles. Dès le printemps prochain, un colloque devrait permettre d'accueillir quelques traducteurs. Dans le courant de l'année 1988, le collège s'installera à l'espace Van Gogh. Un exemple qui, après celui de Strassbourg en Allemagne, mobilise les énergies. En effet, d'autres collèges de traducteurs vont être prochainement créés en Espagne (à Tarazona) et en Italie (à Viterbo).

Cet élan européen se concrétise encore par la création, sous l'impulsion de l'Association des traducteurs littéraires de France, d'un Conseil permanent des associations de traducteurs littéraires européens : une quinzaine de pays y sont déjà représentés. Cette structure devrait leur permettre d'intervenir auprès des instances de la CEE.

B. G.

(1) Atlas, 99, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

## Jean Tardieu couronné à Brive

Jusqu'à présent, la Foire du livre de Brive avait assis sa réputation à grands coups de gastronomie et de littérature régionale. La cinquième Foire du livre, le week-end dernier, a toutefois marqué un léger tournant.

Pour la première fois depuis sa création, on a vu des auteurs comme François Cavenna, Jean Vautrin, Jean Orsini, Jean Lacouture, lutter sur leur propre terrain des régions de l'époque comme Denis Tillinac ou Michel Peyramaure. Cette transformation n'est pas pour déplaire aux organisateurs, et en particulier au député, maire de Brive et ancien ministre, Jean Charbonnel : « Je pense que maintenant Brive peut devenir un laboratoire où se construit une nouvelle image de la littérature. Tout en gardant ce qui a fait la fortune de la Foire, c'est-à-dire sa symbiose entre le marché économique et le marché du livre, nous voulons également développer son aspect national. »

Pour cela, la ville de Brive a décidé de créer le prix de la langue de France, destiné à récompenser l'œuvre d'une personnalité du monde littéraire, artistique ou scienti-

fique qui aura contribué à illustrer la qualité et la beauté de la langue française. Le jury, composé de douze membres (six de l'Académie française, quatre de l'Académie Goncourt et deux de l'Académie des inscriptions et belles-lettres), est présidé par Maurice Duon, a désigné Jean Tardieu comme premier lauréat.

D'autres prix ont été décernés lors de la Foire : le Roman des châteaux de France, de Juliette Ben-



Jean Tardieu

zoni, publié chez Pion, a obtenu le grand prix 1986 Littérature et tourisme, tandis que, dans la catégorie Guides touristiques, le grand prix national est allé à une jeune maison d'édition de Lyon, La Manufacture, pour sa série le Guide du Vercors, le Guide du Bugey et le Guide de Sedeh, avec mention spéciale pour ce dernier.

Enfin, Bernard Pivot a remis aux représentants des départements des Yvelines, du Rhône et de l'Ain, le prix Lire en France offert par le magazine Lire, récompensant les départements champions de la lecture.

La cinquième Foire aura vu tomber sous les records : 200 000 livres ont été vendus, 70 000 visiteurs enregistrés, et le chiffre d'affaires a progressé de plus de 22 % par rapport à 1985.

M. D.

● Le Chapitre cathédral de Tulle. — Il a fallu dix années de recherches à M. Francis Dureau, docteur en histoire, pour achever le Chapitre cathédral de Tulle de ses origines à la Révolution, qui a été présenté à la Foire de Brive. Institut de seize membres — quatre dignitaires et douze simples chanoines, — le chapitre Saint-Martin a exercé, face aux évêques, un pouvoir spirituel et temporel considérable jusqu'à la Révolution française. Dans l'abbatiale-cathédrale et le cloître, au cœur de la cité tulle, les « seize », aux activités soit monacales et régulières, soit sacerdotales et séculières, soit « profanes » et même mondaines, ont joué le rôle d'une puissante seigneurie dont on connaît encore mal l'importance. (300 p., 250 F, Imprimerie Maugein et C<sup>ie</sup>, ZAC de Maistret-Tulle, 19000 Tulle.)

## Polar rural à Clermont-Ferrand

Organisée du 3 au 9 novembre à Clermont-Ferrand et à Riom par l'association Les passagers de la nuit, le Semaine de la littérature policière a été le prétexte d'une série de rencontres érudites et comme celle avec l'écrivain anglais Robin Cook (Trophée 813 du meilleur roman policier en 1986).

Elle a aussi révélé une véritable soif d'écrit. Sans publicité excessive, un concours de nouvelles policières ayant obligatoirement pour thème l'Auvergne a permis d'enregistrer près de 200 réponses, 167 textes de personnes adultes et 27 provenant de jeunes de moins de dix-huit ans. Le jury, où figuraient notamment Georges Conchon et un commissaire de police, a attribué le premier prix à Jean-François Omerin pour *la Passion selon sainte Eulalie*, texte tout à fait représentatif de la majorité des envois dans la mesure où l'histoire se déroule en milieu rural.

Pour Luc Astoul, un des organisateurs et membres de 813 (voir Le Monde du 7 novembre), cette singularité a marqué le jury : « On a

toujours dit que le polar appartenait au monde de la ville, des ruelles sous la pluie. Il est prouvé que le polar peut être également rural. » L.T.

## Hagège et Dumézil gravés dans Marbre

Marbre est une revue kousseuse : épais papier glacé, mise en pages élégante et aérée, titres chics et photos choc. Mais Marbre n'est pas une revue de luxe : entendez que l'écrit n'y est pas un ornement superflu, mais une manière de rendre hommage aux textes et de les mettre en valeur. Marbre est donc une revue littéraire, dont les promoteurs — deux journalistes de vingt-sept et vingt-huit ans, Olivier Binet et Pascal Martin — ont choisi le péri d'offrir aux auteurs qu'elle publie un environnement pictural et graphique dignes de leur talent.

Marbre offre donc, dans son premier numéro, dédié à Fernand Braudel, des textes, chroniques, nouvelles, présentations critiques, évocations de James Beldwin, François Bont, Pascal Bruckner, Conrad Detrez, Dominique Fernandez, Alain Gerber, France Huser, Jacques Lacharrière, Michel Ragon, Maurice Rheims, Jacques Soustelle et Frédéric Tristan.

Le « coup » de ce numéro d'envoi est sans nul doute constitué par un entretien entre le linguiste Claude Hagège et Georges Dumézil. « Voici un étrange dialogue », écrit Dumézil dans une préface à cet entretien, qui doit être l'un des derniers textes du mythe. Deux amoureux de la langue, deux amoureux de la linguistique, mais l'un heureux, l'autre obligé de chercher des consolations chez des voisins complaisants : mythologie, sociologie... Plus sérieusement, la passion de Claude Hagège est de maîtriser un assez grand nombre de langues de toutes les familles pour que les innombrables problèmes de structure qu'elles recèlent se lisent formulés en termes concrets. Le même est de lire des textes dans assez de langues apparentées — indo-européennes — pour entrevoir, derrière les énoncés écrits, des morceaux de patrimoine idéologique qui soutiennent la langue mère... Mais les passions sont débordantes et se moquent des frontières. »

Les passions sans frontières qui animent Hagège et Dumézil font de cette conversation amicale, savante, et néanmoins familière un modèle du genre.

P. L.

★ MARBRE, 130 p., 50 francs. (Vita Sorcier, 105, av. Gambetta, 75020 Paris.)

Ont collaboré aux pages 22 et 23 : Pauline Chéry, Pierre Drachlins, Michel Dubrion, Bernard Genès, Vincent Lardet, Pierre Legay, Nicolas Neuville, Lilbert Tarrage, Michel Thévoz, Sandrine Treiser et André Velter.

## TOUS LES LIVRES

disponibles en France en vente par correspondance. Demandez nos conditions ou passez nous voir de 10h à 18h pour des livres présentés et bien sûr, donner par la rapidité de nos livraisons. Librairie N. HUBMANN B.P. 43 LM 78392 BOIS D'ARCY CEDEX (Joignez un chèque + 12 F frais de port)

## PIERRE LE-TAN

# Rencontres d'une Vie 1945-1984



« En feuilletant ce livre, on assiste à une parade burlesque et féérique... Cela s'appelle de l'art. » PATRICK MODIANO / LE MONDE  
« Rencontres d'une vie révèle un écrivain. » JEAN-MARC ROBERTS / LE MATIN  
« Un charme indéfinissable... Pierre Le-Tan a un talent fou. » ERIC REZIOFF / MADAME FIGARO  
« On songe à Fitzgerald, bien sûr, à Modiano évidemment... Ce livre, dans sa fausseté et follement chic simplicité, est admirable. » MARIE-FRANÇOISE LECLER / LE POINT  
« A feuilletter encore et encore, à garder, à aimer. » SYLVIE GENEVOIX / JOURS DE FRANCE

Aubier



dans « La Bibliothèque initiatique » Edition intégrale en six tomes du  
**ZOHAR**  
Le Livre de la Splendeur  
(Traduction et notes de J. de Pauly)  
Les six tomes, tous parus 600 F  
(Chaque volume peut être acquis séparément).  
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur  
**MAISONNEUVE ET LAROSE**  
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 354 32 70

## UNE NOUVEAUTÉ TRÈS ATTENDUE L'HISTOIRE DU PEUPLE FRANÇAIS Le 6<sup>e</sup> tome vient de paraître LES 25 ANS QUI ONT CHANGÉ LA FRANCE (1960-1985)

Les auteurs Jean-Louis Monneron et Anthony Rowley, agrégés de l'Université et professeurs à l'Institut d'Études Politiques de Paris nous font revivre la saga des Français du dernier quart de siècle. Un volume de 570 pages qui comprend plus de 250 illustrations en noir et en couleur, 60 tableaux qui donnent une véritable radiographie statistique de la France contemporaine, une chronologie des principaux événements tant dans les domaines politique ou économique que social ou culturel.



Nouvelle Librairie de France - 36, av. des Ternes - 75017 Paris

# IL ETAIT UNE FOIS LA PUB.

...ou la publicité d'aujourd'hui racontée par l'histoire de Monsieur et Madame Farine, commerçants, et celle de Monsieur Leopold Lusine, industriel.



UN LIVRE DE JAN VAN AAL. LUNEAU ASCOT ÉDITEURS. VENTE EN LIBRAIRIE.

seignements : Sophie Renard ou Sandrine L'Hermisier, tél. 47-70-42-10.

● LE THÉÂTRE ACTION, centre de création, de recherche et des cultures, organise du 14 au 16 novembre à Grenoble et du 27 au 30 novembre à Marrakech des rencontres artistiques avec des poètes et des peintres venus de France et du monde arabe. Seront notamment présents : Tahar Ben Jelloun, Adonis, Bernard Noël, Carole Nager. (Renseignements : tél. (16) 76-44-60-92.)

● LA MAISON DU LIVRE ET DES ÉCRIVAINS DE MONTPELLIER organise pour la seconde fois, du 17 au 22 novembre, à Heidelberg, une série de manifestations dont des lectures et débats avec R. Lafont, A. Bagnac, C. Mettra, P. Torrelles, Ch. Juliet et J.-L. Terrade.

● A l'occasion du centenaire anniversaire de la naissance du poète algérien JEAN SÉNAC (1926-1973), une matinée d'hommage sera organisée dimanche 23 novembre à 16 h 30 à l'Espace Kiron (10, rue de La Vauguerie, 75011 Paris) avec le concours des compositeurs Jean Négroni et Edwige Noatti et du pianiste Bernard Boulanger.

Poèmes (Gallimard) de Sénac, ouvrage préfacé par René Char, va être à cette occasion réédité par Actes-Sud. Renseignements : UGAMPA, tél. : 42-66-22-90.

pale de Clermont-Ferrand, 1, boulevard Lafayette, 63001 Clermont-Ferrand Cedex.)

● L'ASSOCIATION DES AMIS D'O.W. MIŁOZ (6, rue José-Marie-de-Hérédia, 75007 Paris) vient de se donner un nouveau président en la personne de Czesław Miłosz, écrivain polonais, prix Nobel de littérature 1980 et neveu du poète d'origine lituanienne, auteur de *Miguel Mistras*. Jean Cassou a assuré cette présidence jusqu'à sa mort, en janvier dernier.

● Le CERCLE HAN RYNER tiendra son assemblée générale le samedi 15 novembre, à 15 heures, dans la grande salle du collège Sainte-Barbe, 4, rue Vallette, 75005 Paris. Élie Brilla évoquera ses « Souvenirs sur Jean Han Ryner », résident un double hommage à la grande militante qui vient de disparaître en sa quatre-vingt-dixième année et au Prince des conteurs. La réunion suivra aux mêmes lieu et heure le samedi 13 décembre.

● La SOCIÉTÉ DES LECTEURS DE JEAN PAULHAN (3, rue des Recollettes, 75013 Paris) recherche, en vue de l'établissement de la correspondance croisée de Joëlle Rouquet et de Jean Paulhan (1929-1950), toutes lettres et tous documents s'y rapportant.

● PRÉCISION. — L'auteur de l'introduction, notes, bibliographie et chronologie de la réédition de *Feuilles de Benjamin Constant De l'esprit de comédie et de l'inspiration dans leurs rapports avec la civilisation européenne* (« Le Monde des livres » du 7 novembre), est Ephraïm Harpey.



## ● ROMANS

## Deux cantatrices dans tous leurs états

Avec *Elvira*, Baptiste-Marrey choisit à nouveau la musique comme source

**S**i *Elvira*, de Baptiste-Marrey, n'est pas vraiment une « suite » aux *Papiers de Walter Jonas* (1), son précédent roman, c'est le même jeu qui se poursuit : même univers, une « MittelEuropa » mi-réelle mi-mythique ; même thématique, la musique et passion nourrissent l'écriture romanesque. Enfin, Alba, l'héroïne des *Papiers*, anime le premier récit d'*Elvira*, et sa silhouette bante le second. Car ce livre est double : deux histoires, deux « conversations musicales » feignent de s'ignorer, mais entrent en résonance en un lieu qui constitue sans doute le « mystère du Sphinx » de ce texte.

Comme dans un curieux jeu de miroirs, les perspectives sont inversées : les héroïnes, deux cantatrices, sont placées dos à dos. La première, Alba Zednik, revêt un épisode de sa jeunesse dans la Yougoslavie de l'immédiat après-guerre et la rencontre décisive qui l'a conduite au chant.

Leurs deux interlocuteurs sont également apparés : deux solitaires, aux destins opposés. David, le metteur en scène, veut faire un spectacle du récit d'Alba. Sans qu'il le montre et sans qu'elle le voie, cela le poussera au suicide. Peter, le graveur, tentera de briser la carapace d'Edda et d'où gardera qu'une image, une gravure dans laquelle la cantatrice refusera de se reconnaître.

Sans jeu de mots, ce roman musical est aussi un roman du malentendu. Comme dans les *Papiers de Walter Jonas*, monologues intérieurs, conversations et récits rapportés alternent sans préparation, dans une continuité narrative qui alimentera l'atmosphère musicale : comme à l'opéra, les malentendus les plus profonds et l'incompréhension la plus noire peuvent se fonder dans une même harmonie.

Les références musicales aiguillent certainement le lecteur dans cette voie. Deux livrets d'opéra

« informent » chacun des deux récits : le *Don Giovanni* de Da Ponte et Mozart, et le *Chevalier à la rose* de Hofmannsthal et Richard Strauss. Ainsi Baptiste-Marrey amplifie-t-il le personnage d'*Elvira*, l'amoureuse qui poursuit Don Giovanni jusqu'au bout de sa « course à la mort » et qui est, dans la première partie du roman, la figure même de la passion (Hofmannsthal avait fait de même dans son *Don Juan*, avec Donna Anna).

## Fantômes d'opéras

Même jeu pour le second récit : Edda se fonde dans le personnage de la Maréchale du *Chevalier à la rose*, cette femme mère que son jeune amant, son « Quinquio », abandonne, et qui voit dans cet abandon le signal de son déclin. Mais de multiples « Quinquios » scanderont le fil de ses réminiscences, avant qu'elle ne com-

prene que l'ila marquent aussi l'écoulement du temps, la montée de son angoisse, et finalement son renoncement. D'autres fantômes d'opéras parcourent le texte, tel le *Capriccio* de Richard Strauss, cet opéra sur l'opéra où « paroles et musique » s'affrontent sans que rien ne les départage. Mais, bien sûr, la musique conclut. Dans *Elvira*, au contraire, elle n'est jamais vraiment là.

De ces livrets, Baptiste-Marrey abstrait un personnage, en explique la trajectoire dramatique, et disperse le reste dans la trame romanesque en un puzzle impossible à reconstituer : ainsi les références ne tirent jamais le roman vers un livret ou une musique que le texte commenterait. Les cartes sont assez brouillées pour que chaque thème, chaque trait ait sa résonance propre. *Elvira* s'approche certainement de cet introuvable « roméo musical » dont l'impossibilité est déjà inscrite dans l'énoncé. Mais la littérature aime les entreprises impossibles.

Si *Elvira*, comme les *Papiers de Walter Jonas*, inaugure un genre de roman qui choisit la musique comme source, ce n'est pas seulement parce que ces deux livres se nourrissent de références musicales. L'« effet-musique » naît plutôt d'un travail littéraire rigoureux, exploitant les possibilités d'une analogie. Comme un morceau de musique, le texte est clos, structuré ; aucun discours n'y vient réduire l'ouverture des diverses significations possibles. Enlevons la musique, et l'entreprise rejoint certaines préoccupations du roman contemporain, voire de la poésie — auxquelles Baptiste-Marrey n'est pas indifférent. Alors, pourquoi la musique ? Pour le plaisir de camper dans les zones frontalières. Ou pour le plaisir, tout simplement.

FRANÇOIS VINCENT.

★ *ELVIRA*, de Baptiste-Marrey, Actes Sud, 226 p., 79 F.

(1) Actes Sud.

## La famille toujours

Claude Brame met en scène une version moderne d'Abel et Cain. Au féminin...

**L**e théâtre qui se joue entre des êtres du même sang a toujours constitué, depuis Abel et Cain, un spectacle de choix. Si vous n'avez ni frère ni sœur, il vous est loisible d'observer de l'extérieur, dans les familles, le jeu capricieux des chromosomes. Hormis le cas des jumeaux issus du même œuf, héros étonnants de la métaphysique du double, l'affaire est entendue : dès le berceau, frères et sœurs offrent au romancier des possibilités vertigineuses, par la multiplicité des dissonances.

Claude Brame a braqué son objectif sur deux sœurs. L'aînée, Carole, l'infirmière. Patricia, la cadette, le mannequin. L'auteur,

de John-John, un grand gaillard de peintre canadien plus riche d'illusions que de talent. Carole protège, et Patricia inquiète. Jusqu'au jour où l'ambitieux mannequin rencontre Sacha, le play-boy milliardaire à la Lamborghini rouge, auquel vont la lier de troubles rapports sadomasochistes. Carole, désarmée, ne connaît plus le repos. Son John-John, même, lui est volé. Belle figure de femme dont la noblesse de cœur aura, malgré tout, le dernier mot, cette grande sœur est devenue la vôtre.

## Désirs assoupis

L'écriture de Claude Brame est limpide et familière. Le regard chaleureux qu'il porte sur les êtres lui vaut d'éviter tout maniérisme. Ce grand pataud de John-John, qui s'empêtre dans sa gouache comme une mouche enroulée dans un pot de miel, ne peut manquer de s'empêtrer de Patricia l'inconstante. Le bon ! Sacha, le beau milliardaire à la sexualité débridée, ne peut manquer de salir la douce Carole en réveillant en elle des désirs assoupis. Rien n'est jamais aussi net que vous pourriez le croire. Rien de sordide, ici, ni de vaudevillesque, quand bien même ces deux hommes ont possédé les deux sœurs. Personne, jamais, ne possède personne.



Claude Brame : un regard chaleureux.

Et lorsque tout semble détruit, Carole, par un sacrifice accompli sans grandiloquence, réussira peut-être à sauver John-John et Patricia malgré eux, en les réunissant. Vous doutez de la réussite. Mais, en accordant son dernier regard à la grande sœur protectrice, Claude Brame, avec la discrétion d'un romancier de talent, parvient à vous rendre complice de son illusion.

F.-A.B.

★ *LA GRANDE SŒUR*, de Claude Brame, Denoël, 249 p., 78 F.

(1) Denoël. Prix des libraires 1981.

## La fin d'une passion

La Maison de jade, de Madeleine Chapsal : le désespoir lucide d'une femme délaissée.

**C**'EST un jeu démodé que de rechercher, dans un roman, la part d'autobiographie. Mais vous pouvez, parfois, résister à la tentation. Avant de permettre d'entrer dans son récit, Madeleine Chapsal a une manière bien à elle, astucieuse et ambiguë, d'ouvrir le traditionnel « parapluie » : « Tous les personnages de ce roman sont, bien évidemment, romanesques, à commencer par le narrateur. C'est moi qui les ai créés et recréés. Sans moi, il n'y aurait pas eu cette histoire. En somme, j'en suis l'auteur. » Cela va de soi, et vous êtes enclin à penser que seule la pudeur d'une femme blessée a rendu ces lignes ocre-saires.

Le « je » de la romancière, ou plutôt de la narratrice, écorchée vive, se meut entre le passé et le présent, vous guide dans cette chronique d'un amour qu'est la Maison de jade. Le récit procède par phrases courtes et trouve sa respiration en de fréquents aliéas. C'est un constat, qui suit une tentative de suicide. C'est l'histoire de l'assassinat moral de la narratrice par Bernard, son amant adoré, égoïste et intéressé, dont, jusqu'au bout, elle a encouragé l'ignominie par son indulgence. Vous frissonnez, au long de cette évolution impitoyable, en comprenant, de plus en plus nettement, pourquoi la cause de l'amour envahissant, étouffant, était perdue d'avance. L'héroïne, ne pouvant avoir d'enfant, est convaincue qu'elle peut « faire » un homme en prenant son beau Bernard comme matériau. Elle finira par reconnaître son erreur et par écrire : « Aucune femme ne fait un homme. Ils se font tout seuls. Ou pas du tout. » Non, aucune femme... Pas même cette journaliste et écrivain de très bonne famille, qui met au service de Bernard — qui va la ruiner — ses biens et son talent.

En effet, ce psychanalyste saisi par le démon de l'écriture et des affaires a pris de lui non seulement une « nounou », mais une « collaboratrice » aux couleurs de nègre. Le tableau est complet. L'exploitation, totale. Et la victime, pas dopée, est néanmoins consentante. Quelques précédents titres de Madeleine Chapsal — *Une femme en exil*, *Un homme infidèle*, *Divine passion* (1) — avaient préparé au désespoir lucide qui sourd de chaque page.

Peut-être le jade porte-t-il malheur. En tout cas, la narratrice, en rencontrant Bernard, est entrée dans un univers de mort, dans une famille où le caquer fait son œuvre et où la malchance semble bien installée dans les chaises de la

frileuse bourgeoisie. Elle se rassure en s'angoissant le décor de l'appartement, tisse son cocoon autour d'un homme plus jeune qu'elle, qui préférera finalement chercher la sécurité dans l'argent plutôt que dans l'amour. S'il l'abandonne, sans crier gare, est-ce vraiment parce qu'il veut des enfants qu'elle ne peut avoir, ou parce qu'il a achevé de lui « sucer la moelle » ? La fin de la passion, le désarroi de la femme tout à coup délaissée ou suscitent ni pleurs ni gémissements.

## Les objets conservés

Bernard, abandonnant même Bonhomme, son fox-terrier, qui sera désormais le seul compagnon du « je » féminin anéanti, apparaît comme un irresponsable. S'il est jugé avec amertume, il n'est pas condamné. Madeleine Chapsal baigne dans la tradition bourgeoise des objets conservés, des murs qui se souviennent. Les maisons et les appartements sont la traduction fidèle des états du cœur, comme de l'effroi qui vous glace lorsque tout s'écroule. Livre foëbre, la Maison de jade s'impose par la précision des actes de conscience mis à nu. Vous ne sauriez méconnaître l'humilité de ce « je », qui, par l'attention minutieuse qu'il porte aux moindres choses de la vie, définit un univers à l'image de votre propre fragilité.

L'intelligence de la narratrice ne lui est certes pas un privilège. Elle aurait sans doute été moins malheureuse en mourant idiote. D'où l'impression d'un effroyable gâchis, qui vous poursuit tout au long de la lecture. Les rites de tous les jours n'ont plus de sens. La jeunesse, la joie du corps, les grandes espérances, la croyance en la durée, qui semblait inscrite dans chaque geste de bonheur... tout a été aboli, détruit par la « fuite » de l'amant. C'est une histoire simple, dont les péripéties convergent vers cette trahison. Une écriture « à plat », comme au-delà de la souffrance, conduit la mort des êtres et la destruction des choses. Sauvée malgré la dose de comprimés avalés, la femme condamnée à vivre et à écrire eucore finit par comprendre qu'elle a fait peur à l'homme qu'elle voulait éveiller à l'amour. Mais n'auriez-vous pas eu peur, vous aussi, d'une ardeur si contraignante ?

FRANTZ-ANDRÉ BURGUET.

★ *LA MAISON DE JADE*, de Madeleine Chapsal, Grasset, 333 p., 97 F.

(1) Grasset.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## La détresse de jour

(Suite de la page 21.)

**S**i le livre est un jour porté à la scène, comme on l'imagine volontiers, le noir et blanc s'imposera. Aucun meuble, dans la chambre donnant sur le large ; des draps que l'on pile ou déploie par terre, comme pour un rite, mettons : japonais. Au centre : la lumière crue, jaune, d'un lustre. C'est là que le désir des yeux a des chances de naître. Sauf quand la femme se voile la visage avec la soie noire qui ceint ses reins. Très important, cette soie ! Elle corrige à volonté les effets de la présence et de l'absence. Elle rivalise avec le batttement des paupières et le sommeil. Elle rythme une envie qui se cherche. Le plaisir sera voyeur ou ne sera pas.

« Il », c'est son nom, n'a jamais désiré une femme. Il aimait le garçon à yeux bleus cheveux noirs. Comment ? « Au-delà de ses forces, au-delà de la vie. » L'infidèle a rejoint une femme : double trahison. « Il » l'a cherché avec l'obstination des cauchemars où l'on court sans savoir après qui ou quoi. Peu important les circonstances. C'est l'intensité de l'élan qui compte, la charge des émotions. Le livre ne s'intéresse qu'à ce qui ne se dit pas. Sous-entendu : sinon, à quoi bon la littérature ?

Quand les mots manquent, la parole est aux cris, aux larmes, à la soie noire — façon de tirer un trait sur ce qui précède. Jamais aux gestes. Enfin, pas encore. C'est chacun pour soi. « Elle » n'est pas contre cette frustration. Elle sort également d'une longue souffrance indécise. Elle a passé l'été à se demander si elle ne détestait pas son sexe, son corps, sa vie. Au reste, elle rejoint, en ville, un autre homme, qui la prend, l'insulte, la frappe. Elle revient couverte d'odeurs, de souvenirs, de traces. « Il » en conçoit une curiosité à peine jalouse : pas de quoi faire lever un désir que l'amant enfui a capté à jamais !

**E**t pourtant, les voilà noués par ce qui les sépare et les torture. Est-ce déjà et encore l'amour, ce lien affreux, souffrant ? Ils ont besoin l'un de l'autre sans trouver d'appui charnel ni de nom à ce qu'ils vivent, à cette histoire insolite parce que hors du temps. Marguerite Duras avait raison d'annoncer de l'indéfini. On ne connaît pas d'exemple d'une parole soit qu'aucune eau n'étanche, de cette mort au bord de la fontaine. Un amour aussi terrible, à vivre, est-il dit, que... « l'immensité indienne ». Pour en rendre compte, il faudrait un opéra, mieux qu'une pièce. Les deux confidents écoutent le Ciel chanter la Norma : c'est une piste.

Hors du temps, leur histoire ? Pas exactement. « Il » commence à oublier les yeux bleus, et « elle » a toujours rêvé, elle le découvre, d'aimer un faux amant qui ne l'aime pas, qui laisse son corps en jachère. Ça lui va, cette chambre et cet argent qui ne servent à rien, cet homme qui ne veut rien, ces destinées dont la postérité ne retiendra rien, accordées au grand rien que

rythment les marées... Pour la resta, pour la volupté ordinaire, elle a l'autre, l'homme en ville, ou les radeurs des éboulis.

L'empêchement à plus de prix. Il permet de mieux approcher ce qui ne se dit pas et autour de quoi l'écriture de Marguerite Duras a toujours tourné : la « chose intérieure », le lieu de la jouissance, que les insultes et les coups traduisent plus exactement que les mots d'amour, comme s'ils venaient d'une culture tout aussi profonde. Car ce lieu n'est pas que velours et vertige. Il mène au crime et à la folie, aussi vrai que Dieu fait les camps de concentration et les guerres.

Ce qui les unit encore ? Le retard que cet amour, envahissant parce qu'impossible, leur fait prendre sur la resta du monde, les événements, les nouvelles, les livres. Une même façon d'être broyés par le temps, de guetter la mort, de mesurer la disproportion des mots, leur maigreur par rapport à l'énormité de la douleur...

**L**es romans ont trop longtemps joué de notre étourderie, de notre frivolité, en cultivant l'illusion du réalisme. Marguerite Duras veut briser ce confort et désigner les impuissances, la théorie reste inégale, puisque le simulateur y est patent. D'où les intermédiaires scéniques du présent livre, et son final en forme de possible livret. Nous sommes renvoyés, nous lecteurs, à la rumour extérieure d'une salle, des vagues, du futur. Nous sommes physiquement prévenus qu'une cloison sépare les faux amants de cette rumour dont nous faisons partie, une cloison qui s'appellerait le temps.

J'ai dit que Duras avait la taille des auteurs pestichables. On dirait qu'elle prend les devants en se parodiant elle-même. Certains tics portent à sourire, de même que l'emphase mise à asséner ou à chuchoter des banalités. Le recours à des formules comme « ça doit avoir trait à » ou « ça doit avoir rapport avec » s'est encore étendu.

Mais on voit bien ce que cement ces procédés. Dans une thèse, on parlerait de la contiguïté chez Duras. Narrateur et personnages n'ont de cesse d'encercler l'innommable par un réseau de rapports, sans en préciser la nature ; par exemple, entre l'amour et la malchance, la jouissance et la douleur. Au fond, c'est pour établir ces ponts de lianes que Duras écrit. Et nous dansons au-dessus du vide, dont nous avions oublié qu'il n'est pas de toile peinte mais sans fond, comme la nuit des temps.

Al-je laissé entendre qu'il s'agit d'une exaspérante réussite ?

★ *LES YEUX BLEUS CHEVEUX NOIRS*, de Marguerite Duras, Éditions de Minuit, 156 p., 49 F.

مكتبة الشهاب



مكتبة المجلد

## Louis d'Aragon, le voyageur fastueux

André Chastel suit tout du seizième siècle. Pourtant, l'« Itinerario » du cardinal Louis d'Aragon à travers l'Europe lui résiste...

À l'automne 1517, le cardinal Louis d'Aragon, vêtu d'un bel habit de soie rose à bandes de velours noir, grimpe sur son cheval et emmène une troupe de trente-cinq personnes sur les routes d'Allemagne, de Flandre et de France. Il couvrira 3 450 kilomètres en dix mois. Son chapelain, Antonio de Beatis, tiendra la chronique de cet itinéraire.

De ce voyage, et grâce à l'« Itinerario », André Chastel s'efforce de dire les mystères, et il échoue à le faire. Pourtant André Chastel, dans ses ateliers, ne manque pas d'outils, et il les manie avec énergie, mais il a beau interroger une époque qu'il connaît sur le bout du doigt, mettre à la question chaque phrase de l'« Itinerario », l'énigme résiste : Louis d'Aragon, dont nous ne possédons même pas un portrait, demeure une figure indiscernable, une ombre un peu tremblante qui chemine dans les paysages de la Renaissance.

Louis d'Aragon, avec sa luxueuse escorte, quitte Ferrare le 9 mai, fait étape à Vérone et pique vers le Tyrol. Cet homme de quarante-trois ans, bâtarde reconnu de Ferdinand d'Aragon, est fastueux. Il a, vingt-quatre ans auparavant, reçu le chapeau de cardinal des mains d'Alexandre VI, et il est également prince. Un prince sans territoire, il est vrai : le royaume de Naples, sur lequel il garde un œil, a été confié par les Espagnols, mais n'importe, cardinal et prince, Louis d'Aragon cumule les deux titres les plus prestigieux de la chrétienté et il représente à la perfection l'idéal des grands de la Renaissance : mondain, passionné de chasse, de table et d'art, charmeur, cultivé et généreux, il a servi de diplomate au pape de la guerre, Jules II, et de confident au pape de la paix, Léon X (Jean de Médicis).

Pourquoi diable le cardinal, se met-il en route avec ses mules, ses chandeliers, son argentier et sa littré personnelle ? André Chastel avance des hypothèses. Peut-être Louis d'Aragon espérait-il obtenir le retour des Aragon sur le trône de Naples d'où les avait chassés Ferdinand le Catholique ? Ou bien accomplissait-il quelque mission clandestine pour le compte de Léon X ? Point de certitude. Toujours est-il que le voyage, même s'il camouflait un dessein politique, tourne vite au voyage d'agrément, et cet agrément fait notre plaisir.

Louis d'Aragon rend visite aux puissants de ce monde. S'il rate Henri VIII d'Angleterre et Maximilien de Habsbourg, en revanche, il rencontre à Middlebourg Charles de Habsbourg, qui vient de succéder à Ferdinand le Catholique et qui unit sous son sceptre la Bourgogne, les Pays-Bas et l'Espagne. Il verra aussi François I<sup>er</sup>. Et, au hasard de ses haltes, il complète sa collection de

célebrités avec les Fugger, à Augsbourg, et le vieux Léonard de Vinci, à Amboise.

De ces grands personnages, l'« Itinerario » nous donne des portraits un peu simples, mais vivants, avec d'étranges obsessions. Par exemple, il est navré que les jambes de François I<sup>er</sup>, un si bel homme, soient trop maigres. Au contraire, les jambes de Charles de Habsbourg sont épaisses, et nous apprenons à cette occasion que les jambes des seigneurs français sont très médiocres, sans doute parce qu'ils font trop de cheval.

Mais l'« Itinerario » s'intéresse moins aux maîtres du monde qu'à la vie quotidienne (comme si le cardinal, ou bien son chapelain, était plus intéressé par l'histoire non événementielle des Annales que par l'histoire des batailles de Lépante), et c'est une Europe paisible qui se dévoile, naïve, familière et colorée. Rien n'échappe à l'œil pointu du cardinal. Les tilleuls de Nuremberg dispensent une ombre exquise et odorante. Les Allemands dorment sous des écorces, car il y a beaucoup d'œufs dans ce pays. De grosses charrettes à quatre roues grincent sur les routes de la Rhénanie. Le cardinal admire les églises allemandes, ce qui étonne de la part d'un homme venu de cette Italie qui tient l'art gothique pour barbare.

### Une taxinomie de Berges

Le cardinal est éberlé par le nombre de reliques sacrées que l'Europe recèle. L'« Itinerario » ressemble aussi à un inventaire de Berges. On trouve de tout dans les sanctuaires d'Allemagne et surtout de France : des cheveux de la Vierge, les restes de saint Denis, une bible ayant appartenu à la Sainte Famille, des bouts de croix, assez de morceaux de la tunique de Jésus pour fabriquer plusieurs habits, et quelques merveilles plus rares encore : des gouttes de lait du sein de la Sainte Vierge. Louis d'Aragon n'aime pas trop ces cultes mais il le dit avec modération. Dans quelques années, la Réforme va éclater.

L'« Itinerario » consacre beaucoup de soins aux femmes. Il est intéressant sur leurs vêtements, la couleur de leurs cheveux, leurs manières sentimentales. Au « hit-parade » du cardinal, les premières sont les Flamandes, bien que leurs dents soient rongées par la bière, ex aequo avec les Lyonnaises et les Génoises, dont les cheveux paraissent de l'or. Les Allemandes ne sont pas mal, mais dans les ambrages on ne peut se permettre la moindre privauté avec elles. Au contraire, les Françaises sont parfaites. Vous pouvez même loucher les servantes en glissant la main sous leurs vêtements.

L'« Itinerario » préfigure un livre qui sera célèbre en France au début du vingtième siècle, le *Tour de France de deux enfants*. Il remplit un office semblable. Non point un guide mais un catalogue des spécialités de chaque région, et de chaque corps de métier. La troupe de Louis d'Aragon casse des orgues en traversant le Tyrol, s'intéresse à la fabrication des armes à Malines, des montres à Nuremberg, des armures à Innsbruck, achète des lévrier à Calais et des chevaux à Lyon.

Certaines de ces images du seizième siècle paraissent d'aujourd'hui. Les villes allemandes étaient déjà plus jolies, avec leurs maisons de bois à balcon et leurs clochers aigus, que les bourgades françaises. Il faut dire que le cardinal n'aime pas beaucoup les Français, qu'il trouve faibles, vicieux et grossiers. Mais la France pratique l'art subtil de composer les repas. Elle connaît mille recettes et sauces pour donner du goût à la nourriture. Et comment n'être pas ému d'apprendre que le cardinal s'est régalé, en France cela va de soi, d'un gigot de mouton préparé avec de petits oignons ?

André Chastel a respecté le charme de ces pages. Son érudition éclaire et n'éblouit pas. Sa voix ne couvre jamais celles du cardinal et de son chapelain. On dirait qu'une lucarne, dans les épaisseurs du temps, s'est ouverte par miracle. Une Europe perdue s'étale sous nos yeux. Elle est fraîche et pimpante. Les couleurs du tableau ne sont pas encore séchées.

GILLES LAPOUGE.  
★ LE CARDINAL LOUIS D'ARAGON, UN VOYAGEUR PRINCIPAL DE LA RENAISSANCE, d'André Chastel, Fayard « Les Incarnés de l'histoire », 254 p., 89 F.

## L'habit fait-il le moine ?

Une étude de Louis Trichet sur la « mode » ecclésiastique.

« NOUS devons nous distinguer des fidèles ou des autres par la doctrine et non par l'habillement, par la conduite et non par la tenue extérieure. » C'est extrait d'une lettre du pape Célés-tin I<sup>er</sup>, en 428, montre assez bien ce qu'était la doctrine, ou l'absence de doctrine, en matière de costume ecclésiastique dans l'Eglise antique.

Déferant les Barbares et avec eux une nouvelle mode de vêtements plus ajustés, tandis que le clergé, dans les désordres d'un empire effondré, devient un groupe social à part, désigné, à l'époque carolingienne et pour un millénaire, comme un ordre. Ce clergé est de tradition romaine et il a bien souvent gardé le costume romain au cœur d'un monde barbare. L'Eglise apporte la sanction de son autorité à ce vêtement qu'elle n'a pas inventé. « De même que les clercs doivent se distinguer par leur comportement, disent les *Fausse Décretales* en 850, de même doivent-ils apparaître différents par leur tenue et par leur tenue vestimentaire. » C'est l'inverse de la proposition du pape Célés-tin, quatre siècles plus tôt.

Pour le Moyen Âge, la préoccupation essentielle allait être celle de l'« honnêteté cléricale ». Pas d'armes bien sûr (elles appartiennent à un autre ordre !), pas de riches vêtements, pas de couleurs (surtout ni vert ni rouge), pas de fentes trop grandes dans ces vêtements, et qu'ils descendent jusqu'aux talons ! « Que la peau ne se montre pas », lit-on au détour d'un statut synodal. Mais l'explication n'ira pas au-delà : libre au lecteur de fantasmer.



Ces rappels deviennent particulièrement insistants quand, vers le milieu du quatorzième siècle, naît vraiment la mode en matière de vêtements, celle des habits courts et ajustés, destinés à mettre en valeur le corps et non plus à le dissimuler sous des draps « gothiques ».

### De la soutane au blue-jean

Enfin la soutane vint, au seizième siècle, pour se généraliser, non sans résistances au dix-septième. Elle répond aux exigences médiévales d'austérité, de couleur, de fermeture et de longueur. Existe pourtant en même temps une courte « soutanelle » pour le voyage (à cheval), mais certains clercs rêvent de justaucorps et passent à l'acte. Et voilà que Louis XIV l'adopte pour lui-même... et ses abbés de cour. On apprend ici que les fameux abbés de cour en habits « à la française » ne représentaient presque rien dans le clergé français, et ne dépendaient d'ailleurs d'aucun évêque qui aurait pu les rappeler aux règles de leur état. Ils ne sont pas le clergé, qui, lui, porte bel et bien la soutane.

La Révolution l'interdit. La Restauration impose son triomphe définitif, même en voyage au début du vingtième siècle (les chevaux sont désormais vapeur), même en colonies de vacances et en camps scouts. La soutane a pris une valeur sacrée : elle rappelle au monde le lien particulier du prêtre avec Jésus-Christ.

Mais dans le même temps ou juste après, des prêtres prennent conscience de leur isolement dans la société contemporaine, et certains, de plus en plus nombreux, perçoivent leur « saint état » comme un obstacle à leur ministère auprès de tous. En 1962, les évêques autorisent le costume dit de clergyman. En 1966, ils rappellent que c'est celui-là, et pas un autre, le costume ecclésiastique. Ce sera la dernière fois. Le clergé, dans sa volonté de partage, va jusqu'à la volonté de ressembler à ceux auxquels il doit annoncer la parole de Dieu : blue-jean, blouson indéterminé ou costume deux et trois pièces.

L'assemblée plénière de l'épiscopat français en prend acte en 1984 : « L'habit ecclésiastique est un vêtement discret comportant un signe distinctif : col romain ou croix sur le vêtement. C'est aussi la soutane. » Chacun peut s'y retrouver.

Au long de cette intéressante histoire du costume du clergé, on sent les autorités partagées entre deux soucis : se distinguer pour

rappeler l'éléction par Dieu, et être discret. C'est entre ces deux pôles que l'on parcourt avec Louis Trichet l'histoire du droit canon et l'histoire de l'Eglise. Et l'on découvre que les grands moments de cette histoire (renaissance carolingienne, réforme grégorienne, concile de Trente, Restauration) sont aussi ceux auxquels on s'est particulièrement préoccupé du costume ecclésiastique. Sans doute parce que, tout de même, l'habit fait un petit peu le moine.

MICHEL SOT.

★ LE COSTUME DU CLERGÉ, SES ORIGINES ET SON ÉVOLUTION EN FRANCE D'APRÈS LES RÉGLEMENTS DE L'ÉGLISE, de Louis Trichet, préface de Jean Gaudemet, postface de Jean Chélin, éd. du Cerf, 245 p., 90 F.

### L'histoire par la presse

STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU  
14-18 LES COMBATTANTS DES TRANCHÉES



« Tout n'a-t-il pas été dit sur les soldats de 14-18 ? On serait tenté de le croire. Et pourtant ce livre, qui analyse pour la première fois la presse des tranchées, projette une lumière originale sur les mentalités de ceux qui furent les acteurs de ce drame collectif. »

Dans la même collection :  
Hitler et la naissance d'une dictature  
Alfred Grosser  
Front populaire 1936  
Louis Bodin et Jean Touchard  
Munich 1938  
Jacques Boulton et Geneviève Vaillette

La caricature sous la III<sup>e</sup> République  
Jacques Lethève  
Chaque volume, broché, 250 pages environ, très illustré : 120 F

Armand Colin

## Ce qui se passait en 1886

La publication presque simultanée de ces deux livres de Jean-François Six, 1886. Naissance du XX<sup>e</sup> siècle en France, et Dieu cette année-là, constitue une triple gageure. Prendre pour objet l'agglomération, par nature dispersée, de faits hétéroclites qui réunit le cadre factuel d'un millénaire commun, n'était-ce pas faire retour à la vieille conception annalistique de l'histoire et s'exposer aux critiques de l'événementiel ? D'autant que, à choisir une année entre cent, 1886 semblait bien n'avoir d'autre titre à l'attention que le défilé d'un siècle qui nous en sépare : ce n'est pas une année de crise politique, à la différence de 1887 : ce n'est pas même une année électorale, à l'inverse de 1885, qui vit le renouvellement de la Chambre et la réélection de Jules Grévy à la présidence de la République. Enfin, quel étrange dessein que de proposer de cette même séquence chronologique deux lectures aussi dissemblables qu'une description positive, comme en ferait l'histoire quel historien, et une lecture à la recherche des interventions de Dieu dans les destinées individuelles !

Le triple pari est gagné. D'abord, cette année régulière par les historiens n'est pas une année ordinaire. Elle mérite de figurer parmi les millénaires. Ce fut une année de turbulence, de fièvre, de recherche ardue, qui remit en question nombre d'idées reçues et annonça plus d'un mouvement ultérieur. Juger plutôt : pile-mille, la naissance de la popularité de Boulanger et les prévisions du grand mouvement qui menaçait un temps d'entraîner la République opportuniste et entraîner le passage à droite des valeurs nationales, la longue et dure grève des mineurs de Decazeville, qui semble l'irruption dans la réalité de Germinal, paru l'année précédente ; la publication de la France juive d'Edouard Drumont, qui formule en système les pulsions de

l'antisémitisme et prépare la crise de l'affaire Dreyfus ; la publication du Manifeste symboliste, qui annonce l'émergence d'une nouvelle sensibilité poétique. En vérité, l'hypothèse de Jean-François Six, qui voit dans cette attachante année la naissance de notre XX<sup>e</sup> siècle, a quelque vraisemblance.

### Une histoire cachée

Sa portée annonciatrice est peut-être plus significative encore dans l'ordre des croyances. C'est sur cet aspect que les deux ouvrages se complètent et se répondent en un contrepoint fort suggestif. Il convient de les lire en parallèle. A cet égard, c'est une année à coup sûr singulière que celle de la conversion de Charles de Foucauld, de Thérèse Martin et de Paul Claudel. Assurément, chacune de ces conversions, qui sont plutôt des retours ou des approfondissements, sont des aventures singulières, mais ne peut-on voir dans leur convergence le signe d'un changement des mentalités ? De fait, les esprits se détachent alors de l'idéologie triomphante que définissent le déterminisme, une confiance quasi religieuse dans le pouvoir de la connaissance pour découvrir le secret de toute chose et faire le bonheur des hommes.

Mais c'est aussi en 1886 que Nietzsche énonce la formule appelée à devenir fameuse sur la « mort de Dieu ».

Jean-François Six rappelle l'existence, plus profonde que l'histoire qui déroule au grand jour ses valeurs, d'une histoire cachée, celle du mystère des destinées personnelles.

RENÉ REMOND.  
★ 1886. NAISSANCE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE EN FRANCE, de Jean-François Six, Seuil, 334 p., 89 F.

★ DIEU CETTE ANNÉE-LÀ, de Jean-François Six, Desclée de Brouwer, 283 p., 99,50 F.

## L'ABBAYE SAINT-WANDRILLE

L'Abbaye Saint-Wandrille poursuit la publication de la vie de Dom Joseph Pothier (1835-1923), le « restaurateur du chant grégorien ». Ce travail, rédigé par son disciple et collaborateur le plus proche, Dom Lucien David, a été, rappelons-le, revu à la lumière des travaux parus depuis la mort de l'auteur.

Le numéro de cette année évoque la fin de la vie de Dom Pothier : les dures années de la guerre et de l'occupation allemande, la vieillesse, la mort et le rayonnement du vénérable abbé.

Ce numéro, qui comporte en outre les articles habituels, ne sera tiré qu'à un nombre limité d'exemplaires.

Prix du fascicule : 25 F.

CCP « Produits Monastiques », Rouen 206-27 Z (pour Revue Abbaye S.-W.)

Abbaye Saint-Wandrille, 76490 Caudebec-en-Caux.



## ● LETTRES ÉTRANGÈRES

La cristallisation  
de l'instant

Le dernier recueil de poèmes d'Octavio Paz  
marque un double retour :  
au Mexique et à l'acte des paroles

Le recueil de poèmes d'Octavio Paz, qui paraît aujourd'hui en France dans une lumineuse traduction de Claude Esteban, sous le titre de *Feu de chaque jour*, a été publié en 1976 à Mexico. Son titre initial était *Vuelta* : à la fois *Tour* et *Retour*. Paz, après une longue et fructueuse confrontation de sa culture avec la vision orientale du monde — il a été ambassadeur en Inde de 1962 à 1968, — fait retour à son pays et à ses sources, fait retour sur son expérience de la vie et de l'écriture aussi et fait le tour enfin de ce fragile, de cet impalpable trésor qu'il a tenté de mettre au jour par les pouvoirs de la poésie : un fragment de la vérité du monde.

Paz, poète fêlé, poète glorifié par les plus hautes institutions du Mexique, est donc retourné dans son pays. Ce qu'il y a retrouvé, au-delà des discours et des bavardages idéologiques qui pétrissent le réel et annoncent la mort, au-delà de la violence, de l'injustice, c'est la perte de soi, la dilution de l'identité, le saecage de la culture : *Écritures fendues / langages en lambeaux / ... Pas de centre / place de congrégation et consécration / pas d'axe / dispersion des années / débacle des horizons / On a marqué la ville / sur chaque porte / chaque front / du signe 3.*

Or tout le combat poétique de Paz est précisément une tentative pour que la vie échappe au destin des pierres, pour que le temps, pour que les mots, ne soient ni ce qui tue ni ce qui détermine, mais au contraire ce qui fait naître et ce qui délivre.

Je suis au milieu d'une phrase / par où m'embarque-t-elle ? interroge Paz, et cette interrogation a valeur de méthode, de protestation contre les « remonteurs de sophismes », de mise en garde contre les dispensateurs de vérités toutes faites, de vigilance envers tous ceux qui, renonçant à appréhender le feu de la vérité, se sont réfugiés à l'abri du temps inutile de l'histoire, « créatrice de ruines ».

Le poète, au contraire de ces arpenteurs du temps passé, ne peut être que le médium du présent dont l'écriture, *incision dans la chair du temps*, assure et inscrit l'éternité : *Soleil de mots / qui s'éteint quand on les prononce. / Flambent, s'éteignent / soleils, paroles, pierres. / L'instant les brûle / sans se brûler. / Occulte, immobile, intangible, / le présent — non ses présences — est là toujours. / Entre le faire et le voir, / action ou contemplation. / J'ai choisi l'acte des paroles : les faire, les habiter, / donner des yeux ou langage. / La poésie n'est pas la vérité : elle est résurrection des présences, / L'histoire, transfigurée en vérité du temps sans date.*

Pour habiter la parole, pour donner corps au temps dans le langage, Octavio Paz a trouvé les secrets d'une parole à la fois simple et chargée d'images étonnantes, développant une implacable logique intellectuelle et sensible, mais en même temps brisée, fracassée, morcelée afin que puisse s'introduire le silence qui est la respiration de la liberté, le remède au fracas des certitudes. Le texte brille, mais c'est à l'image d'un cristal qui n'empêche pas la lumière que pour mieux la répandre :

Mon histoire n'est pas  
[la mienne ;  
mot d'une phrase morcelée  
qu'en son délire circulaire  
répète, répète encore la ville.  
Ville, ma ville,  
siège outragé,  
pièce avilie,  
nom recraché.

PIERRE LEPAPE.

★ LE FEU DE CHAQUE JOUR, d'Octavio Paz, édition bilingue, traduit de l'espagnol par Claude Esteban, Gallimard, 130 p., 70 F.

— Les éditions de La Différence publient également ce mois-ci des poèmes de jeunesse d'Octavio Paz, écrits entre 1935 et 1945, sous le titre *Première Instance*, traduction de Frédéric Magne, frontispice de Paolo Valeriz, 64 p., 120 F.

## MAISON DE LA POÉSIE

Association subventionnée par la Ville de Paris  
101, rue Rambuteau (1<sup>er</sup>) - M<sup>o</sup> Halles - Tél. : 42-36-27-53

## Max-Pol FOUCHET

Exposition jusqu'au dimanche 28 décembre 1986

JEUDI 13 NOVEMBRE à 20 h 30 :

MAX-POL FOUCHET et les médias  
avec Pierre Dumayet, Jean-Marie Drot.

Projection de films réalisés par Max-Pol Fouchet

LUNDI 17 NOVEMBRE à 20 h 30 :

FONTAINE  
avec Georges-Emanuel Clancier et Henri Hell

Textes dits par Pierre Lamy

LUNDI 24 NOVEMBRE à 20 h 30 :

MAX-POL FOUCHET : le poète  
avec Marie-Claire Bancquart, Hubert Nyssen, Yves Berger

Textes dits par Jean-Noël Sissia

## William CLIFF



## En Orient

poèmes

GALLIMARD nrf

(Suite de la première page.)

Le premier à m'avoir parlé de la personne réelle, avec étonnement et chaleur, fut Alfonso Reyes. Reyes l'estimait beaucoup, mais l'admirait-il ? Leurs goûts étaient fort différents. Ils se retrouvaient à la faveur d'une de ces équivoques habituelles entre gens du même métier : pour Borges, l'écrivain mexicain était le maître de la prose ; pour Reyes, l'Argentin était un esprit curieux, une belle excentricité. Plus tard, à Paris, en 1947, mes premiers amis argentins — José Bianco, Silvina Ocampo et Adolfo Bioy Casares — étaient aussi de grands amis de Borges. Ils me parlèrent si souvent de lui que, sans l'avoir jamais vu, je finis par le connaître comme s'il était devenu mon ami. Nouvelle équivoque : j'étais son ami, mais pour lui mon nom évoquait seulement, de façon confuse, quelqu'un qui était un ami de ses amis. Bien des années plus tard, je finis par le connaître en personne. Ce fut à Austin, en 1971. Courtois et réservé : il ne savait que penser de moi et, pour ma part, je ne parvenais pas à lui pardonner ce poème où, comme Whitman mais avec moins de raisons que le poète nord-américain, il exalte les défenseurs d'El Alamo. La passion patriotique m'empêchait de voir l'audace héroïque de ces hommes-là ; lui ne se rendait pas compte que le siège d'El Alamo avait été un épisode dans une guerre injuste. Borges n'est pas toujours parvenu à distinguer le véritable héroïsme de la simple bravoure. Ce n'est pas la même chose d'être un surincur à Balvanera que d'être Achille : l'un et l'autre sont des figures de légende, mais le premier est un cas, tandis que le second est un exemple.

Nos rencontres ultérieures, à Mexico et à Buenos-Aires, furent plus heureuses. A diverses



Borges vu par Ferdinando Scianna.

## L'archer, la flèche

reprises, nous eûmes l'occasion de parler moins abruptement, et Borges découvrit que certains de ses poèmes préférés étaient aussi les miens. Il célébrait ces coïncidences en récitant des passages de tel ou tel poète, et la causerie, l'espace d'un instant, se transformait en une espèce de communion. (...)

## Promenade à Buenos-Aires

A Buenos-Aires, il nous fut possible de converser et de nous promener tout à loisir. María Kodama et lui nous conduisirent au vieux parc Lezama ; il tenait à nous montrer, je ne sais pourquoi, l'église orthodoxe. Elle était fermée et nous nous contentâmes de parcourir les petits sentiers humides sous des arbres aux troncs élevés et aux feuillages bruisants. Puis nous nous arrêtas devant le monument de la Louve romaine, et Borges palpa de ses mains attendries la tête de Remus. Notre promenade s'acheva au Café Tortini, fameux pour ses miroirs, ses moulures dorées, ses grandes tasses de chocolat et ses fantômes littéraires. Borges nous parla du Buenos-Aires de sa jeunesse, cette ville an « cours concave comme des jarres » qui apparaît dans ses premiers poèmes ; ville inventée et maîtresse, néanmoins, d'une réalité plus durable que celle des pierres : celle des paroles.

Je fus surpris, cet après-midi-là, par son découragement devant la situation de son pays. Tout en se réjouissant du retour à la démocratie, il se sentait toujours plus étranger aux événements. Il est dur d'être un écrivain dans nos contrées violentes (peut-être est-ce le cas partout ailleurs), surtout si l'on a atteint la célébrité et que l'on est assailli en permanence par les deux seurs ennemies, la jalousie maligne et l'admiration béate, aussi myopes l'une que l'autre. Borges, de surcroît, ne reconnaissait sans doute plus le temps qui l'entourait : il vivait dans un autre

temps. Je compris son malaise : moi aussi, lorsque je parcours les rues de Mexico, je me frotte les yeux avec stupeur : voilà donc ce que nous avons fait de notre ville ? Borges nous confia son intention d'« aller mourir ailleurs, au Japon peut-être ». Il n'était pas bouddhiste, mais l'idée du néant, telle qu'elle se manifeste dans la littérature de cette religion, le séduisait. Je dis bien l'idée, car le néant ne peut constituer qu'une sensation ou une idée. En tant que sensation, il manque de toute vertu curative et apaisante. En revanche, le néant comme idée nous calme et nous apporte, simultanément, force d'âme et sérénité. (...)

Il est difficile de se résigner à la mort d'un homme cher et admiré. Dès notre naissance, nous ne faisons qu'attendre la mort, et la mort nous surprend toujours. Elle, l'attendue, est toujours l'inattendue. Toujours l'immortelle. Peu importe que Borges soit mort à quatre-vingt-six ans : il n'était pas fait pour mourir. Personne ne l'est jamais, quel que soit son âge. On peut inverser la phrase du philosophe et dire que nous tous — vieillards et enfants, adolescents et adultes — sommes des fruits cueillis avant la saison. Borges a vécu plus longtemps que Cortazar et Bianco, pour citer deux autres écrivains argentins qui m'étaient chers, mais le peu de temps qu'il leur a survécu ne me console pas de son absence. Borges est redevenu désormais ce qu'il était lorsque j'avais vingt ans : des livres, une œuvre.

## Un tempérament métaphysique

Il a cultivé trois genres : l'essai, la poésie et le conte. La division est arbitraire : ses essais se lisent comme des contes, ses contes sont des poèmes et ses poèmes nous donnent à penser comme s'ils étaient des essais. Ce qui les relie, c'est la pensée. Voilà pourquoi il est utile de commencer par l'essayiste. Borges a été un tempérament métaphysique. D'où la fascination qu'exerçait sur lui les systèmes idéalistes et leurs architectures diaphanes : Berke-

ley, Leibniz, Spinoza, Bradley et les différents bouddhismes. Il fut aussi un esprit d'une étonnante lucidité à laquelle venait s'unir la fantaisie d'un poète, attiré par « l'autre face » de la réalité ; ainsi ne pouvait-il que sourire devant les constructions chimériques de la raison. D'où le conte qu'il a rendu à Hume et à Schopenhauer, à Chuang-Tzu et à Sextus Empiricus. Rien qu'à l'époque de sa jeunesse l'ont ébloui les opulences verbales et les labyrinthes

syntactiques de Quevedo et de Browne, il ne leur ressemble pas. Il ferait plutôt penser à Montaigne, par le scepticisme et la curiosité universelle qui sont les siens, mais non par le style. A un de nos contemporains également, quel que peu oublié aujourd'hui : George Santayana.

A la différence de Montaigne, les énigmes morales et psychologiques ne l'ont guère intéressé ; pas davantage la diversité des coutumes, des mœurs et des croyances de l'animal humain. L'histoire n'a pas été une passion pour lui, et l'étude des complexes sociétés humaines ne l'a pas attiré. Ses opinions politiques ont pris la forme de jugements moraux, et, parfois même, esthétiques. Bien qu'il se soit prononcé avec courage et probité, il l'a fait

sans vraiment comprendre ce qui se passait autour de lui. Parfois il a visé juste, comme par exemple dans son opposition au régime de Peron et son refus du socialisme totalitaire ; en d'autres occasions il s'est égaré, et sa visite au Chili en pleine dictature militaire, ses épigrammes un peu faciles contre la démocratie ont consterné ses amis. Il s'en est repenti par la suite. Il faut ajouter que, dans ses réussites comme dans ses échecs, il fut parfaitement honnête et cohérent avec lui-même. Jamais il n'a menti ni justifié le mal en connaissance de cause, ainsi que l'ont fait bon nombre de ses ennemis et de ses détracteurs. Rien de plus étranger à Borges que la casuistique idéologique de nos contemporains.

## Le couteau et l'épée

Tout cela fut accidentel. D'autres sujets le tourmentent : le temps et l'éternité, l'identité et la multiplicité, l'un et l'autre. Il était amoureux des idées. Un amour contradictoire, rongé par la pluralité : derrière les idées, il n'a pu retrouver l'idée (qu'on appelle Dieu, Vacuité ou Premier principe) mais seulement une nouvelle pluralité plus abyssale encore, celle de lui-même. Il est parti en quête de l'idée et il a trouvé la réalité d'un Borges qui se désagrégeait en apparitions successives. Borges a toujours été l'autre Borges dédoublé en un autre, et jusqu'à l'infini. Au-delà de lui se sont affrontés le métaphysicien et le sceptique ; en apparence, le sceptique l'a emporté, mais le scepticisme ne lui a pas apporté la paix, il n'a fait que multiplier les fantasmes métaphysiques. Le miroir fut son emblème abominable : le miroir est la réfutation de la métaphysique et la condamnation du sceptique.

Ses essais sont mémorables, plus que par leur originalité, par leur diversité et leur écriture. Humour, sobriété, finesse et, soudain, un coup de feu insolite. Personne n'avait écrit de la sorte en espagnol. Reyes, son modèle, était plus correct et plus sobre, moins précis et moins surprenant. Il en dit moins en plus de mots. La grande réussite de Borges a été de dire le plus avec le moins. Je n'exagère nullement : il ne fixe pas la phrase, tel Gracian, avec l'aiguille de l'ingéniosité, ni ne transforme le paragraphe en un jardin symétrique. Borges a honoré deux divinités contraires : la simplicité et l'étrangeté. Il les a fait s'unir fréquemment et le résultat est inoubliable : le naturel insolite et l'étrange familier. Cette réussite, qui ne se repro-

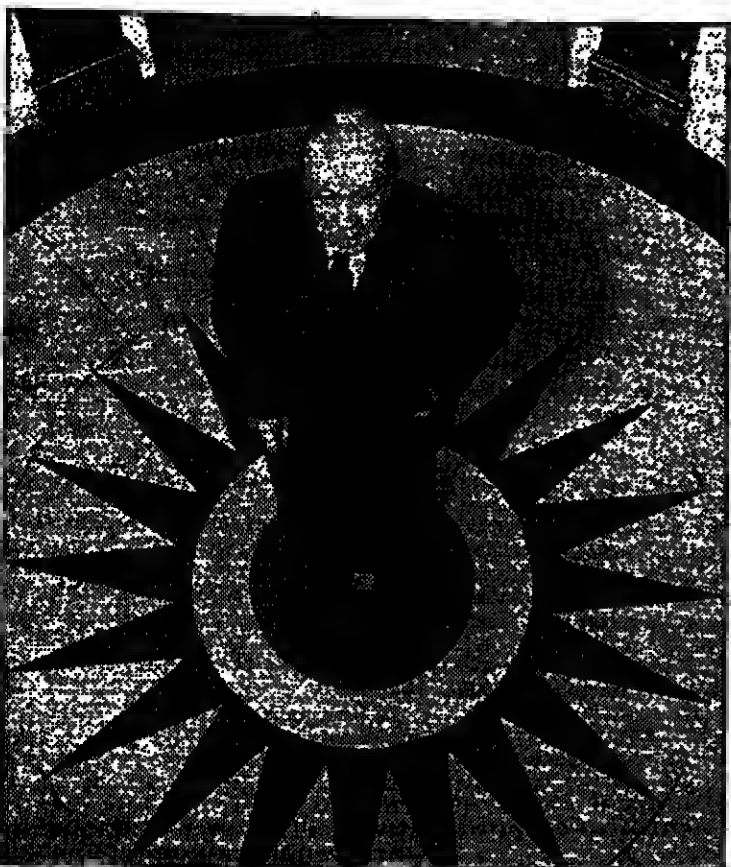
duira peut-être plus, lui donne une place unique dans l'histoire de la littérature du vingtième siècle. Très jeune encore, dans un poème dédié à Buenos-Aires, la ville multiple et changeante de ses cauchemars, il définit son style : « Mon vers est d'interrogation et de preuve, pour obéir à ce qui n'est qu'entrevu ». La définition recouvre également sa prose. L'œuvre de Borges est un système de vases communicants ; ces essais forment des rivières navigables qui débouchent naturellement sur les poèmes et les contes. Je ne cache pas mes préférences pour ceux-ci. Les essais me servent, non pas à comprendre l'univers ni à me comprendre moi-même, mais à mieux saisir ses inventions surprenantes.

Bien que les motifs de ses poèmes et de ses contes soient fort variés, leur thème est unique. Mais avant d'en venir à ce point, il importe de corriger une erreur : nombreux sont ceux qui refusent de reconnaître en Borges un véritable écrivain hispano-américain. Le même reproche fut adressé au premier Dario — et par José Enrique Rodó, rien de moins. Préjugé dont la répétition ne diminue pas la perversité : l'écrivain appartient à une terre et à un sang mais son œuvre, quant à elle, ne peut être réduite à la nation, à la race ou à la classe. On peut retourner le blâme et dire que l'œuvre de Borges, par sa perfection transparente et son architecture impeccable, est un vivant reproche à la dispersion, à la violence et au désordre du continent latino-américain. Les Européens se sont étonnés de l'universalité de Borges sans prendre garde qu'un tel cosmopolitisme n'était et ne pouvait être le point de vue d'un Latino-Américain. L'excentricité propre

مكتبة الجليل



## BORGES PAR OCTAVIO PAZ



... et par José María Fernández.

### et la cible

à l'Amérique latine consiste à être une excentricité européenne; je veux dire que c'est là une autre manière d'être occidental. Une manière non européenne. Au dedans et en dehors, tout à la fois, de la tradition européenne, le Latino-Américain peut apercevoir l'Occident comme une totalité, et non comme la vision, fatalement provinciale, d'un Français, d'un Allemand, d'un Anglais, ou d'un Italien. C'est là ce qu'il a vu.

un trait qui se retrouve, ici et là, dans ses récits. Ce fut, probablement, une réplique vitale, instinctive, à son scepticisme et à sa tolérance polémique. (...)

Il ne s'est pas détourné de son temps et il a fait preuve de courage devant les circonstances de son pays et du monde. Mais il était, avant tout, un écrivain, et la tradition littéraire ne lui paraissait pas moins vive et moins présente que l'actualité. Sa curiosité

de sa fantaisie créatrice. A-t-il été un bon juge de lui-même? J'en doute: ses goûts n'ont pas toujours coïncidé avec son génie, ni ses préférences avec sa véritable nature. Borges ne ressemble pas à Dante, à Whitman, à Verlaine, mais à Gracian, à Coleridge, à Valéry, à Chesterton. Non, je me trompe: Borges ressemble, surtout, à Borges.

Il a pratiqué les formes traditionnelles et c'est à peine si l'ont tenté, sauf durant sa jeunesse, les changements et les violentes innovations de notre siècle. Ses essais ont réellement été des essais; jamais il n'a confondu ce genre, comme c'est désormais le cas, avec le traité, la dissertation ou la thèse. Dans ses poèmes, à l'origine, a prédominé le vers libre; par la suite, les formes et les

mètres fixes. En tant que poète ultraïste, il fut plutôt timide, surtout si l'on compare les poèmes quelque peu linéaires de ses premiers livres aux constructions audacieuses et complexes de Huidobro et d'autres poètes européens de cette même période. Il n'a pas modifié la musique du vers espagnol ni bouleversé la syntaxe; ni Gongora ni Dario. Il n'a pas découvert non plus quelques sous-sol ou sur-ciel poétique, comme certains de ses contemporains. Et cependant ses vers sont uniques, incomparables: lui seul pouvait les écrire. Ses meilleurs vers ne sont pas des paroles sculptées: ce sont des fleurs ou des ombres soudaines, les dons de puissances incommensurables, des illuminations véritables.

### La perfection n'a pas de format

Ses contes sont insolites par le bonheur de leur fantaisie, non par leur forme. En écrivant ses œuvres d'imagination, Borges ne s'est pas senti attiré par les aventures et les vertiges verbaux d'un Joyce, d'un Céline ou d'un Faulkner. Presque toujours lucide, il ne s'est pas laissé entraîner par le vent passionnel d'un Lawrence, qui parfois soulève des tourbillons et aille vers le ciel de tout nage. A égale distance de la phrase serpentine de Proust et du style télégraphique de Hemingway, sa prose me surprend par son

équilibre: ni trop laconique, ni prolixe, ni languissante, ni entrecoupée. Vertu et limitation; avec une telle prose on peut écrire un conte, pas un roman; on peut décrire une situation, lancer une épigramme, saisir l'ombre d'un instant, mais non pas raconter une bataille, recréer une passion, pénétrer dans une âme. Son originalité, en prose comme en vers, ne réside pas dans la nouveauté des idées et des formes, mais dans son style, alliage séduisant du plus simple et du plus complexe, dans ses inventions admirables, dans sa vision. Vision unique, non pas tellement par ce qu'il voit que par le lien à partir duquel il voit le monde et se voit lui-même. Un point de vue plutôt qu'une vision.

Son amour des idées fut immatériel et de multiples absolus l'ont fasciné, bien qu'il ait fini par ne plus croire à aucun d'eux. Comme écrivain, en revanche, il a ressenti une défiance très instinctive à l'égard des extrêmes et il n'a presque jamais renoncé au sens de la mesure. Certes l'ont ébloui les démesures et les énormités, les mythologies et les cosmologies de l'Inde et des Nordiques, mais son idée de la perfection littéraire demeure celle d'une forme limitée et claire, avec un début et une fin. Il a pensé que les éternités et les infinis pouvaient tenir dans une page. Il parlait fréquemment de Virgile et jamais d'Horace; et pourtant il ne ressemble pas au premier mais au second: jamais il n'a écrit ni tenté d'écrire un long poème et il s'est toujours maintenu dans les limites de la convenance horacienne. Je ne veux pas

dire que Borges ait adhéré à la poétique d'Horace, mais que son goût le portait vers les formes mesurées. Dans sa poésie comme dans sa prose, il n'y a rien de cyclopéen.

Fidèle à cette esthétique, il a suivi sans hésiter le conseil de Poe: un poème moderne ne doit pas dépasser les cinquante lignes. Curieuse modernité: presque tous les grands poèmes modernes sont des poèmes longs. Les œuvres caractéristiques du vingtième siècle — je pense, par exemple, à Eliot et à Pound — sont habitées par une ambition: celle d'être les divines comédies et les paradis perdus de notre époque. La conviction qui porte ces poèmes est la suivante: la poésie est une vision totale du monde ou du drame de l'homme dans le temps. Histoire et religion. J'ai dit, plus haut, que l'originalité de Borges se situait dans la découverte d'un point de vue; c'est la raison pour laquelle certains de ses meilleurs poèmes adoptent la forme de commentaires à propos de nos classiques: Homère, Dante, Cervantès. Le point de vue de Borges est une arme infatigable: il bouleverse tous les points de vue traditionnels et nous force à voir d'une autre façon les choses que nous voyons ou les livres que nous lisons. Certaines de ses fictions semblent des contes de *Mille et Une Nuits* écrits par un lecteur de Kipling et de Chuang Tzu; certains de ses poèmes font penser à un poète de l'*Anthologie palatine* qui aurait été l'ami de Schopenhauer et de Lugones. Il a pratiqué les genres que l'on dit mineurs — contes, poèmes brefs, sonnets — et, chose admirable, il a réussi à travers eux ce que d'autres s'étaient proposé par le truchement de longs poèmes et de romans. La perfection n'a pas de format. Borges a su, très souvent, l'atteindre par l'insertion de l'insolite dans le prévisible, par alliance de la forme donnée et d'un point de vue qui, suivant les apparences, en découvre d'autres. Dans ses contes et dans ses poèmes, Borges a interrogé le monde, mais sa façon de douter fut créatrice et elle a suscité l'apparition d'autres mondes, d'autres réalités. (...)

### L'un des derniers poèmes de Borges On His Blindness

Au terme des années m'entoure  
une opacité brune lumineuse  
qui réduit toute chose à une seule  
sans forme ni couleur, presque à l'Idée.  
La veste nuit démentaire avec le jour  
plein de gens font cette brume même  
de lumière incertaine et fidèle  
qui ne décline pas et qui me guide à l'aube.  
J'aimerais voir un visage quelconque.  
J'ignore l'encyclopédie inexplorée, la joie  
des livres que ma main sait reconnaître,  
les oiseaux dans les airs, les lunes d'or.  
Il reste aux autres l'univers;  
à moi pérorance, rien que l'usage des vers.  
(Traduit par Claude Esteban.)

\* LOS CONJURADOS, dernier recueil publié, 1985.

mieux que quiconque, un Mexicain: Jorge Cuesta; c'est ce qu'il a réalisé, mieux que personne, à son tour, un Argentin: Jorge Luis Borges. La véritable sujet de la discussion ne devrait pas être l'absence d'américanité chez Borges, mais le fait d'accepter une fois pour toutes que son œuvre exprime une universalité implicite en Amérique latine dès ses origines.

Borges n'a pas été nationaliste, et cependant qui d'autre qu'un Argentin aurait pu écrire bon nombre de ses poèmes et de ses contes? Il a subi, lui aussi, l'attraction d'une Amérique violente et sombre. Il l'a ressentie dans ses manifestations les moins héroïques et les plus médiocres: la rixe des bas-fonds, le content de fier-à-bras hautain et morne. Etrange dualité: Berkeley et Juan Ibarra, Jacinto Chiolano et Duns Scot. La loi de la pesanteur spirituelle gouverne aussi l'œuvre de Borges: le macho latino-américain en face du poète métaphysicien Macedonio Fernández. La contradiction qui traverse ses spéculations intellectuelles et ses fictions — dispute entre métaphysique et scepticisme — resurgit avec violence dans le champ de l'affectivité. Son admiration pour le conte et l'épée, pour le guerrier et le marionnettiste, est peut-être le reflet d'un penchant inné. C'est, du moins,

avançait, dans le temps, des contemporains aux anciens et, dans l'espace, du proche au plus lointain, de la poésie des *gauchos* aux sagas scandinaves. Très tôt il fréquenta et assimila avec une liberté souveraine les autres classiques que la modernité a découverts: ceux de l'Extrême-Orient et de l'Inde, les Arabes et les Persans. Mais une telle diversité de lectures et une telle pluralité d'influences ne le transformèrent nullement en un écrivain babélique: il n'a été ni confus ni prolixe, mais lumineux et concis. L'imagination est la faculté qui associe et qui lance des passerelles entre un objet et un autre; c'est pourquoi elle est la science des correspondances. Cette faculté, Borges l'a possédée à son degré le plus haut, en l'alliant à une autre non moins précieuse: l'intelligence de s'en tenir à l'essentiel et de tailler toutes les frondaisons parasites. Son savoir ne fut pas celui de l'historien, du philosophe ou du critique; ce fut un savoir d'écrivain, un savoir actif qui retient ce qui lui est utile et rejette le reste. Ses admirations et ses haines littéraires étaient profondes et raisonnées comme celles d'un théologien, véhémente comme celles d'un amoureux. Il n'a été ni impartial ni juste; il ne pouvait l'être: sa critique était l'autre bras, l'autre aile

### Le labyrinthe du temps

A travers les variations prodigieuses et les répétitions obsessionnelles, Borges a exploré inlassablement ce thème unique: l'homme perdu dans le labyrinthe d'un temps fait de changements qui sont des répétitions, l'homme qui s'abolit en se contemplant dans le miroir de l'éternité sans visage, l'homme qui a trouvé l'immortalité et vaincu la mort, mais non le temps ni la vieillesse. Dans les essais, ce thème finit par se résoudre en paradoxes et en antinomies; dans les poèmes et les contes, en constructions verbales qui ont l'éclat d'un théorème et la grâce des étres vivants. La discordance entre le métaphysicien et le sceptique est irrémédiable, mais avec elle le poète a bâti de transparents édifices de paroles entrelacées: le temps et ses reflets dansent sur le miroir de la conscience stupéfaite. Œuvres d'une rare perfection, objets verbaux et mentaux construits en accord avec une géométrie tout à

la fois rigoureuse et fantastique, rationnelle et capricieuse, solide et cristalline. Ce que nous disant toutes ces variations sur un thème unique est aussi quelque chose d'unique: les œuvres de l'homme et l'homme lui-même ne sont que les configurations d'un temps qui s'évanouit. Borges l'a écrit avec une lucidité impressionnante: «Le temps est la substance dont je suis fait. Le temps est un fleuve qui m'entraîne mais je suis ce fleuve, c'est un feu qui me consume mais je suis le feu.» La mission de la poésie, c'est de porter à la lumière ce qui se dissimule dans les replis du temps. Il était nécessaire qu'un grand poète nous rappelle que nous sommes, tout ensemble, l'archer, la flèche et la cible.

OCTAVIO PAZ.

(Médias, 15 juin 1986.)

Traduit par Claude Esteban.

Les intertitres sont de la rédaction.

A l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit du roman  
**LE CRIME DE BUZON**  
LA LIBRAIRIE DES TEMPS MODERNES  
57, rue de Valenciennes, à Orléans  
Tél. : 36-53-84-36  
vous invite à une rencontre avec  
**FRANÇOIS BON**  
le mardi 19 novembre à partir de 17 h 30

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
Mardi 18 novembre à 18 h 30  
Conférence  
**LE COMMERCE DES FOURRURES  
EN EUROPE OCCIDENTALE  
ET LA DÉCOUVERTE  
AU CANADA**  
par le Professeur Robert DELORT  
15, rue de Constantin (7<sup>e</sup>) - Tél. : 46-51-35-73  
1<sup>er</sup> étage - Salle 101

Sheikh Si Hassan **BOUBAKEUR**  
Recteur honoraire de la Mosquée de Paris  
**Traité moderne de  
théologie  
islamique**  
Contenu doctrinal, ramifications: Ecoles  
orthodoxes et hétérodoxes, soufisme, théologie  
comparée, concordances et divergences des  
Écritures révélées (Thora, Évangile, Coran).  
Avenir de l'Islam dans le monde.  
488 pages - 230 F  
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur  
**MAISONNEUVE ET LAROSE**  
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. : 354 32 70

### PHILOSOPHIE PRÉSENTE

Une nouvelle collection de philosophie  
dirigée par Christian Descamps et Robert Maggiori



Un regard contemporain sur la philosophie  
**Bordas**

**Jack-Alain  
LÉGER**  
  
**Wanderweg**  
roman  
Pourquoi un peuple qui chantait Mozart a-t-il  
un jour entonné l'hymne nazi?  
**GALLINARD nrf**

**LES ÉCRITS DE BORGES**  
Œuvres complètes  
Tome 1: Contes et nouvelles  
Tome 2: Poèmes  
Tome 3: Essais et conférences  
Tome 4: Correspondance  
Tome 5: Œuvres posthumes  
Tome 6: Œuvres complètes  
Tome 7: Œuvres complètes  
Tome 8: Œuvres complètes  
Tome 9: Œuvres complètes  
Tome 10: Œuvres complètes  
Tome 11: Œuvres complètes  
Tome 12: Œuvres complètes  
Tome 13: Œuvres complètes  
Tome 14: Œuvres complètes  
Tome 15: Œuvres complètes  
Tome 16: Œuvres complètes  
Tome 17: Œuvres complètes  
Tome 18: Œuvres complètes  
Tome 19: Œuvres complètes  
Tome 20: Œuvres complètes  
Tome 21: Œuvres complètes  
Tome 22: Œuvres complètes  
Tome 23: Œuvres complètes  
Tome 24: Œuvres complètes  
Tome 25: Œuvres complètes  
Tome 26: Œuvres complètes  
Tome 27: Œuvres complètes  
Tome 28: Œuvres complètes  
Tome 29: Œuvres complètes  
Tome 30: Œuvres complètes  
Tome 31: Œuvres complètes  
Tome 32: Œuvres complètes  
Tome 33: Œuvres complètes  
Tome 34: Œuvres complètes  
Tome 35: Œuvres complètes  
Tome 36: Œuvres complètes  
Tome 37: Œuvres complètes  
Tome 38: Œuvres complètes  
Tome 39: Œuvres complètes  
Tome 40: Œuvres complètes  
Tome 41: Œuvres complètes  
Tome 42: Œuvres complètes  
Tome 43: Œuvres complètes  
Tome 44: Œuvres complètes  
Tome 45: Œuvres complètes  
Tome 46: Œuvres complètes  
Tome 47: Œuvres complètes  
Tome 48: Œuvres complètes  
Tome 49: Œuvres complètes  
Tome 50: Œuvres complètes  
Tome 51: Œuvres complètes  
Tome 52: Œuvres complètes  
Tome 53: Œuvres complètes  
Tome 54: Œuvres complètes  
Tome 55: Œuvres complètes  
Tome 56: Œuvres complètes  
Tome 57: Œuvres complètes  
Tome 58: Œuvres complètes  
Tome 59: Œuvres complètes  
Tome 60: Œuvres complètes  
Tome 61: Œuvres complètes  
Tome 62: Œuvres complètes  
Tome 63: Œuvres complètes  
Tome 64: Œuvres complètes  
Tome 65: Œuvres complètes  
Tome 66: Œuvres complètes  
Tome 67: Œuvres complètes  
Tome 68: Œuvres complètes  
Tome 69: Œuvres complètes  
Tome 70: Œuvres complètes  
Tome 71: Œuvres complètes  
Tome 72: Œuvres complètes  
Tome 73: Œuvres complètes  
Tome 74: Œuvres complètes  
Tome 75: Œuvres complètes  
Tome 76: Œuvres complètes  
Tome 77: Œuvres complètes  
Tome 78: Œuvres complètes  
Tome 79: Œuvres complètes  
Tome 80: Œuvres complètes  
Tome 81: Œuvres complètes  
Tome 82: Œuvres complètes  
Tome 83: Œuvres complètes  
Tome 84: Œuvres complètes  
Tome 85: Œuvres complètes  
Tome 86: Œuvres complètes  
Tome 87: Œuvres complètes  
Tome 88: Œuvres complètes  
Tome 89: Œuvres complètes  
Tome 90: Œuvres complètes  
Tome 91: Œuvres complètes  
Tome 92: Œuvres complètes  
Tome 93: Œuvres complètes  
Tome 94: Œuvres complètes  
Tome 95: Œuvres complètes  
Tome 96: Œuvres complètes  
Tome 97: Œuvres complètes  
Tome 98: Œuvres complètes  
Tome 99: Œuvres complètes  
Tome 100: Œuvres complètes  
Tome 101: Œuvres complètes  
Tome 102: Œuvres complètes  
Tome 103: Œuvres complètes  
Tome 104: Œuvres complètes  
Tome 105: Œuvres complètes  
Tome 106: Œuvres complètes  
Tome 107: Œuvres complètes  
Tome 108: Œuvres complètes  
Tome 109: Œuvres complètes  
Tome 110: Œuvres complètes  
Tome 111: Œuvres complètes  
Tome 112: Œuvres complètes  
Tome 113: Œuvres complètes  
Tome 114: Œuvres complètes  
Tome 115: Œuvres complètes  
Tome 116: Œuvres complètes  
Tome 117: Œuvres complètes  
Tome 118: Œuvres complètes  
Tome 119: Œuvres complètes  
Tome 120: Œuvres complètes  
Tome 121: Œuvres complètes  
Tome 122: Œuvres complètes  
Tome 123: Œuvres complètes  
Tome 124: Œuvres complètes  
Tome 125: Œuvres complètes  
Tome 126: Œuvres complètes  
Tome 127: Œuvres complètes  
Tome 128: Œuvres complètes  
Tome 129: Œuvres complètes  
Tome 130: Œuvres complètes  
Tome 131: Œuvres complètes  
Tome 132: Œuvres complètes  
Tome 133: Œuvres complètes  
Tome 134: Œuvres complètes  
Tome 135: Œuvres complètes  
Tome 136: Œuvres complètes  
Tome 137: Œuvres complètes  
Tome 138: Œuvres complètes  
Tome 139: Œuvres complètes  
Tome 140: Œuvres complètes  
Tome 141: Œuvres complètes  
Tome 142: Œuvres complètes  
Tome 143: Œuvres complètes  
Tome 144: Œuvres complètes  
Tome 145: Œuvres complètes  
Tome 146: Œuvres complètes  
Tome 147: Œuvres complètes  
Tome 148: Œuvres complètes  
Tome 149: Œuvres complètes  
Tome 150: Œuvres complètes  
Tome 151: Œuvres complètes  
Tome 152: Œuvres complètes  
Tome 153: Œuvres complètes  
Tome 154: Œuvres complètes  
Tome 155: Œuvres complètes  
Tome 156: Œuvres complètes  
Tome 157: Œuvres complètes  
Tome 158: Œuvres complètes  
Tome 159: Œuvres complètes  
Tome 160: Œuvres complètes  
Tome 161: Œuvres complètes  
Tome 162: Œuvres complètes  
Tome 163: Œuvres complètes  
Tome 164: Œuvres complètes  
Tome 165: Œuvres complètes  
Tome 166: Œuvres complètes  
Tome 167: Œuvres complètes  
Tome 168: Œuvres complètes  
Tome 169: Œuvres complètes  
Tome 170: Œuvres complètes  
Tome 171: Œuvres complètes  
Tome 172: Œuvres complètes  
Tome 173: Œuvres complètes  
Tome 174: Œuvres complètes  
Tome 175: Œuvres complètes  
Tome 176: Œuvres complètes  
Tome 177: Œuvres complètes  
Tome 178: Œuvres complètes  
Tome 179: Œuvres complètes  
Tome 180: Œuvres complètes  
Tome 181: Œuvres complètes  
Tome 182: Œuvres complètes  
Tome 183: Œuvres complètes  
Tome 184: Œuvres complètes  
Tome 185: Œuvres complètes  
Tome 186: Œuvres complètes  
Tome 187: Œuvres complètes  
Tome 188: Œuvres complètes  
Tome 189: Œuvres complètes  
Tome 190: Œuvres complètes  
Tome 191: Œuvres complètes  
Tome 192: Œuvres complètes  
Tome 193: Œuvres complètes  
Tome 194: Œuvres complètes  
Tome 195: Œuvres complètes  
Tome 196: Œuvres complètes  
Tome 197: Œuvres complètes  
Tome 198: Œuvres complètes  
Tome 199: Œuvres complètes  
Tome 200: Œuvres complètes  
Tome 201: Œuvres complètes  
Tome 202: Œuvres complètes  
Tome 203: Œuvres complètes  
Tome 204: Œuvres complètes  
Tome 205: Œuvres complètes  
Tome 206: Œuvres complètes  
Tome 207: Œuvres complètes  
Tome 208: Œuvres complètes  
Tome 209: Œuvres complètes  
Tome 210: Œuvres complètes  
Tome 211: Œuvres complètes  
Tome 212: Œuvres complètes  
Tome 213: Œuvres complètes  
Tome 214: Œuvres complètes  
Tome 215: Œuvres complètes  
Tome 216: Œuvres complètes  
Tome 217: Œuvres complètes  
Tome 218: Œuvres complètes  
Tome 219: Œuvres complètes  
Tome 220: Œuvres complètes  
Tome 221: Œuvres complètes  
Tome 222: Œuvres complètes  
Tome 223: Œuvres complètes  
Tome 224: Œuvres complètes  
Tome 225: Œuvres complètes  
Tome 226: Œuvres complètes  
Tome 227: Œuvres complètes  
Tome 228: Œuvres complètes  
Tome 229: Œuvres complètes  
Tome 230: Œuvres complètes  
Tome 231: Œuvres complètes  
Tome 232: Œuvres complètes  
Tome 233: Œuvres complètes  
Tome 234: Œuvres complètes  
Tome 235: Œuvres complètes  
Tome 236: Œuvres complètes  
Tome 237: Œuvres complètes  
Tome 238: Œuvres complètes  
Tome 239: Œuvres complètes  
Tome 240: Œuvres complètes  
Tome 241: Œuvres complètes  
Tome 242: Œuvres complètes  
Tome 243: Œuvres complètes  
Tome 244: Œuvres complètes  
Tome 245: Œuvres complètes  
Tome 246: Œuvres complètes  
Tome 247: Œuvres complètes  
Tome 248: Œuvres complètes  
Tome 249: Œuvres complètes  
Tome 250: Œuvres complètes  
Tome 251: Œuvres complètes  
Tome 252: Œuvres complètes  
Tome 253: Œuvres complètes  
Tome 254: Œuvres complètes  
Tome 255: Œuvres complètes  
Tome 256: Œuvres complètes  
Tome 257: Œuvres complètes  
Tome 258: Œuvres complètes  
Tome 259: Œuvres complètes  
Tome 260: Œuvres complètes  
Tome 261: Œuvres complètes  
Tome 262: Œuvres complètes  
Tome 263: Œuvres complètes  
Tome 264: Œuvres complètes  
Tome 265: Œuvres complètes  
Tome 266: Œuvres complètes  
Tome 267: Œuvres complètes  
Tome 268: Œuvres complètes  
Tome 269: Œuvres complètes  
Tome 270: Œuvres complètes  
Tome 271: Œuvres complètes  
Tome 272: Œuvres complètes  
Tome 273: Œuvres complètes  
Tome 274: Œuvres complètes  
Tome 275: Œuvres complètes  
Tome 276: Œuvres complètes  
Tome 277: Œuvres complètes  
Tome 278: Œuvres complètes  
Tome 279: Œuvres complètes  
Tome 280: Œuvres complètes  
Tome 281: Œuvres complètes  
Tome 282: Œuvres complètes  
Tome 283: Œuvres complètes  
Tome 284: Œuvres complètes  
Tome 285: Œuvres complètes  
Tome 286: Œuvres complètes  
Tome 287: Œuvres complètes  
Tome 288: Œuvres complètes  
Tome 289: Œuvres complètes  
Tome 290: Œuvres complètes  
Tome 291: Œuvres complètes  
Tome 292: Œuvres complètes  
Tome 293: Œuvres complètes  
Tome 294: Œuvres complètes  
Tome 295: Œuvres complètes  
Tome 296: Œuvres complètes  
Tome 297: Œuvres complètes  
Tome 298: Œuvres complètes  
Tome 299: Œuvres complètes  
Tome 300: Œuvres complètes  
Tome 301: Œuvres complètes  
Tome 302: Œuvres complètes  
Tome 303: Œuvres complètes  
Tome 304: Œuvres complètes  
Tome 305: Œuvres complètes  
Tome 306: Œuvres complètes  
Tome 307: Œuvres complètes  
Tome 308: Œuvres complètes  
Tome 309: Œuvres complètes  
Tome 310: Œuvres complètes  
Tome 311: Œuvres complètes  
Tome 312: Œuvres complètes  
Tome 313: Œuvres complètes  
Tome 314: Œuvres complètes  
Tome 315: Œuvres complètes  
Tome 316: Œuvres complètes  
Tome 317: Œuvres complètes  
Tome 318: Œuvres complètes  
Tome 319: Œuvres complètes  
Tome 320: Œuvres complètes  
Tome 321: Œuvres complètes  
Tome 322: Œuvres complètes  
Tome 323: Œuvres complètes  
Tome 324: Œuvres complètes  
Tome 325: Œuvres complètes  
Tome 326: Œuvres complètes  
Tome 327: Œuvres complètes  
Tome 328: Œuvres complètes  
Tome 329: Œuvres complètes  
Tome 330: Œuvres complètes  
Tome 331: Œuvres complètes  
Tome 332: Œuvres complètes  
Tome 333: Œuvres complètes  
Tome 334: Œuvres complètes  
Tome 335: Œuvres complètes  
Tome 336: Œuvres complètes  
Tome 337: Œuvres complètes  
Tome 338: Œuvres complètes  
Tome 339: Œuvres complètes  
Tome 340: Œuvres complètes  
Tome 341: Œuvres complètes  
Tome 342: Œuvres complètes  
Tome 343: Œuvres complètes  
Tome 344: Œuvres complètes  
Tome 345: Œuvres complètes  
Tome 346: Œuvres complètes  
Tome 347: Œuvres complètes  
Tome 348: Œuvres complètes  
Tome 349: Œuvres complètes  
Tome 350: Œuvres complètes  
Tome 351: Œuvres complètes  
Tome 352: Œuvres complètes  
Tome 353: Œuvres complètes  
Tome 354: Œuvres complètes  
Tome 355: Œuvres complètes  
Tome 356: Œuvres complètes  
Tome 357: Œuvres complètes  
Tome 358: Œuvres complètes  
Tome 359: Œuvres complètes  
Tome 360: Œuvres complètes  
Tome 361: Œuvres complètes  
Tome 362: Œuvres complètes  
Tome 363: Œuvres complètes  
Tome 364: Œuvres complètes  
Tome 365: Œuvres complètes  
Tome 366: Œuvres complètes  
Tome 367: Œuvres complètes  
Tome 368: Œuvres complètes  
Tome 369: Œuvres complètes  
Tome 370: Œuvres complètes  
Tome 371: Œuvres complètes  
Tome 372: Œuvres complètes  
Tome 373: Œuvres complètes  
Tome 374: Œuvres complètes  
Tome 375: Œuvres complètes  
Tome 376: Œuvres complètes  
Tome 377: Œuvres complètes  
Tome 378: Œuvres complètes  
Tome 379: Œuvres complètes  
Tome 380: Œuvres complètes  
Tome 381: Œuvres complètes  
Tome 382: Œuvres complètes  
Tome 383: Œuvres complètes  
Tome 384: Œuvres complètes  
Tome 385: Œuvres complètes  
Tome 386: Œuvres complètes  
Tome 387: Œuvres complètes  
Tome 388: Œuvres complètes  
Tome 389: Œuvres complètes  
Tome 390: Œuvres complètes  
Tome 391: Œuvres complètes  
Tome 392: Œuvres complètes  
Tome 393: Œuvres complètes  
Tome 394: Œuvres complètes  
Tome 395: Œuvres complètes  
Tome 396: Œuvres complètes  
Tome 397: Œuvres complètes  
Tome 398: Œuvres complètes  
Tome 399: Œuvres complètes  
Tome 400: Œuvres complètes  
Tome 401: Œuvres complètes  
Tome 402: Œuvres complètes  
Tome 403: Œuvres complètes  
Tome 404: Œuvres complètes  
Tome 405: Œuvres complètes  
Tome 406: Œuvres complètes  
Tome 407: Œuvres complètes  
Tome 408: Œuvres complètes  
Tome 409: Œuvres complètes  
Tome 410: Œuvres complètes  
Tome 411: Œuvres complètes  
Tome 412: Œuvres complètes  
Tome 413: Œuvres complètes  
Tome 414: Œuvres complètes  
Tome 415: Œuvres complètes  
Tome 416: Œuvres complètes  
Tome 417: Œuvres complètes  
Tome 418: Œuvres complètes  
Tome 419: Œuvres complètes  
Tome 420: Œuvres complètes  
Tome 421: Œuvres complètes  
Tome 422: Œuvres complètes  
Tome 423: Œuvres complètes  
Tome 424: Œuvres complètes  
Tome 425: Œuvres complètes  
Tome 426: Œuvres complètes  
Tome 427: Œuvres complètes  
Tome 428: Œuvres complètes  
Tome 429: Œuvres complètes  
Tome 430: Œuvres complètes  
Tome 431: Œuvres complètes  
Tome 432: Œuvres complètes  
Tome 433: Œuvres complètes  
Tome 434: Œuvres complètes  
Tome 435: Œuvres complètes  
Tome 436: Œuvres complètes  
Tome 437: Œuvres complètes  
Tome 438: Œuvres complètes  
Tome 439: Œuvres complètes  
Tome 440: Œuvres complètes  
Tome 441: Œuvres complètes  
Tome 442: Œuvres complètes  
Tome 443: Œuvres complètes  
Tome 444: Œuvres complètes  
Tome 445: Œuvres complètes  
Tome 446: Œuvres complètes  
Tome 447: Œuvres complètes  
Tome 448: Œuvres complètes  
Tome 449: Œuvres complètes  
Tome 450: Œuvres complètes  
Tome 451: Œuvres complètes  
Tome 452: Œuvres complètes  
Tome 453: Œuvres complètes  
Tome 454: Œuvres complètes  
Tome 455: Œuvres complètes  
Tome 456: Œuvres complètes  
Tome 457: Œuvres complètes  
Tome 458: Œuvres complètes  
Tome 459: Œuvres complètes  
Tome 460: Œuvres complètes  
Tome 461: Œuvres complètes  
Tome 462: Œuvres complètes  
Tome 463: Œuvres complètes  
Tome 464: Œuvres complètes  
Tome 465: Œuvres complètes  
Tome 466: Œuvres complètes  
Tome 467: Œuvres complètes  
Tome 468: Œuvres complètes  
Tome 469: Œuvres complètes  
Tome 470: Œuvres complètes  
Tome 471: Œuvres complètes  
Tome 472: Œuvres complètes  
Tome 473: Œuvres complètes  
Tome 474: Œuvres complètes  
Tome 475: Œuvres complètes  
Tome 476: Œuvres complètes  
Tome 477: Œuvres complètes  
Tome 478: Œuvres complètes  
Tome 479: Œuvres complètes  
Tome 480: Œuvres complètes  
Tome 481: Œuvres complètes  
Tome 482: Œuvres complètes  
Tome 483: Œuvres complètes  
Tome 484: Œuvres complètes  
Tome 485: Œuvres complètes  
Tome 486: Œuvres complètes  
Tome 487: Œuvres complètes  
Tome 488: Œuvres complètes  
Tome 489: Œuvres complètes  
Tome 490: Œuvres complètes  
Tome 491: Œuvres complètes  
Tome 492: Œuvres complètes  
Tome 493: Œuvres complètes  
Tome 494: Œuvres complètes  
Tome 495: Œuvres complètes  
Tome 496: Œuvres complètes  
Tome 497: Œuvres complètes  
Tome 498: Œuvres complètes  
Tome 499: Œuvres complètes  
Tome 500: Œuvres complètes  
Tome 501: Œuvres complètes  
Tome 502: Œuvres complètes  
Tome 503: Œuvres complètes  
Tome 504: Œuvres complètes  
Tome 505: Œuvres complètes  
Tome 506: Œuvres complètes  
Tome 507: Œuvres complètes  
Tome 508: Œuvres complètes  
Tome 509: Œuvres complètes  
Tome 510: Œuvres complètes  
Tome 511: Œuvres complètes  
Tome 512: Œuvres complètes  
Tome 513: Œuvres complètes  
Tome 514: Œuvres complètes  
Tome 515: Œuvres complètes  
Tome 516: Œuvres complètes  
Tome 517: Œuvres complètes  
Tome 518: Œuvres complètes  
Tome 519: Œuvres complètes  
Tome 520: Œuvres complètes  
Tome 521: Œuvres complètes  
Tome 522: Œuvres complètes  
Tome 523: Œuvres complètes  
Tome 524: Œuvres complètes  
Tome 525: Œuvres complètes  
Tome 526: Œuvres complètes  
Tome 527: Œuvres complètes  
Tome 528:



## D'AUTRES MONDES

## Transplants...

★ LE LAQUAIS ET LA PUTAIN, de Nina Berberova, traduit du russe par Lydia Cheizter, Actes Sud, 100 p., 48 F.

★ LA VILLE DE VERRE, de Natacha Wodina, traduit de l'allemand par Elisabeth Landes, Calmann-Lévy, 250 p., 110 F.

★ LA QUATRIÈME VOLOGDA, récit autobiographique de Varlam Chalamov, traduit de russe par Catherine Fournier, « La découverte », Fayard, 218 pages, 39 F. De même auteur : Récits de KOLYMA (Quasi de l'enfer, la Nuit, l'Homme transi), augmenté d'un ensemble de récits inédits (le Rétablissement du mépris), d'une postface de Nicolas Militch et d'un cahier de photos, traduction de Catherine Fournier, « La découverte », Fayard, 1 194 p., 260 F., relié.

L'être humain survit à bien des transplantations, l'hybride issu de toute greffe n'en garde-t-il pas toujours quelque chose de monstrueux, de difforme, d'incomplet ? Ou de trop complet ? No plus savoir qui on est, ni d'où on vient, ni quelle est sa place, parce que, à un moment donné, un fil a été coupé et que cela a entraîné des « malformations » de la personnalité, des anomalies du comportement inouïes...

L'organisme s'adapte, accepte de nouveaux standards, se normalise. Notre temps de ruptures abonde en situations paradoxales d'où sont issus des greffons qui trouvent un exutoire dans l'écriture. Et l'exil est mis à toutes les sauces (littéraires) ou point de devenir un filon à la mode — « Je suis un exilé, tu es un exilé, il ou elle... » — au point de paraître l'équivalent contemporain du goût du dix-neuvième siècle pour les ruines antiques...

Mais c'est faire bon marché de l'acte de chirurgie violente qui, à l'origine de la transplantation, réussie ou non, aura toujours été une mutilation à vie. Ou à mort.

NINA BERBEROVA, semble-t-il, n'a pas gardé de cicatrices. Elle a attendu tranquillement (?) d'être plus qu'octogénaire pour voir son œuvre littéraire reconnue et éditée, et l'Amérique — où elle vit depuis plus de trente-cinq ans — est en train de la découvrir avec stupéfaction grâce à la traduction française. Cette Pétersbourgeoise est née en 1901, émigrée en 1922 avec son compagnon, le poète Vladimir Khodassévitch ; elle a résidé en France jusqu'en 1950, date à laquelle elle émigre de nouveau. Aux États-Unis, cette fois, où elle commence une carrière de professeur d'université à l'âge où d'autres pensent à la retraite. C'est grâce à Hubert Nyssen, qui a eu le coup de foudre pour l'Accompagnatrice (1) et qui a pris les droits de toute l'œuvre de son auteur, que l'on va enfin connaître en français cet écrivain prolifique dont on traduit notamment : la Biographie de la baronne Budberg, une

aventurière qui vécut successivement avec Gorki et H.-G. Wells et dont le rôle d'agent double est aujourd'hui avéré, un livre de Mémoires intitulé C'est moi qui souffre, ainsi que son prochain livre, très attendu, qui doit paraître bientôt aux États-Unis (en russe, chez Russica) sur le franc-maçonnerie en Russie.

La traduction française de Le Laquais et la Putain par Lydia Cheizter — qui avait exhumé la très controversée Roman avec cocaine d'Aguéev — témoigne du talent et de la subtilité de Nina Berberova. Ce superbe récit de la déchéance est extrait d'un volume de six nouvelles (2) dont on aimerait que l'éditeur nous permette de les lire autrement qu'à dose homéopathique. Le Laquais et la Putain, en effet, appartient à la même époque que l'Accompagnatrice ; les thèmes sont semblables même si le récit, plus symboliste, est infiniment plus troublant. Tania, « fille d'un fonctionnaire pétersbourgeois qui avait atteint le grade de conseiller civil », chassée par la Révolution avec sa famille, part à travers la Japon, la Chine, se fait épouser par la fiancée de sa sœur qui, incapable de s'adapter à la misère et à l'errance, meurt à l'hôpital dans le quartier des fous furieux. Tania « se retrouve seule à Paris, dans la chambre de l'hôtel minable où elle était venue « chercher le bonheur ».

PAR fatigue, par pitié, par tendresse aussi, elle finit par partager la vie d'un serveur de restaurant russe, ancien lieutenant du corps de cavalerie Nikolaev, misérable déchet qui vit des journaux et qui lui raconte, à la fin de sa journée, qui a commandé quoi, qui a mangé du caviar ou de l'esturgeon ; personnage de la Russie étamée qui comme Andriouchka, le frère des Trois Sœurs, ose croire au bonheur : « Comprends-tu Tassanka, ma petite, ma douce, je me sens si bien que je ne sais comment le dire. Et la tristesse, je ne sais pourquoi... Je me demande sans cesse : comment ai-je mérité cela ? ». Deux êtres malades de cette Russie qui leur colle à la peau, avec la mémoire encombrée d'images : la vieille maison d'enfance, la bleu délavé de l'horizon, la caravane près du pont de la Bourse, le séminaire sous-officiers coiffé d'un tricorne. « Jusqu'à ce que tout se brise dans l'existence : la guerre, l'émigration, le mariage et la fuite qui l'avait amené dans ce réduit, dans l'obscurité de cet office enfumé, jusqu'à ces assiettes avec la moutarde étalée sur les bords et la feuille de salade qui colle aux doigts, jusqu'à ces verres à moitié vides dont il lui arrivait de taper le fond. » La voilà bien, la « génération perdue »...

Autres temps, autre guerre, autre exil. Natacha, rebaptisée Wodina par son éditeur allemand (parce que son nom, Wodwin, est « trop difficile à prononcer »), est née en



Chalamov (1970) : le plus terrible des réquisitoires.

### La chronique de NICOLE ZAND

1945, près de Nuremberg de parents soviétiques qui ont fui l'URSS en profitant de la débâcle allemande. « Je suis encore et toujours à un endroit où je n'ai rien à faire. » Voilà ce que ressent, à chaque moment, cette « fille de Russes » restée seule trois mois après l'arrestation de ses parents par la police militaire américaine (« Des gens qui se sont enfuis de l'Union soviétique avec la complicité des fascistes allemands... »), mais rangée dans la clan des oppresseurs par les Tchèques, les Allemands, les Roumains, qui ont fui le régime communiste et qui coexistent dans le camp de « personnes déplacées » où elle passe son enfance. Frappée d'ostracisme aussi à l'école parce qu'elle n'est pas allemande et qu'elle voudrait tant l'être.

ETRE traductrice, est-ce pour elle un moyen d'échapper à la schizophrénie ? A l'extérieur, tout est allemand. Chez elle, on ne parle que russe : « Depuis que je suis en mesure de penser, je traduis, chaque jour. Pour moi, exprimer quelque chose, c'est, en même temps, traduire — toujours. D'une langue à l'autre. D'un des « moi » à l'autre. » On retrouve la même démarche chez la jeune Luba Jurgenson qui a quitté Moscou en 1975 à l'âge de dix-sept ans et qui a traduit un des romans-clés de l'âme russe, Oblomov, de Gontcharov, pour L'Age d'homme et qui, dans son roman écrit en français, Une autre vie (3) se demande si le moment du départ, le passage d'une vie à l'autre n'est pas comparable à la mort. Pes une transplantation mais une autre vie. « Vous qui êtes là pour toujours, à qui la croyance colle au corps comme une peau, prenez garde, dit Luba le deux fois née. La peau humaine n'est pas éternelle... »

La frontière entre le roman et l'autobiographie reste incertaine dans la plupart des écrits d'exilés, et Natacha Wodina ne triche ni avec les faits ou les personnages connus de l'intelligentsia qu'elle appelle par leur nom ni avec elle-même. Elle a décidé d'être impudique et se délecte presque à raconter l'horreur, comme pour l'expulser : la suicide de la mère, l'ivrognerie du père qui devient chanteur dans un chœur cosaque, le pensionnat catholique d'où elle est renvoyée pour des amours interdites, les premiers voyages dans la petite perdue avec des délégations d'hommes d'affaires, la rencontre enfin avec L., qui n'a rien d'un prince charmant : « J'avais l'air d'un chimpanzé. Petit, trapu, laid. Seul le visage était très imposant. Les lignes en pouvaient tout à la fois suggérer l'excubatrice, la dynamisme, le fanatisme, la mélancoie, la ruse ou l'ironie. Un juif, une apparence parfaitement typique de cette intelligentsia russe qui m'était inaccessible, que je n'avais pas approchée lors de mes séjours d'interprète en Union soviétique. »

L'ÉCRIVAIN connu et excellent traducteur d'allemand que la narratrice ne désignera que sous cette initiale, l'impose comme du verre. L., avec qui elle déserte de vivre, après un combat intérieur entre Natacha-la-Russe et Natacha-l'Allemande, choisissant L., qui partage avec elle le même amour pour la culture allemande, pour Heine comme pour Blok, L. qui va mourir quelques jours avant la date du mariage, le privant à jamais de « sa » Russie, le privant de ces mots tendres avec lesquels il la berce : *chotka, lastotchka moi* — ma petite fille, mon hirondelle, — comme sa mère autrefois.

Lui, lui aussi, avait écrit un roman sur leur « affaire » qui a été publié après sa mort à Moscou (4). Moscou où l'un et l'autre n'ont plus. L. qui lui disait : « Je ferai de toi une veuve d'écrivain... » (Vdova en russe signifie « veuve »).

Je ne connais pas la livre de L., mais je sais que celui de Natacha — qui a reçu le prix Hermann Hesse — est un beau et sinistre roman de passion : pour deux hommes, pour deux cultures, pour deux langues. Pour Moscou aussi, qu'elle a appris à connaître comme une Russe. Il paraît que là-bas, certains disent aujourd'hui de Natacha qu'elle n'a jamais été la future femme de L., qu'elle n'a jamais existé. Faux. Les témoins et la

preuve sont là : « Les manuscrits ne brûlent pas », écrit déjà Boulgakov...

« O U E de traces de ma vie ont été détruites par le feu, de la main peureuse de ma famille ! » Varlam Chalamov a l'air de répondre à l'auteur du Maître et Marguerite. Et de le trouver optimiste.

Transplanté à l'intérieur des frontières de son pays, c'est lui qui a eu le destin le plus affreux. Et les Récits de Kolyma sont l'œuvre de sa vie, sont sa vie : condamné la première fois à l'âge de vingt-deux ans, en 1929, alors qu'il est étudiant à l'université de Moscou, il est envoyé dès 1937 dans les camps de la Kolyma, pour n'en sortir qu'en 1953. « Il y a pire que la mort : la disparition de la vie alors qu'on est toujours vivant quand l'homme, un homme ordinaire comme vous et moi, n'a plus rien d'humain (...), ne tient pas le coup et se transforme en matière — en arbre, en pierre, — dont les bâtisseurs font ce qu'ils veulent », écrit André Sinavski à propos de ces Récits de Kolyma, lors de la première édition complète par François Maspéro en 1980 (5).

Ce livre, sans doute parce qu'il est un « classique », vient de reparaître — augmenté de quelques textes et d'une postface émouvante de Nicolas Militch, qui a connu Chalamov à la fin de sa vie — en un gros volume relié, avec des lettres dorées. Comme ce n'est pas vraiment un « livre d'écritures », il vaut mieux l'acquiescer et le lire avant la « trêve des confiseurs ». Et pourtant, il ne devrait jamais y avoir de trêve avec l'univers concentrationnaire : au-delà de l'astro, des centaines de chroniques du camp, vignettes glacées à la gloire de la résistance à l'inhumain, nous en apprenons davantage sur l'homme plongé dans des conditions extrêmes.

Revenu à Moscou après la mort de Staline, abandonné par sa famille, Chalamov passe les dernières années de sa vie transplanté dans un asile de vieillards et meurt le 1<sup>er</sup> janvier 1982 dans un hôpital psychiatrique. Les photos qui nous la montrent en « homme libre » — regard halluciné dans une face de squelette — sont pires que le plus terrible des réquisitoires.

(1) L'Accompagnatrice, Actes Sud, 1985 (voir « Le Monde des livres » du 24 janvier 1986).

(2) Le recueil paru en 1949 en russe était composé de l'Accompagnatrice ; Un sort moins lourd ; Récits de Kolyma ; la Résurrection de Moscou ; la Pluie.

(3) Une autre vie, de Luba Jurgenson. Lien commun, 1986.

(4) Lev Ginzbourg : Mon cœur s'est seulement brisé, Moscou, 1983.

(5) Trois tomes, 1980-1982 (voir « Le Monde des livres » du 26 septembre 1980).

(Publicité)

M. Paul MAUSNER a diffusé sur divers supports, à l'occasion du Salon du prêt-à-porter féminin qui s'est tenu du 15 au 19 février 1986 Porte de Versailles, une publicité réalisée par l'agence BERNARD MOORS pouvant par son format et sa configuration externe créer dans un genre littéraire une confusion manifeste avec la « Couverture blanche » de la célèbre collection de la NRF appartenant aux Éditions GALLIMARD.

M. Paul MAUSNER et l'agence de publicité BERNARD MOORS expriment les plus vifs regrets de n'avoir pas sollicité le consentement des ÉDITIONS GALLIMARD et reconnaissent à celles-ci les légitimes prérogatives afférentes à la « Couverture blanche ».

DOMINICK DUNNE

## Pour l'honneur des Grenville

Un soir d'octobre, Ann abat de deux coups de revolver son mari le milliardaire Billy Grenville.

L'a-t-elle assassiné volontairement ou l'a-t-elle pris pour un cambrioleur comme elle le prétend ?

Un roman fondé sur un fait divers authentique des années 50, « l'affaire Woodward » que « Life » qualifia de meurtre du siècle.

Le narrateur - journaliste qui fait rebondir l'enquête a existé lui aussi : il s'appelait Truman Capote.

PRESSES DE LA CITE

## Manhattan pour toujours

Par Anka Muhlstein, l'histoire d'une île achetée 24 dollars aux Algonquins

NÉE en France, Anka Muhlstein est deux fois new-yorkaise. A cinq ans, elle s'installe à New-York avec ses parents, pour les cinq années de la guerre. Un exil qu'elle aurait volontiers, si on lui avait demandé son avis, rendu définitif. En 1974, elle choisit d'y vivre. Son histoire de Manhattan est constamment irriguée par ce double regard : celui de l'étranger qui scrute les statistiques, observe les mouvements de population, analyse l'ascension de la cité ; celui d'une biographe passionnée par son modèle, qui décrit d'autant mieux l'attraction exercée par New-York qu'elle y a elle-même succombé.

En laissant de côté les quatre boroughs (Queens, Brooklyn, Bronx et Staten Island) qui, depuis 1898, forment la ville de New-York, Anka Muhlstein n'a pas « limité » son sujet ; elle l'a centré. C'est dans l'île de Manhattan, achetée 24 dollars aux Algonquins, que New-York forge sa personnalité, sa fortune et son destin.

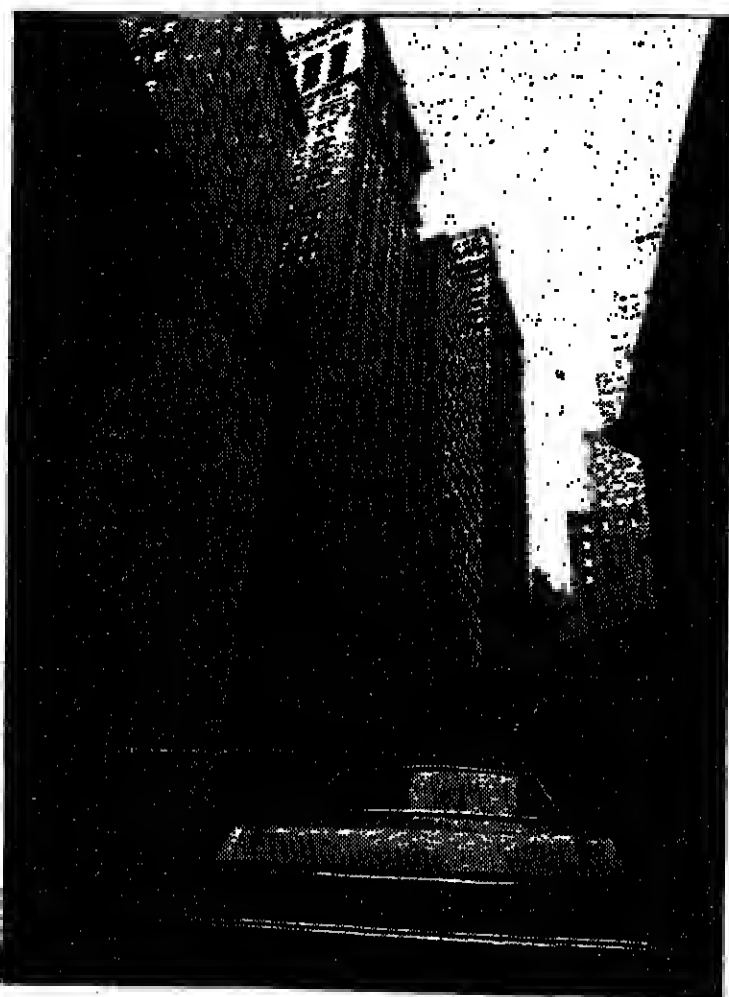
Sans pourtant accabler le lecteur, l'auteur ne lui épargne

aucun fait marquant, aucune date-charnière, aucune information. Truffée d'anecdotes, de personnages, son histoire est aussi celle des habitants : jusqu'à deux millions et demi au début de ce siècle, encore un million et demi aujourd'hui.

Face à un foisonnement d'indices, elle les livre tous et les organise selon de grands thèmes. La permanente métamorphose se joue en direct. On comprend comment, à partir de 1830, cette ville devient, sans exercer aucun primat politique, une capitale.

On la voit asseoir sa puissance commerciale, l'emporter définitivement sur ses concurrents portuaires, Boston et Philadelphie : invention du bateau à vapeur, percement du canal Érié qui ouvre des débouchés à l'intérieur du pays, et, surtout, établissement de la première ligne transatlantique régulière, cette Black Ball Line dont les propriétaires s'engagent, à partir du 5 janvier 1817, « à faire trois voyages par an entre Liverpool et New-York à date fixe » et qui révolutionnent le transport maritime. Qualité des produits, ponctualité du service, commerce des marchandises, commerce des idées : onze quotidiens et cinquante hebdomadaires paraissent dès 1830 dans la ville qui va ainsi inventer le grattage, du moins bientôt exprimer dans la verticalité son effervescence et son constant renouvellement.

Très respectueuse de sources nombreuses et variées, l'auteur n'avance aucune thèse, aucune théorie. Elle semble tout de même tenir fortement à une idée : celle qui fait de New-York la capitale



de la tolérance. Ni les Noirs, qui eurent à Harlem, dans les années 20, la seule « ville » en Amérique dont ils puissent être vraiment fiers, ni les juifs, ni les autres ne peuvent se plaindre d'avoir subi une véritable discrimination. C'est, explique Anka Muhlstein, que tout le monde y reste minoritaire. Aucun groupe, aucune ethnicité, n'a pris le pas sur les autres, aucune n'a durablement dominé les autres. Chaque nouveau venu (trois sur quatre des immigrants qui ont peuplé les États-Unis au dix-neuvième siècle sont « entrés » à New-York) a eu sa chance. Les Indiens, les

Coréens en sont les exemples les plus récents. Chacun peut se glisser dans la mêlée, apporter ses dons particuliers, son ardeur, et recevoir en échange sa part de liberté.

MICHELLE CHAMPENOIS.

★ MANHATTAN, d'Anka Muhlstein, Grasset, 286 p., 110 F.

© Pour passionnés d'Amérique, signons aussi Passage, un recueil de textes de Merit Bonal sur les États-Unis, accompagnés d'une vingtaine de photos en noir et blanc de Jean Beudillard (Galilée, 72 p., 66 F.). Les photos de Beudillard sont espagées jusqu'à la fin du mois de novembre à la Galerie Michel Delorme, 8, rue Linné, 75006 Paris.

سكان نيويورك



# Communication

## L'installation de la CNCL

### Un entretien avec M. de Broglie

(Suite de la première page.)

Vous avez déclaré, à plusieurs reprises l'indépendance du pouvoir politique sur la Haute Autorité. En quel l'indépendance de la Commission pourrait-elle être assurée ?

La raison d'être de notre institution est d'être indépendante des pouvoirs, quels qu'ils soient : le politique n'est pas seul en cause, même s'il est aujourd'hui essentiel. Je suis convaincu que la mise en place de cette institution importante, imposante, correspond à la volonté profonde d'assurer l'indépendance de l'audiovisuel. Volonté partagée par tous les groupes politiques et affirmée avec beaucoup de netteté par le gouvernement. Il faut faire coïncider les actes et les discours. Les faits eux-mêmes devraient nous y aider. Plus il y aura de chaînes, plus le téléspéctateur sera informé, et moins les interventions politiques sur la télévision auront une raison d'être.

#### Assurer l'existence d'un service public fort

De tous les dossiers que vous avez à traiter, quel est le plus important, celui auquel vous consacrez la priorité ?

Nous avons à assurer l'existence d'un service public fort, servant de références à un secteur privé que nous devons parallèlement réorganiser. Les démarches entreprises depuis 1985...

Les lancements de la « 5 » et de TV 6...

N'est pas abouti à un système audiovisuel cohérent et moderne. A l'époque, la règle du

## A la veille de l'élection de la direction

### Des journalistes mettent en cause la gestion de « Libération »

Libération est dans une situation financière dégradée, imputable pour une large part à une gestion déficiente. Si rien n'est fait le plus vite possible pour redresser la situation, il faudra considérer la libération comme un journal en danger...

Telle est la conclusion d'un « note pour lancer un débat » revendiqué par l'ensemble du service éditorial du quotidien Libération.

A partir de l'analyse et de la mise en perspective d'un récent compte rendu du conseil de surveillance, des journalistes ont décidé de tirer la sonnette d'alarme. Cela à quelques semaines de trois échéances importantes pour le quotidien : l'élection de la direction - actuellement composée de Serge July, directeur de la rédaction, et d'Antoine Griset, gérant - la préparation d'une augmentation du capital réservée aux actionnaires extérieurs - qui devrait s'élever à 8 millions de francs et leur permettre de détenir 25 % des parts au lieu de 17 % aujourd'hui - et la transformation de la SARL en société anonyme.

#### « Erreurs grossières »

Or, selon la note affichée dans les couloirs du quotidien, la situation financière de Libération ne se prête pas à ces nouvelles étapes. « Libération n'est pas une entreprise saine », explique le service éditorial. Les prévisions de la direction sont bâties en brèche : des « erreurs grossières de gestion » ont été commises, pour le premier semestre 1986 à une perte de 538 000 F pour le journal, alors que le bénéfice prévu était de 4,8 millions de francs.

Quant au bénéfice de l'ensemble de l'entreprise (journal et télévisuel), il est de 2,6 millions de francs au lieu des 9,7 millions de francs prévus. Le budget prévisionnel du second semestre n'a toujours pas été présenté et devrait, toujours selon la note du service éditorial, « rendre l'ensemble de l'année 1986 déficitaire ». Enfin, la perte de 538 000 F pour le journal, lancée début septembre, l'information de la rédaction, le futur démantèlement du journal, l'investissement en matériels nécessaires de 25 millions de francs en 1987.

#### Un texte « très intéressant »

Face à ces handicaps auxquels ils ajoutent un léger tassement de l'augmentation des ventes (qui reste, malgré tout, de l'ordre de 15 à 22 % de 1985 à 1986), et le retard mis à la fabrication du journal, qui entraîne des coûts supplémentaires, les auteurs de la note s'insurgent de l'absence de présentation du programme de la direction. Ils se déclarent prêts à lancer la « punch » contre Serge July et Antoine Griset, mais réclament surtout de ces derniers le passage à une véritable dimension industrielle de l'entreprise Libération, qui devrait « notamment comporter un directeur financier, un directeur administratif et un directeur du personnel ».

Consentant qu'une partie de la rédaction refuse de « regarder les chiffres en face », certains journalistes estiment cependant qu'il en va de la « survie » du quotidien de la rue Christiani.

Tout en estimant « toujours désagréable d'être mis en cause », Antoine Griset juge ce texte « très intéressant pour l'avenir du journal » et « cela permet de passer à une vision supérieure » et précise que la direction doit bientôt présenter ses propositions.

YVES-MARIE LABÉ.

Le Ségat et la concentration dans les médias. Le Ségat a définitivement adopté, le mercredi 12 novembre, le texte du projet limitant la concentration dans les médias écrits et audiovisuels tel qu'il avait été mis au point par la commission mixte paritaire et approuvé par l'Assemblée nationale le samedi 8 novembre 1986 du 11 novembre. A l'exception de M. Jean Chastel (R.N. cent.), aucun député n'a voté le projet tandis que les sénateurs socialistes, communistes et radicaux de gauche se prononçaient contre.

Le Monde

## Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

### OFFRES D'EMPLOIS

AGENCE FINANCIERE DE BASSON  
SENE - NORMANDE

### INGÉNIEUR

Pour déposition des établissements industriels (Papeterie, textile...)

Adm. lettre et C.V. à : A.A.F.B.N. 51, rue Victor-Hugo 92127 NANTERRE CEDEX.

### capitaux propositions commerciales

### PLACEMENTS

INTÉRÊTS 15 M. Gains sur Intermarché 43-46-77-83.

### automobiles

### ventes

de 5 à 7 CV.

A vendre AX 11 TRE 1100 cc, année 87, 70 km, 3 portes, 3 chevaux, 1200 F. Téléphone : 38-88-01-47 après 20 heures.

de 8 à 11 CV.

VENDRE CX 2000 SUPER 1600 cc, année 86, 100 km, 1200 F. Téléphone : 38-88-01-47 après 20 heures.

### DEMANDES D'EMPLOIS

#### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :  
• INGENIEURS toutes spécialisations  
• CADRES administratifs, commerciaux  
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR confirmé en ÉLECTRONIQUE et MICRO-INFORMATIQUE dans les secteurs militaires et civils de pointe (Interprète USA et Anglais, Français - Libre immédatement - BCD/JV 918).

DOCTEUR EN ÉLECTROCHIMIE - 32 ans - Connaissant anglais courant et technique - 3 ans exp. prof. au CNRS sous contrat industriel - Bonne connaissance des problèmes liés aux films d'oxyde et aux électrodes poreuses, aux problèmes de la corrosion et du stockage de l'énergie. Bon niveau en informatique. CHERCHE poste ingénieur recherche et développement dans PME/PMI - BCD/MAB 920.

PME/PMI Objectif USA - Vous avez la volonté de vous y consacrer - J.H. 25 ans - Exp. Marketing - Exp. Export. USA 1 an - Dispose services bureau/interlocuteur à NY - Attelé par la nécessité de réussir. SOULHAITERAIT rencontrer des entreprises pour développer une prospection commerciale - BCD/CR 921.

CADRE - 34 ans - Formation Supérieure - Romps aux relations internationales de haut niveau - 5 ans exp. France, pays en développement - Ingénieur secteur naval. Siège long commerce international CP-FACE - Anglais courant, espagnol - Exp. marketing - Grande disponibilité. RECHERCHE situation à vocation commerciale après de toute entreprise tournée vers l'export - BCD/JCS 922.

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75043 PARIS CEDEX 09. Tél. : 42-85-44-40, poste 27.



## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt  
BOULEVARD, SUPERF. 100 M<sup>2</sup>, 4 pièces, 400 000 F. Téléphone : 48-75-88-07.

8<sup>e</sup> arrdt  
ÉTOILE, 200 m<sup>2</sup>, 10 pièces, 400 000 F. Téléphone : 48-75-88-07.

12<sup>e</sup> arrdt  
MONTMARTRE, 100 m<sup>2</sup>, 4 pièces, 170 000 F. Téléphone : 43-41-68-78.

14<sup>e</sup> arrdt  
DEJOUR, Duplex rénové, 85 m<sup>2</sup>, 4 pièces, 110 000 F. Téléphone : 47-05-33-44, mardi.

ALESIA, MAISON  
5 P., suite, 2 bns, calme, piscine, terrain, 400 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

15<sup>e</sup> arrdt  
CANDRONNE  
Immobilier pierre de taille, 100 m<sup>2</sup>, 4 pièces, 300 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

16<sup>e</sup> arrdt  
FAISANDERIE  
65 m<sup>2</sup>, 3 pièces, 30 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

3 P. RUE DE CIVRY  
M<sup>2</sup> Michel-Ange, 300 000 F. Tél. 42-88-19-00.

17<sup>e</sup> arrdt  
AV. M<sup>2</sup> 100 m<sup>2</sup>, 4 pièces, 210 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

18<sup>e</sup> arrdt  
BUTTE MONTMARTRE  
LUXUEUX PRO-A-TERRA, 80 m<sup>2</sup>, 4 pièces, 150 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

19<sup>e</sup> arrdt  
JEAN FÉLIX  
2 P., 40 m<sup>2</sup>, 100 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

20<sup>e</sup> arrdt  
JEAN FÉLIX  
2 P., 40 m<sup>2</sup>, 100 000 F. Téléphone : 48-88-88-88.

### locations non meublées offres

Région parisienne  
ST-GERMAIN-EN-LAYE  
dans parc hôtel, 5 P., R.E.R. A louer sans commission, 3 P., à partir de 5 400 F. 4 P., à partir de 7 100 F. 5 P., à partir de 8 800 F. 6 P., à partir de 10 500 F. 7 P., à partir de 12 200 F. 8 P., à partir de 13 900 F. 9 P., à partir de 15 600 F. 10 P., à partir de 17 300 F. 11 P., à partir de 19 000 F. 12 P., à partir de 20 700 F. 13 P., à partir de 22 400 F. 14 P., à partir de 24 100 F. 15 P., à partir de 25 800 F. 16 P., à partir de 27 500 F. 17 P., à partir de 29 200 F. 18 P., à partir de 30 900 F. 19 P., à partir de 32 600 F. 20 P., à partir de 34 300 F. 21 P., à partir de 36 000 F. 22 P., à partir de 37 700 F. 23 P., à partir de 39 400 F. 24 P., à partir de 41 100 F. 25 P., à partir de 42 800 F. 26 P., à partir de 44 500 F. 27 P., à partir de 46 200 F. 28 P., à partir de 47 900 F. 29 P., à partir de 49 600 F. 30 P., à partir de 51 300 F. 31 P., à partir de 53 000 F. 32 P., à partir de 54 700 F. 33 P., à partir de 56 400 F. 34 P., à partir de 58 100 F. 35 P., à partir de 59 800 F. 36 P., à partir de 61 500 F. 37 P., à partir de 63 200 F. 38 P., à partir de 64 900 F. 39 P., à partir de 66 600 F. 40 P., à partir de 68 300 F. 41 P., à partir de 70 000 F. 42 P., à partir de 71 700 F. 43 P., à partir de 73 400 F. 44 P., à partir de 75 100 F. 45 P., à partir de 76 800 F. 46 P., à partir de 78 500 F. 47 P., à partir de 80 200 F. 48 P., à partir de 81 900 F. 49 P., à partir de 83 600 F. 50 P., à partir de 85 300 F. 51 P., à partir de 87 000 F. 52 P., à partir de 88 700 F. 53 P., à partir de 90 400 F. 54 P., à partir de 92 100 F. 55 P., à partir de 93 800 F. 56 P., à partir de 95 500 F. 57 P., à partir de 97 200 F. 58 P., à partir de 98 900 F. 59 P., à partir de 100 600 F. 60 P., à partir de 102 300 F. 61 P., à partir de 104 000 F. 62 P., à partir de 105 700 F. 63 P., à partir de 107 400 F. 64 P., à partir de 109 100 F. 65 P., à partir de 110 800 F. 66 P., à partir de 112 500 F. 67 P., à partir de 114 200 F. 68 P., à partir de 115 900 F. 69 P., à partir de 117 600 F. 70 P., à partir de 119 300 F. 71 P., à partir de 121 000 F. 72 P., à partir de 122 700 F. 73 P., à partir de 124 400 F. 74 P., à partir de 126 100 F. 75 P., à partir de 127 800 F. 76 P., à partir de 129 500 F. 77 P., à partir de 131 200 F. 78 P., à partir de 132 900 F. 79 P., à partir de 134 600 F. 80 P., à partir de 136 300 F. 81 P., à partir de 138 000 F. 82 P., à partir de 139 700 F. 83 P., à partir de 141 400 F. 84 P., à partir de 143 100 F. 85 P., à partir de 144 800 F. 86 P., à partir de 146 500 F. 87 P., à partir de 148 200 F. 88 P., à partir de 149 900 F. 89 P., à partir de 151 600 F. 90 P., à partir de 153 300 F. 91 P., à partir de 155 000 F. 92 P., à partir de 156 700 F. 93 P., à partir de 158 400 F. 94 P., à partir de 160 100 F. 95 P., à partir de 161 800 F. 96 P., à partir de 163 500 F. 97 P., à partir de 165 200 F. 98 P., à partir de 166 900 F. 99 P., à partir de 168 600 F. 100 P., à partir de 170 300 F. 101 P., à partir de 172 000 F. 102 P., à partir de 173 700 F. 103 P., à partir de 175 400 F. 104 P., à partir de 177 100 F. 105 P., à partir de 178 800 F. 106 P., à partir de 180 500 F. 107 P., à partir de 182 200 F. 108 P., à partir de 183 900 F. 109 P., à partir de 185 600 F. 110 P., à partir de 187 300 F. 111 P., à partir de 189 000 F. 112 P., à partir de 190 700 F. 113 P., à partir de 192 400 F. 114 P., à partir de 194 100 F. 115 P., à partir de 195 800 F. 116 P., à partir de 197 500 F. 117 P., à partir de 199 200 F. 118 P., à partir de 200 900 F. 119 P., à partir de 202 600 F. 120 P., à partir de 204 300 F. 121 P., à partir de 206 000 F. 122 P., à partir de 207 700 F. 123 P., à partir de 209 400 F. 124 P., à partir de 211 100 F. 125 P., à partir de 212 800 F. 126 P., à partir de 214 500 F. 127 P., à partir de 216 200 F. 128 P., à partir de 217 900 F. 129 P., à partir de 219 600 F. 130 P., à partir de 221 300 F. 131 P., à partir de 223 000 F. 132 P., à partir de 224 700 F. 133 P., à partir de 226 400 F. 134 P., à partir de 228 100 F. 135 P., à partir de 229 800 F. 136 P., à partir de 231 500 F. 137 P., à partir de 233 200 F. 138 P., à partir de 234 900 F. 139 P., à partir de 236 600 F. 140 P., à partir de 238 300 F. 141 P., à partir de 240 000 F. 142 P., à partir de 241 700 F. 143 P., à partir de 243 400 F. 144 P., à partir de 245 100 F. 145 P., à partir de 246 800 F. 146 P., à partir de 248 500 F. 147 P., à partir de 250 200 F. 148 P., à partir de 251 900 F. 149 P., à partir de 253 600 F. 150 P., à partir de 255 300 F. 151 P., à partir de 257 000 F. 152 P., à partir de 258 700 F. 153 P., à partir de 260 400 F. 154 P., à partir de 262 100 F. 155 P., à partir de 263 800 F. 156 P., à partir de 265 500 F. 157 P., à partir de 267 200 F. 158 P., à partir de 268 900 F. 159 P., à partir de 270 600 F. 160 P., à partir de 272 300 F. 161 P., à partir de 274 000 F. 162 P., à partir de 275 700 F. 163 P., à partir de 277 400 F. 164 P., à partir de 279 100 F. 165 P., à partir de 280 800 F. 166 P., à partir de 282 500 F. 167 P., à partir de 284 200 F. 168 P., à partir de 285 900 F. 169 P., à partir de 287 600 F. 170 P., à partir de 289 300 F. 171 P., à partir de 291 000 F. 172 P., à partir de 292 700 F. 173 P., à partir de 294 400 F. 174 P., à partir de 296 100 F. 175 P., à partir de 297 800 F. 176 P., à partir de 299 500 F. 177 P., à partir de 301 200 F. 178 P., à partir de 302 900 F. 179 P., à partir de 304 600 F. 180 P., à partir de 306 300 F. 181 P., à partir de 308 000 F. 182 P., à partir de 309 700 F. 183 P., à partir de 311 400 F. 184 P., à partir de 313 100 F. 185 P., à partir de 314 800 F. 186 P., à partir de 316 500 F. 187 P., à partir de 318 200 F. 188 P., à partir de 319 900 F. 189 P., à partir de 321 600 F. 190 P., à partir de 323 300 F. 191 P., à partir de 325 000 F. 192 P., à partir de 326 700 F. 193 P., à partir de 328 400 F. 194 P., à partir de 330 100 F. 195 P., à partir de 331 800 F. 196 P., à partir de 333 500 F. 197 P., à partir de 335 200 F. 198 P., à partir de 336 900 F. 199 P., à partir de 338 600 F. 200 P., à partir de 340 300 F. 201 P., à partir de 342 000 F. 202 P., à partir de 343 700 F. 203 P., à partir de 345 400 F. 204 P., à partir de 347 100 F. 205 P., à partir de 348 800 F. 206 P., à partir de 350 500 F. 207 P., à partir de 352 200 F. 208 P., à partir de 353 900 F. 209 P., à partir de 355 600 F. 210 P., à partir de 357 300 F. 211 P., à partir de 359 000 F. 212 P., à partir de 360 700 F. 213 P., à partir de 362 400 F. 214 P., à partir de 364 100 F. 215 P., à partir de 365 800 F. 216 P., à partir de 367 500 F. 217 P., à partir de 369 200 F. 218 P., à partir de 370 900 F. 219 P., à partir de 372 600 F. 220 P., à partir de 374 300 F. 221 P., à partir de 376 000 F. 222 P., à partir de 377 700 F. 223 P., à partir de 379 400 F. 224 P., à partir de 381 100 F. 225 P., à partir de 382 800 F. 226 P., à partir de 384 500 F. 227 P., à partir de 386 200 F. 228 P., à partir de 387 900 F. 229 P., à partir de 389 600 F. 230 P., à partir de 391 300 F. 231 P., à partir de 393 000 F. 232 P., à partir de 394 700 F. 233 P., à partir de 396 400 F. 234 P., à partir de 398 100 F. 235 P., à partir de 399 800 F. 236 P., à partir de 401 500 F. 237 P., à partir de 403 200 F. 238 P., à partir de 404 900 F. 239 P., à partir de 406 600 F. 240 P., à partir de 408 300 F. 241 P., à partir de 410 000 F. 242 P., à partir de 411 700 F. 243 P., à partir de 413 400 F. 244 P., à partir de 415 100 F. 245 P., à partir de 416 800 F. 246 P., à partir de 418 500 F. 247 P., à partir de 420 200 F. 248 P., à partir de 421 900 F. 249 P., à partir de 423 600 F. 250 P., à partir de 425 300 F. 251 P., à partir de 427 000 F. 252 P., à partir de 428 700 F. 253 P., à partir de 430 400 F. 254 P., à partir de 432 100 F. 255 P., à partir de 433 800 F. 256 P., à partir de 435 500 F. 257 P., à partir de 437 200 F. 258 P., à partir de 438 900 F. 259 P., à partir de 440 600 F. 260 P., à partir de 442 300 F. 261 P., à partir de 444 000 F. 262 P., à partir de 445 700 F. 263 P., à partir de 447 400 F. 264 P., à partir de 449 100 F. 265 P., à partir de 450 800 F. 266 P., à partir de 452 500 F. 267 P., à partir de 454 200 F. 268 P., à partir de 455 900 F. 269 P., à partir de 457 600 F. 270 P., à partir de 459 300 F. 271 P., à partir de 461 000 F. 272 P., à partir de 462 700 F. 273 P., à partir de 464 400 F. 274 P., à partir de 466 100 F. 275 P., à partir de 467 800 F. 276 P., à partir de 469 500 F. 277 P., à partir de 471 200 F. 278 P., à partir de 472 900 F. 279 P., à partir de 474 600 F. 280 P., à partir de 476 300 F. 281 P., à partir de 478 000 F. 282 P., à partir de 479 700 F. 283 P., à partir de 481 400 F. 284 P., à partir de 483 100 F. 285 P., à partir de 484 800 F. 286 P., à partir de 486 500 F. 287 P., à partir de 488 200 F. 288 P., à partir de 489 900 F. 289 P., à partir de 491 600 F. 290 P., à partir de 493 300 F. 291 P., à partir de 495 000 F. 292 P., à partir de 496 700 F. 293 P., à partir de 498 400 F. 294 P., à partir de 500 100 F. 295 P., à partir de 501 800 F. 296 P., à partir de 503 500 F. 297 P., à partir de 505 200 F. 298 P., à partir de 506 900 F. 299 P., à partir de 508 600 F. 300 P., à partir de 510 300 F. 301 P., à partir de 512 000 F. 302 P., à partir de 513 700 F. 303 P., à partir de 515 400 F. 304 P., à partir de 517 100 F. 305 P., à partir de 518 800 F. 306 P., à partir de 520 500 F. 307 P., à partir de 522 200 F. 308 P., à partir de 523 900 F. 309 P., à partir de 525 600 F. 310 P., à partir de 527 300 F. 311 P., à partir de 529 000 F. 312 P., à partir de 530 700 F. 313 P., à partir de 532 400 F. 314 P., à partir de 534 100 F. 315 P., à partir de 535 800 F. 316 P., à partir de 537 500 F. 317 P., à partir de 539 200 F. 318 P., à partir de 540 900 F. 319 P., à partir de 542 600 F. 320 P., à partir de 544 300 F. 321 P., à partir de 546 000 F. 322 P., à partir de 547 700 F. 323 P., à partir de 549 400 F. 324 P., à partir de 551 100 F. 325 P., à partir de 552 800 F. 326 P., à partir de 554 500 F. 327 P., à partir de 556 200 F. 328 P., à partir de 557 900 F. 329 P., à partir de 559 600 F. 330 P., à partir de 561 300 F. 331 P., à partir de 563 000 F. 332 P., à partir de 564 700 F. 333 P., à partir de 566 400 F. 334 P., à partir de 568 100 F. 335 P., à partir de 569 800 F. 336 P., à partir de 571 500 F. 337 P., à partir de 573 200 F. 338 P., à partir de 574 900 F. 339 P., à partir de 576 600 F. 340 P., à partir de 578 300 F. 341 P., à partir de 580 000 F. 342 P., à partir de 581 700 F. 343 P., à partir de 583 400 F. 344 P., à partir de 585 100 F. 345 P., à partir de 586 800 F. 346 P., à partir de 588 500 F. 347 P., à partir de 590 200 F. 348 P., à partir de 591 900 F. 349 P., à partir de 593 600 F. 350 P., à partir de 595 300 F. 351 P., à partir de 597 000 F. 352 P., à partir de 598 700 F. 353 P., à partir de 600 400 F. 354 P., à partir de 602 100 F. 355 P., à partir de 603 800 F. 356 P., à partir de 605 500 F. 357 P., à partir de 607 200 F. 358 P., à partir de 608 900 F. 359 P., à partir de 610 600 F. 360 P., à partir de 612 300 F. 361 P., à partir de 614 000 F. 362 P., à partir de 615 700 F. 363 P., à partir de 617 400 F. 364 P., à partir de 619 100 F. 365 P., à partir de 620 800 F. 366 P., à partir de 622 500 F. 367 P., à partir de 624 200 F. 368 P., à partir de 625 900 F. 369 P., à partir de 627 600 F. 370 P., à partir de 629 300 F. 371 P., à partir de 631 000 F. 372 P., à partir de 632 700 F. 373 P., à partir de 634 400 F. 374 P., à partir de 636 100 F. 375 P., à partir de 637 800 F. 376 P., à partir de 639 500 F. 377 P., à partir de 641 200 F. 378 P., à partir de 642 900 F. 379 P., à partir de 644 600 F. 380 P., à partir de 646 300 F. 381 P., à partir de 648 000 F. 382 P., à partir de 649 700 F. 383 P., à partir de 651 400 F. 384 P., à partir de 653 100 F. 385 P., à partir de 654 800 F. 386 P., à partir de 656 500 F. 387 P., à partir de 658 200 F. 388 P., à partir de 659 900 F. 389 P., à partir de 661 600 F. 390 P., à partir de 663 300 F. 391 P., à partir de 665 000 F. 392 P., à partir de 666 700 F. 393 P., à partir de 668 400 F. 394 P., à partir de 670 100 F. 395 P., à partir de 671 800 F. 396 P., à partir de 673 500 F. 397 P., à partir de 675 200 F. 398 P., à partir de 676 900 F. 399 P., à partir de 678 600 F. 400 P., à partir de 680 300 F. 401 P., à partir de 682 000 F. 402 P., à partir de 683 700 F. 403 P., à partir de 685 400 F. 404 P., à partir de 687 100 F. 405 P., à partir de 688 800 F. 406 P., à partir de 690 500 F. 407 P., à partir de 692 200 F. 408 P., à partir de 693 900 F. 409 P., à partir de 695 600 F. 410 P., à partir de 697 300 F.



## La complainte de Mackie

En 1728, John Gay parodiait les goûts sucrés de son époque avec son Opéra du gueux. Deux siècles plus tard, Brecht s'en inspirait, et avec Kurt Weill entreprenait de subvertir les lois du genre, d'imposer de dures vérités au public. Mais le public a aimé, et depuis ne cesse de réclamer l'Opéra de quat'sous dans toutes les langues, toutes les versions.

« Ce fut Elisabeth Hauptmann, l'amie et collaboratrice de Brecht, qui semble avoir attiré la première son attention sur une pièce qui connaissait une certaine vogue : The Beggar's Opera, de John Gay. Cet auteur, peu lu aujourd'hui, avait entrepris d'écrire en 1728 une paro-

diodie des pastoraux alors à la mode, des airs en vogue de l'opéra italien et des succès de Haendel. Rencontre : l'humour dévastateur de Swift, il situait sa pièce dans la prison de Newgate, parmi les voleurs

et les prostituées... Brecht assurément ne pouvait qu'être séduit par la violence ironique de l'œuvre... Dans le dernier numéro de la revue Théâtre en Europe Jean-Michel Palmier retrace l'histoire de la pièce la plus jouée de Brecht sans doute, la plus connue en tout cas, grâce en particulier à la musique de Kurt Weill, aux songs devenus des œuvres à part entière - des chansons tout simplement adaptées au style grigot des cabarets, années 30, la pièce ayant été créée à Berlin en 1928. Jean-Michel Palmier raconte que, le soir de la première, le spectacle a été accueilli dans un silence glacial, jusqu'au Chant des canons... « En quelques jours, toutes les places furent louées pour plus de trois semaines, et les chansons étaient reprises par tout Berlin. » Elles ont été publiées en 1929.

Le film de Pabst - assez éloigné de la pièce - contribue dans sa version française à populariser les songs. Les 78 tours enregistrés par Florelle, Albert Préjean, Margo Lion sont les « tubes » de l'époque.

et comment la jouer. Le Berliner lui-même n'a jamais présenté l'Opéra de quat'sous à Paris. L'Ensemble de Bochum vient en 1957 - un moment où ce n'est pas courir de jouer Brecht en RFA - avec une mise en scène de Hans Schalla, dépouillée, rigoureuse, pas tellement rassurante. Le spectacle de Giorgio Strehler, donné à Chaillot en 1960, par sa beauté nocturne, par la force triviale des acteurs... et le souffle de l'ensemble et une sorte de fureur nostalgique, fait l'effet d'un coup de tonnerre.

## Ironie sauvage

En France, on explore Brecht, mais pas l'Opéra de quat'sous, et ce n'est pas le spectacle donné à l'Empire en 1954, dans un style d'opéra insolent, qui fera date. En revanche, les songs - paroles françaises de Boris Vian - prolongent dans les cabarets rive gauche le filon, un peu perdu au cinéma, du réalisme poétique. Ils entraînent le mouvement des « chansons à texte », côtoient celles de Prévert et Kosma, d'Aragon, Mac Orlan ou Léo Ferré dans les répertoires des Catherine Sauvage, Juliette Gréco et autres.

L'arrivée du « yéyé » interrompait le mouvement, mais l'effet Brecht-Weill, continue à se répandre dans le monde entier - il y aurait même en un Opéra de quat'sous monté par une troupe juive réfugiée à Shanghai. Aux États-Unis, il est joué régulièrement. Après Louis Armstrong et Ella Fitzgerald, les arrangements sur le Comptine de Mackie ne se comptent plus. En 1976, Richard Foreman, porte-parole de la schizophrénie underground new-yorkaise, donne au Lincoln Center une mise en scène virulente. La folie Kurt Weill s'empare de la ville. Dans un album qui réunit les rock stars, Sting chante la Complainte, Tom Waits la chanson de Mr. Peachum, Qu'est-ce qui fait vivre les hommes, les Fowler Brothers le Chant des canons...

En France, les Opéra de quat'sous arrivent groupés, par à-coups. C'est d'abord Guy Réoré qui le monte et fait la part belle à l'antichisme de rigueur en ce temps-là. La jeunesse découvre les chansons, les aime. Le spectacle est repris plusieurs années. Louis Elie en donne à Lyon une version opéra, mais les voix lyriques ne mettent pas en valeur la musique. En 1976, Giorgio Strehler recrée (avec Milva déjà, déguisée en Louise Brooks) une mise en scène qui cite le film de Bob Fosse Cabaret et les comédies musicales d'avant-guerre.

En Allemagne, depuis les années 60, l'Opéra de quat'sous se joue un peu partout avec des intentions très politisées. En 1979, de Munich arrive Hans Peter Cloos (transfuge d'une troupe de théâtre libre, la Rote Rube). Il présente aux Bouffes du Nord une version proche du cabaret, très épre, noire et brillante - une histoire de loubards dans les terrains vagues d'une mégapole. La même année, Maurice Sarrazin, qui dirige alors le Grenier de Toulouse, donne dans sa ville et au Théâtre Molière un spectacle musical, avec chansons en allemand. Trois ans plus tard, c'est au tour de deux compagnies lyonnaises, Rotatives, dans le romantisme glaquant, Réfectoire, dans le romantisme lunaire, de s'attaquer au mythe.

Mais à présent c'est peut-être par la danse - voir Pina Bausch avec la seconde partie de son spectacle Brecht, voir Durouro et Monier avec Pudique acide et Exarist - que l'on retrouvera la jeunesse, l'agressivité, l'ironie sauvage des débuts.

COLETTE GODARD.



Denise Gence, une madame Peachum façon « folie de Chaillot »

## La version Strehler au Chalet

## Chacun pour soi

L'Opéra de quat'sous, de Brecht et Kurt Weill, au Chalet, fait partie des spectacles mastodontes de la saison par l'ampleur de la production et, surtout, la personnalité du metteur en scène, Giorgio Strehler. Rien de ce qu'il fait ne passe inaperçu. De plus, il est l'un de ceux qui connaissent parfaitement Brecht, l'homme, le poète, son théâtre. L'un des plus aptes à transmettre la « morale » de l'histoire.

L'intrigue se compose d'une suite de tableaux, les dialogues sont interrompus par les fameux songs de Kurt Weill, qui, en somme, apportent la contradiction. Les personnages sont des stéréotypes : les Peachums, des sortes de Théodores régnant sur les mendiants ; leur fille Polly, fleur des pavés, qui épouse Mackie le Surinieur, chef de bande protégé par Tiger Brown, chef de la police, et Jenny des Lupanars, et Lucie, la plus récente femme de Mackie... Quand il est emprisonné, c'est Polly qui prend la direction de la bande. « Nous luttons contre l'injustice », chante le chœur pour finir, mais, auparavant, trois finales sont proposées : Mackie s'enfuit, ou bien il est pendu, ou bien il bénéficie d'une amnistie à l'occasion du couronnement de la reine, car l'histoire est supposée se passer en Angleterre.

Mais c'est une simple trame, et suffisamment solide pour être dépliée n'importe où, à n'importe quelle époque.

Au Chalet, il ne s'agit plus d'Angleterre, et le couronnement de la reine est remplacé par l'élection présidentielle, ce qui ne change rien. Le texte, signé par Strehler et Myriam Tzouan, renouvelle le vocabulaire, mais cette tentative d'actualisation soulignerait plutôt l'âge de la pièce, très datée, même si son intrigue est intemporelle. Les décors d'Elzio Frigerio évoquent de hautes maisons de bois, des cours sombres, des boutiques glaquant, le salon râpé d'un bordel, symboles disparates de la ville comme jungle. Les costumes rappellent le cinéma de gangsters. Mais Polly - Barbara Sukowa - « la blondeur et les toilettes crasseuses d'une Pearl White, tandis que M<sup>me</sup> Peachum - Denise Gence - tire du côté Folie de Chaillot, et que Jenny - Milva - rousse et blême en robe noire, est une image de Toulouse-Lautrec...

L'insolence est de rigueur, le mélange des genres fait la richesse

du spectacle. C'est moins heureux quand il s'agit des acteurs. Trouver la distribution idéale de l'Opéra de quat'sous a toujours été compliqué : la musique est dangereuse à chanter, mais n'est pas vraiment faite pour des voix lyriques, et les acteurs doivent apporter beaucoup d'excès, même aux personnages pour transmettre la violence du propos. Après plusieurs essais et quelques défections (à la création, Brecht avait connu les mêmes problèmes), Strehler a réuni des comédiens très différents par leur formation, leurs origines, leur langue.

## Nostalgique beauté

Mackie, Michael Heltan, est autrichien. On comprend ce qu'il dit, mais il n'est pas à l'aise, d'autant qu'il est réduit à un personnage fatot, plus VRP que voyou. Délibérément, Strehler a évité tout rapport de désir et de séduction. Au moment même où ils se rencontrent, les personnages se parlent comme s'ils étaient déjà quittes, comme s'ils se souvenaient d'un temps lointain. Le spectacle gagne en beauté nostalgi-

que, mais (sans un choc final, un délice à découvrir) perd de son ironie et de sa force agressive, qualité essentielle, plus importante que les maximes morales qu'on ne peut pas tellement prendre avec gravité.

Jean Benguigui est un superbe Tiger Brown équivoque et bonhomme. Yves Robert (Peachum) joue du Labiche, Denise Gence les Mistrables, Milva articule enragée, donne de la voix, et trois tonnes d'intentions dramatiques à chaque phrase. Barbara Sukowa trouve le ton Kurt Weill, que l'on connaît par les disques de Lotte Lenja, et le décalage (la distanciation) par la manière étonnante dont elle décompose ses gestes... Chacun est maître dans son style, mais l'ensemble manque de cohérence, et l'ambiance ne parvient pas à s'installer. Pas encore. On ne voit pas de façon évidente la nécessité pour Strehler de remonter cette version de l'Opéra de quat'sous. Mais on peut espérer que tout deviendra clair, et que ce sera pour tous un beau spectacle pour les fêtes.

C. G.

\* TMP/Chalet, 20 heures.



Le Piccolo Teatro di Milano, 1960

die des pastoraux alors à la mode, des airs en vogue de l'opéra italien et des succès de Haendel. Rencontre : l'humour dévastateur de Swift, il situait sa pièce dans la prison de Newgate, parmi les voleurs

CERTAINES PRODUCTIONS DE LA COURNEUVE  
**L'INVASION COMIQUE**  
Christian BENTE  
Guy de MAUPASSANT  
Les voleurs et les voleuses de la Courneuve  
13 novembre au 14 décembre  
Centre Culturel Jean-Jaures  
LA COURNEUVE 48.36.11.44

Pourtant, quand Gaston Baty monte l'Opéra de quat'sous en 1930 pour inaugurer sa direction au Théâtre Montparnasse, avec une distribution à vrai dire pas tellement canaille (le sombre gentleman Lucien Nat dans Mackie et la mystérieuse Marguerite Jamois dans Polly), le spectacle quitte l'affiche après vingt-sept représentations.

La pièce est créée à nouveau en 1937, à l'occasion de l'Exposition universelle. Yvette Guilbert est M<sup>me</sup> Peachum, la reine des mendiants, Renée Saint-Cyr sa fille Polly, Suzy Solidor est Jenny des Lupanars, le doux Raymond Cordy Tiger Brown, Raymond Rouleau, qui joue Mackie, est chargé d'adapter la mise en scène allemande au style français.

Les interprétations de l'Opéra de quat'sous font souvent l'objet de polémiques et plus souvent encore de malentendus. Le brechtisme qui suit la découverte du Berliner Ensemble au Théâtre des Nations (à partir de 1954) ne facilite rien. On se déchire sur le sens de la fable

## « Amérique-forteresse »

par RICHARD FOREMAN

En 1976, lorsque j'ai monté pour Joe Papp l'Opéra de quat'sous, je voulais d'abord recréer le lien provocateur entre la police et le public qu'avait recherché le jeune Brecht en 1928.

La salle où nous avons joué était une de ces monstruosités majestueuses, si appréciées des promoteurs américains comme gage de leur respect pour la « culture ». Pour moi, c'était l'image parfaite du capitalisme purifié, dressé contre la marche montante d'une jeunesse en rébellion.

Pour traduire cette conception sur scène, j'ai choisi un style abstrait, à l'opposé de celui de Brecht, et qui, du moins je le pense, faisait écho à la mentalité « Amérique-forteresse » qui dominait ces années-là.

Plutôt que de donner aux chansons la couleur musio-trail -

ce qui était devenu un cliché, - nous les avons romantisées, manière de rallier les aspirations « high art » du public. Plutôt que de montrer les mendiants comme les masses affamées qu'une démocratie fondée sur l'assistanat pouvait dans son émotion récompenser de ses aumônes, nous avons réuni les acteurs les plus obèses de New-York les uns, un soir, la scène s'est écroulée sous leur poids. Manière de montrer l'avidité triomphante de notre société. Pendant les répétitions, je demandais sans cesse aux acteurs d'être hostiles, d'offenser le public. Ce qu'ils firent.

Mais bien sûr, le premier choc passé, le public s'est arrangé pour assouvir notre hostilité, la production eut connu un long et grand succès, et ainsi s'est reproduit le premier malentendu, la première réussite « provocatrice » de Brecht.

A PARTIR DU 5 NOVEMBRE

DES AFFAIRES A "TOUS-PRIX"!

BLOUSONS et PARKAS enfants de 279F à 299F  
**229 F**

GANT Saxe agneau  
488F **300 F**

LUNETTE DIOR  
630F **300 F**

PULL uni maille fantaisie 50% laine, 50% acrylique  
548F **390 F**

PENDULETTE JAZ  
600F **400 F**

ESCARPINS  
530F **420 F**

CHEMISIER CACHAREL 70% viscose, 30% polyester  
545F **430 F**

VESTE GASTON JAUNET 50% laine, 40% cachemire 10% polyamide  
1.980F **1.250 F**

AUX TROIS QUARTIERS

17 Bd de la Madeleine, Paris, tél. 42.60.39.30.

مكتبة الأمل







## Spectacles

## théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

**BALLADE A MARIE-MADELEINE**, Arcane (43-38-19-70), 20 h 30.  
**L'AMOUR**, Champigny, Boucles de Marne (48-80-90-90), 21 h.  
**TANT D'AMOUR**, Deutsch de la Meurthe (43-37-53-31), 20 h 45.  
**L'HOMME PRUDENT**, Amory, Firmin Gémier (46-66-02-74), 21 h.  
**LES SALONS**, Road-Point (43-56-60-70), 20 h 30.  
**L'INVASION COMIQUE**, La Courneuve, Centre dramatique (48-36-11-41), 20 h 30.

## Les salles subventionnées

**SALLE FAVART** (42-96-06-11), 20 h 30 : 19 h 30 : Soirées jeunes chorégraphes de l'Opéra de Paris.  
**COMEDIE FRANCAISE** (40-15-00-15), 20 h 30 : La Paroisse et le veau.  
**CRAILLOT** (47-27-51-15), Grand Théâtre : 20 h 30 : L'Échange.  
**PETIT ODÉON** (43-25-70-32), 18 h 30 : Esthétique, le livre de nos maîtres et autres textes, d'A. Cohen.  
**TEP** (43-64-80-80), 19 h : Poussière pour, de Sean O'Casey.

**BEAUBOURG** (42-77-12-33), Débats-échanges : 21 h : hommage à J.-L. Borges : les journaux et les nuits ; le passé qui ne menace pas, films de J.-M. Berzosa : 18 h 30 : Les revues dans la vie intellectuelle, d'après des revues *Aurélien*, *Le Débat*, *Esprit*, etc. ; *Chimène* : vidéo-informations : 16 h : l'art au monde des témoins, de M. Rimpoli ; 19 h : Rock around the Kremlin, de J. Pradel, Y. Billon et A. Guérin ; Vidéo-musique : 16 h : La country music ou la nostalgie de l'Ouest, de R. Manaboula ; 19 h : Océano, de Verdi ; *Chimène* : musique : 18 h : Vers un cinéma intégral ? De la peinture au cinéma dans les années vingt ; *Hommage à la fédération Jeune-Vie*, voir cinématographique, rubrique cinémas.

**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-61-19-83), 20 h : *Opéra de Paris*, de B. Brecht, mise en scène Giorgio Strehler.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), 20 h 45 : Don Carlos.

**CARRÉ SILVIA-MONFORT** (43-31-28-34), 19 h 30 : La Tour de Nesle, d'Alexandre Dumas.

## Les autres salles

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-17), 20 h 30 : Le Banquet.

**ANTOINE** (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

**ARCANÉ** (43-38-19-70), 20 h 30 : Ballade à Marie-Madeleine.

**ARTS-HÉBERTOT** (43-87-23-23), 20 h 30 : La Dame du diable.

**ASTELLE-THÉÂTRE** (43-38-35-53), 20 h 30 : Entre chien et loup.

**ATELIER** (46-06-49-24), 21 h : Adriana Mout.

**ATHÉNÉE** (47-42-67-27), Salle Ch. Béraud, 20 h 30 : *Protestants*.

**BASTILLE** (43-57-42-14), 21 h : Le Malheur indifférent-Histoire d'enfant.

**BATACLAN** (47-00-30-12), 21 h : Wil-Ran.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), 21 h : Le Nègre.

**CARRÉFOUR DE LA DIFFÉRENCE** (47-72-00-15), 21 h : Lola Pélican dit Rosalie Charité ou la Femme aux mille seins.

**CARTOUCHIERE**, Aquarius (43-74-72-74), 20 h 30 : *Héritage* (d'après "Jours tranquilles en Champagne" de La Tempestade (43-23-36-36), 20 h 30 : Des Arctiques, 21 h : La Patience-Gratidia.

**CC SUISSE** (42-71-44-50), 20 h 30 : Mars.

**CITE INTERNATIONALE** (45-89-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : L'Évangile de Jean, Galère, 20 h 30 : Voltaire, Ressource, 20 h 30 : *Le monde de la femme*, 20 h 30 : *Le monde de la femme*, 20 h 30 : *Le monde de la femme*.

**COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24), 20 h 45 : *Clémentine*.

**COMEDIE CARMAURIN** (47-42-43-11), 21 h : *Reviens dormir à l'Élysée*.

**COMEDIE ITALIENNE** (43-21-22-22), 20 h 30 : *Orlando Furioso*.

**COMEDIE DE PARIS** (43-81-00-11), 21 h : *Poli de Carotte*.

**DAUNOU** (42-61-69-14), 20 h 30 : *Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?*

**DÉCHARGEURS** (42-36-00-02), 20 h : *Baby Sitting*.

**DIX HEURES** (42-64-35-00), 20 h 30 : *Les Chausures de Madame Gilles*.

**18 THÉÂTRE** (42-26-47-47), 20 h 30 : *Petit pièces intérieures*.

**EDOUARD VII** (47-42-57-49), 20 h 30 : *Les Cieux*.

**ESPACE GAITÉ** (43-27-95-94), 20 h 30 : *Microl images*, 20 h 30 : *Identité minute*.

**ESPACE MARAIS** (42-71-10-19), 20 h 30 : *Stefano*.

**ESSAÏON** (42-78-46-42), 20 h 30 : *Dormir la Lune dans un œil et le Soleil dans l'autre*.

**FONTAINE** (48-74-74-40), 21 h : *Le Système Rabadier*.

**GALERIE 85** (43-26-63-51), 19 h : *Dust for One*, 21 h : *Happy Days*.

**GUICHET MONTMARTRE** (43-27-86-61), 19 h : *Un drôle de petit vieillard*, 21 h : *Les Gouttes*.

**GRAND EDGAR** (43-20-90-09), 20 h 15 : *La Drague*, 22 h : *La Mariée mise à nu par ses célibataires, même*.

**JARDIN D'HYVER** (42-62-59-49), 20 h 30 : *Les Voisins*.

**HOTEL LUTETIA** (45-44-38-10), 20 h 30 : *Fin de tournage*.

**HUCHETTE** (43-26-38-99), 19 h 30 : *La Cantatrice chauve*, 20 h 30 : *Le Léopon*, 21 h 30 : *On ne meurt pas à 34*.

**ILE SAINT-LOUIS** (46-33-48-65), 20 h 30 : *Le Scorpion*, En vers et contre tout.

**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99), 21 h : *La Valse du basar*.

**LIBRAIRIE-THÉÂTRE MARAIS PLUS** (42-72-73-52), 20 h 45 : *Rodéo*.

**LUCERNAIRE** (45-44-57-34), 1 : 21 h 15 : *Pages 11*, 19 h 45 : *Arlequin serviteur de deux maîtres*, 22 h 15 : *Alain soit je*.

**MADELEINE** (42-65-07-09), 21 h : *Le Silence éclaté*.

## MAISON DES CULTURES DU MONDE

(45-44-72-30), 20 h 30 : 10. Raffaele Viviani.

**MARAI** (42-78-03-53), 20 h 30 : *Le Comédien sans titre*.

**MARIGNY** (42-56-04-41), 21 h : *Les Brumes de Mancheur*, Petite salle (42-35-20-74), 21 h : *Homme gris*.

**MARIE-STUART** (45-08-17-80), 20 h : *Nora*, 22 h : *Julie*.

**MATHURINS** (42-45-90-00), 20 h 45 : *Les Petits Oiseaux*.

**MICHEL** (42-65-35-02), 21 h 15 : *Pyjama pour six*.

**MICHOÏÈRE** (47-42-95-22), 20 h 30 : *Double Mente*.

**MOGADOR** (42-85-28-80), 20 h 30 : *L'Avare*.

**MODERNE** (48-74-10-75), 21 h : *L'Entreprise de M. Desmartez avec M. Pascal le jeune*.

**MONTMARTRE** (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : *La Maison du lac*.

**NOUVEAU TH. MOUFFETARD** (43-31-11-90), 20 h 30 : *Idiot*.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76), 20 h 30 : *Mais qui est qui ?*

**ŒUVRE** (48-74-42-52), 20 h 45 : *Léopold*.

**PALAI DES GLACES** (46-07-49-93), Grande salle, 20 h 30 : *F. Chopin*, 22 h 15 : *M. Sergent*, Petite salle, 21 h : *Un amour de punk*.

**PETIT THÉÂTRE PARIS-CENTRE** (45-27-13-88), 21 h : *Un amour*.

**PALAI ROYAL** (42-97-59-81), 20 h 45 : *L'Amuse-gueule. Rencontres*.

**POCHÉ** (45-48-92-97), 21 h : *Amédée* ou comment s'en débarrasser.

**PORT DE GENTILVY** (45-60-20-20), 20 h 30 : *Qui a peur de Virginia Woolf ?*

**PORT-SAINT-MARTIN** (46-07-37-53), 20 h 30 : *B.29*.

**POINIERE** (42-61-44-16), 21 h : *Chat*.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50), 21 h : *La Maison des Jeanne et de la culture*.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-72-23-41), 19 h, les jours impairs : *J'ai tout mon temps, où êtes-vous ?*, les jours pairs : *en pleine mer*, 20 h 45 : *Histoire de Mahou, le boucher*.

**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47), 18 h 30 : *Les Mystères de Paris*, 20 h 45 : *Ensemble un rien*.

**SPLINDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93), 21 h : *Le Cocktail de Sergio*.

**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-35-10), 21 h : *Tel quel*.

**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (42-78-20-79), 20 h 30 : *Le monde de la femme*.

**TEMPLEIERS** (42-78-91-55), 20 h 30 : *Victor ou les enfants au pouvoir*.

**THÉÂTRE D'EDGAR** (42-22-11-03), 20 h 15 : *Les Babes caïnes*, 22 h : *Nous* ou *le monde de la femme*.

**THÉÂTRE DE L'ÉURE** (45-41-46-54), 20 h 30 : *Roussy*.

**THÉÂTRE NOIR** (43-46-91-93), 21 h : *Pénélope*.

**TH. 14 J.-M. SERREAU** (45-45-49-77), 20 h 30 : *Le monde de la femme*.

**THÉÂTRE DU TEMPS** (43-55-10-80), 20 h 30 : *Antigone*.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : *Les Sublimés*, Petite salle, 20 h 30 : *Pour un œil, pour un nom*.

**TINTAMARRE** (48-73-38-82), 20 h 15 : *A Star Is Born*, 22 h 30 : *Il. pour hommes*.

**TOURTOUR** (48-87-82-48), 20 h 30 : *Deil pour deuil*, 21 h : *Vous n'avez rien*.

**TRISTAN BERNARD** (45-22-08-40), 21 h : *American Buffalo*.

**VARIÉTÉS** (42-33-09-92), 20 h 30 : *Le Tombeur*.

## Les cafés-théâtres

**AU BÉC FIN** (42-96-29-35), 20 h 15 : *l'Orchestre*, 21 h 45 : *Jassure à tes risques*, 22 h : *De Belleville à Byzance*.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-67-15-84), 20 h 15 : *Arach*, 21 h 30 : *Les Démones Loulous*, 22 h 30 : *L'Étoffe des bleus*, 23 h 30 : *Les Sacrés Moutons*, 24 h 30 : *Savez les bébés fumer ?*, 25 h 30 : *Last Lunch - Dernier Service*.

**LE BOURVIL** (43-73-47-84), 20 h 15 : *Pas deux comme elle*, 22 h : *Tout aussi comme tout le monde*.

**CARÉ D'EDGAR** (42-20-45-11), 20 h 15 : *Tiens, voilà deux bonbons*, 21 h 30 : *Mangeons d'hommes*, 22 h 30 : *Ordes de secours*, 23 h 30 : *Le Chrysomède châtiment*, 24 h 30 : *Elles nous veulent toutes*, 25 h 15 : *Pierre Salvadori*.

**CARÉ DE LA GARE** (42-78-52-51), 20 h : *La Conscience nationale des faiseurs d'illusions*, 22 h : *Le Muet, le Nègre, le Nègre*.

**CONNETTABLE** (42-71-40-40), 22 h 30 : *M. Fauchon, J. Dasso, Djalmia, Gil et Aré-mise*.

**LE GRENIER** (43-80-68-01), 22 h : *Non, je n'ai pas disparu*.

**PETIT CASINO** (42-78-36-50), 21 h : *Les Cielles sont vaches*, 22 h 15 : *Nous, en scène*.

**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03), 20 h 15 : *D. and J. Memories*, 21 h 30 : *Nos dévils font désordre*, 22 h 30 : *Pibbles décadentes*.

**PROLOGUE** (45-75-33-15), 21 h : *De Beaugrenelle à Borneo*.

**SANTIER DES HALLES** (42-36-37-27), 22 h : *Alex jeta est*.

**SPLINDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-93), 21 h : *Tout Novembre*.

## Les concerts

**Salle Pleyel**, 20 h 30 : *Orchestre de Paris*, dir. Ch. von Dohnanyi (Haydn, Schumann, Liszt).

**La Table verte**, 22 h : *E. Leroux, A. Gazeira* (Chopin, Brahms, Debussy).

**Radio-France**, 19 h : *Société de musique contemporaine du Québec*, dir. S. Garant (Garant, Evangelista, Vivier).

**20 h 30** : *Nouvel orchestre philharmonique*, dir. M. Jasowski (Maurin, Bruchner).

**Salle Gaveau**, 20 h 30 : *G. Prouvost, N. Les* (Brahms, Schubert, Smetana).

**Salle-Chapelle**, 21 h : *F. de Staëbenart* (Bach).

**Église des Billettes**, 18 h 15 : *Petits chants* de M. Marais (Debussy, Bach, Duruflé).

**Crypte Sainte-Agnès**, 20 h 30 : *Ensemble La Réjouissance* (musique italienne des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>).

## Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Idée II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 13 novembre

## Music-hall

CIRQUE D'HYVER (48-06-02-02), 20 h 30 : G. Bedos.

CITHEA (43-57-99-26), 22 h 15 : E. Kibara, J. Hervé.

ESPACE-CAITÉ (43-27-95-94), 22 h 30, dim. 18 h : Ch. Combe.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 22 h : P. Desprez.

GYMNASE (42-46-79-79), 20 h 45 : F. Perria.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : N. Monstour.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : F. Chopin.

TH. GREVIN (42-46-84-47), 20 h 30 : T. Delajet.

TLP DELAJET (42-74-20-30), 20 h 30 : Léo Ferré.

Jazz, pop, rock, folk

ARC, Petit auditorium (47-23-61-27), 20 h 30 : A. Hervé/L. Schneider.

BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h : M. Saur.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : P. Sella, B. Vasseur.

CHAPPELLE DES LOMBARDS (45-27-24-24), 22 h 30 : Bonbon Tropical.

CITHEA (43-57-99-26), 20 h : BPC.

CIRUS (47-00-78-48), Myssmen.

MERIDIEN (47-58-12-30), 22 h 30 : B. Tati.

MONTANA (45-48-93-08), 21 h 30 : R. Urtreger, M. Fouet.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 21 h : M. Saur.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : M. Alexander trio.

La Cinéma-thèque

16 h, Bateau de retour, de H. Decollé ; 19 h, Hommage à Keisuke Kinoshita ; l'Enfance (V. et angl.) ; 21 h 15, Hommage à Garbaccio ; quatre-vingt-dix ans de cinéma : Batailles, de L. Feuillade.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU, Salle Garance (42-78-37-29)

Hommage à la Fédération Jeune-Vie ; 17 h 30, *Iran le Terrible* ; 20 h 30, *Joué de famille*, de Yoshimoto Morita.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, Tension à Rock-City, de C. Marqu Warren (v.o.) ; 19 h, *Filmothea*, de Usual ; l'Automobile, de E. Rosas, J. Cox et J. Canals de Hontes.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AFFAIRE CHELSEA DEARDON (A. v.o.), George V, 9 (42-42-41-46) ; P. nassies, 14 (42-30-32-20) ; V.F. : Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Miramar, 6 (42-62-45-76).

AFTER HOURS (A. v.o.), Studio de la Harpe, 5 (42-34-25-52) ; Le Triomphe, 8 (42-62-45-76).

AIDS (TROP JEUNE POUR MOURIR) (F.), Marnery, 8 (45-62-96-82).

AJANTIER (ind. v.o.), République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A. v.o.), Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Dan- ton, 6 (42-25-10-30), UGC Ermitage, 8 (42-25-10-30).

BLACK MIC-MAC (F.), Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

BRASIL (Br., v.o.), Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

LA BRULURE (A. v.o.), Ciné Beau- bourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Ronce, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-45) ; V.F. : Richelieu, 2 (42-33-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-99-26) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Maillo, 17 (47-48-06-06) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8 (43-47-35-43) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-74-



الجزيرة

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 13 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Colombo.  
21 h 50 Magazine : L'enjeu.  
Émission de François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weill.  
Point de repère sur l'âge du capital : La femme du mois : Catherine Rafabert. Des paysans nouveaux : Vieux jeun : le curriculum à éviter ; Emploi des jeunes : le filière allemande ; L'enjeu de l'innovation.  
23 h 5 Journal.  
23 h 15 C'est à dire.  
Avec Christian Giudicelli, pour Station balnéaire, et Gabriel Matzoff.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Cinéma : Les égoïstes du paradis. ■  
Film français de José Giovanni (1979), avec Francis Huster, Jean-François Balmer, Lila Kedrova, Mustapha Dali.  
L'audacieux et réel cambriolage d'une grande banque de Nice par Albert Spaggiari et sa bande, en 1976. Le tunnel creusé dans les égoïstes comme si vous y étiez. Giovanni et Francis Huster cherchent à faire croire que Spaggiari est une sorte d'Archie Lapsin. On reste sceptique.  
22 h 35 Le magazine.  
De Jean-Louis Saportin, présenté par Daniel Biliatin.  
Au sommaire : Le suicide des jeunes en France ; En Belgique, la télévision privée par câble ; Au Suriname, accablée sur le Minami.  
23 h 40 C'est à dire.  
Les Six Jours de Paris.  
0 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Cinéma : Fleur d'osier. ■  
Film français de Georges Lantier (1967), avec M. Davy, A. Fajard, M. Bism, H. Garin, A. Poesse, Amadou, P. Pichot, R. Saint Cyr, Anna.  
22 h 25 Journal.  
22 h 50 Série : Nous l'avons tant aimée, la révolution.

De Daniel Cohn-Bendit et Steven de Winter. 2<sup>e</sup> partie : La polémique.  
Évolution d'une jeune génération qui croit mettre en 63 l'émancipation au pouvoir et qui ensuite doit affronter le réel.  
23 h 45 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

20 h 30, Les Triplés ; 20 h 35, Chénas : Les hommes de Las Vegas, film franco-germano-espagnol d'Antonio Anas (1969), avec Gary Lockwood, Jean Seberg, Elke Sommer...  
22 h 35, Flash d'informations ; 22 h 45, Élection de Milla Mendez, en léger différé de Londres ; 0 h 10, Chénas : Le lit d'Elodie, film français classé X de J. Helbig (1983), avec Yves Colla, Alban Corry... ; 1 h 35, Série : Rawlaid ; 2 h 10, Magazine : Hollywood Star.

### LA 5

20 h 30 Série : Mike Hammer ; 21 h 20 Série : Les Grands ; 22 h 10, Flash d'informations ; 22 h 30, Série : Mike Hammer ; 23 h 50, Série : Les Grands ; 0 h 40, Série : Star Trek ; 1 h 30, Série : Chénas.

### TV 6

20 h 10, Chénas : Ça commence à Vera-Cruz ; 22 h, 6 Toile.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Les beaux-façons. Poètes oubliés des seize et dix-septième siècles : Louis Gallup de Chateaufort et Guy Le Fèvre de la Boderie.  
21 h 30 Musique : La semaine. Les cobles : orchestre de Sardaigne.  
22 h 30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Bruits du monde.  
0 h 10 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : Jodermann, six monologues pour baryton et orchestre de chambre ; Symphonie n° 1 en ut mineur, de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski ; soliste : Siegmund Nimsgern, baryton.  
23 h Les sautres de France-Musique.

## Vendredi 14 novembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h 50 Feuilleton : Dantes (rediff.).  
14 h 35 Ravi de vous voir.  
14 h 45 Feuilleton : Le bonhomme conjugal (rediff.).  
15 h 15 Variétés : Show blues.  
17 h 25 Feuilleton : Les chevaux du soleil.  
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 40 La vie des Botes.  
19 h 10 Feuilleton : Santa Barbara.  
19 h 40 Cocoricooboy.  
20 h Journal.

100 ARTISANS VENDENT LEURS CREATIONS

DU 7 NOV. AU 3 JANV.

SAMARITAINE

20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Variétés : Grand public.  
Émission de Patrick Sabatier et Rémy Grumbach.  
Avec Joli Bats, Bernard Lavilliers, Pierre Bachelet, Guy Marchand, Kim Wilde, Marc Lavoine, Whitney Houston, Francis Lalonde, Doudou, Elia.  
A 22 h 00, la séance de 10 heures, avec Jean Patois pour la pibce « Les clients », qu'il joue avec François Fabian au Théâtre Edouard-VII.  
22 h 30 Feuilleton : Shogun.  
D'après le roman de James Clavell. 7<sup>e</sup> épisode.  
23 h 30 Journal.  
23 h 50 Magazine : Premier Balcon.  
0 h 5 TSP (Télévision sans frontière).  
Avec Sila A. Koussah, Tchallim Bess, Jo Amozia, Vicky Billa, Alfa Mala, Dama Damawazan, Jimmy Hope, Bedon Okonta.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13 h 50 Magazine : Aujourd'hui la vie.  
15 h Série : Best sellers.  
79 Park Avenue (feuilleton en six épisodes). 1<sup>er</sup> épisode.  
15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.  
Avec Corey Hart, Guzziella, Paul Young, Véronique Jannot.  
17 h 35 Récit A 2.  
18 h 5 Feuilleton : La guerre des femmes.  
18 h 30 Magazine : C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Actualités régionales.  
19 h 40 Le nouveau théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Deux flics à Miami.  
21 h 25 Apostrophes.  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Sur le thème : Les livres du mois, sont invités : François Dolto (Enfances) ; Serge Moult (La saison des palmiers) ; George Steiner (Les Antigones) ; Jack Ralite parlers de La défense de l'infant, suivi des Aventure de Jean-François la Bête, de Louis Aragon ; Albert du Roy parlers de l'identité de la France (tomes II et III), de Fernand Braudel.  
22 h 40 Journal et cyclisme à Borcy.  
22 h 55 Ciné-club : Le cygne se rebiffe. □  
Film français de Gilles Grangier (1961), avec J. Gabin, M. Carot, F. Villard, M. Bism, R. Blier.  
Des Français parisiens, préparant un treffe de faux billets hollandais, font appel à un vieux cad retiré des affaires. Les grosses ficelles d'une comédie politique et argotique inspirée d'Albert Simonin. Va et venu à la télévision. Qu'est-ce que cela vient faire au Ciné-Club, même avec Gabin en tête d'affiche ?

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h Magazine : Mach 3 (rediff.).  
14 h 30 Série : Bizarro, bizarre.  
15 h Prélude bis.  
15 h Documentaire : Civilisations (rediff.).  
17 h 3, 2, 1, Contre.  
17 h 30 L'inspecteur Gadget.  
17 h 55 Croque'soleil.  
18 h 57 Juste ciel, petit horoscope.  
19 h Le 19-20 de l'information.  
19 h 15 Actualités régionales.  
19 h 55 Dessin animé : Les entrecroches.  
20 h 04 Les jeux au Casin.  
20 h 35 Feuilleton : Cinq filles à Paris. (4<sup>e</sup> épisode).  
21 h 30 Magazine : Taxi.  
De Ph. Alfonsi et M. Dugowson.  
22 h 30 Journal.  
22 h 55 Décibels.  
Avec le groupe australien Died Pretty.  
23 h 40 Prélude à la nuit.  
Pacific 231, de Hoenegger, par l'Orchestre du Festival de Finais, dir. Laurent Petitgirard.

### CANAL PLUS

14 h, Chénas : Trois hommes et un coiffin. ■ ■ ■ Film français de Coline Serreau (1983), avec Roland Girard, Michel Boujenah, André Dussollier... ; 15 h 45, Chénas : Le secret derrière la porte. ■ ■ ■ Film américain de Fritz Lang (1946), avec Joan Bennett, Michael Redgrave, Anne Revere... ; 17 h 20, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Série : Mike Hammer ; 18 h 35, Flash d'informations ; 18 h 45, Chénas : Les Triplés ; 18 h 55, Top 50 ; 19 h 15, Zélati ; 19 h 30, Flash d'informations ; 19 h 45, Chénas : Les Triplés ; 19 h 55, Flash d'informations ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 10, Chénas : Les Triplés ; 0 h 15, Flash d'informations ; 0 h 25, Chénas : Les Triplés ; 0 h 35, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas : Les Triplés ; 12 h 45, Flash d'informations ; 12 h 55, Chénas : Les Triplés ; 13 h 30, Chénas : Les Triplés ; 13 h 45, Flash d'informations ; 13 h 55, Chénas : Les Triplés ; 14 h 30, Chénas : Les Triplés ; 14 h 45, Flash d'informations ; 14 h 55, Chénas : Les Triplés ; 15 h 30, Chénas : Les Triplés ; 15 h 45, Flash d'informations ; 15 h 55, Chénas : Les Triplés ; 16 h 30, Chénas : Les Triplés ; 16 h 45, Flash d'informations ; 16 h 55, Chénas : Les Triplés ; 17 h 30, Chénas : Les Triplés ; 17 h 45, Flash d'informations ; 17 h 55, Chénas : Les Triplés ; 18 h 30, Chénas : Les Triplés ; 18 h 45, Flash d'informations ; 18 h 55, Chénas : Les Triplés ; 19 h 30, Chénas : Les Triplés ; 19 h 45, Flash d'informations ; 19 h 55, Chénas : Les Triplés ; 20 h 30, Chénas : Les Triplés ; 20 h 45, Flash d'informations ; 20 h 55, Chénas : Les Triplés ; 21 h 30, Chénas : Les Triplés ; 21 h 45, Flash d'informations ; 21 h 55, Chénas : Les Triplés ; 22 h 30, Chénas : Les Triplés ; 22 h 45, Flash d'informations ; 22 h 55, Chénas : Les Triplés ; 23 h 30, Chénas : Les Triplés ; 23 h 45, Flash d'informations ; 23 h 55, Chénas : Les Triplés ; 0 h 30, Chénas : Les Triplés ; 0 h 45, Flash d'informations ; 0 h 55, Chénas : Les Triplés ; 1 h 30, Chénas : Les Triplés ; 1 h 45, Flash d'informations ; 1 h 55, Chénas : Les Triplés ; 2 h 30, Chénas : Les Triplés ; 2 h 45, Flash d'informations ; 2 h 55, Chénas : Les Triplés ; 3 h 30, Chénas : Les Triplés ; 3 h 45, Flash d'informations ; 3 h 55, Chénas : Les Triplés ; 4 h 30, Chénas : Les Triplés ; 4 h 45, Flash d'informations ; 4 h 55, Chénas : Les Triplés ; 5 h 30, Chénas : Les Triplés ; 5 h 45, Flash d'informations ; 5 h 55, Chénas : Les Triplés ; 6 h 30, Chénas : Les Triplés ; 6 h 45, Flash d'informations ; 6 h 55, Chénas : Les Triplés ; 7 h 30, Chénas : Les Triplés ; 7 h 45, Flash d'informations ; 7 h 55, Chénas : Les Triplés ; 8 h 30, Chénas : Les Triplés ; 8 h 45, Flash d'informations ; 8 h 55, Chénas : Les Triplés ; 9 h 30, Chénas : Les Triplés ; 9 h 45, Flash d'informations ; 9 h 55, Chénas : Les Triplés ; 10 h 30, Chénas : Les Triplés ; 10 h 45, Flash d'informations ; 10 h 55, Chénas : Les Triplés ; 11 h 30, Chénas : Les Triplés ; 11 h 45, Flash d'informations ; 11 h 55, Chénas : Les Triplés ; 12 h 30, Chénas :







مكتبة الطفل

La Monde • Vendredi 14 novembre 1986 35

# Ils sont toqués ces Suédois.

**DEMANDEZ  
NOTRE FAMEUX  
KÖTTBULLAR.**  
boulettes de viande

**19 F**

JUSQU'AU 16.11.86 INCLUS

Pas de restaurant à Lyon.

C'est pas possible, ils ont bouffé du renne !  
Non seulement ils offrent des tables et des chaises  
à des prix si petits qu'on en reste assailli mais en plus ils  
vous font des spécialités suédoises à l'heure du déjeuner.  
Si c'est bon ? A voir l'air ravi de tout le monde, ça paraît  
bien deux fourchettes, une toquée et un runde de service  
dans n'importe quel guide... On n'aurait même qu'il  
y en a qui viennent chez IKEA rien que pour déjeuner  
pas cher. Et avec leurs enfants en plus. Bravo !  
Bon, c'est pas tout ça mais qu'est-ce qu'on mange ?  
Du saumon ! Nature, mariné à l'aneth ou fumé. Et des

boulettes...  
miam. Et les...  
à l'heure du...  
de petites...  
C'est pas le...  
Pour les...  
Il y a aussi...  
trouvés dans...  
d'ailleurs...  
Il y a aussi...  
Pour plus de...  
détail dans les... (IKEA)

au restaurant une petite boutique où on peut  
acheter de l'aquavit et des tas de bonnes choses  
à l'heure du déjeuner. Une occasion de faire un bon marché bon  
marché de frimer les copains, du canapé jusqu'aux



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21  
IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE 17  
IKEA LYON : CITÉ CIAL DU GRAND VIEUX VAULX EN VILLAGE

FERME LE LUNDI  
H. DIM. 10-19 H  
RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS



# Economie

## Les compagnies aériennes choisissent d'affronter leurs personnels navigants

Les officiers mécaniciens d'Air Inter se sont mis en grève le jeudi 13 et le vendredi 14 novembre. Ils emboîtent le pas aux hôtesses et aux stewards d'Air France qui s'étaient cotés les bras le 8 et le 9 novembre et qui récidiveront du 16 au 20 novembre. Peu de temps auparavant, les 2, 3 et 4 novembre, c'étaient les hôtesses et les stewards des lignes du Pacifique d'UTA qui avaient cessé le travail. Cette épidémie de conflits sociaux est révélatrice des tensions économiques qu'affrontent les transporteurs aériens français.

En apparence, les motifs de ces grèves ne se ressemblent guère. Les mécaniciens d'Air Inter défendent la pérennité de leur profession, car ils risquent de disparaître des cockpits des avions les plus modernes, comme l'Airbus A-320 où le pilote et le copilote suffisent. Le personnel de cabine d'Air France proteste, lui, contre la contraction des effectifs au moment où la compagnie nationale ouvre des lignes nouvelles et accroît ses fréquences.

Le personnel du Pacifique d'UTA réclame pour sa part une prime identique à celle perçue par les équipages basés à Paris. Il y a un mois et demi, c'étaient les stewards et les hôtesses d'Air France qui réclamaient un temps de repos supplémentaire pour les équipages se rendant à Tahiti. C'étaient aussi les pilotes d'UTA qui exigeaient un renforcement des équipages pour le vol non stop Paris-San-Francisco.

Toutes ces demandes et ces revendications se sont heurtées à un refus très ferme des directions des trois compagnies. Air Inter, on refuse de rouvrir des négociations et de revenir sur la commande du 25 octobre 1985 d'Airbus A-320 qui seront pilotes à deux, comme dans l'ensemble des compagnies du monde, à l'exception de l'australienne Ansett.

Chez Air France, une lettre de la direction adressée au personnel dénonce les revendications et les grèves organisées par le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), car elles ris-

quent, déclare la compagnie, de « compromettre les efforts que nous faisons pour prouver que notre entreprise saura s'adapter aux conditions qui lui sont faites — ouverture de nouvelles dessertes, tarifs attractifs, présence sur tous les marchés — tout en se préparant à moderniser sa flotte ».

Quant au PDG d'UTA, M. René Laporte, il ne cache pas que « la grève est un excellent investissement » si son échec finit par convaincre le personnel navigant de se montrer raisonnable. Après une demi-douzaine d'arrêts de travail, il a fini par convaincre hôtesses et stewards de ramener leur nombre de onze à dix sur les Boeing-747 Combi et sur les DC-10. Il a fait savoir qu'il arrêterait l'exploitation de la ligne Paris-San-Francisco si on lui imposait cinq pilotes par vol. Il a prévenu qu'il renoncera à l'achat de futurs Boeing-747-400, conçus pour être pilotés par un équipage de deux personnes, si les syndicats continuaient de réclamer un équipage à trois.

### Objectif 1992 en Europe

Il est remarquable que ce « non-franc et massif des directions s'adresse à une catégorie socio-professionnelle très précise : le personnel navigant, qu'il soit technique (pilotes et mécaniciens) ou commercial (hôtesses et stewards). En effet, celui-ci est coûteux pour les exploitants. Les salaires des hôtesses, par exemple, oscillent entre 9 000 et 18 000 francs par mois, selon l'ancienneté, quand ceux des pilotes et mécaniciens varient en moyenne de 22 000 à 50 000 francs. Ces dépenses salariales — pour une durée moyenne de travail de soixante heures par mois — se doublent de frais importants d'hébergement et de restauration dans les escales.

Le désir des directions de limiter ces coûts, en diminuant les effectifs

ou en refusant de distribuer des primes ou des avantages supplémentaires, en cache un autre : celui de faire enfin plier des personnels froids qui ont longtemps imposé leurs revendications parce que leurs grèves paralysaient instantanément le trafic.

En fait, les compagnies sont contraintes par la concurrence internationale de servir leurs coûts au maximum. Surtout les compagnies européennes qui affrontent, dans le Pacifique, des compagnies asiatiques dont le personnel navigant est au moins deux fois moins payé que le leur. Sans parler du marché américain où la déréglementation a joué à plein, contraignant les pilotes et les stewards à accepter des baisses de salaire de 15 ou même 20 %, sous peine de licenciements massifs ou de dépôt de bilan.

Dans l'Europe des Douze, la perspective d'une suppression des frontières aériennes en 1992 oblige les transporteurs à s'aligner sur les coûts des personnels du pays où de la compagnie les plus avantageux. Aujourd'hui, ce sont la Grande-Bretagne, British Airways et British Caledonia qui profitent d'une décade de 25 %.

Les syndicats commencent à comprendre les effets implacables de cette concurrence internationale. La SNOMAC, qui milite pour un pilotage à trois sur tous les avions n'avance plus d'arguments sur la sécurité, mais demande qu'on évalue précisément ce que coûte et ce que rapporte la présence d'un mécanicien à bord.

Si les organisations syndicales refusent d'entrer plus avant dans la logique économique qui prévaut, il y a gros à parier que les conflits se multiplieront et que les directions y feront preuve d'une combativité inconnue jusqu'ici.

Pour l'instant, la présence d'un pilote britannique ou néerlandais aux commandes d'un Boeing d'Air France ou d'UTA ne peut relever que du cauchemar d'un syndicaliste. Mais en 1992 ?

ALAIN FAUJAS.

## Le « plan de sauvegarde » de la Sécurité sociale

## La Caisse nationale d'assurance-maladie propose de sérieux amendements aux projets gouvernementaux

Malgré les tentatives et malgré certaines pressions syndicales, la commission de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) des salariés, réunie le mercredi 12 novembre, n'a pas rejeté en bloc le « plan de sauvegarde » présenté par M. Séguin, ministre des affaires sociales : elle a répondu par un « oui, mais » aux propositions concernant la médecine de ville et par un « non » sans équivoque, accompagné d'une contre-proposition, à celles concernant l'hôpital. Elle a aussi réduit la portée financière du plan. Cela ne simplifiera pas la tâche du gouvernement, qui souhaite réaliser des économies substantielles, mais a permis de tenir compte des avis de la CNAM et avait même invité celle-ci à aller de l'avant. Le 12 novembre au soir, M. Séguin s'est pourtant déclaré « très satisfait » de l'accueil de la CNAM.

Seule la CGT a repoussé en bloc le plan gouvernemental, comme elle avait rejeté le « plan de modération des dépenses » préparé par la CNAM elle-même, considérant que ce ne sont pas « les dépenses de santé qui croissent trop vite, mais le chômage, l'antériorité, la déqualification, la précarité des emplois qui pèsent sur les recettes ». Les autres membres de la commission ont examiné point par point les propositions gouvernementales. D'autre part, ils ont, en majorité, retenu comme principe général l'alignement des remboursements à 100 % — cible principale des propositions de M. Séguin — sur leur cause médicale : les maladies graves.

Pour la médecine de ville, la commission, à une très forte majorité, a voté le principe de la révision de la liste des maladies longues, graves et coûteuses donnant droit au remboursement à 100 % et d'une définition plus stricte de ce remboursement. En effet, elle a accepté, comme le proposait le ministre, que la liste des maladies donnant droit à ce remboursement soit revue (le nombre passant de vingt-cinq à trente) et que ce remboursement soit limité à cette maladie elle-même ; elle n'a-

pas accepté la suppression du système de la « vingt-sixième maladie », qui permet à un assuré de ne pas payer de « ticket modérateur » lorsque les dépenses restent à sa charge dépassent 80 F par mois pendant six mois. Avec une restriction cependant : que soit autorisé un système de « sauvegarde » permettant au cas par cas, sur raison médicale (et non de ressources) et par accord préalable entre les médecins traitants et les médecins-conseils des caisses, de maintenir un remboursement à 100 % pour des maladies ne figurant pas sur la liste. Une telle solution, proposée par le contrôle médical de la CNAM, avait été défendue aussi par la CFDT ; elle n'est pas exclue par le ministre des affaires sociales.

En revanche, la majorité de la commission a refusé que les médicaments dits « de confort » ne soient remboursés qu'à 40 % en cas d'ordonnerie du ticket modérateur : le gouvernement ayant annoncé une révision de la liste des médicaments remboursés à 40 %, elle a refusé de se prononcer avant. De même a-t-elle repoussé la suppression de l'exonération en cas d'arrêt de travail de plus de trois mois.

### Revoir les problèmes de l'hospitalisation

Cela réduirait sans doute beaucoup les économies attendues, la mesure sur les médicaments devant, à elle seule, selon le ministre des affaires sociales, rapporter 3,5 milliards de francs en année pleine. Mais les responsables de la CNAM contestent les chiffres avancés par le ministre, qu'ils jugent tantôt surestimés, tantôt sous-estimés. Selon eux, les mesures déjà acceptées devraient économiser 2,5 à 3 milliards de francs à la Caisse.

Sur l'hospitalisation, en revanche, la commission a demandé au ministre de reprendre sa copie. L'augmentation de 30 % du forfait journalier proposée par M. Séguin était fort impopulaire auprès des syndicats. Mais la majorité de la commission

(y compris, il faut le noter, le CNPF, qui avait approuvé le reste du plan) n'a considéré qu'on ne pouvait dissocier les deux mesures proposées par le gouvernement — relèvement du forfait journalier et limitation aux actes chirurgicaux de l'exonération du ticket modérateur. Elle n'a souhaité qu'une révision de l'ensemble des conditions de prise en charge à l'hôpital, aujourd'hui très disparates et très inégales : selon le contrôle médical de la CNAM, cette disparité et cette inégalité seraient plutôt aggravées par les mesures proposées par le ministre des affaires sociales.

Les responsables de la CNAM ont annoncé leur intention de pousser eux-mêmes les « études conjuguées » et les « études complémentaires » suggérées par M. Séguin, prenant en mot le ministre. Ils ont aussi annoncé leur intention de proposer une révision des exonérations accordées en fonction de critères sociaux, certaines depuis les années 50 ou 60.

Mais les membres de la commission ont préféré laisser au gouvernement la décision de supprimer la franchise postale : cette mesure, sur laquelle ils étaient partagés, pourrait rapporter 1 milliard de francs.

A travers ces différentes positions, le président de la CNAM, M. Maurice Derlin (Forces ouvrières) a résumé dans l'ensemble à ne pas trop s'éloigner des options définies le matin même de la réunion par le bureau de sa confédération, sans leur donner la même formulation brutale et négative qu'elles avaient, renvoyant en fait la responsabilité des décisions au gouvernement. Cette attitude de FO est liée au conflit de tendance, dans les instances dirigeantes de la confédération, qui s'est déjà manifesté lors des discussions avec le CNPF sur les procédures de licenciements. Elle n'a pas empêché la CNAM de revendiquer son droit d'initiative sur l'hôpital, répondant sur ce point aux demandes instantes de la CFDT et de la CFTC.

GUY HERZLICH.

## Dakar 3200 F avec Jumbo Charter. Seuls les poissons paient moins cher.

01 38 24 10 00 - 01 38 24 10 01  
 01 38 24 10 02 - 01 38 24 10 03  
 01 38 24 10 04 - 01 38 24 10 05  
 01 38 24 10 06 - 01 38 24 10 07  
 01 38 24 10 08 - 01 38 24 10 09  
 01 38 24 10 10 - 01 38 24 10 11  
 01 38 24 10 12 - 01 38 24 10 13  
 01 38 24 10 14 - 01 38 24 10 15  
 01 38 24 10 16 - 01 38 24 10 17  
 01 38 24 10 18 - 01 38 24 10 19  
 01 38 24 10 20 - 01 38 24 10 21  
 01 38 24 10 22 - 01 38 24 10 23  
 01 38 24 10 24 - 01 38 24 10 25  
 01 38 24 10 26 - 01 38 24 10 27  
 01 38 24 10 28 - 01 38 24 10 29  
 01 38 24 10 30 - 01 38 24 10 31  
 01 38 24 10 32 - 01 38 24 10 33  
 01 38 24 10 34 - 01 38 24 10 35  
 01 38 24 10 36 - 01 38 24 10 37  
 01 38 24 10 38 - 01 38 24 10 39  
 01 38 24 10 40 - 01 38 24 10 41  
 01 38 24 10 42 - 01 38 24 10 43  
 01 38 24 10 44 - 01 38 24 10 45  
 01 38 24 10 46 - 01 38 24 10 47  
 01 38 24 10 48 - 01 38 24 10 49  
 01 38 24 10 50 - 01 38 24 10 51  
 01 38 24 10 52 - 01 38 24 10 53  
 01 38 24 10 54 - 01 38 24 10 55  
 01 38 24 10 56 - 01 38 24 10 57  
 01 38 24 10 58 - 01 38 24 10 59  
 01 38 24 10 60 - 01 38 24 10 61  
 01 38 24 10 62 - 01 38 24 10 63  
 01 38 24 10 64 - 01 38 24 10 65  
 01 38 24 10 66 - 01 38 24 10 67  
 01 38 24 10 68 - 01 38 24 10 69  
 01 38 24 10 70 - 01 38 24 10 71  
 01 38 24 10 72 - 01 38 24 10 73  
 01 38 24 10 74 - 01 38 24 10 75  
 01 38 24 10 76 - 01 38 24 10 77  
 01 38 24 10 78 - 01 38 24 10 79  
 01 38 24 10 80 - 01 38 24 10 81  
 01 38 24 10 82 - 01 38 24 10 83  
 01 38 24 10 84 - 01 38 24 10 85  
 01 38 24 10 86 - 01 38 24 10 87  
 01 38 24 10 88 - 01 38 24 10 89  
 01 38 24 10 90 - 01 38 24 10 91  
 01 38 24 10 92 - 01 38 24 10 93  
 01 38 24 10 94 - 01 38 24 10 95  
 01 38 24 10 96 - 01 38 24 10 97  
 01 38 24 10 98 - 01 38 24 10 99  
 01 38 24 10 100 - 01 38 24 10 101  
 01 38 24 10 102 - 01 38 24 10 103  
 01 38 24 10 104 - 01 38 24 10 105  
 01 38 24 10 106 - 01 38 24 10 107  
 01 38 24 10 108 - 01 38 24 10 109  
 01 38 24 10 110 - 01 38 24 10 111  
 01 38 24 10 112 - 01 38 24 10 113  
 01 38 24 10 114 - 01 38 24 10 115  
 01 38 24 10 116 - 01 38 24 10 117  
 01 38 24 10 118 - 01 38 24 10 119  
 01 38 24 10 120 - 01 38 24 10 121  
 01 38 24 10 122 - 01 38 24 10 123  
 01 38 24 10 124 - 01 38 24 10 125  
 01 38 24 10 126 - 01 38 24 10 127  
 01 38 24 10 128 - 01 38 24 10 129  
 01 38 24 10 130 - 01 38 24 10 131  
 01 38 24 10 132 - 01 38 24 10 133  
 01 38 24 10 134 - 01 38 24 10 135  
 01 38 24 10 136 - 01 38 24 10 137  
 01 38 24 10 138 - 01 38 24 10 139  
 01 38 24 10 140 - 01 38 24 10 141  
 01 38 24 10 142 - 01 38 24 10 143  
 01 38 24 10 144 - 01 38 24 10 145  
 01 38 24 10 146 - 01 38 24 10 147  
 01 38 24 10 148 - 01 38 24 10 149  
 01 38 24 10 150 - 01 38 24 10 151  
 01 38 24 10 152 - 01 38 24 10 153  
 01 38 24 10 154 - 01 38 24 10 155  
 01 38 24 10 156 - 01 38 24 10 157  
 01 38 24 10 158 - 01 38 24 10 159  
 01 38 24 10 160 - 01 38 24 10 161  
 01 38 24 10 162 - 01 38 24 10 163  
 01 38 24 10 164 - 01 38 24 10 165  
 01 38 24 10 166 - 01 38 24 10 167  
 01 38 24 10 168 - 01 38 24 10 169  
 01 38 24 10 170 - 01 38 24 10 171  
 01 38 24 10 172 - 01 38 24 10 173  
 01 38 24 10 174 - 01 38 24 10 175  
 01 38 24 10 176 - 01 38 24 10 177  
 01 38 24 10 178 - 01 38 24 10 179  
 01 38 24 10 180 - 01 38 24 10 181  
 01 38 24 10 182 - 01 38 24 10 183  
 01 38 24 10 184 - 01 38 24 10 185  
 01 38 24 10 186 - 01 38 24 10 187  
 01 38 24 10 188 - 01 38 24 10 189  
 01 38 24 10 190 - 01 38 24 10 191  
 01 38 24 10 192 - 01 38 24 10 193  
 01 38 24 10 194 - 01 38 24 10 195  
 01 38 24 10 196 - 01 38 24 10 197  
 01 38 24 10 198 - 01 38 24 10 199  
 01 38 24 10 200 - 01 38 24 10 201  
 01 38 24 10 202 - 01 38 24 10 203  
 01 38 24 10 204 - 01 38 24 10 205  
 01 38 24 10 206 - 01 38 24 10 207  
 01 38 24 10 208 - 01 38 24 10 209  
 01 38 24 10 210 - 01 38 24 10 211  
 01 38 24 10 212 - 01 38 24 10 213  
 01 38 24 10 214 - 01 38 24 10 215  
 01 38 24 10 216 - 01 38 24 10 217  
 01 38 24 10 218 - 01 38 24 10 219  
 01 38 24 10 220 - 01 38 24 10 221  
 01 38 24 10 222 - 01 38 24 10 223  
 01 38 24 10 224 - 01 38 24 10 225  
 01 38 24 10 226 - 01 38 24 10 227  
 01 38 24 10 228 - 01 38 24 10 229  
 01 38 24 10 230 - 01 38 24 10 231  
 01 38 24 10 232 - 01 38 24 10 233  
 01 38 24 10 234 - 01 38 24 10 235  
 01 38 24 10 236 - 01 38 24 10 237  
 01 38 24 10 238 - 01 38 24 10 239  
 01 38 24 10 240 - 01 38 24 10 241  
 01 38 24 10 242 - 01 38 24 10 243  
 01 38 24 10 244 - 01 38 24 10 245  
 01 38 24 10 246 - 01 38 24 10 247  
 01 38 24 10 248 - 01 38 24 10 249  
 01 38 24 10 250 - 01 38 24 10 251  
 01 38 24 10 252 - 01 38 24 10 253  
 01 38 24 10 254 - 01 38 24 10 255  
 01 38 24 10 256 - 01 38 24 10 257  
 01 38 24 10 258 - 01 38 24 10 259  
 01 38 24 10 260 - 01 38 24 10 261  
 01 38 24 10 262 - 01 38 24 10 263  
 01 38 24 10 264 - 01 38 24 10 265  
 01 38 24 10 266 - 01 38 24 10 267  
 01 38 24 10 268 - 01 38 24 10 269  
 01 38 24 10 270 - 01 38 24 10 271  
 01 38 24 10 272 - 01 38 24 10 273  
 01 38 24 10 274 - 01 38 24 10 275  
 01 38 24 10 276 - 01 38 24 10 277  
 01 38 24 10 278 - 01 38 24 10 279  
 01 38 24 10 280 - 01 38 24 10 281  
 01 38 24 10 282 - 01 38 24 10 283  
 01 38 24 10 284 - 01 38 24 10 285  
 01 38 24 10 286 - 01 38 24 10 287  
 01 38 24 10 288 - 01 38 24 10 289  
 01 38 24 10 290 - 01 38 24 10 291  
 01 38 24 10 292 - 01 38 24 10 293  
 01 38 24 10 294 - 01 38 24 10 295  
 01 38 24 10 296 - 01 38 24 10 297  
 01 38 24 10 298 - 01 38 24 10 299  
 01 38 24 10 300 - 01 38 24 10 301  
 01 38 24 10 302 - 01 38 24 10 303  
 01 38 24 10 304 - 01 38 24 10 305  
 01 38 24 10 306 - 01 38 24 10 307  
 01 38 24 10 308 - 01 38 24 10 309  
 01 38 24 10 310 - 01 38 24 10 311  
 01 38 24 10 312 - 01 38 24 10 313  
 01 38 24 10 314 - 01 38 24 10 315  
 01 38 24 10 316 - 01 38 24 10 317  
 01 38 24 10 318 - 01 38 24 10 319  
 01 38 24 10 320 - 01 38 24 10 321  
 01 38 24 10 322 - 01 38 24 10 323  
 01 38 24 10 324 - 01 38 24 10 325  
 01 38 24 10 326 - 01 38 24 10 327  
 01 38 24 10 328 - 01 38 24 10 329  
 01 38 24 10 330 - 01 38 24 10 331  
 01 38 24 10 332 - 01 38 24 10 333  
 01 38 24 10 334 - 01 38 24 10 335  
 01 38 24 10 336 - 01 38 24 10 337  
 01 38 24 10 338 - 01 38 24 10 339  
 01 38 24 10 340 - 01 38 24 10 341  
 01 38 24 10 342 - 01 38 24 10 343  
 01 38 24 10 344 - 01 38 24 10 345  
 01 38 24 10 346 - 01 38 24 10 347  
 01 38 24 10 348 - 01 38 24 10 349  
 01 38 24 10 350 - 01 38 24 10 351  
 01 38 24 10 352 - 01 38 24 10 353  
 01 38 24 10 354 - 01 38 24 10 355  
 01 38 24 10 356 - 01 38 24 10 357  
 01 38 24 10 358 - 01 38 24 10 359  
 01 38 24 10 360 - 01 38 24 10 361  
 01 38 24 10 362 - 01 38 24 10 363  
 01 38 24 10 364 - 01 38 24 10 365  
 01 38 24 10 366 - 01 38 24 10 367  
 01 38 24 10 368 - 01 38 24 10 369  
 01 38 24 10 370 - 01 38 24 10 371  
 01 38 24 10 372 - 01 38 24 10 373  
 01 38 24 10 374 - 01 38 24 10 375  
 01 38 24 10 376 - 01 38 24 10 377  
 01 38 24 10 378 - 01 38 24 10 379  
 01 38 24 10 380 - 01 38 24 10 381  
 01 38 24 10 382 - 01 38 24 10 383  
 01 38 24 10 384 - 01 38 24 10 385  
 01 38 24 10 386 - 01 38 24 10 387  
 01 38 24 10 388 - 01 38 24 10 389  
 01 38 24 10 390 - 01 38 24 10 391  
 01 38 24 10 392 - 01 38 24 10 393  
 01 38 24 10 394 - 01 38 24 10 395  
 01 38 24 10 396 - 01 38 24 10 397  
 01 38 24 10 398 - 01 38 24 10 399  
 01 38 24 10 400 - 01 38 24 10 401  
 01 38 24 10 402 - 01 38 24 10 403  
 01 38 24 10 404 - 01 38 24 10 405  
 01 38 24 10 406 - 01 38 24 10 407  
 01 38 24 10 408 - 01 38 24 10 409  
 01 38 24 10 410 - 01 38 24 10 411  
 01 38 24 10 412 - 01 38 24 10 413  
 01 38 24 10 414 - 01 38 24 10 415  
 01 38 24 10 416 - 01 38 24 10 417  
 01 38 24 10 418 - 01 38 24 10 419  
 01 38 24 10 420 - 01 38 24 10 421  
 01 38 24 10 422 - 01 38 24 10 423  
 01 38 24 10 424 - 01 38 24 10 425  
 01 38 24 10 426 - 01 38 24 10 427  
 01 38 24 10 428 - 01 38 24 10 429  
 01 38 24 10 430 - 01 38 24 10 431  
 01 38 24 10 432 - 01 38 24 10 433  
 01 38 24 10 434 - 01 38 24 10 435  
 01 38 24 10 436 - 01 38 24 10 437  
 01 38 24 10 438 - 01 38 24 10 439  
 01 38 24 10 440 - 01 38 24 10 441  
 01 38 24 10 442 - 01 38 24 10 443  
 01 38 24 10 444 - 01 38 24 10 445  
 01 38 24 10 446 - 01 38 24 10 447  
 01 38 24 10 448 - 01 38 24 10 449  
 01



## Economie

### Les syndicats de l'OCDE chez M. Chirac L'hommage et l'exhortation

En recevant à dîner, mercredi 12 novembre à l'hôtel Matignon, les dirigeants syndicaux des pays de l'OCDE, réunis à Paris pour travailler ensemble sur l'emploi, M. Jacques Chirac a réuni partiellement une opération de cohabitation sociale. C'était ainsi la première fois depuis le 16 mars que les cinq dirigeants syndicaux français — MM. Bergeron (FO), Bonnaud (CFDT), Krasucki (CGT), Maire (CFDT) et Marchetti (CGC) — étaient réunis officiellement ensemble, lors d'un dîner d'un repas auquel étaient conviés aussi les ministres sociaux, les dirigeants du patronat et l'état-major de l'OCDE.

Sur le plan international, la cohabitation s'est révélée plus ardue et plus limitée. Certes, M. Bassett, le président britannique de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC), était présent ainsi que plusieurs syndicalistes importants comme M. Willis, le leader du

TUC (Trade Union Congress). Mais seule la présence d'un syndicaliste australien a permis à la réunion de dépasser le cadre européen. M. Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO américaine, qui va être élu le 13 novembre, président du TUAC, brillait par son absence. Ami personnel de M. Chirac, M. Kirkland a décliné l'invitation, malgré une sollicitation pressante du premier ministre, pour ne pas avoir à côtoyer M. Krasucki, dont la présence à Matignon est considérée par l'AFL-CIO comme une « gaffe ».

A contrario, M. Krasucki, qui rencontrait M. Chirac pour la première fois depuis les élections, expliquait sa présence comme un simple geste de courtoisie, jugeant « correcte » l'attitude du premier ministre.

M. Chirac a saisi l'occasion de cette réunion syndicale pour tenir un important discours sur le rôle du syndicalisme. Il avait notamment été aussi précis

et complet sur le sujet, n'hésitant pas à mêler l'hommage aux syndicats à l'exhortation à plus de hardiesse et d'innovation. Avant son intervention autour de l'emploi, il a estimé que « les recherches communes de solutions sont plus efficaces que des thèses nationales et dispersées ».

« Seules la créativité et l'innovation économiques et sociales peuvent venir à notre secours », a-t-il assuré devant un auditoire attentif et poli, en plaçant pour « l'exploration de nouvelles voies » et « le déplacement des frontières traditionnelles de l'emploi ».

Pour M. Chirac, « le défi des vingt prochaines années sera notre capacité à transformer les créations de richesses en créations d'emplois mieux que nous y parviendrons si nous savons être plus imaginatifs, plus entrepreneurs et si chacun des partenaires sait prendre ses responsabilités ». Sans concessions sur l'exposé des objectifs de son gouvernement, M. Chirac a cependant admis que, si « les entreprises requièrent des règles de droit souples et diversifiées », cela « ne doit pas aboutir à des inégalités inacceptables, mettant en péril l'unité du corps social ».

Malgré, en l'occurrence, les syndicats, M. Chirac a évoqué très directement la plupart des questions qui alimentent le débat syndical et font apparaître d'importants divergences : « Nos gouvernements ont besoin de partenaires sociaux représentatifs et responsables. Il n'y a pas de progrès pour les économies occidentales si les organisations syndicales ne sont pas reconnues comme des interlocuteurs privilégiés, si elles ne prennent pas leur part du jeu, en contribuant par la négociation à l'émergence de solutions nouvelles, si elles n'acceptent pas de prendre des risques pour l'avenir, en refusant pas d'abandonner quelques-uns des tabous du passé ».

M. Chirac a mis en relief les « efforts » déjà entrepris par certains dans cette voie. Là où des hommes politiques « auraient pu hésiter ». Mais les applaudissements qui ont accueilli ses propos ne peuvent guère être interprétés comme le signe d'un quelconque consensus.

MICHEL NOBLECOURT.

### Commerce extérieur Le comité des foires s'engagera dans 240 actions à l'étranger en 1987

« Faire la foire », ce peut être une activité plus noble que ne le suggère cette expression. Pour le Comité français des manifestations économiques à l'étranger (CFME), c'est en tout cas une occupation qu'encourage vivement M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, qui devait, ce jeudi 13 novembre, présenter à la presse le nouveau programme du CFME pour 1987.

Le ministre fait, on le sait, de la présence des commerçants et industriels dans les manifestations hors frontières un des axes de la politique de la France dans les échanges extérieurs. Les crédits accordés au comité passent de 59 millions de francs en 1986, à 73 millions en 1987, soit une augmentation de 24 %, si, on ne tient pas compte du crédit exceptionnel de 20 millions de francs alloué par Mme Cresson pour l'année en cours.

Le CFME engagera, l'année prochaine, 40 % de ses crédits dans cent vingt actions en direction de la CEE, dont la moitié avec la RFA, répondant ainsi au vœu du ministre de voir les efforts se porter prioritairement vers les pays de la Commu-

nauté européenne, et d'abord vers l'Allemagne fédérale.

Une cinquantaine de salons auront lieu aux Etats-Unis, et une trentaine de manifestations sont prévues au Japon et dans l'Asie du Sud-Est.

Chaque année, ce sont ainsi quelque quatre mille sociétés qui participent aux manifestations du programme du CFME, celui-ci comprenant deux cent quarante manifestations dans quarante-cinq pays en 1987.

Ces manifestations vont de la participation à des foires internationales aux promotions commerciales dans les grands magasins, en passant par les campagnes de promotion sectorielle ou la présence dans des salons spécialisés internationaux, ainsi que la participation à des journées techniques et de promotion.

### FISCALITÉ

#### Rapatriement des capitaux amnisties : 2,3 milliards de francs

Le montant des capitaux illégalement détenus à l'étranger et rapatriés dans le cadre de l'amnistie fiscale décidée par le gouvernement atteignait 2,3 milliards de francs début novembre. Il était de 1,05 milliard début octobre.

Les rapatriements ont rapporté 230 millions de francs à l'Etat. Les détenteurs de ces avoirs doivent en effet régler une taxe libératoire anonyme de 10 % pour rapatrier leurs avoirs en France. L'amnistie fiscale, inscrite dans la loi de finances rectificative pour 1986, a pris effet le 12 juillet dernier et se terminera le 31 décembre prochain.

L'amnistie décidée par M. Fabius — assortie d'une taxe de 25 % — avait provoqué le rapatriement de 650 millions de francs. On estime que les avoirs français détenus illégalement en Suisse atteignent entre 100 et 130 milliards de francs.

### REPÈRES

#### Sidérurgie

##### Les cinq plus grosses sociétés japonaises dans le rouge

Les cinq plus gros sidérurgistes japonais ont tous enregistré des pertes au cours du premier semestre de l'année fiscale en cours (31 mars-30 septembre), en raison de la hausse du yen et de la chute des prix de l'acier.

Leurs pertes cumulées s'élevaient à 48,5 milliards de yens (soit 1,98 milliard de francs). Leurs ventes ont également baissé dans des proportions importantes : -31,6 % pour Sumitomo Metal, -23,6 % pour Nippon Steel, par exemple. Leur production totale d'acier brut (318 millions de tonnes) a chuté de 8,8 % par rapport à la même période de 1985.

#### FMI

##### Un crédit de 710 millions de dollars pour la Chine

Le Fonds monétaire international a ouvert à la Chine un crédit stand-by de 710 millions de dollars (597,7 millions de dollars de tirage spécial) pour aider Pékin à faire face aux déséquilibres de ses finances extérieures. La balance des paiements courants a enregistré un déficit de 11,4 milliards de dollars l'an dernier après un excédent de 2,5 milliards en 1984. Il s'agit du deuxième crédit stand-by accordé par le FMI depuis l'adhésion de la Chine au Fonds en 1980. Il coïncide avec l'attribution d'un prêt de 450 millions de dollars accordé à Pékin par trente banques commerciales, notamment japonaises.

Le jour même de l'annonce de ces deux crédits, le 12 novembre, un symposium sino-américain concluait que la Chine était en mesure de lever 40 milliards de dollars sur les marchés financiers au cours des cinq prochaines années sous forme d'accords d'emprunts avec des consortiums bancaires d'émissions d'obligations et de bons du Trésor. Pékin a jusqu'à présent émis à quinze reprises des emprunts obligataires sur les marchés financiers étrangers mais n'a pas encore lancé de bons du Trésor.

### TOURISME

#### Une Maison de la France réunira l'Etat, les collectivités locales et les professionnels

En annonçant en conseil des ministres, mercredi 12 novembre, la création d'une Maison de la France, M. Jean-Jacques Descaux, secrétaire d'Etat au tourisme, dans « un secteur-clé de l'économie », le pragmatisme et la logique d'entreprise qui inspirent la politique du gouvernement.

La Maison de la France aura pour mission de « dynamiser la communauté touristique nationale, de rapprocher l'effort public et l'effort privé et d'associer, par libre adhésion, directe, dans un partenariat ouvert à tous et sous une bannière commune, l'Etat, les collectivités locales et les professionnels ».

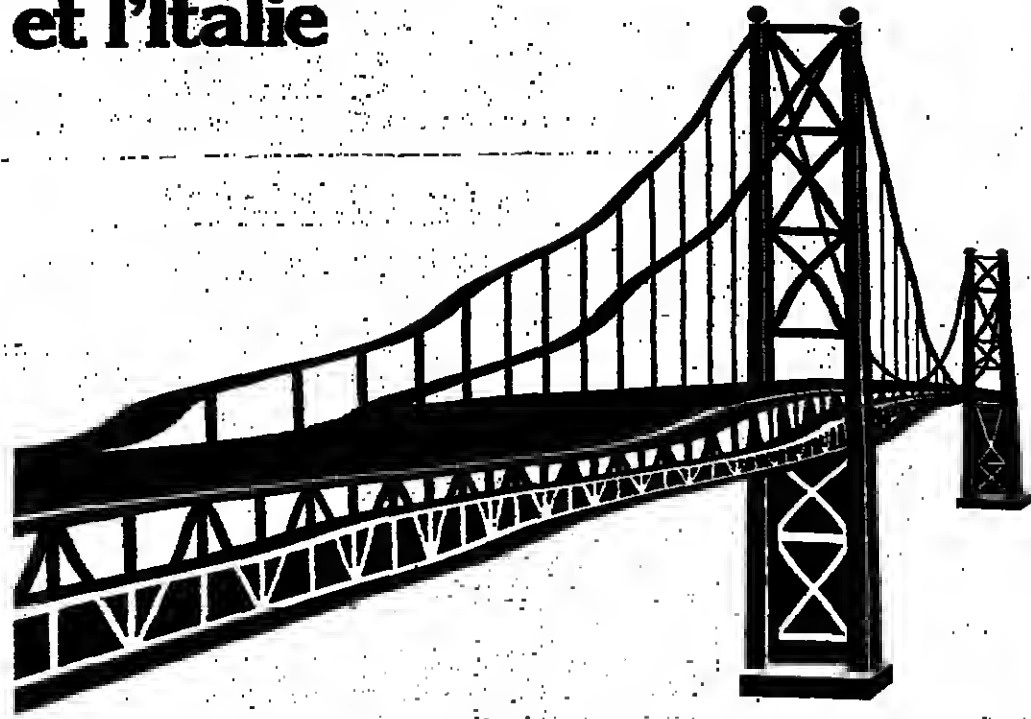
Opérationnelle en janvier prochain et constituée, dans un premier temps, sous la forme d'un groupement d'intérêt économique, la Maison de la France, qui s'installera avenue de l'Opéra, regroupera les moyens et assurera les missions exécutées, jusqu'à présent, par les services officiels de

promotion du tourisme en France et à l'étranger, de l'Agence nationale d'information touristique (cet établissement public sera supprimé) et de l'Association Bienvenue France. Elle disposera notamment des moyens financiers apportés par l'Etat (environ 125 millions), des contributions des adhérents actuels de Bienvenue France et de celles de nouveaux venus (dont les collectivités locales) ainsi que des ressources résultant de la facturation de prestations spécifiques et supplémentaires.

Dans l'immédiat, une équipe de lancement, composée de MM. Bernard Scoussieux et François Duvet, mettra au point les statuts et mènera une campagne d'adhésion. Parallèlement, un conseil de surveillance comprenant vingt membres se mettra en place. Début janvier, il élira son président, lequel nommera le directeur qui assurera la direction du nouvel organisme.

PATRICK FRANCÈS.

## Le trait d'union entre le Portugal et l'Italie



### BANCA COMMERCIALE ITALIANA à Lisbonne

Bureau de Représentation  
Campo Grande 28-9D - 1700 Lisboa - Portugal  
Tél. 775454/778309 - Télex 64015 COMIT P

Banca Commerciale Italiana  
Direction Centrale: Milan

Bureaux à l'étranger:  
Abu Dhabi - Le Caire - Chicago  
Hongkong - Londres - Los Angeles  
Madrid - New York - Rio de Janeiro  
São Paulo - Singapour - Tokyo

Bureaux de Représentation  
dès existants:  
Ankara - Athènes - Belgrade  
Berlin R.D.A. - Beyrouth - Bruxelles  
Buenos Aires - Le Caire - Caracas  
Francfort s.M. - Mexico - Moscou  
Osaka - Paris - Pékin - Sydney  
Téhéran - Varsovie - Washington

QUI?  
QUI PEUT?  
QUI PEUT  
MIEUX?



## Affaires

La France atteinte par une vague d'OPA et de grandes manœuvres financières

## Mutation du capitalisme ou épiphénomène venu d'ailleurs ?

Les Français sont-ils en train de succomber à la manie des offres publiques d'achat (OPA) et des rachats qui sévit déjà depuis plusieurs années outre-Atlantique ?

Quand Gillette, le roi du rasoir, se paie les stylos Waterman, on peut y voir la manifestation d'une certaine logique industrielle tournée vers les biens de consommation, en même temps que l'occasion pour un Américain de s'offrir une marque française réputée. Quand Lesieur passe sous la coupe de Saint-Louis-Bouchon, nul ne contestera qu'il s'agit là d'une expansion cohérente pour constituer un groupe de taille internationale dans l'agro-alimentaire.

Quand Vuitton investit les gains que lui procurent ses bagages dans le champagne Veuve Clicquot, chacun s'accordera à y trouver une com-

plémentarité entre deux activités relevant d'un même secteur, le luxe.

Mais quand les affaires Waterman, Lesieur, Veuve Clicquot arrivent, dans la foulée de la bagarre boursière, entre M. Carlo De Benedetti et de M. Jimmy Goldsmith pour prendre le contrôle des Presses de la Cité, quelques mois après l'entrée en force de ce même M. De Benedetti dans le capital de Valéo, le numéro un français de l'équipement automobile, après la victoire de M. Claude Bébéry, président de AXA, emportant à l'arraché le groupe d'assurances Providence et celle de BSN pour l'acquisition de Générale Biscuit, on ne peut que s'interroger.

Paris, pas plus que Milan ou Londres, n'échappe sans doute à la grande vague de restructuration qui,

partie de New-York, contamine les autres places financières. Mais, dans les opérations actuelles, c'est surtout l'aspect spéculatif qui prédomine, du côté des vendeurs comme de celui des acheteurs.

Côté vendeur, comment ne pas « craquer », comme M. Gomez, lorsque l'on vous offre 700 F pour un titre Waterman, qui en valait un peu plus de 400 F il y a dix mois ? Les plus coriaces n'y résisteraient pas. Surtout s'ils considéraient que l'offre correspond, plus ou moins, au cours maximum que l'action peut atteindre, dans un marché boursier qui a déjà fortement grimpé depuis deux ans, qu'il risque bien désormais de plafonner. Les familles héritières, même la mort dans l'âme, n'y résistent pas, chez Générale Biscuit, Waterman ou Veuve Clicquot.

N'y résistent pas non plus ces fameux institutionnels qui, hier encore, paraissaient acquis une fois pour toutes à une actionnariat familial ou à une direction. Les « zinzins » eux aussi « trahissent » devant l'appât du gain. La BNP vient de le prouver dans l'affaire Lesieur, tout comme le Crédit agricole ou Suez dans l'affaire Valeo, et Paribas dans l'affaire Providence. Du coup, l'importance des institutionnels dans le capital des sociétés cotées, notamment à travers leurs SICAV, devient pour nombre d'entreprises un facteur de fragilité après avoir été un facteur de consolidation. D'autant que beaucoup des entreprises présentes à la Bourse de Paris ont une structure de capital fragile, parce que familiale ou peu contrôlée.

C'est précisément ce qui intéresse les candidats acquéreurs prêts à payer cher. Quel que soit le prix, un placement en Bourse est actuellement plus rentable pour eux qu'un investissement dans une activité productive. Bien que la Bourse ait beaucoup monté depuis deux ans et que la situation financière des entreprises soit déjà bien redressée, les perspectives de gains leur paraissent encore alléchantes. Surtout s'ils convoitent des sociétés dont la gestion — et donc, à terme, la rentabilité — leur paraît aisément améliorable. M. De Benedetti n'a pas raisoné autrement sur Valéo.

Un Bouygues ruisant discrètement en Bourse des actions de Spie-Batignolles, un de ses concurrents du BTP (bâtiment-travaux publics), un De Benedetti fondant sur Valéo ou sur les Presses de la Cité, plus

quelques financiers voraces et riches attendent patiemment que l'heure des privatisations ait sonné, cela suffit-il pour affirmer que la Bourse de Paris est en train de marcher sur les traces de Wall Street ?

On peut en douter. Fondamentalement, les attaques des raiders new-yorkais sont la manifestation extrême — et pas forcément celle — d'un capitalisme ambulant qui fait du moindre Américain l'actionnaire potentiel de son voisin, pour peu que celui-ci ait une idée géniale et la volonté de créer son entreprise. Les Français n'en sont pas encore là.

La privatisation sera l'occasion de vérifier si la nature du capitalisme français a réellement changé depuis quelques années ou si les opérations auxquelles on assiste actuellement ne sont pas que des épiphénomènes venus d'ailleurs.

CLAIRE BLANDIN

## Résultat d'une OPE

## Le PDG de Saint-Louis Bouchon remplace celui de Lesieur

La démission de M. Guy de Brignac, PDG de Lesieur, et son remplacement, avec la bénédiction de la famille Lesieur, par M. Bernard Dumont, actuel PDG de Saint-Louis Bouchon, scelle l'offre publique d'échange que cette dernière a faite sur Lesieur SA le 7 novembre. M. de Brignac craignait certes que l'égalité de traitement des actionnaires ne soit pas respectée mais, plus profondément, il savait que son indépendance serait largement entamée par cette prise de contrôle.

L'homme appelé en 1980 à la tête de l'entreprise pour la redresser, et qui peut se targuer d'avoir réussi, ne pouvait pas le supporter. Mais il était bien seul en son conseil. La famille Lesieur, encore détentrice de 9 % du capital, avait décidé d'accepter la proposition de Saint-Louis Bouchon (déjà au conseil de Lesieur avec 14 %), et la BNP, filiale de la BNP, avait déjà offert 10 % de ses parts au groupe suédois (sur les 20 % qu'elle détenait).

Le communiqué commun publié par les deux sociétés le mercredi 12 novembre insiste sur la constitu-

tion d'un grand de l'agro-alimentaire français (le Monde daté 9-10 novembre). Avec 14 milliards de francs de chiffre d'affaires, une activité dans les huiles, le sucre et les plats cuisinés, et un cash flow en net redressement dans les deux groupes (Lesieur vient d'annoncer une marge brute de 127 millions de francs au troisième trimestre), la nouvelle entité, dont on ne sait si elle fera l'objet d'une fusion ou d'une filialisation, aura une marge de manœuvre importante. Plus incertain est le sort de l'activité produits d'entretien (Javel Lacroix, Mir, Persavon...) de Lesieur, rentable mais faible à l'échelle européenne.

Reste à savoir si l'offre publique d'échange de Saint-Louis Bouchon ne sera pas contrée par un des grands de l'agro-alimentaire. Dans les milieux boursiers, des contre-offensives possibles de Nestlé, d'Astra Calvé (Unilever) ou de Heinz bruisaient des bruits que les groupes concernés ne prenaient guère au sérieux. « Quand on a décidé de faire quelque chose, on prend toutes les précautions »,

## Pour 126 millions de francs

M<sup>me</sup> Francine Gomez cède Waterman à Gillette

M<sup>me</sup> Francine Gomez n'était pas plus. Sa gouaille, ses déclarations pontificales contre le monde des affaires puis contre les politiciens, l'air d'être connue, les paroles assés. M<sup>me</sup> Gomez s'empourait, pestait, dépendait son énergie et son argent. Puis, la croisée terminée, le plus souvent sur un échec, elle s'en revenait, son tailleur chic en forme de veste, à ses porte-plume plantés comme ses racines. Waterman, sa maison, sa famille.

Elle vient de vendre. Toutes les actions qu'elle-même, sa mère, M<sup>me</sup> Le Foyer, et sa tante, M<sup>me</sup> Landgren, possédant : 51,2 % du capital (1). Une vente à Gillette, le roi du rasoir à deux faces, pour 700 F le titre (le dernier cours de Bourse), soit 126 millions de francs au total.

La surprise est pour le coup totale. Lâcher le bien de la famille qu'on a hérité du grand-père et qu'on a si bien redressé à coup de pompes et de trompes ? Impensable. Elle le martèle elle-même : « Je suis mariée à Waterman. Sans, je suis malade ! »

Il ne faut rien exagérer : 126 millions, l'affaire est bien vendue. Et l'acquéreur, c'est entendu, la conservera comme PDG. Mais il reste à

An mois d'août, le britannique Parker, le numéro un du stylo dans le monde et le principal concurrent, prend 12 % du capital en rachetant la part détenue par des investisseurs hollandais. Rien d'alarmant. La famille contrôle fermement le pouvoir chez Waterman, numéro deux mondial avec un chiffre d'affaires de 270 millions de francs et un bénéfice de 12,4 millions. M<sup>me</sup> Gomez refuse net la collaboration que propose Parker. Mais elle s'inquiète néanmoins. Le capital est bien tenu, mais demain ? Comment assurer la pérennité de la maison, alors que les successeurs de sa mère et de sa tante vont faire éclater le capital. Sans compter les droits fiscaux à payer.

Tous les héritiers resteront-ils soudés ? Le capitalisme familial survit mal : une génération, soit deux, est difficile. M<sup>me</sup> Gomez, petite-fille du fondateur de Jif-Waterman, est bien placée pour le savoir, elle qui, en succédant à sa mère, a dû redresser une situation très difficile. Trois, impossible. Quelles les familles de compétence... la zézanie insupportable. Mieux vaut anticiper et céder le tout au groupe qui offre les meilleures perspectives de développement, aux États-Unis d'abord. Gillette, qui possède déjà Paper Mate et Saint Dupont, veut constituer un ensemble international dans les stylos. M<sup>me</sup> Gomez, outre son siège de PDG de Waterman conservé, obtiendra un rôle accru au sein du groupe américain.

Telle est l'explication fournie encore donner son aval à une opération qui fait basculer l'entreprise française dans des mains étrangères. Le paradoxe est que le gouvernement, et en particulier M. Madelin, ministre de l'Industrie et du Commerce, du PR, parti qu'a rejoint M<sup>me</sup> Gomez, prépare des mesures pour faciliter les successions dans les entreprises familiales et éviter qu'elles ne soient cause de départs de bilan ou de passage à l'étranger.

Waterman a été fondé en 1883 aux États-Unis. Le grand-père de Francine n'avait créé que la filiale française. Mais celle-ci a ensuite mieux vécu que sa maison-mère d'outre-Atlantique, au point qu'elle rachetait en 1971. La reprise par Gillette est donc un retour à l'état des styles devants français. Curieuse vente américaine tout de même, quand on songe que M<sup>me</sup> Gomez avait, aux dernières élections européennes de 1984, pris la tête de candidats socio-professionnels sous une liste intitulée « Réunir l'Europe ».

E. L. B.

(1) Le capital de Waterman comprend 351 351 actions. M<sup>me</sup> Francine Le Foyer-Gomez en détient 13 000 (3,7 %), sa mère, M<sup>me</sup> Grégoire Le Foyer, 110 000 (31,3 %) et sa tante, M<sup>me</sup> Alice Landgren, 57 000 (16,2 %). Gillette rachète cinq titres 700 F, dont 630 F payés immédiatement et 70 F dans dix-huit mois, après clôture du prochain bilan. Gillette s'est engagé à intervenir sur le marché pour que le cours du titre en Bourse ne descende pas en dessous de 630 F. La cotation, suspendue les 12 et 13 novembre, reprendra le 14.

(Publicité)  
**Quand les faits ne parlent pas d'eux-mêmes, The Economist s'en charge**  
De Londres, chaque semaine, votre aperçu sur les affaires du monde, de la finance, de la science.

## Après son entrée sur le marché allemand du gaz carbonique

## L'Air liquide rompt ses accords européens avec le groupe suédois AGA

Trois mois après son entrée sur le marché allemand du gaz carbonique, où il est devenu le numéro deux après avoir racheté au groupe Preussag sa filiale Aegko (160 millions de francs de chiffre d'affaires, onze agences et cinquante-neuf dépositaires), le groupe français L'Air liquide rompt ses accords avec la société suédoise AGA, signés en 1971.

Il y a quinze ans, L'Air liquide, qui, en vertu d'un accord de réciprocité avec l'allemand Linde conclu avant la guerre de 1914, s'était interdit toute installation en RFA, décidait de réintégrer le marché d'outre-Rhin en s'associant avec AGA dans une filiale commune à 50/50, AGA-Gas. En 1980, le groupe français accentuait son offensive en implantant en Allemagne deux usines de production de gaz industriels alimentant AGA-Gas et de gros consommateurs industriels par gazoducs.

A la fin de 1985, devant le numéro deux mondial du gaz carbonique, l'un de ses nouveaux axes de développement avec des applications dans l'agro-alimentaire (surgélation, traitement des eaux et chimie), L'Air liquide traitait avec Preussag pour le rachat d'Aegko. Mais il se heurtait aux réticences du Bureau fédéral des ententes, le Bundeskartellamt, qui exigeait la rupture de l'accord avec AGA. Après avoir hésité, le groupe français, estimant que cet accord

devenait trop favorable aux Suédois, qui bénéficiaient ainsi de son savoir-faire, a décidé non seulement de se plier aux exigences du Bureau fédéral, mais aussi de reprendre totalement sa liberté en mettant fin à l'ensemble des activités européennes menées en commun.

En Allemagne, c'est le divorce, avec partage des actifs. Aux Pays-Bas, c'est AGA qui rachète à L'Air liquide sa part de 50 % dans les filiales communes. En Belgique et au Luxembourg, c'est l'inverse. En outre, AGA acquiert la filiale allemande du fabricant néerlandais de gaz carbonique Rommen Hoeller.

Pour le groupe français, appuyé sur sa propre filiale en RFA (AGA-Gas) et sur sa nouvelle acquisition, Deutsche L'Air liquide GMBH, il s'agit d'occuper maintenant la seule case du marché européen qui avait été laissée presque vide en vertu des accords avec Linde.

Cette offensive est menée parallèlement avec celle qui a été déclenchée aux États-Unis avec POPA réunie sur le dernier producteur indépendant du pays, Big Three. L'objectif final est de détenir au moins 20 % du marché mondial avec une présence dans les trois grands pôles industriels, l'Europe, l'Amérique et l'Asie.

FRANÇOIS RENARD

## Banques de données économiques

## Le CEA se sépare de CISI-Wharton

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a annoncé le jeudi 13 novembre qu'il avait vendu à un groupe d'investisseurs privés sa filiale CISI-Wharton, spécialisée dans les banques de données économiques. Animé par M. Gérard Vila, professeur d'économie à l'université de Louvain (Belgique), les investisseurs en majorité d'origine moyen-orientale, se sont regroupés à cet effet au sein d'une société sise à Bâle (Suisse), nommée Wes Associates AG.

Wharton Econométrics a été fondée en 1963 par le Prix Nobel d'économie Lawrence Klein aux États-Unis. La société avait été

rachetée en mars 1983 par M. Nollet, PDG de la CISI (filiale informatique du CEA) malgré les avis contraires des pouvoirs publics, qui souhaitaient pousser un groupe concurrent (GSI associé à l'INSEE) dans le secteur des banques de données économiques, difficile et peu lucratif. CISI-Wharton, passée sous le contrôle de CEA-Industrie (holding industrielle du CEA) en 1985, après le départ de M. Nollet, n'a cessé d'accumuler des pertes : une cinquantaine de millions de francs au total à la charge du CEA. La société emploie deux cents personnes, essentiellement aux États-Unis.

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

## SARI pourrait entrer au capital de Club Hôtel

SARI, promoteur immobilier, pourrait prendre une participation dans Club Hôtel, filiale du Club Méditerranée. Les deux sociétés ont engagé des discussions afin de développer ensemble des opérations immobilières de loisir. Ce rapprochement permettrait à Club Hôtel d'accroître sa diversification et au groupe SEER-SARI de développer son secteur de loisir. Club Hôtel spécialisé dans l'immobilier de loisir (notamment la multipropriété) a subi des pertes financières de 53 millions de francs de 1984 à 1986.

## Britoil revend ses actifs américains

La compagnie Britoil, créée en 1983, a annoncé mardi

11 novembre qu'elle avait décidé de revendre les intérêts pétroliers et gaziers qu'elle possédait aux États-Unis. L'ensemble de ces actifs est estimé à environ 530 millions de francs, et comprend des réserves équivalentes à 4 millions de barils de brut et 2,6 milliards de mètres cubes de gaz. Britoil, mis en difficulté par la chute des prix, a dû supprimer cette année environ mille emplois, soit la moitié de ses effectifs. Au cours des trois dernières années la compagnie avait dépensé un milliard de francs environ pour constituer un portefeuille d'actifs outre-atlantique, mais ceux-ci ont été dépréciés en raison de la baisse des prix du brut. Britoil est la seconde compagnie britannique à se retirer des États-Unis, après Tricont.

When the facts can't speak for themselves The Economist will.

Your weekly view from London of World Affairs, Finance, Science.

مكتبة الأهل



## Affaires

### Le gouvernement désigne M. Serge Tchuruk à la présidence de CdF-Chimie

Les derniers doutes sont levés. M. Serge Tchuruk, actuel directeur général de Rhéno-Poulenc, sera le prochain président de CdF-Chimie. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du Tourisme, l'a officiellement annoncé le mercredi 12 novembre au cours de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Appelés à se réunir vendredi pour la première fois depuis la démission de M. Michel Hug il y a deux mois et demi, le conseil de surveillance du groupe chimique d'Etat devait se borner à entériner la décision gouvernementale. Annaparavant, une transformation des statuts de la société pourrait être votée ; et, alors qu'elle avait un directeur et un conseil de surveillance, CdF-Chimie serait dotée d'un conseil d'administration. Dans cette hypothèse, M. Tchuruk serait nommé PDG et deviendrait ainsi le cinquième président depuis la naissance du groupe en 1968, mais le premier à cumuler les deux plus hautes fonctions.

M. Tchuruk s'est-il vu en haut lieu confier la mission impossible de redresser CdF-Chimie ou n'a-t-il été mis en place que pour trouver les meilleurs moyens de démanteler le groupe sans provoquer trop de problèmes sociaux en revenant aux anciens salariés ? La question revient à savoir si l'Etat est ou non disposé à faire un substantiel effort financier, ce qui semble assez douteux. En attendant, le dossier brûlant des engrais (filiale AZF) attend le nouveau patron de CdF-Chimie. Cette activité est désormais devenue sa principale source d'hémorragie financière (CdF-Chimie a perdu 1,7 million de francs en 1985). Sans attendre l'arrivée d'un nouveau président, la direction d'AZF avait décidé, le 24 octobre dernier, la dégradation rapide de la situation dans cette industrie, de procéder à 423 suppressions d'emplois, dont 59 dans la recherche agronomique. L'objectif est de ramener à 4 200 personnes les effectifs d'AZF d'ici à la fin de 1987. Le site de Toulouse sera le plus touché.

Le vent de la crise souffle à nouveau sur l'industrie mondiale des engrais. Péniblement parvenus à rentrer dans des zones bénéficiaires, la plupart des fabricants vont cette année essayer d'asseoir leurs pertes. Devenu à coup de rachats successifs

nombre un mondial de la spécialité, le géant norvégien Norsk Hydro (environ 20 milliards de francs de chiffre d'affaires dans la branche) connaît lui-même que ses activités dans ce secteur seront déficitaires (déjà 99 millions de couronnes pour le premier semestre). Le néerlandais ICI (groupe DSM), le britannique ICI, l'allemand BASF, ne sont pas beaucoup mieux lotis. En France, pourtant gérée avec beaucoup de soins, la société chimique de La Grande-Paroisse (groupe L'Air Liquide) n'a pas été épargnée (- 6,8 millions de francs en 30 jours). Ne parlons pas d'AZF (CdF-Chimie). Sa perte pour les six premiers mois (530 millions de francs) égale déjà celle prévue pour l'exercice entier.

La sécheresse n'est pas innocente. La croissance ralentie de la fertilisation non plus. Mais le mal provient surtout des pressions insupportables exercées sur le marché des produits azotés par les pays de l'Est et du Moyen-Orient à coup de rabais, ces pays ont réussi à se tailler des parts de lion des deux côtés de l'Atlantique sur le marché de l'Europe (25 % notamment dans la CEE), et l'Europe ploie sous le fardeau des importations passées en deux ans de 71 000 tonnes à 845 000 tonnes. Sauf d'une plainte, les instances communautaires ont ouvert une enquête. Aux Etats-Unis, la situation est assez comparable, et, devant les dégâts causés aux industriels américains, l'International Trade Commission (ITC) étudie la possibilité de relever massivement les droits de douane. Elle prononcera son verdict le 23 décembre prochain. Bien tardive, et pas forcément efficace, cette levée de boucliers n'a rien pour surprendre. Les pays producteurs en accusation, le Koweït, la Libye, l'Arabie saoudite, et surtout l'URSS, la RDA et la Roumanie, où les coûts réels n'entrent pas dans l'établissement du prix de vente, n'y sont pas allés de main morte. Avec les ristournes consenties, les prix de l'Europe en un an et demi se sont littéralement effondrés, pour tomber de 170 dollars à moins de 100 dollars la tonne. Des lots en provenance d'Union soviétique sont même disponibles à 65 dollars.

Ce comportement, apparemment suicidaire, s'explique. Les débouchés, autrefois en expansion, se

rétrécissent. Ainsi, équipée de nouvelles capacités, l'Inde a réduit de 43 % ses approvisionnements extérieurs. Parure en devises, et en proie aux tourments de la décentralisation, la Chine a diminué les siens de 20 %.

Très naturellement l'Europe et les Etats-Unis sont devenus les nouvelles cibles des nouveaux producteurs et des industries de l'Est. Mais la CEE souffre bien davantage que les Etats-Unis. Déjà suréquipée (environ 10 %), dotée d'équipements souvent obsolètes (sur soixante-cinq tubes d'ammoniac dix-neuf seulement ont moins de dix ans, quarante entre dix et vingt ans) aux coûts de production élevés, elle voit, avec la baisse du dollar, et ainsi de la consommation outre-Atlantique, les courants s'inverser avec les Etats-Unis et doit compter avec cette concurrence supplémentaire. La situation de la France, dont l'agriculture est la première cliente de l'industrie des engrais avec 15 millions de tonnes consommées tous produits confondus (dont 40 % de l'engrais azoté), est particulièrement critique. Rien qu'en cours de la dernière campagne (1985-1986) les importations françaises de produits azotés s'élevaient à 30 %, et le phénomène s'amplifie.

Pour 1985, la balance française du commerce des engrais a été lourdement déficitaire (3,5 milliards de francs). Pour essayer de récupérer les parts de marchés perdues, tous les producteurs causent les prix, AZF en tête. Résultat : les petits fabricants, incapables de suivre, sont littéralement asphyxiés. La Grande-Paroisse a vigoureusement protesté, bien en vain.

C'est à ce dossier brûlant que M. Serge Tchuruk va probablement devoir s'attaquer en priorité à son arrivée. L'ancien directeur général de Rhéno-Poulenc est un spécialiste. Il a dirigé plusieurs années l'ancienne division « engrais » du numéro un français de la chimie.

Mais la solution au problème posé n'est pas évidente, s'ajoutant plus celle de savoir si la France a encore les moyens de conserver une production nationale ou si elle doit tout abandonner pour s'adosser à un partenaire puissant comme la BASF, dont on parle beaucoup ces derniers temps.

ANDRÉ DESSOT.

## Agriculture

### Nouveau tour de vis sur les quotas

### La Commission de la CEE propose de réduire de 6 % en deux ans la production laitière

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

C'est un nouveau plan de rigueur particulièrement brutal que la Commission européenne propose aux gouvernements des Douze d'appliquer de manière urgente pour freiner la surproduction laitière, les achats d'intervention et la croissance des dépenses qui en découlent.

Elle préconise une réduction de 6 millions de tonnes, soit 6 %, des quotas de lait pouvant être produits dans la Communauté, échelonnée sur les deux années à venir, au lieu de 3 millions de tonnes, soit 3 %, comme il avait été décidé par les ministres de l'Agriculture, en avril dernier.

De plus, elle préconise une gestion plus stricte des quotas de production, qui enlèverait aux autorités nationales toute marge de manœuvre pour conduire une politique de stabilisation de la production qui est déjà très mal ressentie dans les campagnes.

Les ministres de l'Agriculture auront, lundi 17 et mardi 18 novembre, un premier échange de vues sur ce nouveau train de propositions plus sévère que le précédent. Le divorce entre le conseil et la Commission risque de s'aggraver. Des réactions négatives sont notamment à prévoir du côté français.

Ce nouveau tour de vis qu'on veut imposer aux exploitants laitiers intervient en effet de manière politiquement bien inopportune, au moment où le désordre monétaire résultant du fait que la livre sterling demeure hors du système monétaire européen (SME), assiede des difficultés insurmontables pour les producteurs de lait français, sans que Bruxelles ait trouvé un moyen approprié pour atténuer le choc.

La baisse de 30 % enregistrée par la livre au cours des derniers mois dope les exportations du Royaume-Uni sur le marché français sans qu'aucun montant compensatoire monétaire (MCM), qui jouerait en l'occurrence comme une taxe à

l'exportation, en vienne freiner le mouvement.

Les moutons anglais arrivent ainsi en France à des prix très inférieurs au prix de revient des producteurs français, et le désespoir de ceux-ci est d'autant plus tenace de croire que le Royaume-Uni continue à être autorisé à importer, à conditions préférentielles, de la viande de mouton de Nouvelle-Zélande.

En résumé, le mouton néo-zélandais chasse vers le marché français le mouton anglais, et celui-ci, profitant de conditions de concurrence absurdes, dérange la production nationale. Le lait après le mouton : la coupe est en train de déborder, et certains, au sein même de la Commission, se demandent si cette dernière, paniquée par la situation monétaire très sérieuse, a bien mesuré le coût social et politique des mesures qu'elle préconise.

#### Personnaliser le système

La production laitière dans la Communauté est limitée à un peu moins de 100 millions de tonnes. Cela correspond, selon Bruxelles, à un excédent de 9,5 millions de tonnes, et encore, fait-on savoir dans l'entourage de M. Frans Andriessen, le commissaire responsable, sans tenir compte des produits laitiers, dont on subventionne à coups de millions d'ECU la consommation dans la CEE ou que l'on brade à l'URSS.

Actuellement, 30 % de la production de beurre de la CEE vont tout droit de la laiterie à l'organisme d'intervention. Le conseil, rétrospectivement, avait décidé en avril de réduire les quotas - c'est-à-dire les quantités de lait pouvant être produites dans chaque des Etats membres - de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 1987, puis de 1 % au 1<sup>er</sup> avril 1988. La Commission demande maintenant de doubler l'effort : la réduction serait de 4 % le 1<sup>er</sup> avril 1987 et de 2 % au 1<sup>er</sup> avril 1988.

Pour freiner encore la production, elle veut bouleverser la manière dont fonctionne aujourd'hui, déjà

avec des grincements, le système des quotas. Elle suggère que les quotas ne puissent plus, comme cela se fait aujourd'hui et comme c'est le cas en France, être fixés par laiterie, mais qu'ils le soient par exploitation. L'amende à verser en cas de dépassement devrait obligatoirement, elle aussi, être acquittée de manière individuelle, et elle serait relevée de 75 % à 100 % du prix indicatif (1).

La Commission estime que la personnalisation du système sera plus dissuasive. Elle maintient en outre sa proposition ancienne d'interdire la possibilité, dans un Etat membre, de transférer des quotas d'une région où la production est inférieure au seuil autorisé vers une autre région où au contraire elle est supérieure.

M. François Guillaume est résolument hostile à la disparition de cet élément de souplesse, qui souligne-t-il, serait d'autant plus regrettable qu'elle frapperait la France et la RFA davantage que leurs voisins. La Commission maintient également sa proposition de supprimer les achats d'intervention sur la poudre de lait pendant la période d'hiver et demande à être autorisée à suspendre à tout moment les achats d'intervention tant de poudre de lait que de beurre lorsqu'elle estime que la situation l'exige.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Dans le règlement actuel, les Etats membres ont le choix de fixer les quotas par laiterie ou par exploitation. Dans le premier cas, l'amende est déjà fixée à 100 % du prix indicatif, mais, dans le second cas, elle est limitée à 75 %.

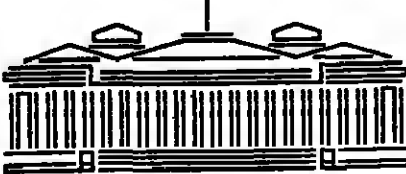
● Le revenu de la branche agricole serait en baisse de 2 % à 3 % en 1986, selon M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, qui a précisé que la situation des agriculteurs était très hétérogène. En octobre, l'IFCIDE, institut de prévision proche du CNPF, pronostiquait une baisse de revenu de 4 %, contre une estimation de hausse de 2,8 % faite en juillet. En 1985, le revenu agricole a diminué de 4,7 %.

# QUI PEUT MIEUX QU'UN AGENT DE CHANGE... VOUS ASSOCIER AUX PRIVATISATIONS ?

Les privatisations engagées par le Gouvernement vous concernent comme elles intéressent tous les épargnants éclairés. Les titres de nombreuses grandes entreprises vont venir sur le marché, offrant chacune de séduisantes possibilités. Vous voulez donc participer et devenir actionnaire. Vous y êtes-vous préparé ? Ces sociétés, comment saurez-vous les jauger ? Quel sera leur comportement boursier ?

Qui peut le mieux vous conseiller ? Réfléchissez ! Evaluer les sociétés, anticiper leur devenir, leur rentabilité, prévoir l'évolution des marchés, arbitrer, c'est le métier d'un spécialiste, celui de l'Agent de Change.

Il pratique la Bourse quotidiennement.



en connaît les valeurs, les techniques, les possibilités. Il en est un expert. Cet homme est ouvert à tous. Il saura vous conseiller comme il conseille de plus en plus de chefs d'entreprise, de salariés, de commerçants, de cadres, de retraités...

Recherche de plus-values, de rendement, de revenus sûrs et réguliers ? L'Agent de Change saura vous orienter vers les sociétés les mieux adaptées à vos objectifs, à vos moyens. Il saura les intégrer à la logique de vos placements ou de votre patrimoine.

Comment faire ? C'est tout simple : ouvrez un compte chez un Agent de Change ou renseignez-vous, avant de vous décider, au Bureau d'Accueil des Agents de Change.

## LES AGENTS DE CHANGE. ILS TAILLENT LA BOURSE A VOS MESURES.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 42.97.55.55 / Bordeaux 56.44.70.91 / Lille 20.55.88.20 / Lyon 78.42.54.71 / Marseille 91.90.70.32 / Nancy 83.36.56.97 / Nantes 40.48.41.96.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## USINOR

Une assemblée générale extraordinaire, réunie le mardi 4 novembre sous la présidence de M. Francis Mer, a approuvé les modalités de reconstitution des capitaux propres de la société, devenue obligatoire après la constatation, en 1984, que ceux-ci étaient désormais inférieurs à la moitié du capital social.

Rappelons que ces opérations passent tout d'abord par une réduction du capital social à 0 par annulation des actions existantes. Elles aboutissent, après une augmentation de capital suivie d'une nouvelle réduction, à un capital reconstitué de 1,5 milliard de francs et à la constitution d'une réserve spéciale de 5,9 milliards de francs destinée, en priorité, à apurer la perte qui sera constatée sur l'exercice 1986.

L'augmentation de capital à raison de 41 actions pour 10 anciennes, ouverte au public et pour laquelle l'Etat n'a fait part de son intention d'assurer la bonne fin, aura lieu entre le 17 novembre et le 4 décembre 1986. La souscription portera obligatoirement sur 157 actions de 12,50 F ou un multiple de ce nombre, la seconde réduction de capital se faisant sur la base de 10 actions nouvelles pour 157.

L'actionnaire majoritaire a fait connaître qu'il renoncera à autant de droits qu'il sera nécessaire pour permettre la réalisation de l'augmentation de capital.

Dans son rapport à l'assemblée, le conseil d'administration a indiqué : « Après réalisation des opérations proposées, certains organismes financiers du secteur public conserveront encore de très importantes créances sur la société assorties de clauses de retour à meilleure fortune qui risquent d'exclure toute possibilité de versement d'un dividende pendant de nombreuses années après que la société aura retrouvé des résultats bénéficiaires. Cette éventualité n'est envisageable ni mieux que pour l'exercice 1983, sans que la rentabilité des différentes activités du Groupe, dans un contexte qui devient très difficile, ait des chances raisonnables d'atteindre, à un horizon lointain, des niveaux très élevés.

« Les mesures qui vous sont soumises sont certes rigoureuses pour l'ensemble des actionnaires, Etat et public, mais elles ne sont que la conséquence logique, dans le respect strict de l'égalité des droits des actionnaires, de la situation de la société dont les pertes cumulées sont actuellement plus de quatre fois supérieures au capital et qui, sans l'assistance de l'Etat et donc de la collectivité nationale, aurait dû depuis longtemps déposer son bilan. Dans ces conditions, toute augmentation de bilan devrait conduire à attribuer une valeur nulle aux actions d'Usinor d'autant plus que, si le retour à l'équilibre, objectif essentiel des efforts de la société, peut maintenant être espéré dans un avenir relativement proche, ce n'est pas vraisemblablement dans un avenir proche qu'Usinor sera en mesure de rémunérer ses actionnaires. »

## LOCATEL

Le Conseil d'administration réuni le 7 novembre 1986, sous la présidence de M. Jacques Guggenheim, a arrêté les comptes de l'exercice 1985-1986 qui s'est clôturé le 31 août 1986.

A cette date le parc en location, tous produits confondus, comprenait 229 000 appartements.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'est élevé à 506 574 000 F contre 463 365 000 F pour l'exercice précédent, ce qui fait apparaître une progression de 8,9 %. Ce chiffre d'affaires a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 129 779 000 F contre 122 574 000 F, en progression de 5,9 %.

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice s'élevaient à 158 398 000 F, contre 149 167 000 F, et les charges financières à 20 275 000 F contre 19 764 000 F.

Le bilan au 31 août 1986 s'établit à un total de 438 128 000 F. A l'actif les immobilisations nettes atteignent 366 152 000 F après 427 698 000 F d'amortissements; le matériel destiné à la location est inclus dans ces montants pour une valeur nette de 306 422 000 F après 375 187 000 F d'amortissements.

Les investissements pris dans leur ensemble se sont élevés pour l'exercice à 167 746 000 F hors TVA contre 206 148 000 F. Au passif les capitaux propres et réserves atteignent 151 844 000 F.

Après constitution d'une provision pour participation des salariés de 382 863 F, le bénéfice de l'exercice s'élève à 9 064 814 F contre 7 501 429 F, ce qui fait apparaître une progression de 20,8 %.

Au vu de ces résultats, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le mardi 23 décembre 1986 de distribuer aux actionnaires une somme de 7 953 012 F.

Il reviendrait ainsi à chaque action un revenu net de 20,25 F, comprenant un dividende distribué de 13,50 F et le droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 6,75 F. Ce dividende, s'appliquant à 589 112 titres, est à comparer aux 12,50 F attribués pour l'exercice précédent à 568 602 actions.

En outre le Conseil a décidé, pour la quatrième fois consécutive, de proposer à l'assemblée d'offrir par une résolution spéciale, aux actionnaires qui le souhaitent, la possibilité d'obtenir le paiement du dividende sous forme d'actions émises par la société dans les conditions fixées par les articles 351 à 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## GROUPE BANQUE LA HENIN

## RÉSULTATS AU 30 SEPTEMBRE 1986

Les produits d'exploitation du groupe Banque La Henin enregistrent pour le neuf premiers mois de l'exercice une progression de 23 % par rapport à ceux de l'exercice précédent sur la même période. En contrepartie, les charges d'exploitation marquent un accroissement de 3,5 % permettant de dégager un résultat brut d'exploitation en forte progression, soit 198,5 millions de francs, contre 76,4 millions de francs sur les neuf premiers mois de l'année 1985.

Après prise en compte des provisions à constituer, le résultat bénéficiaire de l'exercice 1986 devrait être en augmentation très sensible par rapport à l'année précédente, consacrant l'importante reprise des comptes immobiliers de la Banque et le développement de ses activités d'intermédiation financière.

**BANQUE LA HENIN**  
A chacun son patrimoine

Siège Social : 11, rue de la Ville l'Évêque, 75002 Paris Cedex 08 - Tél. (1) 42.65.25.15  
Groupe de la Compagnie Financière de Suez

## Eurocic

## La Sicav obligatoire internationale

Le Conseil d'Administration d'Eurocic, Sicav obligatoire internationale, réuni le mardi 4 novembre 1986, sous la présidence de M. Renaud Segalen, a approuvé les comptes de son septième exercice, clos le 30 septembre 1986.

Le Conseil proposera, à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires, la mise en distribution d'un dividende net de F 439,88 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 24,89 soit un dividende global de F 464,77 contre F 559,59 l'an dernier.

Au 30 septembre 1986, avec un nombre de 24.168 actions en circulation contre 25.797 l'année précédente,

le montant de l'actif net s'élevait à F 241,66 millions contre F 203,66 millions un an auparavant et la valeur liquidative ressortait à F 9.999,05 contre F 7.894,41 soit une augmentation de 26,66 %.



Groupe CIC



## CAPITAL PLUS

## Société d'investissement à capital variable

26, rue Murillo, 75008 Paris

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 23 octobre 1986, a décidé de fixer à 10 heures la constitution des opérations de souscription et achat de titres « CAPITAL PLUS » (au lieu de 12 heures actuellement).

Cette décision a été prise à effet du 17 novembre 1986 et a entraîné la modification du document d'information de la SICAV; ce document particulier est à disposition au siège social.

## DAFSA

Réuni le 7 novembre, le conseil d'administration de Dafsa a arrêté un ensemble de mesures destinées à rétablir la rentabilité de l'entreprise et assurer la poursuite de son développement. Les activités de la société mère vont être réparties en trois filiales, créées respectivement sur :

— les analyses financières approfondies ;

— la collecte des informations sur les entreprises et sur les valeurs mobilières ;

— la réalisation de prestations informatiques.

La restructuration prévue va s'accompagner d'une réduction sensible des effectifs de la société mère : un peu plus de 60 personnes sur les 250 qu'emploie actuellement la société mère et les 500 personnes que compte le groupe. Les filiales actuelles, et notamment la SNEI, ne sont pas concernées par les mesures indiquées ci-dessus.

Les moyens commerciaux de Dafsa comme ses équipes informatiques ont été et seront renforcés. Une émission à hauteur de 22 millions de francs d'obligations, assorties de bons de souscription d'actions, a été décidée par le conseil d'administration pour accroître les capitaux permanents.

L'exercice 1986 de Dafsa sera marqué par un chiffre d'affaires consolidé en progrès de 22 %, et, conformément aux prévisions, par une très forte augmentation de son excédent brut d'exploitation (plus de 10 millions de francs contre 6 millions en 1985), mais par un résultat net encore négatif tant en raison d'amortissements très substantiels que des indemnités de licenciement.

## SACILOR

Une assemblée générale extraordinaire, réunie le mercredi 5 novembre sous la présidence de M. Francis Mer, a approuvé les modalités de reconstitution des capitaux propres de la société, devenue obligatoire après la constatation, en 1984, que ceux-ci étaient désormais inférieurs à la moitié du capital social.

Rappelons que ces opérations passent tout d'abord par une réduction du capital social à 0 par annulation des actions existantes. Elles aboutissent, après une augmentation de capital suivie d'une nouvelle réduction, à un capital reconstitué de 1,48 milliard de francs et à la constitution d'une réserve spéciale de 7,4 milliards de francs destinée, en priorité, à apurer la perte qui sera constatée sur l'exercice 1986.

L'augmentation de capital (6 actions pour 1 ancienne), ouverte au public et pour laquelle l'Etat a fait part de son intention d'assurer la bonne fin, aura lieu entre le 17 novembre et le 4 décembre 1986. La souscription portera obligatoirement sur 18 actions de 100 F ou un multiple de ce nombre, la seconde réduction de capital se faisant sur la base de 1 action nouvelle pour 18 actions existantes. L'actionnaire majoritaire a fait connaître qu'il renoncera à autant de droits qu'il sera nécessaire pour permettre la réalisation de ces dispositions.

Dans son rapport à l'assemblée, le conseil d'administration a indiqué : « L'avenir de la sidérurgie est loin d'être totalement éclairci et la société ne saurait envisager le retour à l'équilibre de ses comptes avant l'exercice 1988 au plus tôt.

En outre, certains organismes financiers du secteur public conserveront, après ces opérations, de très importantes créances sur la société, assorties de clauses de retour à meilleure fortune qui risquent d'exclure toute possibilité de versement d'un dividende pendant de nombreuses années après que la société aura retrouvé des résultats bénéficiaires.

« Le conseil d'administration estime de son devoir, alors que l'augmentation de capital est ouverte au public, d'attirer votre attention sur ces éléments importants de votre information.

« Les mesures qui vous sont ainsi proposées sont certes rigoureuses pour l'ensemble des actionnaires, Etat et public, mais elles ne sont que la conséquence logique, dans le respect strict du principe de l'égalité des droits des actionnaires, de la situation d'une société qui a perdu plus de 15 fois son capital. »

## SOCIÉTÉ CENTRALE

## DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Société anonyme créée par la loi du 4 janvier 1973

Capital social : 407 millions de francs

Siège social : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL  
DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 30 SEPTEMBRE 1986  
(Primes émises en millions de francs)

	1985	1986	Variations %
AGF VIE .....	5 922	7 628	+28,8
AGF IART .....	6 898	7 498	+8,7
	12 820	15 126	+17,9

Les deux sociétés AGF VIE et AGF IART sont des filiales de la Société centrale des AGF, qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des sociétés constituant le groupe des AGF.

— MILLE SIX CENT AGENTS GÉNÉRAUX  
— LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES AGF EN FRANCE ET DANS PLUS DE CINQUANTE PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

## Rentacic

## La Sicav des 4 saisons

Le Conseil d'Administration de Rentacic, Sicav obligatoire à revenu trimestriel, réuni le 24 octobre 1986, a arrêté les comptes de son dix-huitième exercice clos le 30 septembre 1986.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires la mise en distribution le 30 janvier 1987 d'un solde de dividende net de F 3,75 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,31.

Il est rappelé que cette distribution représente le quatrième et dernier versement au titre du présent exercice, 3 acomptes ayant déjà été payés les 29 avril 1986 (F 3,05 + F 0,31 d'avoir fiscal), 31 juillet 1986 (F 2,91 + F 0,20 d'avoir fiscal), 30 octobre 1986 (F 4,00 + F 0,36 d'avoir fiscal).

Ainsi le coupon global s'élèvera à F 14,89 contre F 14,28 l'an dernier.

Au 30 septembre 1986, avec un nombre de 6.857.077 actions en circulation, le montant de l'actif net s'élevait à F 1.176.117.835,84; compte tenu des 2 acomptes réglés les 29 avril et 31 juillet, soit F 5,96, la valeur liquidative ressortait à F 171,52 contre F 149,91 au 30 septembre 1985.

La progression, par rapport à la fin de l'exercice précédent, atteint ainsi 14,42 %.



Groupe CIC

## Marchés financiers

## PARIS, 12 novembre

## Sans tendance : - 0,29 %

La Bourse de Paris ne savait pas bien sur quel pied danser la 12 novembre. A l'approche du son de cloche final, l'indicateur investisseur perdait 0,29 %, « sans raison majeure », confiait un habitué du palais boursier.

Autour de la cotation, on notait une certaine pesanteur des boursiers à l'approche de la privatisation de Saint-Gobain. Nombreux sont ceux qui ont constaté des « erreurs de mesure » se qui quantifiant le moment opportun pour utiliser leurs fonds. En attendant, aucune initiative n'est observée.

Alors qu'on s'attendait en séance la démission de M. de Brignac, président de Lescage, un communiqué de la chambre syndicale faisait état de la cotation de titres de la société Vismar. Un contrat optionnel portant sur 180 000 actions a été enregistré le 10 novembre le capital de Vismar est évalué en 267 351 actions de 50 F, pour un montant total de 13 367 550 F. Aux termes de ce contrat, la Société américaine Gifford & Co. a acquis 100 000 actions de Vismar, et la Société française Gifford & Co. a acquis 80 000 actions de Vismar.

On attendait par ailleurs un communiqué de presse sur la vente probable de la société Invest-Accueil du groupe Tapie, dont la cotation était aussi suspendue. Ce 12 novembre, celle de Lescage connaissait le même sort, en raison de la publication d'un communiqué de la chambre syndicale de la société sur la cotation de titres de la société Vismar. Une opération qui fait passer Vismar sous le contrôle de Gifford. La cotation était suspendue le 12 novembre. Elle reprendra le 14 novembre.

On attendait par ailleurs un communiqué de presse sur la vente probable de la société Invest-Accueil du groupe Tapie, dont la cotation était aussi suspendue. Ce 12 novembre, celle de Lescage connaissait le même sort, en raison de la publication d'un communiqué de la chambre syndicale de la société sur la cotation de titres de la société Vismar. Une opération qui fait passer Vismar sous le contrôle de Gifford. La cotation était suspendue le 12 novembre. Elle reprendra le 14 novembre.

Sur le marché obligataire, la tendance n'était pas meilleure. Au MATIF, le contrat à échéance fin 1987 était à 106,20.

Lingot : 87 400 F (- 1 050 F).  
Napoléon : 521 F (- 1 F).

## NEW-YORK, 12 novembre

## Tassement

Après deux journées de hausse modérée, Wall Street a fait marquer un pas en arrière. De nouveau la tendance a été très irrégulière, et l'incertitude des ventes bénéficiaires, l'indice des industriels a progressé un instant pour la clôture à 2 893,70 (contre 2 893,70) (- 2,25 points). Le bilan de la journée a été comble à ce résultat. Sur 2 000 valeurs traitées, 842 ont baissé, 697 ont monté et 469 n'ont pas varié.

La Bourse new-yorkaise a réagi à l'affaiblissement du marché obligataire lié aux craintes d'un gonflement de la masse monétaire, et surtout à la menace d'une renouveau des taux d'intérêt. La Réserve fédérale n'a pas caché, que pour contrôler une trop rapide croissance de la masse monétaire, elle pourrait laisser le taux de l'argent se redresser.

D'une façon générale, l'attention des investisseurs s'est à nouveau concentrée sur les situations particulières (groupes objets d'OPA). Les résultats financiers des entreprises ont également été analysés avec soin. Kodak, qui prévoit des ventes records pour 1986 et un bénéfice d'exploitation presque record pour l'an prochain, a monté de 6 \$. L'activité s'est fortement accrue, et 162,19 millions de titres ont changé de mains contre 178,52 millions la veille.

VALEURS	Cours du 11 nov.	Cours du 12 nov.
Alcatel	25 1/2	25 1/2
A.T.T.	25 3/4	25 3/4
Boeing	25 1/2	25 1/2
Chemical Bank	24 1/2	24 1/2
Deutsche Bank	24 1/2	24 1/2
Edison	24 1/2	24 1/2
General Electric	24 1/2	24 1/2
IBM	24 1/2	24 1/2
Johnson & Johnson	24 1/2	24 1/2
Kodak	24 1/2	24 1/2
McDonald	24 1/2	24 1/2
Merck	24 1/2	24 1/2
Motorola	24 1/2	24 1/2
Rockwell	24 1/2	24 1/2
Schlumberger	24 1/2	24 1/2
Spacelabs	24 1/2	24 1/2
Union Pacific	24 1/2	24 1/2
Wendover	24 1/2	24 1/2

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

10 nov. 12 nov.

Valeurs françaises : 344,1 344,8

Valeurs étrangères : 110,4 110,6

Cotations des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général : 388,5 379,9

## NEW-YORK

(Index Dow Jones)

11 nov. 12 nov.

Industrielles : 1895,95 1893,70

LONDRES

(Index Financial Times)

11 nov. 12 nov.

Industrielles : 131,7 130,1

Mines d'or : 390,4 394,4

Fonds d'Etat : 82,15 81,70

## TOKYO

12 nov. 13 nov.

Nikkei : 1747,9 1745,12

Indice général : 1438,32 1436,97

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 novembre

Nombre de contrats : 12 675

COURS	ÉCHEANCES	10 nov. 86	11 nov. 86	12 nov. 86	13 nov. 86
Dernier	Nov. 86	105,75	106,55	106,45	106,25
Précédent	Nov. 86	105,75	106,70	106,70	106,45

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA COR DEMANDE A TESTER DE PUBLIER SES RÉSULTATS SEMESTRIELS. — La Commission des opérations de bourse (COB) a demandé le 12 novembre la suspension de la cotation Testac-Acquies, car cette filiale du groupe Bernard Tapie spécialisée dans les balances n'a pas respecté l'obligation légale de publier ses résultats semestriels avant le 31 octobre. Au sein du groupe Tapie, on prétendait que les comptes de Testac, qui sont en redressement, sur le premier semestre, seront publiés au Bulletin des

annonces légales obligatoires (BALO) d'ici la fin de la semaine ou dans les premiers jours de la semaine prochaine.

LESIEUR : PROGRESSION DES RÉSULTATS. — Le bénéfice net courant (part du groupe) de Lesieur à la fin de septembre a atteint 109 millions de francs, en progression de 231 % par rapport à la même période de 1985. Le chiffre d'affaires, en hausse de 18 % par rapport à la même période de 1985, pour s'établir à 5 819 F.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

## COURS DU JOUR

+ base + base

Rep. + ou dép. — Rep. + ou dép. — Rep. + ou dép. —

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....

SE-IL .....



## 12 NOVEMBRE

Cours relevé  
à 17 h 33

## Second marché (sélection)

**SICAV** (selection)

**12/11**

[illegible]



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le sort des otages au Liban et les relations des Occidentaux avec Damas et Téhéran.	8 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.	11 La Suisse prête à indemniser les riverains du Rhin.	29 Communication.	38 Le plan de sauvegarde de la Sécurité sociale.	Radio-télévision ..... 33
4 Le procès du frère de Netzer Hindawi à Berlin.	8 Le gouvernement et les pieds-noirs.	— La réforme des lycées.	30-31 L'Opéra de quai sous, au Châtelet.	37 Les syndicats de l'OCDE chez M. Chirac.	Annuaire classés ..... 29
6 Chili : contacts discrets entre des membres de la junte et des représentants de l'opposition modérée.	10 Le communiqué du conseil des ministres.	12 Une ancienne déportée menacée d'expulsion.	31 Philippe Caubère au Théâtre Hébertot.	38 La France atteinte par une vague d'OPA.	Carnet ..... 34
			— Les Stranglers au Zénith.	39 Nouveaux tours de vis sur les quotas laitiers.	Météorologie ..... 33
				40-41 Marchés financiers.	Mots croisés ..... 38
					Loto/Loterie nationale ..... 34
					Programmes des spectacles ..... 32

## Le traitement de la maladie d'Alzheimer

## Un médicament pour renouer les fils de la mémoire

Pour la première fois, un médicament semble pouvoir corriger la perte de la mémoire, l'un des symptômes les plus handicapants de la maladie d'Alzheimer, principale cause de démence sénile. Telle est la conclusion d'une importante étude américaine publiée dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* daté du 13 novembre.

L'étude, dirigée par le docteur Williams Sommers (université de Californie, Los Angeles), a porté sur dix-sept malades atteints de la maladie d'Alzheimer, affection très fréquente et dont l'origine est encore mystérieuse. Le médicament utilisé — la tétra-hydro-aminoacrine ou THA — agit au niveau des mécanismes régulateurs de l'un des principaux neurotransmetteurs (l'acétylcholine), molécule indispensable à la transmission de l'information nerveuse. La THA est un inhibiteur de l'acétylcholine-estérase. D'autres produits similaires sont en cours d'expérimentation comme la physostigmine (1).

Les spécialistes américains soulignent l'efficacité de la THA sur le principal et le plus handicapant symptôme de la maladie : la perte de mémoire. Ils expliquent notamment que des malades qui avaient oublié jusqu'à leur nom et qui ne reconnaissaient plus leurs enfants ont pu récupérer une partie de leurs facultés, l'un parvenant même à retrouver son

emploi. Une efficacité clinique a été notée chez seize des dix-sept malades de l'étude. Cette efficacité est toutefois étroitement liée à la prise du produit : les symptômes réapparaissent dès l'arrêt du traitement. Tout en insistant sur la caractère encore expérimental de cette étude, les spécialistes américains ne cachent pas leur enthousiasme.

L'une des principales questions posées est de savoir s'il s'agit d'un médicament « de fond » ou d'une substance qui n'a pour effet que de corriger les symptômes ? La publication américaine suscite sur ce point quelques interrogations. Le docteur Kenneth Davis (hôpital Mount-Sinai, New-York) doute, pour sa part, que ce médicament puisse être utilisé avec succès chez tous les patients atteints par la maladie d'Alzheimer, dans la mesure où il n'agit que sur l'un des aspects de la maladie.

Pour les préliminaires qu'ils soient, les résultats américains sont particulièrement encourageants. L'arsenal thérapeutique dont dispose la médecine pour lutter efficacement contre cette affection de plus en plus fréquente, compte tenu du vieillissement de la population, est en effet très pauvre. Etant donné le formidable marché pharmaceutique qui résulte de cette situation, de très nombreuses expérimentations sont en cours, comme avec certaines molécules (neuroleptiques), dont on sait qu'elles augmentent les capacités d'apprentissage chez l'animal de laboratoire, mais dont l'utilisation chez l'homme est restée presque impossible à cause de leurs effets secondaires.

JEAN-YVES NAU.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 13 novembre

## La progression reprend

Après avoir cédé à l'effritement vingt-quatre heures auparavant, le marché parisien a repris sa progression jeudi matin au cours de la séance préliminaire. Le mouvement s'est même un peu accéléré. En hausse de 0,25 % à l'ouverture, l'indice instantané s'établissait en clôture à 0,35 % au-dessus de son niveau précédent. L'indice de CAC 40 (+4,46 %) et plus modestement (de 0,9 % à 1,7 %) de Midi, Accor, Hovis, Prouvost, Guyenc, Darty, Ecco, Recul d'Alstom, VCB, Priemps, Europe 1.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	450	450	458
Agropar	2020	2038	2030
Alt Liquide (L)	674	672	674
Banque Paribas	1054	1060	1066
Banque	2220	2240	2246
Banque	1225	1238	1230
B.S.N.	4250	4260	4240
Carrefour	3000	3030	3080
Cheminot S.A.	1300	1298	1300
Club Méditerranée	622	622	624
Orléans	1600	1600	1600
Orléans	1145	1148	1150
Orléans	313	313	312,50
Orléans	3370	3380	3390
Orléans	1325	1324	1328
Orléans	2210	2204	2205
Orléans	1530	1535	1536
Orléans	2395	2375	2385
Orléans	1020	1020	1020
Orléans	3770	3768	3768
Orléans	1199	1200	1201
Orléans	1000	998	999
Orléans	1050	1055	1054
Orléans	691	692	690
Orléans	790	790	790
Orléans	2875	2880	2880
Orléans	1510	1515	1515
Orléans	438,50	437	438
Orléans	1984	1984	1990
Orléans	521	520	520

## LA SNCF COMMUNIQUE :

Les samedis 15 et 22, les dimanches 16 et 23 novembre 1986, de 5 h 45 à 22 h, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future liaison Vallée-de-Montmorency - Invalides, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares Boulevard-Victor et Invalides (ligne C du RER).

Un service d'autobus desservant Javel, Champ-de-Mars et Pont-de-l'Alma sera mis en place entre les deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services RATP (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

— Invalides, s'ils se dirigent vers la banlieue sud-ouest ;

— Boulevard-Victor, s'ils se dirigent vers la banlieue ouest.

La SNCF prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

## Thierry Le Luron est mort

## Le caricaturiste de tous les pouvoirs

L'imitateur et fantasiste Thierry Le Luron est mort à Paris ce jeudi 13 novembre dans la matinée. Il était âgé de trente-quatre ans. Il avait dû amputer, pour être hospitalisé, son spectacle au Palais des congrès, le 29 octobre dernier.

An départ, il y a ce sens limité de l'imitation, cette capacité inexplicable de prendre la voix des autres, ce don de fin de banquet permettant de parodier dans les réunions de famille l'accent, un professeur, un collègue de bureau ou un personnage célèbre. Arrive mai 1968. Elève de première au lycée de Châteaufort-Malherbe, Thierry Le Luron a seize ans. Il en aurait eu dix-huit et il aurait été, peut-être, comme tout le monde, sur des barricades. Pour passer le temps, il se livre par les événements, Thierry Le Luron regarde plus attentivement la télévision, et c'est là, sur le petit écran, qu'il découvre Jacques Chaban-Delmas président de la République, et se surprend à l'imiter et fait la joie de son entourage. Le Luron a trouvé sans s'en apercevoir un cheval de bataille pour faire le métier dont il rêve : celui de la scène.

Dès lors, tout va aller vite. En croquant d'instinct les traits de modèles qui s'accumulent à vive allure. En installant dans le même timbre de voix, les mêmes couleurs, les mêmes vibrations. En prêtant à ses victimes des tics sonores plus vrais que nature.

Le premier spectacle a lieu, c'est un symbole, dans un théâtre de chaussonniers : le Dix-Heures. Thierry Le Luron a dix-huit ans, un visage de premier communiste et une considérable présence. Il souligne déjà que l'imitation peut ne pas être qu'une performance technique et que, derrière Froggi, il y a un chansonnier dont la fonction est de persister.

Le Luron restitue la psychologie des personnalités de la politique et du spectacle, traduit le comportement des modèles par des touches impressionnistes. Plus tard, il se contentera de sortir les épaves et le ventre pour caricaturer Raymond Barre et pousser l'outrance à ses limites pour parodier Georges Marchais.

Illusionniste à l'affût d'idées simples et de textes corrosifs, il

s'entoure de spécialistes de la satire, comme Jean Lacroix et Patrick Font. Il élève au rang d'un genre autonome et populaire un aimable exercice de style à peine bon autrefois pour les cabarets ou les premières parties de musio-hall. Son sens incontestable du spectacle l'amené même à produire au Palais des congrès des superproductions avec des décors qui jouent sur la brillance et l'épate, des jets d'eau gigantesques, des danseurs, et un grand orchestre l'accompagnant dans des airs d'opérette. Car l'imitateur-virtuose vendra, un temps, du rêve et du bonheur, aura gâché des disques de chansons, que son producteur Paul Lederman fera distribuer à plus d'un million d'exemplaires.

Thierry Le Luron monte spectacle après spectacle, sans s'accorder de pause. Avec une sorte de boulimie de succès. Comme s'il avait peur que tout brusquement s'arrête. Le samedi, il est de coutume pour lui de donner jusqu'à quatre représentations : par exemple, une à Nice, une à Paris, une à Bordeaux, une au Théâtre du Gymnase à Paris et une dernière en banlieue, autour d'une heure du matin.

## Un humour dévastateur

An milieu des années 70, à travers *Lenny*, le film de Bob Fosse, interprété par Dustin Hoffman, Thierry Le Luron découvre la liberté de langage du caricaturiste américain Lenny Bruce. Dès lors, il entre dans la satire avec une totale disponibilité d'esprit et un humour dévastateur qui ne s'accorde pratiquement pas de limite. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, qu'il ne supporte pas, Le Luron organise au Théâtre Marigny, près de l'Élysée, tout un spectacle autour de l'affaire des démons. De l'après-midi, deux au Théâtre du Gymnase à Paris et une dernière en banlieue, autour d'une heure du matin.

Thierry Le Luron ignore pas les autres hommes politiques et les parodie parfois au vif. François Mitterrand comme Laurent Fabius seront eux aussi durement traités. Jean-Marie Le Pen fera également l'objet de soins particuliers. Ainsi,

on l'a dit, que Georges Marchais, que l'imitateur imaginaire installé à l'Élysée, lisait tous les journaux et écoutait la radio et la télévision et inaugurait sa première conférence de presse en lançant à l'assistance : « Vous pouvez me poser toutes les questions que vous voulez. Je ne répondrai qu'à celles qui me plaisent ».

Bien que se déclarant gaulliste, Le Luron ne veut pas se reconnaître dans un parti politique : « Le caricaturiste, dit-il un jour, n'est le héros de personne, n'appartient à aucune chapelle ». Il roule pour lui et cogne contre le pouvoir, quel qu'il soit. Au début des années 80, l'imitateur se dédouble et lance quelques-unes de ses néchesses par l'intermédiaire d'un personnage « franchouillard », Adolphe Glapud, portant béret, moustaches et pantoufles, ayant des convictions à géométrie variable et chantant avec nostalgie *Marichal, nous voilà*.

Il y a à peine plus d'un an, Thierry Le Luron, habillé d'un frac de cor de chasse, et Coluche, vêtu en robe blanche et outrancièrement maquillé, étaient les protagonistes d'une noce bouffonne, fautive dans la dévotion, organisée comme une kermesse folle en plein Champs-Élysées par Paul Lederman. La farce a tourné depuis en une double tragédie.

Les dernières semaines avant son hospitalisation, Thierry Le Luron disait tout à l'esprit : il préparait un spectacle au Palais des congrès, qui aurait dû commencer le 29 octobre dernier. Il se promettait d'égayer Charles Pasqua : « Si tu es arabe ou bien nègre n'oublie pas les papiers chez toi ! Les fils, sûr, si t'es pas de la pégre ne ferais pas les sommations deux fois ». Et il annonçait des imitations d'Elvis Presley, de Sammy Davis, de Frank Sinatra, de Louis Armstrong, de Johnny Mathis. Comme des jarmes de regret d'une aventure américaine qu'il rêvait d'entreprendre à l'âge de quarante ans.

Evocant son état de santé dans une interview à Jean-Pierre Ettaubach d'Europe 1 deux jours avant son hospitalisation, Thierry Le Luron laissait percevoir entre les mots les blessures laissées par les rumeurs de l'opinion. Et le terrible isolement de la maladie.

CLAUDE FLÉOUTER.

## Sur le vif

## Allons, enfants...

Il est mal, Chalandon, c'est une chiffe morte. Pourquoi il a renoncé à la cérémonie du serment : je jure de servir et d'obéir le grand et beau pays où je suis venu au monde et qui a eu l'immense honneur de tolérer ma présence sur son sol sacré bien que mon papa soit né ailleurs ? Pourquoi il a refusé à un an seulement la période pendant laquelle on va cuisiner le pot-au-feu, mettre sur la table pour voir s'il est digne de servir sous nos drapeaux ? Épreuve de grammaire : C'est quoi la concordance des temps ? Épreuve de civilité : Combien de fois par semaine vous allez tremper votre croissant dans le Ricard de votre copain Dupont-Dusard au café en face de l'école ?

C'est pas suffisant pour nous délasser de tous ces jarmes qu'il n'ont pas conscience de devenir français. Il a raison. Moi, c'était pareil. Quand j'étais gosse, je ne me rendais pas compte de l'immense honneur qu'on me faisait en me traitant comme si mes deux parents étaient nés à Gargues-lès-Gonnes ou à Villeneuve-Police. J'étais nulle en orthographe, je le suis restée. J'ai jamais su danser. Je méritais pas le passeport français.

Faut que ça change. Faut que tous les mêmes de seize ans, que les mêmes de seize ans, que les mêmes de seize ans, qu'ils s'appellent Broglie, Khamel, Delamarre ou Rossi, fassent acte d'obédience et soient soumis à un examen d'entrée dans la communauté nationale.

Il y a un truc des recettes : Ça coûte des milliers de milliards, pas plus magiques que vous ou moi. Tous ces petits loubards aux cheveux raides et sales, au teint blafard, qui prennent la place de vieux dans nos prisons. Tous ces fils de famille incapables de gérer une entreprise, allez, ruez, dehors, du balai !

Non, c'est vrai, c'est plus possible. Je ne demande rien qu'un petit tout ce qui nait, tout ce qui pointe la tête dans nos maternités, mais, fût-ce, qu'on fasse le tri !

CLAUDE SARRAUTE.

## EN BREF

● AUTOMOBILES PEUGEOT : aucune activité en Afrique du Sud. — La société Automobiles Peugeot, dont le siège, 75, avenue de la Grande-Armée à Paris (8<sup>e</sup>), a été endommagée pendant la nuit du lundi 10 au mardi 11 novembre, par un attentat revendiqué par Action directe, a affirmé, mercredi 12 novembre, n'avoir « aucune activité en Afrique du Sud ». Le Monde du 12 novembre.

● En janvier 1979, Automobiles Peugeot a fermé sa filiale industrielle de Johannesburg dont l'activité a été reprise par un groupe sud-africain, précise la société dans un communiqué.

● Depuis fin 1985, Automobiles Peugeot a cessé d'être représentée par ce groupe et n'exporte plus aucun véhicule vers l'Afrique du Sud, que ce soit sous forme de collections de pièces pour production locale ou sous forme de voitures assemblées, a-t-elle communiqué.

● L'affaire du « Southern-Redder » : nouveau témoin. — L'avocat des neuf naufragés du Southern-Redder inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, M<sup>re</sup> Jean-François Bournot, a été cité comme témoin dans l'information ouverte par le parquet de Saint-Denis-de-la-Réunion pour vol, recel de vol et violation du secret de l'instruction. En compagnie des deux journalistes également cités comme témoins, M<sup>re</sup> Bournot est convoqué chez le juge d'instruction la 17 novembre. — (Corresp.)

● Essai nucléaire français sur l'atoll de Mururoa. — La France a procédé, jeudi 13 novembre, à un essai nucléaire sur son site souterrain de Mururoa, dans le Pacifique sud, ont annoncé, à Wellington, les géologues néo-zélandais. L'explosion était d'une puissance d'environ 20 kilotonnes (soit une énergie comparable à l'explosion d'Hiroshima). Cette expérience est la quatre-vingt-troisième effectuée à Mururoa. — (AFP.)

## Coups de tabac sur la Route du rhum

## « Pen-Duick VI » repêche Tabarly

Eric Tabarly, qui avait demandé assistance, mercredi 12 novembre, à la suite de la rupture du flottage de son trimaran *Côte d'Or II*, engagé dans la troisième Route du rhum (nos dernières éditions), a pu être transbordé jeudi, peu après 4 heures, sur *Pen-Duick VI*, le grand monocoque avec lequel il avait remporté sa deuxième Transat anglaise en solitaire en 1976. Alors que la plupart des concurrents étaient à la cape, à sec de force, en attendant une accalmie, le Centre national d'études spatiales à Toulouse avait perçu deux signaux de détresse du catamaran *Jean-Stalder*. Son skipper, Dominique Marsaudon a pu être récupéré par un cargo.

« Je crois qu'il va falloir venir me chercher. » Pour la première fois en quarante ans de navigation, Eric Tabarly a dû se résoudre à demander assistance. Son nouveau trimaran, *Côte d'Or II*, devenu ingouvernable, dérivait à quelque 420 milles au sud-ouest d'Ouessant. Par un curieux clin d'œil, c'est *Pen-Duick VI*, le grand monocoque qu'il avait mené à la victoire dans la Transat anglaise en 1976, malgré cinq redoutables tempêtes, qui est arrivé le premier sur les lieux du naufrage.

Parti de Saint-Malo, la veille de la Route du rhum, *Pen-Duick VI*, qui naviguait en charter vers les Antilles, a pu récupérer à son bord son ancien capitaine, malgré une mer démontée avec des vagues de 5 à 6 mètres.

Depuis leur départ de Saint-Malo, les concurrents de la Route du rhum ont déjà affronté trois dépressions très creuses qui ont durement secoué hommes et voiliers. Après trois jours de course, une dizaine de concurrents ont dû faire escale dans les ports bretons pour réparer des avaries, voire renoncer définitivement comme Hervé Cléris, dont le catamaran de formule 40 *FINAC*, a été retourné comme une crêpe par une déferlante, ou comme Tony Ballimore dont le trimaran *Apricot* s'est fracassé contre des rochers ou encore Eric Loizeau, épuisé par une récente opération chirurgicale et contraint de rebrousse chemin après avoir cassé un étau de trinquette de son catamaran *Roger-et-Gallie*.

GÉRARD ALBOUY.

Le numéro du « Monde » daté 13 novembre 1986 a été tiré à 481 295 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

LES ENSEIGNANTS AMATEURS D'APPLE CHOISSENT LES - 30% D'INTERNATIONAL COMPUTER LES DEVIENNENT DES FRUITS SECS.

Un Macintosh 512/800  
Lecteur externe  
Write/paint. Image writer II  
16.185 F HT - 19.195 F TTC  
Tarifs réservés aux établissements d'enseignement et aux enseignants



INTERNATIONAL COMPUTER  
La micro sans frontières  
25, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup>  
42.72.26.26

هكمان الأول